

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXII**1931****NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIERES

	Pages
N° 2601. — Afghanistan et Finlande :	
Traité d'amitié. Signé à Helsinki, le 17 juillet 1928	9
N° 2602. — Japon et Roumanie :	
Echange de notes comportant un arrangement commercial. Bucarest, le 22 octobre 1930 ...	15
N° 2603. — Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations, Inde, Chine, etc. :	
Accord sur les bateaux-feux gardés se trouvant hors de leur poste normal, signé à Lisbonne, le 23 octobre 1930, et règlement y relatif... ..	21
N° 2604. — Danemark et Finlande :	
Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Helsingfors, le 12 janvier 1931	29
N° 2605. — Autriche et Belgique :	
Déclaration additionnelle à la Convention d'extradition du 12 janvier 1881. Signée à Vienne, le 1 ^{er} décembre 1930	37
N° 2606. — Autriche et Belgique :	
Déclaration concernant l'aide judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Signée à Vienne, le 1 ^{er} décembre 1930	43
N° 2607. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Chine :	
Convention pour la rétrocession de Wei-Hai-Wei, avec annexes, et accord concernant certaines facilités concédées à la marine de Sa Majesté britannique après la rétroces- sion, avec une annexe. Signés à Nankin, le 18 avril 1930	49

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publications of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXII

1931

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS

	Page
No. 2601. — Afghanistan and Finland :	
Treaty of Friendship. Signed at Helsinki, July 17, 1928	9
No. 2602. — Japan and Roumania :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Bucharest, October 22, 1930	15
No. 2603. — Germany, Belgium, Great Britain and Northern Ireland, and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations, India, China, etc. :	
Agreement concerning Manned Lightships not on their Stations, signed at Lisbon, October 23, 1930, and Regulations relating thereto	21
No. 2604. — Denmark and Finland :	
Exchange of Notes constituting an Agreement relating to reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Helsing- fors, January 12, 1931	29
No. 2605. — Austria and Belgium :	
Additional Declaration to the Extradition Convention of January 12, 1881. Signed at Vienna, December 1, 1930	37
No. 2606. — Austria and Belgium :	
Declaration regarding reciprocal Legal Assistance in Civil and Commercial Matters. Signed at Vienna, December 1, 1930	43
No. 2607. — Great Britain and Northern Ireland and China :	
Convention for the Rendition of Weihaiwei, with Annexes, and Agreement regarding certain Facilities for His Majesty's Navy after Rendition, with an Annex. Signed at Nanking, April 18, 1930	49

- Pages
- N° 2608. — Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations, Canada, Australie, etc. :**
- Traité international pour la limitation et la réduction des armements navals, signé à Londres, le 22 avril 1930, avec procès-verbal relatif au dépôt des ratifications, signé à Londres, le 27 octobre 1930, et échange de notes concernant l'interprétation de l'article 19 du traité, Tokio, les 21 et 24 mai 1930, et Londres, le 5 juin 1930 ... 65
- N° 2609. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Norvège :**
- Echange de notes relatif à la reconnaissance de la souveraineté de la Norvège sur l'Ile Jan Mayen. Oslo, les 18 et 19 novembre 1930 ... 97
- N° 2610. — Autriche et Perse :**
- Accord provisoire réglant les relations entre les deux pays, signé à Téhéran, le 17 juin 1928, avec lettres de la même date relatif à sa mise en vigueur, et échanges de notes prorogeant cet accord, Angora, le 10 mai 1929, et Rome, les 7 novembre 1929, 10 mai, 9 août et 10 novembre 1930, et 10 février 1931 ... 101
- N° 2611. — Pays-Bas et Roumanie :**
- Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à La Haye, le 22 janvier 1930 ... 121
- N° 2612. — Chili et Pérou :**
- Convention sur la police des frontières. Signée à Santiago, le 29 avril 1930... 133
- N° 2613. — Roumanie et Turquie :**
- Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole de signature, signés à Ankara, le 11 juin 1929, avec annexes et protocole additionnel, signés à Ankara, le 9 juillet 1929 ... 139
- N° 2614. — Allemagne et Tchécoslovaquie :**
- Convention comportant règlement uniforme de la procédure de fermeture douanière applicable aux bateaux de l'Elbe. Signée à Hambourg, le 27 juin 1930 ... 169
- N° 2615. — Danemark et Estonie :**
- Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage danois et estoniens. Signée à Copenhague, le 16 janvier 1931 ... 215
- N° 2616. — Estonie et Lettonie :**
- Accord relatif à l'entretien en bon état de la frontière entre l'Estonie et la Lettonie et à l'usage des zones expropriées et des zones où les droits de propriété sont limités. Signé à Riga, le 5 septembre 1930 ... 219
- N° 2617. — Pologne et Roumanie :**
- Convention relative à l'exploitation de lignes de communication aérienne régulière. Signée à Varsovie, le 9 mai 1930 ... 225

	Page
No. 2608. — United States of America, France, Great Britain and Northern Ireland and all Parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations, Canada, Australia, etc. :	
International Treaty for the Limitation and Reduction of Naval Armament, signed at London, April 22, 1930, with Procès-Verbal of Deposit of Ratifications, signed at London, October 27, 1930, and Exchange of Notes regarding the Interpretation of Article 19 of the Treaty, Tokio, May 21 and 24, 1930, and London, June 5, 1930	65
No. 2609. — Great Britain and Northern Ireland and Norway :	
Exchange of Notes regarding the Recognition of Norway's Sovereignty over Jan Mayen Island. Oslo, November 18 and 19, 1930	97
No. 2610. — Austria and Persia :	
Provisional Agreement for the Settlement of Relations between the two Countries, signed at Teheran, June 17, 1928, with Letters of the same date regarding its coming into force, and Exchanges of Notes renewing this Agreement, Angora, May 10, 1929, and Rome, November 7, 1929, May 10, August 9, and November 10, 1930, and February 10, 1931	101
No. 2611. — The Netherlands and Roumania :	
Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at The Hague, January 22, 1930	121
No. 2612. — Chile and Peru :	
Convention on the Policing of the Frontiers. Signed at Santiago, April 29, 1930... ..	133
No. 2613. — Roumania and Turkey :	
Convention regarding Establishment, Commerce and Navigation, with Protocol of Signature, signed at Ankara, June 11, 1929, with Annexes and Additional Protocol, signed at Ankara, July 9, 1929	139
No. 2614. — Germany and Czechoslovakia :	
Convention regarding Uniform Customs Sealing Regulations for Elbe Shipping. Signed at Hamburg, June 27, 1930	169
No. 2615. — Denmark and Estonia :	
Declaration relating to the reciprocal Recognition of Danish and Estonian Tonnage Certificates. Signed at Copenhagen, January 16, 1931	215
No. 2616. — Estonia and Latvia :	
Agreement regarding the Maintenance in good Condition of the Frontier between Estonia and Latvia and the Use of the Expropriated Zones and of the Zones in which Rights of Ownership are restricted. Signed at Riga, September 5, 1930	219
No. 2617. — Poland and Roumania :	
Convention regarding the Operation of regular Air Lines of Communication. Signed at Warsaw, May 9, 1930	225

- Page s
- N° 2618. — Allemagne, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Inde, France, Italie, Japon, Portugal, Yougoslavie :**
 Accord relatif à l'emprunt international 5 $\frac{1}{2}$ % 1930 du Gouvernement allemand. Signé à Paris, le 10 juin 1930, avec annexe et échange de notes de la même date relatif à la notification de cet accord à la Banque des Règlements internationaux et Déclaration des Gouvernements de la Belgique, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie. 237
- N° 2619. — France et Perse :**
 Accord de principe au sujet de l'abolition de la convention franco-persane de 1900 relative au monopole des fouilles archéologiques. Signé à Téhéran, le 18 octobre 1927 ... 267
- N° 2620. — Perse et Union des Républiques soviétistes socialistes :**
 Traité de garantie et de neutralité avec protocoles, signés à Moscou le 1^{er} octobre 1927, et échange de notes de la même date ... 275
- N° 2621. — Perse et Union des Républiques soviétistes socialistes :**
 Accord relatif à l'exploitation des pêcheries sur la côte méridionale de la mer Caspienne, avec protocole, signés à Moscou, le 1^{er} octobre 1927, et échange de notes de la même date. 297
- N° 2622. — Belgique, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Union Sud-Africaine, Inde, France, Grèce, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Roumanie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Bulgarie :**
 Accord concernant le règlement des réparations bulgares, avec clause finale et déclarations y annexées. Signés à La Haye, le 20 janvier 1930 ... 361
- N° 2623. — Albanie, Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Autriche, Belgique, etc. :**
 Convention internationale pour la répression du faux-monnayage et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929 ... 371
- N° 2624. — Autriche, Bulgarie, Colombie, Cuba, Espagne, etc. :**
 Protocole facultatif concernant la répression du faux-monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929 ... 395
- N° 2625. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :**
 Traité relatif à l'exemption du service militaire de certaines personnes ayant la nationalité des deux pays. Signé à Oslo, le 1^{er} novembre 1930 ... 399
- N° 2626. — Lettonie et Lithuanie :**
 Traité de conciliation et d'arbitrage. Signé à Kaunas, le 24 novembre 1930 ... 405
- N° 2627. — Lettonie et Lithuanie :**
 Accord commercial, avec protocole. Signés à Kaunas, le 24 novembre 1930... 417
- N° 2628. — Etats-Unis d'Amérique et Pays-Bas :**
 Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices dérivés d'entreprises de navigation. Washington, les 13 septembre, 19 octobre et 27 novembre 1926 ... 433

	Page
No. 2618. — Germany, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, Union of South Africa, India, France, Italy, Japan, Portugal, Yugoslavia :	
Agreement in regard to the German Government International 5 ¹ / ₂ % Loan 1930, signed at Paris, June 10, 1930, with Annex and Exchange of Notes of the same date regarding the Notification of this Agreement to the Bank for International Settlements, and Declaration by the Governments of Belgium, France, Great Britain and Italy	237
No. 2619. — France and Persia :	
Agreement of Principle with reference to the Abrogation of the Franco-Persian Convention of 1900 concerning the Archæological Research Monopoly. Signed at Teheran, October 18, 1927	267
No. 2620. — Persia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Treaty of Guarantee and Neutrality, with Protocols. Signed at Moscow, October 1, 1927, and Exchange of Notes of the same date	275
No. 2621. — Persia and Union of Soviet Socialist Republics :	
Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, with Protocol, signed at Moscow, October 1, 1927, and Exchange of Notes of the same date	297
No. 2622. — Belgium, Great Britain and Northern Ireland, Canada, Australia, New Zealand, Union of South Africa, India, France, Greece, Italy, Japan, Poland, Portugal, Roumania, Czechoslovakia, Yugoslavia and Bulgaria :	
Agreement regarding the Settlement of Bulgarian Reparations, with Final Clause and Declarations annexed thereto. Signed at The Hague, January 20, 1930	361
No. 2623. — Albania, Germany, United States of America, Austria, Belgium, etc. :	
International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency and Protocol. Signed at Geneva, April 20, 1929	371
No. 2624. — Austria, Bulgaria, Colombia, Cuba, Spain, etc. :	
Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20, 1929	395
No. 2625. — United States of America and Norway :	
Treaty concerning the Exemption from Military Service of certain Persons who are Nationals of both Countries. Signed at Oslo, November 1st, 1930	399
No. 2626. — Latvia and Lithuania :	
Treaty of Conciliation and Arbitration. Signed at Kaunas, November 24, 1930	405
No. 2627. — Latvia and Lithuania :	
Commercial Agreement, with Protocol. Signed at Kaunas, November 24, 1930	417
No. 2628. — United States of America and the Netherlands :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Relief from Double Income Tax on Shipping Profits. Washington, September 13, October 19 and November 27, 1926	433

N° 2601.

**AFGHANISTAN
ET FINLANDE**

Traité d'amitié. Signé à Helsinki, le
17 juillet 1928.

**AFGHANISTAN
AND FINLAND**

Treaty of Friendship. Signed at
Helsinki, July 17, 1928.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

No. 2601. — YSTÄVYYSSOPIMUS¹
SUOMEN JA AFGANISTANIN
VÄLILLÄ, ALLEKIRJOITETTU
HELSINGISSÄ, 17 PÄIVÄNÄ
HEINÄKUUTA 1928.

No. 2601.

”معاهده دوستانه
ما بین فنلاند و افغانستان”

Finnish, Swedish and Persian official texts, communicated by the Finnish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place January 19, 1931.

Textes officiels finnois, suédois et persan, communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Finlande. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 19 janvier 1931.

Suomen TASAVALLAN HALLITUS ja AFGANISTANIN KUNINKAALINEN HALLITUS, kumpikin haluten lujittaa molempien maiden väliset vilpittömät ystävyysuhteet, ovat päättäneet tehdä ystävyyssopimuksen ja tässä tarkoituksessa määränneet valtuutetuikseen:

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI:

Ulkoasiainministeri Hj. J. PROCOPÉ'n;

HÄNEN MAJESTEETTINSA AFGANISTANIN KUNINGAS:

Erikoislähettilään ja Täysivaltaisen Ministerin Mirza MOHAMMED KHAN'in,

Jotka, esitettyään toisilleen hyviksi ja asianmukaisiksi havaitut valtakirjansa, ovat sopineet seuraavista määräyksistä:

I artikla.

Rikkomaton rauha sekä vilpiton ja pysyvä ystävyys on vallitseva Suomen Tasavallan ja Afganistanin välillä samoinkuin molempien valtioiden kansalaisten välillä.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Helsinki, le 1^{er} décembre 1930.

حکومت جمهوری فنلاند و دولت شاه افغانستان نظر به اشتیاق و آرزوی طرفین از برای استحکام روابط دوستی میان که ما بین گلگین موجود است، مصمم شدند که معاهده دوستانه منعقد نمایند، برای این مقصد نمایندگان خود را تعیین نمودند:

از طرف زمین جمهور فنلاند: وزیر امور خارجه ی. پی. پروکوپه

از طرف ملکه حضرت پادشاه افغانستان: سفیر فوق العاده و وزیر خوار

میرزا محمد خان

نمایندگان مذکور بعد از آنکه اعتبار نامه های خود که آنها را با رعایت تائیدات لازم و مقررات تقاضیه ندوین تنظیم شده یافتند، در مواد ذیل موافقت نمودند:

ماده اول
این جمهوری فنلاند و دولت شاه افغانستان صلح و خن ناپذیر و دوستی
لا ینقطع مصیانه برقرار خواهد بود و همچنین ما بین رعایای دو زمین.

¹ The exchange of ratifications took place at Helsinki, December 1, 1930.

2 artikla.

Korkeat sopimuspuolet ovat yhtä mieltä siitä, että molempien valtioiden kesken järjestetään diplomaattiset suhteet kansainvälisen oikeuden periaatteiden mukaisesti; molemmilla sopimuspuolilla on oikeus lähettää asianmukaisesti akreditoituja diplomaattisia edustajia, joilla vastavuoroisuuden ehdolla on kummankin valtion pääkaupungissa ne etuoikeudet, erikoisvapaudet ja vapautukset, jotka kansainvälisen oikeuden periaatteiden mukaisesti on myönnetty tällaisille edustajille. Sopimuspuolilla on myöskin oikeus lähettää pääkonsuleita ja konsuleita, joilla niinikään vastavuoroisuuden perusteella on pääkonsuleille ja konsuleille kansainvälisen oikeuden mukaan myönnetty etuoikeudet, erikoisvapaudet ja vapautukset.

3 artikla.

Korkeat sopimuspuolet ovat yhtä mieltä siitä, että niin pian kuin mahdollista ryhdytään kauppasopimuksen aikaansaamista tarvoittaviin neuvotteluihin.

4 artikla.

Tämä sopimus on ratifioitava ja ratifioimisasiakirjat vaihdettava Helsingissä niin pian kuin mahdollista. Sopimus tulee voimaan viidentenätoista päivänä ratifioimisasiakirjain vaihdon tapahduttua.

5 artikla.

Tämä sopimus on laadittu kahtena kappaaleena suomen-, ruotsin- ja persiankielellä ja ovat kaikki tekstit todistusvoimaisia.

Vakuudeksi valtuutetut ovat allekirjoittaneet tämän sopimuksen ja varustaneet sen sineiteillään.

Tehty Helsingissä, 17 päivänä heinäkuuta 1928.

(L. S.) Hj. J. PROCOPÉ.

ماده دوم

دولتین عظیمین بنام دین متفقند که مناسبات دیپلماتیک را بین
دو تن موافق بر اساس قانون بین المللی برقرار نمایند و این حق
خواهند داشت که متفقان را نمایندگان دیپلماتیک که برترتیب از
تاسیس خواهند داشت بفرستند. و این حق از حقوق مصوبت
راحتیاز اینکه به نمایندگان دول سرتیرو من بر اساس حقوق بین
المللی داده میشود. در پایتخت مملکت طرفین بر اساس این متفقان
خواهند کرد. و همچنین طرفین حق خواهند داشت که در ملاکات
بلوکبر خیرال فوئدها و فوئدها لهائین نمایند.

ماده سوم

دولتین عظیمین بنام دین متفقند که هر قدر زودتر ممکن باشد برای
عقد کردن یک تجارتی اقدام نمایند.

ماده چهارم

ساده و تصدیق خواهند نمود و تصدیقنامه متفقان را زودتر در مسیحی
مبادله خواهند شد و از تاریخ مبادله تصدیقنامه بعد از بازده روز
ساده و اهرامی الاجر خواهد بود.

ماده پنجم

ساده و خواهی از نهایی فنی رسیدنی و فارسی برداشته و فرستاده
حق سدی دارند.
ساده و خواهی از نمایندگان متفقان در شهر مسیحی
هر خواهند.

تاریخ ۱۷ ژوئیه سنه ۱۳۰۸

میرزا محمد

(L. S.)

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

N^o 2601. — VÄNSKAPSFÖRDRAG MELLAN FINLAND OCH AFGANISTAN, UNDERTEGNAT I HELSINGFORS DEN 17 JULI 1928.

REPUBLIKEN FINLANDS REGERING och AFGANISTANS KUNGLIGA REGERING hava, ömsesidigt besjälade av önskan att befästa de uppriktiga vänskapliga förbindelserna de båda länderna emellan, beslutat att avsluta ett vänskapsfördrag och för sådant ändamål till sina befullmäktigade ombud utsett :

REPUBLIKEN FINLANDS PRESIDENT :

Ministern för utrikesärendena Hj. J. PROCOPÉ ;

HANS MAJESTÄT KONUNGEN AV AFGANISTAN :

Utomordentliga sändebudet och befullmäktigade ministern Mirza MOHAMMED Khan,

Vilka, efter att hava för varandra företett sina fullmakter, som befunnits i god och behörig form, överenskommit om följande bestämmelser :

Artikel 1.

Örubbilig fred och uppriktig och ständig vänskap skall råda mellan Republiken Finland och Afganistan ävensom mellan de två staternas medborgare.

Artikel 2.

De höga fördragsslutande parterna äro ense om att mellan de båda staterna ordnas diplomatiska förbindelser enligt folkrättens principer ; de båda fördragsslutande parterna äga rätt att utnämna behörigen ackrediterade diplomatiska representanter, som i vardera landets huvudstad skola under villkor av ömsesidighet åtnjuta de privilegier, lätnader och befrielser, som enligt folkrättens principer medgivas sådana representanter. De fördragsslutande parterna äga ock rätt att utnämna generalkonsuler och konsuler, som jämväl under villkor av ömsesidighet skola åtnjuta de privilegier, lätnader och befrielser, som enligt folkrätten medgivas generalkonsuler och konsuler.

Artikel 3.

De höga fördragsslutande parterna äro ense om att så snart som möjligt skrida till underhandlingar om avslutande av ett handelsfördrag.

Artikel 4.

Detta fördrag skall ratificeras och ratifikationsurkunderna så snart som möjligt utväxlas i Helsingfors. Fördraget träder i kraft å femtonde dagen efter det utväxlingen av ratifikationsurkunderna ägt rum.

Artikel 5.

Detta fördrag är upprättat i två exemplar på finska, svenska och persiska språken, och äga samtliga texter samma giltighet.

Till bekräftelse härav hava vederbörande befullmäktigade ombud undertecknat detta fördrag och försett detsamma med sina sigill.

Som skedde i Helsingfors, den 17 juli 1928.

(L. S.) Hj. J. PROCOPÉ.

¹ TRADUCTION.

N^o 2601. — TRAITÉ D'AMITIÉ
ENTRE L'AFGHANISTAN ET LA
FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI,
LE 17 JUILLET 1928.

¹ TRANSLATION.

No. 2601. — TREATY OF FRIEND-
SHIP BETWEEN AFGHANISTAN
AND FINLAND. SIGNED AT
HELSINKI, JULY 17, 1928.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE FINLANDE et LE GOUVERNEMENT ROYAL
D'AFGHANISTAN, animés d'un même désir de
consolider les liens de sincère amitié qui existent
entre les deux pays, ont résolu de conclure
un traité d'amitié et ont désigné à cet effet
pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FIN-
LANDE :

M. Hj. J. PROCOPÉ, ministre des Affaires
étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'AFGHANISTAN :

M. MIRZA Mohammed Khan, envoyé extra-
ordinaire et ministre plénipotentiaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs
pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme,
sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix inviolable et amitié sincère et
perpétuelle entre la République de Finlande et

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

THE GOVERNMENT OF THE FINNISH REPUBLIC
and THE ROYAL GOVERNMENT OF AFGHANISTAN,
being equally desirous of strengthening the
ties of sincere friendship existing between the
two countries, have decided to conclude a
treaty of friendship and have for this purpose
appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE FINNISH REPUBLIC :

M. Hj. J. PROCOPÉ, Minister for Foreign
Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF AFGHANISTAN :

M. MIRZA Mohammed Khan, Envoy
Extraordinary and Minister Plenipo-
tentiary,

Who, having communicated their full powers,
found in good and true form, have agreed upon
the following provisions :

Article I.

There shall be inviolable peace and sincere
and perpetual friendship between the Republic

¹ Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

l'Afghanistan, ainsi qu'entre les ressortissants des deux Etats.

of Finland and Afghanistan and between the nationals of the two States.

Article 2.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de régler les relations diplomatiques entre les deux Etats conformément aux principes du droit international; chacune des Parties contractantes pourra nommer des représentants diplomatiques accrédités qui résideront dans la capitale de l'autre pays et y jouiront, sous condition de réciprocité, des privilèges, facilités et immunités reconnus à ces représentants en vertu des principes du droit international. Les Parties contractantes pourront également nommer des consuls généraux et des consuls qui, également sous condition de réciprocité, jouiront des privilèges, facilités et immunités reconnus aux consuls généraux et aux consuls en vertu du droit international.

Article 2.

The High Contracting Parties agree to regulate diplomatic relations between the two States in conformity with the principles of international law; each of the Contracting Parties may appoint accredited diplomatic representatives who shall reside in the capital of the other country and enjoy therein subject to reciprocity, the privileges, facilities and immunities granted to these representatives in virtue of the principles of international law. The Contracting Parties may also appoint consuls-general and consuls, who, also subject to reciprocity, shall enjoy the privileges, facilities and immunities granted to consuls-general and consuls by international law.

Article 3.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'entrer en pourparlers aussitôt que possible au sujet de la conclusion d'un traité de commerce.

Article 3.

The High Contracting Parties agree to enter into negotiations as soon as possible with a view to the conclusion of a commercial treaty.

Article 4.

Le présent traité devra être ratifié et les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Helsingfors. Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des instruments de ratification.

Article 4.

The present Treaty shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Helsingfors as soon as possible. It shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of the instruments of ratification.

Article 5.

Le présent traité est établi en deux exemplaires, rédigés en finnois, en suédois et en persan, tous les textes faisant également foi.

Article 5.

The present Treaty is drawn up in duplicate in Finnish, Swedish and Persian; all three texts shall be equally authentic.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto fixed their seals.

Fait à Helsingfors, le 17 juillet 1928.

Done at Helsingfors, July 17, 1928.

(L. S.) Hj. J. PROCOPE.

(L. S.) MIRZA Mohammed.

N° 2602.

JAPON ET ROUMANIE

Echange de notes comportant un
arrangement commercial. Bucarest,
le 22 octobre 1930.

JAPAN AND ROUMANIA

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Bucharest,
October 22, 1930.

N° 2602. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS
JAPONAIS ET ROUMAIN, COMPORTANT UN ARRANGEMENT
COMMERCIAL. BUCAREST, LE 22 OCTOBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 20 janvier 1931.

BUCAREST, le 22 octobre, 5 Showa (1930).

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, dans le but de régler les rapports commerciaux réciproques entre le Japon et la Roumanie, le Gouvernement impérial du Japon approuve l'accord suivant :

1. Les Gouvernements du Japon et de la Roumanie s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, ainsi que la liberté d'entrer et de séjourner, l'exercice des métiers, professions, commerces et industries et le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les charges, taxes et impôts directs ou indirects.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de trois mois à partir de son entrée en vigueur, chacun des deux gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(Signé) Eisuke FUJITA.

*Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire du Japon.*

A Son Excellence

Monsieur E. A. G. George Mironescu,
Ministre des Affaires étrangères de Roumanie,
à Bucarest.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2602. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE JAPANESE AND ROUMANIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. BUCHAREST, OCTOBER 22, 1930.

French official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations' Office and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place January 20, 1931.

BUCHAREST, October 22, 5 Showa (1930).

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform your Excellency that for the purpose of regulating the commercial relations between Japan and Roumania, the Japanese Government approves the following agreement :

1. The Governments of Japan and Roumania undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards commerce, Customs duties and navigation, freedom of entry and sojourn, and the exercise of trades, professions, commerce and industry, and the same treatment as nationals or most-favoured-nation treatment as regards all dues, charges and taxes, whether direct or indirect.

2. This agreement shall come into force eight days after the date of the present communication. After it has been in force three months, either Government may denounce it subject to three months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Eisuke FUJITA.
*Japanese Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary.*

To His Excellency
Monsieur E. A. G. George Mironescu,
Roumanian Minister for Foreign Affairs,
Bucharest.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

BUCAREST, le 22 octobre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de communiquer à Votre Excellence que, dans le but de régler les rapports commerciaux réciproques entre la Roumanie et le Japon, le Gouvernement royal de Roumanie approuve l'accord suivant :

1. Les Gouvernements de la Roumanie et du Japon s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne le commerce, les droits de douane et la navigation, ainsi que la liberté d'entrer et de séjourner, l'exercice des métiers, professions, commerces et industries et le traitement national ou le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les charges, taxes et impôts directs ou indirects.

2. Cet accord entrera en vigueur huit jours après la date de la présente communication. Après la durée de trois mois à partir de son entrée en vigueur, chacun des deux gouvernements aura la faculté de le dénoncer moyennant un avis préalable de trois mois.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence l'assurance de ma haute considération.

(Signé) George E. A. G. MIRONESCU,
*Président du Conseil et ministre
des Affaires étrangères de Roumanie.*

A Son Excellence
Monsieur Eisuke Fujita,
Envoyé extraordinaire
et Ministre plénipotentiaire du Japon,
à Bucarest.

Pour copie conforme :

Le ministre des Affaires étrangères.

D. J. Ghika.

BUCHAREST, *October 22, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform your Excellency that for the purpose of regulating the commercial relations between Roumania and Japan, the Royal Government of Roumania approves the following agreement :

1. The Governments of Roumania and Japan undertake to grant each other most-favoured-nation treatment as regards commerce, Customs duties and navigation, freedom of entry and sojourn, and the exercise of trades, professions, commerce and industry, and the same treatment as nationals or most-favoured-nation treatment as regards all dues, charges and taxes, whether direct or indirect.

2. This agreement shall come into force eight days after the date of the present communication. After it has been in force three months, either Government may denounce it subject to three months' notice.

I have the honour to be, etc.

(Signed) George E. A. G. MIRONESCU,
*Roumanian Prime Minister and Minister
for Foreign Affairs.*

To His Excellency,
Monsieur Eisuke Fujita,
Japanese Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Bucharest.

N° 2603.

ALLEMAGNE, BELGIQUE,
GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD,
ainsi que toutes parties de
l'Empire britannique non membres
séparés de la Société des Nations,
INDE, CHINE, etc.

Accord sur les bateaux-feux gardés
se trouvant hors de leur poste
normal, signé à Lisbonne, le 23
octobre 1930 et règlement y relatif.

GERMANY, BELGIUM,
GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND,
and all Parts of the
British Empire which are not separate
Members of the League of Nations,
INDIA, CHINA, etc.

Agreement concerning Manned
Lightships not on their Stations,
signed at Lisbon, October 23, 1930
and Regulations relating thereto.

N° 2603. — ACCORD SUR LES BATEAUX-FEU GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE NORMAL. SIGNÉ A LISBONNE, LE 23 OCTOBRE 1930.

No. 2603. — AGREEMENT CONCERNING MANNED LIGHTSHIPS NOT ON THEIR STATIONS. SIGNED AT LISBON, OCTOBER 23, 1930.

Textes officiels en français et en anglais. Cet accord a été enregistré par le Secrétariat, conformément à son article 10, le 21 janvier 1931, jour de son entrée en vigueur.

Official texts in French and English. This Agreement was registered with the Secretariat, in accordance with its Article 10, January 21, 1931, the date of its entry into force.

Les Gouvernements contractants, représentés par les soussignés, ayant décidé d'unifier les signaux des bateaux-feu gardés se trouvant hors de leur poste normal, sont convenus des dispositions suivantes :

The Contracting Governments, represented by the undersigned, having decided to unify certain rules concerning manned lightships which are not on their stations, have agreed to the following provisions :

Article premier.

Les Gouvernements contractants s'engagent à mettre en application les dispositions du règlement ci-annexé, relatives aux bateaux-feu hors de leur poste normal. Les mesures d'exécution nécessaires à cette fin devront être prises dans un délai d'un an à compter de la mise en vigueur du présent accord.

Article 1.

The Contracting Governments undertake to put into force the provisions of the Regulations annexed hereto concerning lightships which are not on their stations. The necessary measures to that effect should be taken within one year from the coming into force of the present Agreement.

Article 2.

Le présent accord ne doit pas être entendu comme modifiant en quoi que ce soit la situation de droit existant dans les divers pays en ce qui concerne les relations entre les usagers et les autorités chargées du service des bateaux-feu.

Article 2.

The present Agreement should not be considered as in any way modifying the legal situation in the different countries as regards the relations between the public and the authorities responsible for the lightship services.

Article 3.

Le présent accord, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour ; il pourra, jusqu'au 30 avril 1931 inclus, être signé au nom de tout gouvernement ayant été représenté à la Conférence qui a

Article 3.

The present Agreement, of which the English and French texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until and including April 30, 1931, it shall be open for signature on behalf of any Government represented at or invited

élaboré le présent accord ou ayant été invité à s'y faire représenter.

Article 4.

L'acceptation du présent accord de la part d'un gouvernement peut s'effectuer par simple signature, dans le cas où celle-ci est donnée sans réserve de ratification, par ratification ou par adhésion.

Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

La date de l'entrée en vigueur de l'accord sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra l'acceptation de l'accord par cinq gouvernements

to the Conference which elaborated the present Agreement.

Article 4.

Governments may accept the present Agreement by signature only, when the latter is not made subject to ratification, by ratification or accession.

The instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

The Agreement shall enter into force on the ninetieth day following its acceptance by five Governments.

Article 5.

A partir du 1^{er} mai 1931, il pourra être adhéré au présent accord au nom de tout gouvernement visé à l'article 3.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations qui en notifiera la réception aux gouvernements intéressés.

Article 5.

As from May 1st, 1931, the present Agreement shall be open to accession on behalf of any Government referred to in Article 3.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Governments concerned.

Article 6.

Chaque signature, ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de l'accord, conformément à l'article 4, produira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de la signature ou de la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, des instruments de ratification ou de la notification d'adhésion.

Article 6.

After the coming into force of the Agreement in accordance with Article 4, each subsequent signature, ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of signature, or of the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the instruments of ratification, or of the notification of accession.

Article 7.

Le présent accord pourra être dénoncé, au nom de tout gouvernement contractant, après l'expiration d'un délai de sept ans à partir de la date de son entrée en vigueur pour ce gouvernement, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les gouvernements visés à l'article 3. La dénonciation produira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société

Article 7.

The present Agreement may be denounced on behalf of any Contracting Government after a period of seven years from the date when it came into force in respect of that Government. Denunciation shall be effected by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Governments referred to in Article 3. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General

des Nations ; elle ne sera opérante qu'au regard du gouvernement pour lequel elle aura été effectuée.

A l'expiration de chaque période de sept ans après la mise en vigueur du présent accord, sa revision pourra être demandée par un des gouvernements contractants. A toute autre époque, la revision du présent accord pourra être demandée par un quart des Gouvernements contractants.

Article 8.

Tout Gouvernement contractant peut déclarer, au moment de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, que, par son acceptation du présent accord, il n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, le présent accord ne sera pas applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration.

Tout Gouvernement contractant pourra, à tout moment dans la suite, notifier au Secrétaire général de la Société des Nations qu'il entend rendre le présent accord applicable à toute partie des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa précédent. Dans ce cas, l'arrangement s'appliquera aux territoires visés dans la notification quatre-vingt-dix jours après la réception de cette dernière par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Tout Gouvernement contractant peut, soit à l'expiration d'un délai de sept ans après la notification prévue au précédent paragraphe, soit lors de la dénonciation prévue à l'article 7, déclarer qu'il entend voir cesser l'application du présent accord à toute colonie, tout protectorat ou territoire placé sous suzeraineté ou mandat ; dans ce cas, l'accord cessera d'être applicable aux territoires faisant l'objet de pareille déclaration une année après la réception de cette déclaration par le Secrétaire général de la Société des Nations. A défaut de telle déclaration, la dénonciation prévue à l'article 7 ne comportera aucun effet à l'égard des territoires mentionnés au présent article.

Article 9.

Chacun des Gouvernements contractants peut subordonner son acceptation du présent accord à la participation à celui-ci d'un ou de plusieurs des gouvernements visés à l'article 3.

of the League of Nations, and shall operate only in respect of the Government on whose behalf it was notified.

On the expiration of each period of seven years after the coming into force of the present Agreement, its revision may be demanded by any Contracting Government. At all other times, revision of the present Agreement may be demanded by one-fourth of the Contracting Governments.

Article 8.

Any Contracting Government may, at the time of signature, ratification or accession, declare that, in accepting the present Agreement, it does not assume any obligations in respect of all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate ; and the present Agreement shall not apply to any territories named in such declaration.

Any Contracting Government may give notice to the Secretary-General of the League of Nations at any time subsequently that it desires that the Agreement shall apply to all or any of the territories which have been made the subject of a declaration under the preceding paragraph, and the Agreement shall apply to all the territories named in such notice ninety days after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Any Contracting Government may declare, either after a period of seven years from the date of the notification provided for in the preceding paragraph or at the time of the denunciation provided for in Article 7, that it desires that the present Agreement shall cease to apply to all or any colony, protectorate or territory under suzerainty or mandate, and the Agreement shall cease to apply to the territories named in such declaration one year after its receipt by the Secretary-General of the League of Nations. In default of such a declaration, the denunciation of the Convention under Article 7 will not affect the application of the Convention to any territories referred to in the present Article.

Article 9.

Each Contracting Government may make the acceptance of the present Agreement conditional on its acceptance by one or several of the Governments mentioned in Article 3.

Article 10.

Le présent accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi le soussignés ont apposé leur signature au présent accord.

Fait à Lisbonne, le vingt-trois octobre mil neuf cent trente, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les gouvernements visés à l'article 3.

Article 10.

The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations on the date of its coming into force.

In faith whereof the undersigned have affixed their signature to the present Agreement.

Done at Lisbon, the twenty-third day of October, one thousand nine hundred and thirty, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Governments referred to in Article 3.

ALLEMAGNE

Gustav MEYER

Sous réserve de ratification ¹

GERMANY

BELGIQUE

F. URBAIN

Sous réserve de ratification ¹

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORDGREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND

ainsi que toutes parties de l'Empire britannique non membres séparés de la Société des Nations.

and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations

I declare that my signature does not include any colonies, protectorates or territories under suzerainty or mandate. ²

John BALDWIN.

INDE

I declare that my signature does not include any of the Indian States under British suzerainty. ³

Edward HEADLAM.

INDIA

CHINE

WOO KAISENG

Sous réserve de ratification ¹

CHINA

CUBA

Arturo LOYNAZ DEL CASTILLO

Sous réserve de ratification ¹

CUBA

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to ratification.

² Je déclare que ma signature ne comprend pas les colonies, protectorats ou territoires sous suzeraineté. ou mandat.

³ Je déclare que ma signature ne comprend aucun des Etats de l'Inde sous la suzeraineté britannique.

DANEMARK

William BORBERG.

DENMARK

VILLE LIBRE DE DANTZIG

SOŁSKI

FREE CITY OF DANTZIG

Capitaine de frégate

Sous réserve de ratification ¹

ESPAGNE

José HERBELLA

SPAIN

Rafael ESTRADA

Sous réserve de ratification ¹

ESTONIE

T. GUTMAN

ESTONIA

Sous réserve de ratification ¹

FINLANDE

Sakari TAINIO

FINLAND

Sous réserve de ratification ¹

FRANCE

P. H. WATIER

FRANCE

MAROC

A. DE ROUVILLE

MOROCCO

TUNISIE

A. DE ROUVILLE

TUNIS

GRÈCE

D. RASI-KOTSICAS

GREECE

MONACO

Comte C. J. H. DE BOBONE

MONACO

PAYS-BAS

P. VAN BRAAM VAN VLOTEN.

THE NETHERLANDS

La présente signature n'inclut pas les Indes orientales néerlandaises, Surinam et Curaçao ²

LANGELER

Understanding that this signature does not assume any obligations of the Netherlands Government in respect of the Netherlands Colonial Territories in the East and West Indies ³

Traduction du Secrétariat de la Société des Nations. — Translation by the Secretariat of the League of Nations :

¹ Subject to ratification.

² The present signature does not include the Netherlands East Indies, Surinam and Curaçao.

³ Etant entendu que cette signature n'entraîne aucune obligation pour le Gouvernement des Pays-Bas en ce qui concerne les territoires coloniaux néerlandais dans les Indes orientales et occidentales.

POLOGNE

SOŁSKI

POLAND

Capitaine de frégate
Sous réserve de ratification¹

PORTUGAL

Ernesto DE VASCONCELLOS
Manoel NORTON

PORTUGAL

ROUMANIE

C. ANTONIADE
Sous réserve de ratification¹ *

ROUMANIA

SUÈDE

Erik HÄGG
Sous réserve de ratification¹

SWEDEN

YUGOSLAVIE

I. CHOUMENKOVITCH
Sous réserve de ratification¹

YUGOSLAVIA

UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES

UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS

S. J. BRATMAN BRODOWSKY.

RÈGLEMENT

REGULATIONS

RELATIF AUX SIGNAUX DES BATEAUX-FEU
GARDÉS SE TROUVANT HORS DE LEUR POSTE
NORMAL.

RELATING TO SIGNALS FOR MANNED LIGHTSHIPS
NOT ON THEIR STATIONS.

1. Quand un bateau-feu n'est pas à son poste normal, soit qu'il ait déradé, soit qu'il fasse route vers son poste ou vers un port, il n'émet pas ses signaux caractéristiques de nuit ou de brume.

1. When a lightship is not on its station, whether it has dragged or broken adrift from its moorings or is proceeding towards its station or towards a port, it should not show its characteristic light nor make its characteristic fog-signals.

2. Le bateau-feu déradé hisse un signal spécial qui sera, de préférence :

2. A lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should hoist a special signal, which preferably should be :

De jour, deux grosses sphères noires,
l'une à l'avant, l'autre à l'arrière ;

By day : Two large black spheres, one forward and one aft ;

De nuit, deux feux rouges, l'un à l'avant,
l'autre à l'arrière.

By night : Two red lights, one forward and one aft.

En outre, il amène ses voyants caractéristiques, si ceux-ci sont amovibles.

It should, furthermore, strike its characteristic topmarks, if they are fitted to permit of this.

¹ Subject to ratification.

* La signature par la Roumanie a été rendue définitive à partir du 1^{er} juin 1931. — The signature by Roumania was made definitive as from June 1, 1931.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi des signaux visés au premier alinéa du présent paragraphe, ou lorsque ceux-ci sont déjà employés comme caractéristiques normales du bateau-feu, on utilise des pavillons rouges au lieu de sphères noires.

3. En outre, comme mesure de précaution supplémentaire, le bateau-feu déradé :

a) De jour, arbore le signal par pavillons signifiant :

« Je ne suis pas dans ma position normale »,

selon les prescriptions du Code international de signaux ;

b) De nuit, enflamme chaque quart d'heure au moins et simultanément deux feux de bengale, l'un rouge et l'autre blanc.

Lorsque les circonstances ne permettent pas l'emploi de feux de bengale, on montre simultanément un feu rouge et un feu blanc.

4. Enfin, le bateau-feu faisant route doit porter les feux et effectuer les appels sonores des navires en route, et s'il navigue par ses propres moyens, porter de jour le signal prévu au paragraphe 2.

When circumstances do not permit of the use of the foregoing day signals, or when these are employed as the normal characteristics of the lightship, red flags should be used instead of black spheres.

3. In addition, as a supplementary measure of precaution, a lightship which has dragged or broken adrift from its moorings should :

(a) By day, fly a flag signal signifying :

“ I am not in my correct position ”,

as laid down in the International Code of Signals.

(b) By night, show at least every quarter of an hour and simultaneously two flares, one red and the other white.

When circumstances render it impracticable to use flares, a red and a white light shall be displayed simultaneously.

4. Lastly, a lightship under way must carry the same lights and make the same sound signals as other vessels under way and if self-propelled, should hoist by day the signal provided for in paragraph 2.

N° 2604.

DANEMARK ET FINLANDE

Echange de notes comportant un accord relatif à l'exemption réciproque de l'impôt sur le revenu dans certains cas de bénéfices réalisés dans les affaires d'armement maritime. Helsingfors, le 12 janvier 1931.

DENMARK AND FINLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement relating to the reciprocal Exemption from Income Tax in certain Cases of Profits accruing from the Business of Shipping. Helsingfors, January 12, 1931.

N^o 2604. — NOTEUDVEKSLING ANGAAENDE EN MELLEM DANMARK OG FINLAND AFSLUTTET OVERENSKOMST OM GENSIDIG FRITAGELSE I VISSER TILFÆLDE FOR SKAT AF INDTÆGTER HEDRØRENDE FRA REDERIVIRKSOMHED. HELSINGFORS, DEN 12TH JANUAR 1931.

N^o 2604. — NOTEVÄXLING MELLAN DANMARK OCH FINLAND JÄMTE ÖVERENSKOMMELSE OM ÖMSESIDIG BEFRIELSE, I VISSA FALL, FRÅN SKATT Å INKOMST HÄRRÖRANDE FRÅN REDERIRÖRELSE MED FARTY. HELSINGFORS, DEN 12 JANUARI 1931.

Textes officiels danois et suédois communiqués par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 3 février 1931.

Danish and Swedish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place February 3, 1931.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

KGL. DANSK GESANDTSKAB.

HELSINGFORS, den 12. Januar 1931.

HERR UDENRIGSMINISTER,

Da det er vore Regeringers Ønske at tilvejebringe en Overenskomst om gensidig Fritagelse for Skat af Indtægt, som indenfor det ene af de respektive Lande hidrører fra Rederivirksomhed med Skibe, som ejes eller med hvilke der drives Søfart af Personer eller Foretagender, som hører hjemme i det andet Land, har jeg den Ære at meddele, at den danske Regering er enig i følgende :

1. Rederivirksomheder hjemmehørende i Finland, hvis Skibe anløber danske Havne for der at indtage eller udskibe Gods eller Passagerer, skal for Fremtiden være fritaget for at betale Skat i Danmark af Indtægter eller Udbytte hidrørende fra Driften af saadanne Skibe.

Ligeledes skal for Fremtiden Rederivirksomheder hjemmehørende i Danmark, hvis Skibe anløber finske Havne for der at indtage eller udskibe Gods eller Passagerer, være fritaget for at betale Skat i Finland af Indtægter eller Udbytte hidrørende fra Driften af saadanne Skibe.

2. Indtægter og Udbytte af Skibe omfatter ogsaa Indtægter og Udbytte ved Salg af Personbefordringsbillerter i det Land, i hvilket det udstedende Foretagende ikke er hjemmehørende.

3. Fritagelsen for Skat af de ovenfor nævnte Indtægter vedvarer, indtil den ophæves ved Opsigelse fra en af Parterne med 6 Maaneders forudgaaende Varsel.

Modtag, Herr Minister, Forsikringen om min mest udmærkede Højagtelse.

(Signé) F. LERCHE.

Herr Udenrigsminister Hj. J. Procopé,
etc. etc. etc.
Det finske Udenrigsministerium.

Pour copie conforme :

E. Reventlow,
*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

MINISTERN FÖR UTRIKESÄRENDENA

HELSINGFORS, den 12 januari 1931.

HERR MINISTER,

Jämlikt våra regeringars önskan att åvägabringa en överenskommelse om ömsesidig befrielse från skatt å inkomst, som inom ettdera landet härrör från rederirörelse med fartyg, vilka ägas eller med vilka sjöfart idkas av personer eller företag, som äro hemmahörande i det andra landet, har jag äran meddela, att Finlands Regering är ense om följande :

1. I Danmark hemmahörande rederiföretag, vilkas fartyg anlöpa finska hamnar för att därstädes mottaga eller avlämna gods eller passagerare, skola framdeles vara befriade från erläggande av skatt i Finland på inkomst eller vinst härrörande från driften av sådana fartyg.

Likaledes skola i Finland hemmahörande rederiföretag, vilkas fartyg anlöpa danska hamnar, för att därstädes mottaga eller avlämna gods eller passagerare, framdeles vara befriade från erläggande av skatt i Danmark på inkomst eller vinst härrörande från driften av sådana fartyg.

2. Inkomst och vinst av fartyg omfattar jämväl inkomst och vinst vid försäljning av personbefordringsbiljetter i det land, i vilket det utställande företaget icke är hemmahörande.

3. Befrielsen från skatt på ovannämnda inkomster gäller intill dess den upphäves genom uppsägning av någondera parten med förutgående 6 månaders uppsägningstid
Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(Signé) HJ. J. PROCOPÉ.

Hans Excellence
Kammerherre Flemming Lerche,
Kungl. Dansk Minister,
Helsingfors.

¹ TRADUCTION.

N^o 2604. — ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET FINLANDAIS, COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'EXEMPTION RÉCIPROQUE DE L'IMPOT SUR LE REVENU DANS CERTAINS CAS DE BÉNÉFICES RÉALISÉS DANS LES AFFAIRES D'ARMEMENT MARITIME. HELSINGFORS, LE 12 JANVIER 1931.

I.

LÉGATION ROYALE DE DANEMARK.

HELSINGFORS, le 12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,

Nos gouvernements ayant le désir de conclure un accord concernant l'exemption réciproque d'impôts sur les revenus réalisés dans l'un des deux pays par l'exploitation de navires appartenant à des personnes ou entreprises établies dans l'autre pays, ou bien naviguant pour le compte de celles-ci, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement danois donne son agrément aux dispositions ci-après :

1^o Les entreprises de navigation, établies en Finlande, dont les navires relâchent dans des ports danois, pour y embarquer ou y débarquer des marchandises ou des passagers, seront désormais exemptées de l'impôt danois sur les revenus ou bénéfices provenant de l'exploitation de ces navires.

De même, les entreprises de navigation établies au Danemark, dont les navires relâchent dans des ports finlandais, pour y embarquer ou y débarquer des marchandises ou des passagers, seront désormais exemptées de l'impôt finlandais sur les revenus ou bénéfices provenant de l'exploitation de ces navires.

2^o Les revenus et bénéfices des navires comprendront également les revenus et bénéfices résultant de la vente de billets pour le transport des personnes, effectuée dans celui des deux pays où n'est pas établie l'entreprise qui délivre ces billets.

3^o L'exemption d'impôts sur les revenus susmentionnés restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle se trouve abolie du fait de sa dénonciation par l'une des Parties, notifiée moyennant préavis de six mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) F. LERCHE.

Monsieur Hj. J. Procopé,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.
Ministère des Affaires étrangères de Finlande.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2604. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND FINNISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT RELATING TO RECIPROCAL EXEMPTION FROM INCOME TAX IN CERTAIN CASES OF PROFITS ACCRUING FROM THE BUSINESS OF SHIPPING. HELSINGFORS, JANUARY 12, 1931.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

HELSINGFORS, *January 12, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

Our Governments being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from taxation of income derived from shipping undertakings in either of the respective countries by means of ships owned or navigated by persons or companies domiciled in the other country, I have the honour to inform you that the Danish Government agrees to the following provisions :

(1) Shipping undertakings domiciled in Finland, the vessels of which call at Danish ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers there shall in future be exempt in Denmark from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of such vessels.

Similarly, shipping undertakings domiciled in Denmark the vessels of which call at Finnish ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers there shall in future be exempt in Finland from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of such vessels.

(2) Income or profits from the vessels shall also include income or profits derived from the sale of passenger tickets in the country in which the company issuing them is not domiciled.

(3) The exemption from taxation of the above-mentioned income shall remain in force until cancelled by denunciation by either of the parties at six months' notice.

I have, etc.

(Signed) F. LERCHE.

M. Hj. J. Procopé,
Minister for Foreign Affairs,
etc. etc. etc.
Finnish Ministry for Foreign Affairs.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINGFORS, le 12 janvier 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Nos gouvernements ayant le désir de conclure un accord concernant l'exemption réciproque d'impôts sur les revenus réalisés dans l'un des deux pays par l'exploitation de navires appartenant à des personnes ou entreprises établies dans l'autre pays ou bien naviguant pour le compte de celles-ci, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement finlandais donne son agrément aux dispositions ci-après :

1° Les entreprises de navigation, établies au Danemark, dont les navires relâchent dans des ports finlandais, pour y embarquer ou y débarquer des marchandises ou des passagers, seront désormais exemptées de l'impôt finlandais sur les revenus ou bénéfices provenant de l'exploitation de ces navires.

De même, les entreprises de navigation établies en Finlande, dont les navires relâchent dans des ports danois, pour y embarquer ou y débarquer des marchandises ou des passagers, seront désormais exemptées de l'impôt danois sur les revenus ou bénéfices provenant de l'exploitation de ces navires.

2° Les revenus et bénéfices des navires comprendront également les revenus et bénéfices résultant de la vente de billets pour le transport des personnes, effectuée dans celui des deux pays où n'est pas établie l'entreprise qui délivre ces billets.

3° L'exemption d'impôts sur les revenus susmentionnés restera en vigueur jusqu'à ce qu'elle se trouve abolie du fait de sa dénonciation par l'une des Parties, notifiée moyennant préavis de six mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) HJ. J. PROCOPÉ.

Monsieur le Chambellan Flemming Lerche,
Ministre de Danemark,
Helsingfors.

II.

MINISTER
FOR FOREIGN AFFAIRS.

HELSINGFORS, *January 12, 1931.*

YOUR EXCELLENCY,

Our Governments being desirous of concluding an agreement for the reciprocal exemption from taxation of income derived from shipping undertakings in either of the respective countries by means of ships owned or navigated by persons or companies domiciled in the other country. I have the honour to inform you that the Finnish Government agrees to the following provisions :

(1) Shipping undertakings domiciled in Denmark, the vessels of which call at Finnish ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers there shall in future be exempt in Finland from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of such vessels.

Similarly, shipping undertakings domiciled in Finland the vessels of which call at Danish ports to load or unload cargo or to take on board or land passengers there shall in future be exempt in Denmark from the payment of the tax on income or profits accruing from the operation of such vessels.

(2) Income or profits from the vessels shall also include income or profits derived from the sale of passenger tickets in the country in which the company issuing them is not domiciled.

(3) The exemption from taxation of the above-mentioned income shall remain in force until cancelled by denunciation by either of the parties at six months' notice.

I have, etc.

(Signed) HJ. J. PROCOPÉ.

His Excellency M. Flemming Lерche, Chamberlain,
Royal Danish Minister,
Helsingfors.

N° 2605.

AUTRICHE ET BELGIQUE

Déclaration additionnelle à la Convention d'extradition du 12 janvier 1881. Signée à Vienne, le 1^{er} décembre 1930.

AUSTRIA AND BELGIUM

Additional Declaration to the Extradition Convention of January 12, 1881. Signed at Vienna, December 1, 1930.

N^o 2605. — DÉCLARATION¹ ADDITIONNELLE A LA CONVENTION D'EXTRADITION² DU 12 JANVIER 1881 ENTRE L'AUTRICHE ET LA BELGIQUE. SIGNÉE A VIENNE, LE 1^{er} DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 4 février 1931.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, ayant jugé utile d'étendre le domaine de l'aide judiciaire réciproque au moyen d'une déclaration additionnelle à la Convention d'extradition belgo-autrichienne, du 12 janvier 1881, sont convenues des dispositions suivantes :

Article premier.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise directement au ministre de la Justice de ce dernier Etat, soit par le Ministre de la Justice de l'autre Partie contractante, soit par l'agent diplomatique ou consulaire de cette Partie, sera signifiée à personne, d'après les règles en vigueur dans l'Etat requis, par les soins d'un officier compétent et le document constatant la notification sera envoyé par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Si la pièce a été transmise en double exemplaire, l'attestation de notification devra se trouver sur l'un des doubles ou y être annexée.

Article 2.

La disposition qui précède ne s'oppose pas à ce que les actes judiciaires dont il s'agit soient adressés par l'autorité requérante au destinataire par la voie de la poste.

Article 3.

Les commissions rogatoires prévues à l'article XIII de la convention d'extradition du 12 janvier 1881, de même que les demandes de communication de pièces de conviction ou de documents dont il s'agit à l'article XV de cette convention feront l'objet de correspondances directes entre les ministres de la Justice des deux Etats contractants.

Toutefois, en cas d'urgence, les autorités judiciaires des deux pays seront autorisées à adresser directement, au besoin par voie télégraphique, à l'autorité compétence de l'autre partie, les demandes

¹ Entrée en vigueur le 8 janvier 1931.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome VI, page 684.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2605. — ADDITIONAL DECLARATION² TO THE EXTRADITION CONVENTION³ OF JANUARY 12, 1881, BETWEEN AUSTRIA AND BELGIUM. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 1st, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place February 4, 1931.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, considering it desirable to extend the scope of reciprocal legal assistance by an additional Declaration to the Extradition Convention between Belgium and Austria of January 12, 1881, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

In non-political criminal matters, should the Government of one of the two countries consider it necessary to notify a person resident in the territory of the other State of a judicial act or of a sentence, the document transmitted direct to the Minister of Justice of that State, either by the Minister of Justice of the other Contracting Party or by the consular or diplomatic agent of that Party, shall be served in person upon the recipient, in accordance with the regulations in force in the State applied to, through the medium of a competent official, and the document proving notification shall be sent by the same means to the applicant Government without refund of expenses.

If a document is sent in duplicate the certificate of notification must appear on one of the copies or be annexed thereto.

Article 2.

The foregoing provision does not preclude the sending of the legal documents referred to by the applicant authority direct by post to the addressee.

Article 3.

The Ministers of Justice of the two Contracting States shall communicate direct with one another with regard to the letters of request mentioned in Article XIII of the Extradition Convention of January 12, 1881, and also with regard to requests for the communication of articles serving as proof of the crime or the documents referred to in Article XV of the said Convention.

Nevertheless, in urgent cases the judicial authorities of the two countries shall be authorised to make the requests for legal assistance referred to in the first paragraph of the present Article

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force, January 8, 1931.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 72, page 539.

d'aide judiciaire dont il est question au premier alinéa du présent article. Ces demandes et les pièces relatives à leur exécution seront toujours renvoyées par l'entremise des ministres de la Justice.

Article 4.

Les demandes d'aide judiciaire visées soit par la Convention d'extradition du 12 janvier 1881, soit par le présent accord, les pièces y annexées, ainsi que celles constatant la suite qui y aura été donnée, de même que les documents à produire à l'appui des demandes d'extradition seront rédigées, soit en langue allemande, soit en langue française ou accompagnées d'une traduction dans une de ces langues.

Article 5.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle aura la même durée que la convention d'extradition du 12 janvier 1881 à laquelle elle se rapporte.

En foi de quoi les plénipotentiaires dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait en double exemplaire, à Vienne, le 1^{er} décembre 1930.

(L. S.) (Signé) R. LEGHAIT.

(L. S.) (Signé) SEIPEL.

direct to the competent authority of the other Party, if necessary by telegraph. These requests and the documents relating to their execution shall always be returned through the medium of the Ministers of Justice.

Article 4.

The requests for legal assistance referred to either in the Extradition Convention of January 12, 1881, or in the present Agreement, the documents annexed thereto, and also the documents stating the action subsequently taken and those in support of the requisition for extradition, shall be drawn up either in German or in French, or accompanied by a translation in one of these languages.

Article 5.

The present Declaration shall enter into force ten days after its publication in the manner prescribed by the laws of the two countries. It shall have the same duration as the Extradition Convention of January 12, 1881, to which it refers.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised for the purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna, December 1, 1930.

(L. S.) (Signed) R. LEGHAIT.

(L. S.) (Signed) SEIPEL.

N° 2606.

AUTRICHE ET BELGIQUE

Déclaration concernant l'aide judiciaire réciproque en matière civile et commerciale. Signée à Vienne, le 1^{er} décembre 1930.

AUSTRIA AND BELGIUM

Declaration regarding reciprocal Legal Assistance in Civil and Commercial Matters. Signed at Vienna, December 1, 1930.

N° 2606. — DÉCLARATION ENTRE L'AUTRICHE ET LA BELGIQUE,
CONCERNANT L'AIDE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRE
CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A VIENNE, LE 1^{er} DÉCEMBRE
1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 4 février 1931.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, désireux de régler les mesures d'exécution de certaines dispositions de la Convention¹ internationale sur la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905, dont la Belgique et l'Autriche sont parties, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les demandes d'exequatur des condamnations aux frais et dépens du procès prévues aux articles 18 et 19 de la Convention internationale sur la procédure civile conclue à La Haye le 17 juillet 1905 seront adressées, au ministre de la Justice de l'État où l'exécution est poursuivie, soit par la voie diplomatique, soit par le ministre de la Justice de l'autre Etat, soit directement par la partie intéressée.

La même règle s'applique aux décisions judiciaires par lesquelles le montant des frais du procès est fixé ultérieurement.

Article 2.

Les actes judiciaires ou extrajudiciaires en matière civile et commerciale à notifier ou à signifier dans l'un des deux Etats contractants seront transmis au ministre de la Justice de cet Etat, soit par le ministre de la Justice de l'autre Partie contractante, soit par l'agent diplomatique ou consulaire de cette Partie.

Les mêmes autorités correspondront directement entre elles pour les communications ultérieures relatives à ces notifications ou significations.

Lesdits actes pourront également être adressés par l'autorité compétente au destinataire, par la voie de la poste.

La signification des actes judiciaires et extrajudiciaires par voie de contrainte ne pourra donner lieu à remboursement de frais que si ce mode de signification a été réclamé expressément par l'autorité requérante.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome II, page 243.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2606. — DECLARATION BETWEEN AUSTRIA AND BELGIUM REGARDING RECIPROCAL LEGAL ASSISTANCE IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT VIENNA, DECEMBER 1st, 1930.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place February 4, 1931.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE FEDERAL GOVERNMENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, desirous of determining the measures to give effect to certain provisions of the International Convention ² on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, to which Belgium and Austria are Parties, have agreed as follows :

Article 1.

The requests for orders (exequatur) enforcing foreign condemnations in costs and legal expenses, mentioned in Articles 18 and 19 of the International Convention on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, shall be addressed to the Minister of Justice of the State wherein enforcement is sought either through the diplomatic channel, or by the Minister of Justice of the other State, or direct by the interested party.

The same rule shall apply to judicial decisions subsequently fixing the amount of legal costs.

Article 2.

Judicial or extra-judicial documents in civil and commercial matters to be notified or served in one of the two contracting States shall be transmitted to the Minister of Justice of that State either by the Minister of Justice of the other Contracting Party or by the consular or diplomatic agent of the said Party.

These authorities shall correspond direct with one another with regard to subsequent communications relating to such notifications or services.

The said documents may also be sent by the competent authority direct by post to the addressee.

Repayment of expenses occasioned by the compulsory service of judicial and extra-judicial documents may not be claimed, except where this form of service was expressly requested by the applicant authority.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 990.

Article 3.

Les commissions rogatoires en matière civile et commerciale et les actes dressés en exécution de ces délégations feront l'objet de correspondances directes entre les ministres de la Justice des deux Etats contractants.

Toutefois, en cas d'urgence, les autorités judiciaires des deux pays seront autorisées à adresser directement, au besoin par voie télégraphique, à l'autorité compétente de l'autre Partie, les demandes d'aide judiciaire dont il s'agit au premier alinéa du présent article. Ces demandes et les pièces relatives à leur exécution seront toujours renvoyées par l'entremise des ministres de la Justice.

Article 4.

Les documents judiciaires et extra-judiciaires visés dans les articles premier et 3 du présent accord et les communications s'y rapportant, ainsi que celles visées à l'article 2 du présent accord seront rédigés soit en langue allemande, soit en langue française, ou accompagnés d'une traduction dans une de ces langues.

Article 5.

La Convention internationale sur la procédure civile conclue à La Haye, le 17 juillet 1905, continuera, en tant que le présent accord n'y déroge pas, à régler les rapports des deux Etats contractants sur les matières au sujet desquelles elle dispose.

Article 6.

La présente déclaration entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des deux pays ; elle cessera ses effets à l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et l'ont revêtu de leur cachet.

Fait en double exemplaire à Vienne, le 1^{er} décembre 1930.

(L. S.) (Signé) R. LEGHAIT.

(L. S.) (Signé) SEIPEL.

Article 3.

The Ministers of Justice of the two contracting States shall communicate direct with one another with regard to letters of request in civil and commercial matters and the documents drawn up in execution thereof.

Nevertheless, in urgent cases the judicial authorities of the two countries shall be authorised to submit the requests for legal assistance referred to in the first paragraph of the present Article direct to the competent authority of the other Party, if necessary by telegraph. These requests and the documents relating to their execution shall always be returned through the medium of the Ministers of Justice.

Article 4.

The judicial and extra-judicial documents referred to in Articles 1 and 3 of the present Agreement and the communications relating thereto as well as those mentioned in Article 2 of the present Agreement shall be drawn up either in German or in French, or accompanied by a translation in one of these languages.

Article 5.

The International Convention on Civil Procedure concluded at The Hague on July 17, 1905, shall continue to govern the relations between the two contracting States in all matters which it regulates, in so far as it is not affected by the present Agreement.

Article 6.

The present declaration shall enter into force ten days after its publication in the manner prescribed by the laws of the two countries ; it shall cease to take effect on the expiry of a period of three months from the date on which it shall be denounced by either of the Contracting Parties.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised for this purpose, have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Vienna, December 1, 1930.

(L. S.) (Signed) R. LEGHAIT.

(L. S.) (Signed) SEIPEL.

N° 2607.

GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET CHINE

Convention pour la rétrocession de
Wei-Hai-Wei, avec annexes, et
accord concernant certaines facilités
concédées à la marine de Sa Majesté
britannique après la rétrocession,
avec une annexe. Signés à Nankin,
le 18 avril 1930.

GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND CHINA

Convention for the Rendition of
Weihaiwei with Annexes and
Agreement regarding certain Faci-
lities for His Majesty's Navy
after Rendition with an Annex.
Signed at Nanking, April 18, 1930.

2607. — CONVENTION ¹ BETWEEN HIS MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA FOR THE RENDITION OF WEIHAIWEI AND AGREEMENT REGARDING CERTAIN FACILITIES FOR HIS MAJESTY'S NAVY AFTER RENDITION. SIGNED AT NANKING, APRIL 18, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 février 1931.

I.

CONVENTION FOR THE RENDITION OF WEIHAIWEI.

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS EXCELLENCY, THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA, desiring that the territory of Weihaiwei leased by China to His Britannic Majesty under the Convention² of the 1st July, 1898, should be restored in full sovereignty to China, have resolved to conclude a Convention for that purpose and to that end have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND :

Sir Miles Wedderburn LAMPSON, K.C.M.G., C.B., M.V.O., His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Republic of China ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

Dr. Chengting T. WANG, Minister for Foreign Affairs of the Republic of China ;

Who having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article I.

The territory of Weihaiwei, as delimited by the boundary stones fixed by the boundary Commission of 1899-1901, comprising a belt of land 10 English miles wide along the entire

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Nankin, le 1^{er} octobre 1930.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXII, page 90.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2607. — CONVENTION ² ENTRE SA MAJESTÉ ET LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE POUR LA RÉTROCESSION DE WEIHAIWEI, ET ACCORD CONCERNANT CERTAINES FACILITÉS CONCÉDÉES A LA MARINE DE SA MAJESTÉ APRÈS LA RÉTROCESSION. SIGNÉS A NANKIN, LE 18 AVRIL 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great-Britain. The registration of this Convention took place February 6, 1931.

I.

CONVENTION POUR LA RÉTROCESSION DE WEIHAIWEI

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE, désireux que le territoire de Weihaiwei, donné à bail par la Chine à Sa Majesté britannique, en vertu de la Convention ³ du 1^{er} juillet 1898, soit restitué en pleine souveraineté à la Chine, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné, à cette fin, pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD :

Sir Miles Wedderburn LAMPSON, K.C.M.G., C.B., M.V.O., envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté auprès de la République de Chine ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE DE CHINE :

D^r Chengting T. WANG, ministre des Affaires étrangères de la République de Chine ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le territoire de Weihaiwei, tel qu'il est délimité par les bornes posées par la Commission de délimitation de 1899-1901, comprenant une bande de terre d'une largeur de dix milles anglais

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Nanking, October 1, 1930.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 90, page 16.

coastline of the Bay of Weihaiwei and including Liukungtao and all other islands in the Bay of Weihaiwei, is hereby returned by His Britannic Majesty to the Republic of China.

Article 2.

The Convention for the lease of Weihaiwei, concluded on the 1st July, 1898, is hereby abrogated.

Article 3.

The British garrison now stationed in the territory of Weihaiwei, including Liukungtao, shall be withdrawn within one month from the date of the coming into force of the present Convention.

Article 4.

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will hand over to the National Government of the Republic of China such archives, register, title deeds and other documents in the possession of the British Administration in Weihaiwei as may be useful for the transfer of the administration, as well as those that may be useful for the subsequent administration of the territory by the National Government.

Article 5.

The Government of the United Kingdom will present to the National Government of the Republic of China all lands and buildings in the territory of Weihaiwei belonging to the first-named Government.

Article 6.

The Government of the United Kingdom will hand over to the National Government of the Republic of China, without compensation, all works and purchases, including the steam launch "Gallia," made under the special levy in respect of the Victory Pier and the Wukou Improvement Scheme.

Article 7.

The Government of the United Kingdom will present to the National Government of the Republic of China the Chefoo-Weihaiwei cable and the Government stores, including those detailed in Annex I.

Article 8.

The Government of the United Kingdom will hand over to the National Government of the Republic of China, free of charge, the Civil Hospitals at Port Edward and Wenchuantang, including land and building and present equipment.

Article 9.

The Government of the United Kingdom will return to the National Government of the Republic of China all land previously owned by the Chinese Government on Liukungtao, together with the

tout le long de la côte de la baie de Weihaiwei, ainsi que Liukungtao et toutes les autres îles de ladite baie, est, par la présente convention, rétrocédé par Sa Majesté britannique à la République de Chine.

Article 2.

La Convention relative au bail de Weihaiwei, conclue le 1^{er} juillet 1898, est abrogée par la présente convention.

Article 3.

La garnison britannique actuellement stationnée sur le territoire de Weihaiwei, y compris Liukungtao, sera retirée dans un délai d'un mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente convention.

Article 4.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord remettra au Gouvernement national de la République de Chine les archives, registres, titres, et autres documents en la possession de l'Administration britannique de Weihaiwei, qui peuvent être utiles pour le transfert de l'administration ou pour l'administration ultérieure du territoire par le Gouvernement national.

Article 5.

Le Gouvernement du Royaume-Uni remettra au Gouvernement national de la République de Chine tous les terrains et immeubles, sis dans le territoire de Weihaiwei, qui appartiennent au premier de ces gouvernements.

Article 6.

Le Gouvernement du Royaume-Uni remettra, sans indemnité, au Gouvernement national de la République de Chine, tous les travaux effectués avec les fonds provenant de l'impôt spécial perçu pour la construction de « Victory Pier » et l'exécution du *Wukou Improvement Scheme*, ainsi que les biens achetés avec lesdits fonds, y compris la vedette à vapeur « Gallia ».

Article 7.

Le Gouvernement du Royaume-Uni remettra au Gouvernement national de la République de Chine le câble Tchefou-Weihaiwei et les stocks du Gouvernement, y compris ceux spécifiés à l'annexe I.

Article 8.

Le Gouvernement du Royaume-Uni remettra gratuitement au Gouvernement national de la République de Chine les hôpitaux civils de Port-Edward et Wentchuantang, y compris les terrains, les immeubles et le matériel existant.

Article 9.

Le Gouvernement du Royaume-Uni restituera au Gouvernement national de la République de Chine toutes les terres dont le Gouvernement chinois était antérieurement possesseur à Liukungtao,

buildings thereon, and will further hand over all the land subsequently acquired by purchase and all Crown leases in respect of sites on that island with the reversionary interest in the buildings on the land so leased.

Article 10.

The transfer of the Administration of Weihaiwei and the transfer of public properties in the said territory, as well as of other matters under the present Convention, shall take place on the day of coming into force of the said Convention.

Article 11.

When the National Government of the Republic of China assumes the administration of the territory of Weihaiwei after rendition, the existing regulations, including land and house tax, sanitary and building regulations, and policing will as far as possible be maintained.

Article 12.

All documents of title to land, deeds of conveyance and mortgage and *Chihchao* under the British Weihaiwei Waste Land Ordinance No. 6 of 1919, issued to Chinese owners by the British Administration of Weihaiwei in the form prescribed within the territory of Weihaiwei, shall, subject to the terms contained therein, be recognised as being of the same validity as during the British administration, unless the documents of title are contrary to Chinese law making revision or issue of additional documents of title necessary.

Article 13.

All documents of title to land issued to persons other than Chinese by the British Administration of Weihaiwei in the prescribed form shall be exchanged for Chinese deeds of perpetual lease in the same form as those recently issued by the Chinese authorities to foreign lot holders in the former British Concession at Chinkiang, a registration fee of \$1.00 per mow being charged.

All leases issued by the British Administration of Weihaiwei will be recognised by the National Government of the Republic of China.

If the National Government of the Republic of China should decide to close the port of Weihaiwei to foreign residence and trade, with a view to utilising it exclusively as a naval base, the interests of the foreign property owners and lease-holders will be bought out at a fair compensation to be agreed upon between the Governments of China and the United Kingdom, who will appoint a joint commission for determining the amount of this compensation in each case.

Article 14.

The National Government of the Republic of China will maintain the existing public services, employing such staff as it may select, including particularly the telephone service on the mainland and connection with the island and the telegraph service between Weihaiwei mainland and island and Chefoo.

ainsi que les édifices construits sur ces terres; il lui remettra, en outre, toutes les terres acquises ultérieurement par voie d'achat, tous les baux de la Couronne relatifs à des lieux sis en ladite île, ainsi que le droit de reversion en ce qui concerne les édifices construits sur les terres ainsi données à bail.

Article 10.

Le transfert de l'administration de Weihaiwei et des biens du domaine public sis dans ledit territoire, ainsi que pour toutes autres matières prévues par la présente convention, aura lieu le jour de l'entrée en vigueur de celle-ci.

Article 11.

Lorsqu'il assumera l'administration du territoire de Weihaiwei après la rétrocession, le Gouvernement national de la République de Chine maintiendra, autant que possible, les règlements en vigueur, y compris l'impôt sur la propriété bâtie et non bâtie, les règlements en matière d'hygiène et de constructions, ainsi que les mesures de police.

Article 12.

Tous les titres ayant trait à la propriété du sol, actes translatifs de propriété et constitutifs d'hypothèque et *Chihchao*, prévus par la *British Weihaiwei Waste Land Ordinance* N° 6, de 1919, qui auront été délivrés à des propriétaires chinois par l'administration britannique de Weihaiwei en la forme prescrite dans le territoire de Weihaiwei, seront, sous réserve des dispositions desdits actes, reconnus comme ayant la même validité que pendant l'administration britannique, à moins que les actes en question, en étant contraires à la législation chinoise, ne rendent nécessaire une revision ou la délivrance de titres supplémentaires.

Article 13.

Tous les titres ayant trait à la propriété du sol, délivrés, en la forme prescrite, à des personnes autres que les Chinois par l'Administration britannique de Weihaiwei seront échangés contre des titres chinois de bail perpétuel en la même forme que ceux récemment délivrés par les autorités chinoises aux possesseurs étrangers de lots de terre dans l'ancienne concession britannique de Chinkiang, moyennant perception d'un droit d'enregistrement de \$1 par *mow*.

Tous les baux accordés par l'Administration britannique de Weihaiwei seront reconnus par le Gouvernement national de la République de Chine.

Au cas où le Gouvernement national de la République de Chine déciderait de fermer le port de Weihaiwei aux résidents et aux commerçants étrangers, en vue de l'utiliser exclusivement comme base navale, les droits des propriétaires et des preneurs à bail (« lease-holders ») étrangers seront rachetés moyennant une juste indemnité à fixer d'un commun accord entre le Gouvernement chinois et le Gouvernement du Royaume-Uni, qui désigneront une commission mixte pour déterminer le montant de ladite indemnité dans chaque cas.

Article 14.

Le Gouvernement national de la République de Chine maintiendra, avec un personnel de son choix, les services publics existants, y compris notamment le service téléphonique sur le continent et la liaison avec l'île, ainsi que le service télégraphique entre Weihaiwei (continent et île) et Tchefou.

Article 15.

All decisions of the British Weihaiwei High Court or magistrates' courts pronounced before rendition shall be considered after rendition to have the same force and effect as if they were decisions rendered by Chinese courts of justice.

Article 16.

The National Government of the Republic of China will, unless and until they decide to close the port of Weihaiwei and reserve it exclusively as a naval base, maintain it as an area for international residence and trade, including within such area all places in which foreign property owners and lease-holders are at present located.

Article 17.

Pending the enactment and general application of the laws regulating the system of local self-government in China, the Chinese local authorities will ascertain the views of the foreign residents at Weihaiwei in such municipal matters as may directly affect their welfare and interests.

Article 18.

The National Government of the Republic of China will, unless and until they decide to close the port of Weihaiwei and reserve it exclusively as a naval base, lease to the Government of the United Kingdom free of charge for a period of 30 years, with option of renewal by the holders, certain land and buildings in the territory of Weihaiwei, as detailed in Annex II, for the requirements of the British Consulate and the public interests of the residents.

Article 19.

Existing aids to navigation, *i. e.*, light-houses, mark-buoys, storm-signals, &c., shall be transferred to the National Government of the Republic of China free of charge, and shall be maintained in the future by the competent Chinese authorities, who shall administer the harbour in the same way as at the open ports of China.

Article 20.

The present Convention shall be ratified, and ratifications thereof shall be exchanged at Nanking on or before the first day of October, 1930, which is the first day of the tenth month of the nineteenth year of the Republic of China.

It shall come into force from the date of the exchange of ratifications.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Convention in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Nanking this eighteenth day of April, nineteen hundred and thirty, corresponding to the eighteenth day of the fourth month of the nineteenth year of the Republic of China.

(Seal.) Miles W. LAMPSON.

(Seal.) Chengting T. WANG.

Article 15.

Toutes les décisions rendues, avant la rétrocession, par la Haute Cour britannique ou par les tribunaux de magistrats britanniques de Weihaiwei auront, après la rétrocession, la même force et le même effet que si elles avaient été rendues par des tribunaux chinois.

Article 16.

Le Gouvernement national de la République de Chine, à moins qu'il ne décide de fermer le port de Weihaiwei pour en faire exclusivement une base navale, le laissera ouvert au commerce international et aux résidents étrangers, y compris tous les lieux actuellement occupés par des propriétaires et preneurs à bail (« lease-holders ») étrangers.

Article 17.

En attendant la promulgation et l'application générale de la législation réglementant le système de l'autonomie locale en Chine, les autorités locales chinoises s'enquerront des vues des résidents étrangers de Weihaiwei pour toutes les questions d'ordre municipal affectant directement les intérêts de ceux-ci.

Article 18.

Le Gouvernement national de la République de Chine, à moins qu'il ne décide de fermer le port de Weihaiwei pour en faire exclusivement une base navale, donnera gratuitement à bail au Gouvernement du Royaume-Uni, pour une période de trente ans, avec faculté de renouvellement au gré des preneurs, certains terrains et immeubles sis dans le territoire de Weihaiwei, comme il est spécifié à l'annexe II, pour les besoins du consulat britannique et les intérêts publics des résidents.

Article 19.

Toutes les aides à la navigation existantes, telles que phares, balises, signaux de tempête, etc. seront transférées gratuitement au Gouvernement national de la République de Chine et seront entretenues, à l'avenir, par les autorités chinoises compétentes, qui administreront le port de la même manière que les ports ouverts de la Chine.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Nankin au plus tard le premier octobre mil neuf cent trente, premier jour du dixième mois de la dix-neuvième année de la République de Chine.

La présente convention entrera en vigueur à date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé la présente convention en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le dix-huit avril mil neuf cent trente, correspondant au dix-huitième jour du quatrième mois de la dix-neuvième année de la République de Chine.

(L. S.) Miles W. LAMPSON.

(L. S.) Chengting T. WANG.

ANNEX I TO THE CONVENTION.

Stores to be handed over to the Chinese Authorities,

Include the following :

- Part of furniture in offices and houses.
- Telegraph cable (island and mainland).
- S.L. "Alexandra", two boats.
- All lamps and posts in streets and stores for lamps which belong to the Administration of Weihaiwei.
- Sanitary carts and equipment.
- Fire Engine.
- Telephones, poles, insulators, wire and exchange.
- Police uniforms (in use and in store).
- Various police stores.
- Cycles.
- Rifles, etc. (in use by police), with ammunition.
- Telephone cable (island and mainland).

ANNEX II TO THE CONVENTION.

List of the Land and Buildings in the Territory of Weihaiwei to be Leased by the National Government of the Republic of China to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

The senior district officer's house, grounds and stables are to be leased for use as a consular residence and the non-commissioned officers' mess and grounds for use as consular offices.

The two foreign cemeteries, one in Port Edward and one in Liukungtao.

Block "A" of the former barracks is to be loaned for use as a British Club, provided, however, that, in case the said club should cease to exist, the building shall revert to the National Government of the Republic of China without compensation.

As regards the piece of waste land known as the parade ground, it is agreed that it shall continue to be used as at present as an international recreation ground and golf course unless it is required for public purposes, including port development, in which case the Chinese Administration undertakes first to provide in lieu an equally suitable recreation ground and golf course elsewhere.

A map¹ showing the land and buildings above referred to, with the exception of the civil cemetery on Liukungtao, is attached.

II.

AGREEMENT.

The Undersigned having been duly authorised by their respective Governments have agreed as follows :

Article I.

The National Government of the Republic of China will loan to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland as a sanatorium and summer resort for the use of His Britannic Majesty's Navy a certain number of buildings and facilities, as detailed in the Annex attached hereto, on the island of Liukungtao in the Bay of Weihaiwei for a period of ten years, with the option of renewal on the same terms by agreement or on such other terms as may be agreed upon between the two Governments. Upon the termination of the period of the loan all the land and buildings shall revert to the National Government.

¹ Not reproduced in this Series.

ANNEXE I DE LA CONVENTION

Stocks à remettre aux Autorités chinoises.

Ces stocks comprennent les éléments suivants :

Une partie de l'ameublement des bureaux et maisons.

Le cable télégraphique (île et continent).

S. L. « Alexandra », deux bateaux.

Toutes les lampes et tous les réverbères des rues, ainsi que les magasins de lampes appartenant à l'Administration de Weihaiwei.

Les fourgons sanitaires, mulets et équipements.

La pompe à incendie.

Les téléphones, poteaux, isolateurs, fils métalliques et la centrale.

Les uniformes de police (en service ou en magasin).

Divers approvisionnements de la police.

Les vélocipèdes.

Les fusils, etc. (utilisés par la police) avec munitions.

Le cable téléphonique (île et continent).

ANNEXE II DE LA CONVENTION

Liste des terrains et immeubles sis dans le territoire de Weihaiwei qui doivent être donnés à bail par le Gouvernement national de la République de Chine au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

L'habitation, les terrains et les écuries de l'officier supérieur du district doivent être donnés à bail pour servir de résidence consulaire, et le mess et les terrains des sous-officiers, pour servir de bureaux consulaires.

Les deux cimetières étrangers, l'un à Port-Edward et l'autre à Liukungtao.

Le « bloc A » des anciennes casernes est destiné à être prêté pour être utilisé comme club britannique, sous réserve toutefois qu'au cas où ledit club cesserait d'exister, l'édifice ferait retour sans indemnité au Gouvernement national de la République de Chine.

En ce qui concerne le terrain nu, dénommé « parade ground », il est convenu qu'il continuera à servir de terrain international de jeux et de golf, à moins qu'il ne soit nécessaire pour des fins publiques, y compris le développement du port, auquel cas l'Administration chinoise s'engage à fournir, au préalable en remplacement, un autre terrain également convenable de jeux et de golf.

Ci-joint¹ une carte indiquant les terrains et immeubles visés, à l'exception du cimetière civil de Liukungtao.

II.

ACCORD

Les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le Gouvernement national de la République de Chine prêtera au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, pour servir de sanatorium et de résidence d'été à l'usage de la Marine de Sa Majesté britannique, un certain nombre d'édifices et d'installations, décrits à l'annexe ci-jointe, situés sur l'île de Liukungtao dans la baie de Weihaiwei ; ce prêt sera effectué pour une période de dix ans avec faculté de renouvellement aux mêmes conditions par voie d'accord mutuel ou à toutes autres conditions dont il pourra être convenu entre les deux gouvernements. A l'expiration de la période pour laquelle le prêt aura été effectué, tous les terrains et immeubles feront retour au Gouvernement national.

¹ Non reproduite dans le présent recueil.

Article 2.

The National Government of the Republic of China will as far as possible maintain efficiently the existing system of municipal services on Liukungtao (*i. e.*, roads, wharves, police, sanitation and lighting), conserve the existing forest, permit no brothels, permit the sale of no liquors or intoxicants except in licensed premises, and maintain the present regulations as regards cultivation. The National Government undertakes that, in the event of the sale, or grant of leases, of Government land or buildings on Linkungtao, such conveyances or leases shall contain a clause enforcing the observance of the above-mentioned stipulations.

Article 3.

1. His Britannic Majesty's ships and auxiliaries visiting Liukungtao and its waters during the month of April to October, inclusive, will be accorded the use, after the Chinese Navy, of that portion of the anchorage that has been dredged by His Britannic Majesty's Navy. Nevertheless, in the event of war involving either His Britannic Majesty or the Chinese Republic, His Britannic Majesty's ships or auxiliaries shall withdraw from Liukungtao water, in accordance with international usage.

2. Ships of His Britannic Majesty's Navy will be accorded the privilege of towing targets from the aforementioned anchorage to the sea, reasonable care being taken to avoid damage to fishing nets.

3. During the period of the loan to the Government of the United Kingdom of a certain number of buildings and facilities on Liukungtao, as stated in Article 1 of the present Agreement, His Britannic Majesty's Navy will be accorded the privilege of landing men for drill or rifle practice on Liukungtao after obtaining permission from the Chinese authorities, which will be given on application, to be renewed yearly. In the event of local disturbances occurring, such privileges may be temporarily foregone on representations being made by the local authorities.

Article 4.

The importing, storing, shipping and transshipping at Weihaiwei of stores of all kinds for the purposes of His Britannic Majesty's Navy will be permitted according to the usage of the ports open to foreign trade. The Government of the United Kingdom will not store arms or ammunition on Liukungtao.

Article 5.

Existing buoys and moorings that have been laid by His Britannic Majesty's Navy in Weihaiwei waters shall be transferred, free of charge to, and maintained by, the National Government of the Republic of China for the use of His Britannic Majesty's Navy after the Chinese Navy. All these buoys and moorings, however, may be removed from time to time as the Chinese naval or harbour authorities may deem expedient.

Article 6.

The present Agreement shall be ratified, and ratifications thereof shall be exchanged at Nanking on or before the first day of October, 1930, which is the first day of the tenth month of the nineteenth year of the Republic of China.

It shall come into force on the date of the exchange of ratifications.

Article 2.

Le Gouvernement national de la République de Chine continuera à assurer autant que possible le bon fonctionnement des services municipaux actuels de Liukungtao (routes, wharfs, police, hygiène et éclairage); il conservera les forêts existantes, interdira les maisons de prostitution, ainsi que la vente des liqueurs et boissons alcooliques en dehors des locaux pour lesquels a été délivrée une licence spéciale et maintiendra en vigueur les règlements concernant l'agriculture. Le Gouvernement national s'engage, en cas de vente ou de dation à bail de terrain ou immeubles du domaine public de Liukungtao, à faire figurer, dans les actes translatifs de propriété ou dans les baux, une clause destinée à assurer l'observation des stipulations susmentionnées.

Article 3.

1. Les navires et les bâtiments auxiliaires de Sa Majesté britannique visitant Liukungtao et ses eaux au cours des mois d'avril à octobre inclusivement, pourront utiliser, après la marine chinoise, la partie du mouillage draguée par la Marine de Sa Majesté britannique. Toutefois, en cas de guerre où seraient impliquées Sa Majesté britannique ou la République chinoise, les navires et bâtiments auxiliaires de Sa Majesté britannique se retireront des eaux de Liukungtao, conformément aux usages internationaux.

2. Il sera loisible à la Marine de Sa Majesté britannique de remorquer des cibles depuis le mouillage susmentionné jusqu'à la mer, en prenant les soins nécessaires pour éviter d'endommager les filets de pêche.

3. Pendant la période pour laquelle auront été prêtés au Gouvernement du Royaume-Uni un certain nombre d'édifices et d'installations de Liukungtao, comme il est spécifié à l'article 1 du présent accord, il sera loisible à la Marine de Sa Majesté britannique de débarquer des hommes à Liukungtao pour des manœuvres ou exercices de tir, après avoir obtenu l'autorisation des autorités chinoises; cette autorisation sera accordée à la suite d'une demande qui devra être renouvelée chaque année. En cas de troubles locaux, il pourra être renoncé temporairement à ce privilège sur les représentations des autorités locales.

Article 4.

L'importation, l'emmagasiner, l'expédition et le transbordement à Weihaiwei de stocks de toute nature destinés à la Marine de Sa Majesté britannique seront autorisés conformément aux usages des ports ouverts au commerce étranger. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne stockera à Liukungtao ni armes ni munitions.

Article 5.

Les bouées et les corps-morts mouillés par la Marine de Sa Majesté britannique dans les eaux de Weihaiwei seront transférés gratuitement au Gouvernement national de la République de Chine et entretenus par ses soins pour servir à l'usage de la Marine de Sa Majesté britannique, après celui de la marine chinoise. Toutefois ces bouées et corps-morts pourront être retirés de temps à autre, comme bon semblera aux autorités chinoises de la marine et de la direction du port.

Article 6.

Le présent accord sera ratifié. Les ratifications seront échangées à Nankin au plus tard le premier octobre mil neuf cent trente, premier jour du dixième mois de la dix-neuvième année de la République de Chine.

Le présent accord entrera en vigueur à compter du jour de l'échange des ratifications.

In faith whereof the undersigned Plenipotentiaries, duly authorised thereto, have signed the present Agreement in duplicate and have affixed thereto their seals.

Done at Nanking this eighteenth day of April, nineteen hundred and thirty, corresponding to the eighteenth day of the fourth month of the nineteenth year of the Republic of China.

(Seal) Miles W. LAMPSON,
For the Government of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland.

(Seal) Chengting T. WANG,
For the National Government of the
Republic of China.

ANNEX TO THE AGREEMENT.

List of facilities to be granted and Land and Buildings on Liukungtao to be leased to the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the National Government of the Republic of China.

1. Golf Club and golf club-house.
2. Royal naval canteen teahouse.
3. Naval cemetery.
4. Admiralty village.
5. Warrant officers' club and tennis courts.
6. Officers' and men's recreation grounds together with the buildings thereon and the hockey and cricket grounds and tennis courts ; and the officers' " squash " courts.
7. That portion of the " hospital site," with buildings, &c., thereon, situated southward to the road traversing the site about its centre, together with the Commander-in-Chief's tennis courts, as shown on the accompanying plan (marked „ A ").
8. Commander-in-Chief's office 61 and house adjoining 62.
9. United Services Club and garden 57.
10. Residences Nos. 52, 54, 55, 58, 59, 60, 73 on plan with their gardens.
11. Hospital 53, hospital store 50, residence for sick berth staff 49, and dynamo house 51.
12. Store-houses Nos. 70, 30-40, including 75, 47, 48, 68, 29(a), and two bays of No. 29, *i. e.*, sufficient for the storage of 6,000 tons of coal.
13. Royal Naval canteen (temporarily, pending the provision by the National Government of the Republic of a suitable building in lieu).

NOTE. — The numbers in brackets refer to the numbers on the plan (marked " B ") attached. Joint use with the Chinese Navy of the following facilities, and land and buildings :

- (1) Rifle ranges, including land and buildings.
- (2) Two artesian wells.
- (3) Iron pier.

Also accommodation in cambër for naval coal lighters and facilities in respect of coaling coolies.

As regards the quarries to be handed over under the provisions of the Convention for the Rendition of Weihaiwei, the Government of the United Kingdom shall be permitted to obtain stone therefrom when required free of cost.

Two plans¹ (marked " A " and " B ") showing the land and buildings, &c., above referred to are attached.

¹ Not reproduced in this Series.

En foi de quoi les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord en double expédition et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Nankin, le dix-huit avril mil neuf cent trente, correspondant au dix-huitième jour du quatrième mois de la dix-neuvième année de la République de Chine.

(L. S.) Miles W. LAMPSON,
*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.*

(L. S.) Chengting T. WANG,
*Pour le Gouvernement national
de la République de Chine.*

ANNEXE A L'ACCORD

Etat des facilités à accorder et des terrains et immeubles de Liukugtao destinés à être donnés à bail au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord par le Gouvernement national de la République de Chine.

1. Le club de golf et « golf club-house ».
2. La maison de thé-cantine de la Marine royale.
3. Le cimetière de la Marine.
4. Le village de l'Amirauté.
5. Le club et les courts de tennis des officiers non brevetés.
6. Les terrains de jeux des officiers et des hommes, avec les édifices construits sur lesdits terrains, les terrains de hockey et de cricket et les courts de tennis, ainsi que les « squash courts » des officiers.
7. La partie de l'« hospital site », avec les édifices, etc., qui y ont été construits, sise au sud de la route qui traverse cet emplacement vers le centre, ainsi que les courts de tennis du commandant en chef, tels qu'ils figurent sur le plan y annexé (marqué « A »).
8. Le bureau du commandant en chef 61 et la maison attenante 62.
9. Le « United Services Club » et le jardin 57.
10. Les résidences numéros 52, 54, 55, 58, 59, 60, 73 du plan avec leurs jardins.
11. L'hôpital 53, le magasin de l'hôpital 50, la résidence des infirmiers 49 et la centrale d'énergie (dynamo house) 51.
12. Les magasins numéros 70, 30 à 40, y compris 75, 47, 48, 68, 29a et deux darses du numéro 29, permettant de stocker 6.000 tonnes de charbon.
13. La cantine de la Marine royale (à titre provisoire en attendant que le Gouvernement national de la République fournisse, en remplacement, un édifice convenable).

NOTE. — Les numéros entre parenthèses se réfèrent aux numéros du plan (marqué « B ») ci-annexé. Usage en commun avec la marine chinoise des installations et des édifices ci-après spécifiés :

- 1^o Stand de tir, y compris terrains et immeubles ;
- 2^o Deux puits artésiens ;
- 3^o Jetée de fer.

En outre, emplacement pour docker les chalands à charbon de la marine et facilités pour les coolies préposés à la manipulation du charbon.

En ce qui concerne les carrières qui doivent être remises aux termes de la Convention pour la rétrocession de Weihaiwei, il sera loisible au Gouvernement du Royaume-Uni d'obtenir gratuitement, en cas de besoin, des pierres provenant desdites carrières.

Ci-joint deux plans¹ (marqués « A » et « B » indiquent les terrains et immeubles etc. susvisés).

¹ Non reproduits dans le présent recueil.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, FRANCE,
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD
ainsi que toutes parties de l'Empire britannique
non membres séparés de la Société des Nations,
CANADA, AUSTRALIE, etc.

Traité international pour la limitation et la réduction
des armements navals, signé à Londres, le 22 avril
1930, avec procès-verbal relatif au dépôt des ratifi-
cations, signé à Londres, le 27 octobre 1930, et
échange de notes concernant l'interprétation de
l'article 19 du traité. Tokio, les 21 et 24 mai 1930,
et Londres, le 5 juin 1930.

UNITED STATES OF AMERICA, FRANCE,
GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,
and all parts of the British Empire which are
not separate Members of the League of Nations,
CANADA, AUSTRALIA, etc.

International Treaty for the Limitation and Reduction
of Naval Armament, signed at London, April 22,
1930, with Procès-verbal of Deposit of Ratifications,
signed at London, October 27, 1930, and Exchange
of Notes regarding the Interpretation of Article 19
of the Treaty; Tokio, May 21 and 24, 1930, and
London, June 5, 1930.

N° 2608. — TRAITÉ INTERNATIONAL¹ POUR LA LIMITATION ET LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS NAVALS. SIGNÉ A LONDRES, LE 22 AVRIL 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 6 février 1931.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 19 mars 1931

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES, SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON,

Soucieux de prévenir les dangers et de réduire les charges inhérents à une rivalité d'armements,

Désireux de faire progresser l'œuvre commencée par la Conférence navale de Washington et de faciliter la réalisation progressive d'une limitation et d'une réduction générales des armements,

Ont résolu de conclure un traité pour la limitation et la réduction des armements navals, et ont à cet effet désigné pour leurs plénipotentiaires :

¹ DEPOT DES RATIFICATIONS :

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	} Londres, le 27 octobre 1930.
ROYAUME-UNI	
CANADA	
AUSTRALIE	
NOUVELLE-ZÉLANDE	
UNION SUD-AFRICAINE	
INDE	
JAPON	} Londres, le 31 déc. 1930.
ETAT LIBRE D'IRLANDE	

No. 2608. — INTERNATIONAL TREATY¹ FOR THE LIMITATION AND REDUCTION OF NAVAL ARMAMENT. SIGNED AT LONDON, APRIL 22, 1930..

French and English official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Treaty took place February 6, 1931.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, March 19, 1931.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, and HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN,

Desiring to prevent the dangers and reduce the burdens inherent in competitive armaments, and

Desiring to carry forward the work begun by the Washington Naval Conference and to facilitate the progressive realization of general limitation and reduction of armaments,

Have resolved to conclude a Treaty for the limitation and reduction of naval armament, and have accordingly appointed as their Plenipotentiaries :

¹ DEPOSIT OF THE RATIFICATIONS :

UNITED STATES OF AMERICA	} London, October 27, 1930.
UNITED KINGDOM	
CANADA	
AUSTRALIA	
NEW ZEALAND	
UNION OF SOUTH AFRICA	
INDIA	
JAPAN	} London, December 31, 1930.
IRISH FREE STATE	

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat ;
 Charles G. DAWES, ambassadeur près la
 Cour de St-James ;
 Charles Francis ADAMS, secrétaire pour la
 Marine ;
 Joseph T. ROBINSON, Sénator de l'Etat
 d'Arkansas ;
 David A. REED, Sénator de l'Etat de
 Pennsylvanie ;
 Hugh GIBSON, Ambassadeur en Belgique ;
 Dwight W. MORROW, Ambassadeur au
 Mexique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. André TARDIEU, député, président du
 Conseil des ministres, ministre de l'Inté-
 rieur ;
 M. Aristide BRIAND, député, ministre des
 Affaires étrangères ;
 M. Jacques-Louis DUMESNIL, député, mi-
 nistre de la Marine ;
 M. François PIÉTRI, député, ministre des
 Colonies ;
 M. Aimé-Joseph DE FLEURIAU, ambassadeur
 de la République française près la Cour
 de St-James ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE,
D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNI-
QUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES
INDES :

Pour la GRANDE-BRETAGNE et l'IRLANDE
 DU NORD et toutes les parties de l'EMPIRE
 BRITANNIQUE qui ne sont pas individuellement
 Membres de la Société des Nations :

Le Très-Honorable James Ramsay MAC-
 DONALD, M. P. Premier Lord de Sa
 Trésorerie et Premier Ministre ;
 Le Très-Honorable Arthur HENDERSON,
 M. P., son principal secrétaire d'Etat
 pour les Affaires étrangères ;
 Le Très-Honorable Albert Victor ALEXAN-
 DER, M.P., Premier Lord de Son Ami-
 rauté ;
 Le Très-Honorable William Wedgwood
 BENN, D.S.O., D.F.C., M. P., son prin-
 cipal secrétaire d'Etat pour l'Inde ;

POUR LE DOMINION DU CANADA :

Le colonel Honorable James Layton RALSTON,
 C.M.G., D.S.O., K.C., membre de

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF
AMERICA :

Henry L. STIMSON, Secretary of State ;
 Charles G. DAWES, Ambassador to the
 Court of St. James ;
 Charles Francis Adams, Secretary of the
 Navy ;
 Joseph T. Robinson, Senator from the
 State of Arkansas ;
 David A. REED, Senator from the State of
 Pennsylvania ;
 Hugh GIBSON, Ambassador to Belgium ;
 Dwight W. MORROW, Ambassador to
 Mexico ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Mr. André TARDIEU, Deputy, President of
 the Council of Ministers, Minister of the
 Interior ;
 Mr. Aristide BRIAND, Deputy, Minister for
 Foreign Affairs ;
 Mr. Jacques-Louis DUMESNIL, Deputy, Mi-
 nister of Marine ;
 Mr François PIÉTRI, Deputy, Minister of
 the Colonies ;
 Mr. Aimé-Joseph DE FLEURIAU, Ambassa-
 dor of the French Republic at the Court
 of St. James ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN,
IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND
THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

For GREAT BRITAIN and NORTHERN IRE-
 LAND and all parts of the BRITISH EMPIRE
 which are not separate Members of the
 League of Nations :

The Right Honourable James Ramsay
 MACDONALD, M.P., First Lord of His
 Treasury and Prime Minister ;
 The Right Honourable Arthur HENDERSON,
 M.P., His Principal Secretary of State for
 Foreign Affairs ;
 The Right Honourable Albert Victor
 ALEXANDER, M.P., First Lord of His
 Admiralty ;
 The Right Honourable William Wedgwood
 BENN, D.S.O., D.F.C., M.P., His Prin-
 cipal Secretary of State for India ;

FOR THE DOMINION OF CANADA :

Colonel The Honourable James Layton
 RALSTON, C.M.G., D.S.O., K.C., a Mem-

- son Conseil privé du Canada, son ministre de la Défense nationale ;
 L'Honorable Philippe ROY, membre de son Conseil privé du Canada, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en France pour le Dominion du Canada ;
- POUR LE COMMONWEALTH D'AUSTRALIE :
 L'Honorable James Edward FENTON, son ministre du Commerce et des Douanes ;
- POUR LE DOMINION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE :
 M. Thomas Mason WILFORD, K.C., Haut Commissaire du Dominion de la Nouvelle-Zélande à Londres ;
- POUR L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD :
 M. Charles Théodore TE WATER, Haut Commissaire de l'Union de l'Afrique du Sud à Londres ;
- POUR L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE :
 M. Timothy Aloysius SMIDDY, Haut Commissaire de l'État Libre d'Irlande à Londres ;
- POUR L'INDE :
 Sir Atul Chandra CHATTERJEE, K.C.I.E., Haut Commissaire de l'Inde à Londres ;
- SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :
 L'Honorable Dino GRANDI, député, son ministre secrétaire d'État pour les Affaires étrangères ;
 L'amiral de division Honorable Giuseppe SIRIANNI, sénateur du Royaume, son ministre secrétaire d'État pour la Marine ;
 M. Antonio CHIARAMONTE-BORDONARO, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la Cour de St-James ;
 L'amiral Honorable Baron Alfredo ACTON, Sénateur du Royaume ;
- SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :
 M. Reijiro WAKATSUKI, membre de la Chambre des Pairs ;
 L'Amiral Takeshi TAKARABE, ministre de la Marine ;
 M. Tsuneo MATSUDAIRA, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près la Cour de St-James ;
- ber of His Privy Council for Canada, His Minister for National Defence ;
 The Honourable Philippe ROY, a Member of His Privy Council for Canada, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in France for the Dominion of Canada ;
- FOR THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA :
 The Honourable James Edward FENTON, His Minister for Trade and Customs ;
- FOR THE DOMINION OF NEW ZEALAND :
 Thomas Mason WILFORD, Esquire, K.C., High Commissioner for the Dominion of New Zealand in London ;
- FOR THE UNION OF SOUTH AFRICA :
 Charles Theodore TE WATER, Esquire, High Commissioner for the Union of South Africa in London ;
- FOR THE IRISH FREE STATE :
 Timothy Aloysius SMIDDY, Esquire, High Commissioner for the Irish Free State in London ;
- FOR INDIA :
 Sir Atul Chandra CHATTERJEE, K.C.I.E., High Commissioner for India in London ;
- HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :
 The Honourable Dino GRANDI, Deputy, His Minister Secretary of State for Foreign Affairs ;
 Admiral of Division The Honourable Giuseppe SIRIANNI, Senator of the Kingdom, His Minister Secretary of State for Marine ;
 Mr Antonio CHIARAMONTE-BORDONARO, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St James ;
 Admiral The Honourable Baron Alfredo ACTON, Senator of the Kingdom ;
- HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :
 Mr Reijiro WAKATSUKI, Member of the House of Peers ;
 Admiral Takeshi TAKARABE, Minister for the Navy ;
 Mr. Tsuneo MATSUDAIRA, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James ;

M. Matsuzo NAGAI, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

PREMIÈRE PARTIE

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne pas exercer, de 1931 à 1936 inclusivement, leur droit de mettre sur cale des bâtiments de ligne de remplacement, prévu au Chapitre II, Partie 3, du Traité¹, pour la limitation des armements navals, signé entre elles à Washington le 6 février 1922 et désigné dans le présent traité sous le nom de Traité de Washington

Cette disposition n'affecte pas l'application de la clause relative au remplacement des bâtiments perdus ou détruits accidentellement, énoncés au Chapitre II, Partie 3, Section I, paragraphe (c) dudit Traité.

La France et l'Italie pourront cependant construire le tonnage de remplacement qu'elles étaient autorisées à mettre sur cale en 1927 et en 1929, conformément aux dispositions dudit Traité

Article 2.

1. Les Etats-Unis, le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et le Japon déclasseront les bâtiments de ligne suivants, ainsi qu'il est prescrit au présent article :

Etats-Unis :

« Florida ».
« Utah ».
« Arkansas » ou « Wyoming ».

Royaume-Uni :

« Benbow ».
« Iron Duke ».
« Marlborough ».
« Emperor of India ».
« Tiger ».

Japan :

« Hiyei ».

Mr. Matsuzo NAGAI, His Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ;

Who, having communicated to one another their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

PART I.

Article 1.

The High Contracting Parties agree not to exercise their rights to lay down the keels of capital ship replacement tonnage during the years 1931-1936 inclusive as provided in Chapter II, Part 3, of the Treaty¹ for the Limitation of Naval Armament signed between them at Washington on the 6th February, 1922, and referred to in the present Treaty as the Washington Treaty.

This provision is without prejudice to the disposition relating to the replacement of ships accidentally lost or destroyed contained in Chapter II, Part 3, Section I, paragraph c) of the said Treaty.

France and Italy may, however, build the replacement tonnage which they were entitled to lay down in 1927 and 1929 in accordance with the provisions of the said Treaty.

Article 2.

1. The United States, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and Japan shall dispose of the following capital ships as provided in this Article :

United States :

“ Florida ”.
“ Utah ”.
“ Arkansas or Wyoming ”.

United Kingdom :

“ Benbow ”.
“ Iron Duke ”.
“ Marlborough ”.
“ Emperor of India ”.
“ Tiger ”.

Japan :

“ Hiyei ”.

¹ Vol. XXV, page 201, de ce recueil.

¹ Vol. XXV, page 201, of this Series.

(a) Sous réserve des dispositions du sous-paragraphe b), ces bâtiments, à moins qu'ils ne soient transformés pour servir exclusivement de cibles, en application du Chapitre II, Partie 2, paragraphe II c), du Traité de Washington, seront détruits de la manière suivante :

L'un des bâtiments qui doivent être détruits par les Etats-Unis, et deux de ceux qui doivent l'être par le Royaume-Uni seront mis hors d'état de remplir un service de combat conformément au Chapitre II, Partie 2, paragraphe III b), du Traité de Washington, dans les douze mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité. Ces bâtiments seront définitivement détruits, conformément au paragraphe II a) ou b) de la même Partie 2, dans les vingt-quatre mois qui suivront ladite entrée en vigueur. A l'égard du deuxième bâtiment qui sera détruit par les Etats-Unis et des troisième et quatrième bâtiments qui le seront par le Royaume-Uni, les susdits délais seront de dix-huit et de trente mois, respectivement, à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

b) Parmi les bâtiments à déclasser conformément au présent article, les suivants pourront être conservés pour servir à l'instruction :

Par les Etats-Unis :

« Arkansas » ou « Wyoming ».

Par le Royaume-Uni :

« Iron Duke ».

Par le Japon :

« Hiyei ».

Ces navires seront mis dans l'état prescrit à la section V du l'annexe II à la partie II du présent traité. Les travaux nécessaires pour mettre ces bâtiments dans cet état commenceront, en ce qui concerne les Etats-Unis et le Royaume-Uni, dans les douze mois à compter de l'entrée en vigueur du présent traité, et, en ce qui concerne le Japon, dans les dix-huit mois à compter de la même date ; les travaux seront terminés dans les six mois qui suivront l'expiration des délais mentionnés ci-dessus.

Ceux de ces bâtiments qui ne sont pas conservés pour servir à l'instruction seront, dans les dix-huit mois, mis hors d'état de remplir un service de combat, et définitivement détruits dans les trente mois à compter de l'entrée en vigueur du présent traité.

2. Sous réserve de tout déclassement de bâtiments de ligne que pourrait rendre nécessaire,

(a) Subject to the provisions of sub-paragraph (b), the above ships, unless converted to target use exclusively in accordance with Chapter II, Part 2, paragraph II (c) of the Washington Treaty, shall be scrapped in the following manner :

One of the ships to be scrapped by the United States, and two of those to be scrapped by the United Kingdom shall be rendered unfit for warlike service, in accordance with Chapter II, Part 2, paragraph III (b) of the Washington Treaty, within twelve months from the coming into force of the present Treaty. These ships shall be finally scrapped, in accordance with paragraph II (a) or (b) of the said Part 2, within twenty-four months from the said coming into force. In the case of the second of the ships to be scrapped by the United States, and of the third and fourth of the ships to be scrapped by the United Kingdom, the said periods shall be eighteen and thirty months respectively from the coming into force of the present Treaty.

b) Of the ships to be disposed of under this Article, the following may be retained for training purposes :

By the United States :

“ Arkansas ” or “ Wyoming ”.

By the United Kingdom :

“ Iron Duke ”.

By Japan :

“ Hiyei ”.

These ships shall be reduced to the condition prescribed in Section V of Annex II to Part II of the present Treaty. The work of reducing these vessels to the required condition shall begin, in the case of the United States and the United Kingdom, within twelve months, and in the case of Japan within eighteen months from the coming into force of the present Treaty; the work shall be completed within six months of the expiration of the above-mentioned periods.

Any of these ships which are not retained for training purposes shall be rendered unfit for warlike service within eighteen months, and finally scrapped within thirty months, of the coming into force of the present Treaty.

2. Subject to any disposal of capital ships which might be necessitated, in accordance with

conformément au Traité de Washington, la construction par la France et l'Italie du tonnage de remplacement visé à l'article premier du présent traité, tous les bâtiments de ligne existants mentionnés au chapitre II, partie 3, section II du Traité de Washington, et non désignés ci-dessus comme devant être déclassés, pourront être conservés pendant la durée d'application du présent traité.

3. Le droit à remplacement n'est pas perdu du fait d'un retard dans la mise sur cale de bâtiments constituant le tonnage de remplacement, et l'ancien bâtiment peut être conservé jusqu'à remplacement, même si, aux termes du Chapitre II, Partie 3, Section II, du Traité de Washington, ce bâtiment devait être détruit.

Article 3.

1. Pour l'application du Traité de Washington, la définition du porte-aéronefs, donnée au Chapitre II, Partie 4 dudit traité, est remplacée par la définition suivante :

L'expression « porte-aéronefs » comprend tout bâtiment de guerre de surface, quel qu'en soit le déplacement, spécifiquement et exclusivement conçu pour porter des aéronefs et construit de telle façon que des aéronefs puissent y prendre leur vol et s'y poser.

2. Le fait d'équiper d'une plateforme ou d'un pont d'envol ou d'atterrissage un bâtiment de ligne, un croiseur ou un destroyer, n'implique pas qu'un bâtiment ainsi équipé doive être compris ou classé dans la classe des porte-aéronefs, à moins que ce bâtiment ne soit conçu ou aménagé exclusivement pour servir de porte-aéronefs.

3. Aucun bâtiment de ligne existant au 1^{er} avril 1930 ne sera équipé d'une plateforme ou d'un pont d'atterrissage.

Article 4.

1. Aucun porte-aéronefs d'un déplacement type de 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques) ou moins, et portant un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces), ne sera acquis par l'une des Hautes Parties contractantes ou construit par elle ou pour elle.

2. A partir de l'entrée en vigueur du présent traité pour toutes les Hautes Parties contrac-

the Washington Treaty, by the building by France or Italy of the replacement tonnage referred to in Article 1 of the present Treaty, all existing capital ships mentioned in Chapter II, Part 3, Section II of the Washington Treaty and not designated above to be disposed of may be retained during the term of the present Treaty.

3. The right of replacement is not lost by delay in laying down replacement tonnage, and the old vessel may be retained until replaced even though due for scrapping under Chapter II, Part 3, Section II of the Washington Treaty.

Article 3.

1. For the purposes of the Washington Treaty, the definition of an aircraft carrier given in Chapter II, Part 4, of the said Treaty is hereby replaced by the following definition :

The expression " aircraft carrier " includes any surface vessel of war, whatever its displacement, designed for the specific and exclusive purpose of carrying aircraft and so constructed that aircraft can be launched therefrom and landed thereon.

2. The fitting of a landing-on or flying-off platform or deck on a capital ship, cruiser or destroyer, provided such vessel was not designed or adapted exclusively as an aircraft carrier, shall not cause any vessel so fitted to be charged against or classified in the category of aircraft carriers.

3. No capital ship in existence on the 1st April, 1930, shall be fitted with a landing-on platform or deck

Article 4.

1. No aircraft carrier of 10,000 tons (10,160 metric tons) or less standard displacement mounting a gun above 6.1 inch (155 mm.) calibre shall be acquired by or constructed by or for any of the High Contracting Parties.

2. As from the coming into force of the present Treaty in respect of all the High Con-

tantes, aucun porte-aéronefs d'un déplacement type de 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques) ou moins, et portant un canon d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ne sera construit dans la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes.

Article 5.

Le plan et la construction d'un porte-aéronefs ne doivent pas lui permettre de porter un armement plus puissant que celui qui est autorisé pour lui par l'article IX ou l'article X du Traité de Washington ou par l'article 4 du présent traité, suivant le cas.

Lorsque le calibre de 152 millimètres (6 pouces) est mentionné dans lesdits articles IX et X, le calibre de 155 millimètres (6,1 pouces) doit lui être substitué.

PARTIE II

Article 6.

1. Les règles énoncées au Chapitre II, Partie 4, du Traité de Washington pour la détermination du déplacement type s'appliqueront à tous les bâtiments de guerre de surface de chacune des Hautes Parties contractantes.

2. Le déplacement type d'un sous-marin est le déplacement en surface du bâtiment achevé (non compris l'eau des compartiments non étanches) avec son équipage complet, son appareil moteur, prêt à prendre la mer, ayant tout son armement et toutes ses munitions, ses installations, équipements, vivres pour l'équipage, outillages divers et rechanges de toute nature qu'il doit emporter en temps de guerre, mais sans combustible, huile lubrifiante, eau douce ou eau de ballast de toute sorte.

3. Le déplacement de chaque bâtiment combattant de la flotte militaire est évalué lorsque ce bâtiment se trouve dans les conditions type. Le mot « tonne », sauf dans l'expression « tonnes métriques », désigne une tonne de 1.016 kg. (2.240 lbs.).

Article 7.

1. Aucun sous-marin de déplacement type supérieur à 2.000 tonnes (2.032 tonnes métri-

tracting Parties, no aircraft carrier of 10,000 tons (10,160 metric tons) or less standard displacement mounting a gun above 6.1-inch (155 mm.) calibre shall be constructed within the jurisdiction of any of the High Contracting Parties.

Article 5.

An aircraft carrier must not be designed and constructed for carrying a more powerful armament than that authorised by Article IX or Article X of the Washington Treaty, or by Article 4 of the present Treaty, as the case may be.

Wherever in the said Articles IX and X the calibre of inches (152 mm.) is mentioned, the calibre of 6.1- inches (155 mm.) is substituted therefor.

PART II.

Article 6.

1. The rules for determining standard displacement prescribed in Chapter II, Part 4 of the Washington Treaty shall apply to all surface vessels of war of each of the High Contracting Parties.

2. The standard displacement of a submarine is the surface displacement of the vessel complete (exclusive of the water in non-watertight structure) fully manned, engined, and equipped ready for sea, including all armament and ammunition, equipment, outfit, provisions for crew, miscellaneous stores, and implements of every description that are intended to be carried in war, but without fuel, lubricating oil, fresh water or ballast water of any kind on board.

3. Each naval combatant vessel shall be rated at its displacement tonnage when in the standard condition. The word "ton" except in the expression "metric tons", shall be understood to be the ton of 2,240 pounds (1,016 kg.).

Article 7.

1. No submarine the standard displacement of which exceeds 2,000 tons (2,032 metric tons)

ques) ou armé d'un canon d'un calibre supérieur à 130 millimètres (5,1 pouces) ne sera acquis par l'une des Hautes Parties contractantes ou construit par elle ou pour elle.

2. Chacune des Hautes Parties contractantes peut, toutefois, conserver, construire ou acquérir un nombre maximum de trois sous-marins d'un déplacement type n'excédant pas 2.800 tonnes (2.845 tonnes métriques) ; ces sous-marins peuvent porter une artillerie d'un calibre ne dépassant pas 155 millimètres (6,1 pouces) Dans ce nombre, la France peut conserver une unité déjà lancée de 2.880 tonnes (2.926 tonnes métriques) portant une artillerie d'un calibre de 203 millimètres (8 pouces).

3. Les Hautes Parties contractantes peuvent conserver les sous-marins qu'elles possédaient au 1^{er} avril 1930, dont le déplacement type n'excède pas 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques) et dont le calibre de l'artillerie dépasse 130 millimètres (5,1 pouces).

4. A partir de l'entrée en vigueur du présent traité pour toutes les Hautes Parties contractantes, aucun sous-marin de déplacement type supérieur à 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques) ou armé d'un canon d'un calibre supérieur à 130 millimètres (5,1 pouces) ne sera construit dans la juridiction de l'une des Hautes Parties contractantes, sous réserve des dispositions du paragraphe 2 du présent article.

Article 8.

Sous réserve d'accords spéciaux qui les soumettraient à une limitation, les bâtiments ci-après n'y sont pas sujets :

a) Les bâtiments combattants de surface de la flotte militaire dont le déplacement type est égal ou inférieur à 600 tonnes (610 tonnes métriques) ;

b) Les bâtiments combattants de surface de la flotte militaire dont le déplacement type dépasse 600 tonnes (610 tonnes métriques), mais ne dépasse pas 2.000 tonnes (2.032 tonnes métriques), à condition qu'ils n'aient aucune des caractéristiques suivantes :

1^o Etre armé d'une pièce d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

2^o Etre armé de plus de quatre pièces d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3 pouces) ;

or with a gun above 5.1-inch (130 mm.) calibre shall be acquired by or constructed by or for any of the High Contracting Parties.

2. Each of the High Contracting Parties may, however, retain, build or acquire a maximum number of three submarines of a standard displacement not exceeding 2,800 tons (2,845 metric tons) ; these submarines may carry guns not above 6.1-inch (155 mm.) calibre. Within this number, France may retain one unit, already launched, of 2,880 tons (2,926 metric tons), with guns the calibre of which is 8 inches (203 mm.)

3. The High Contracting Parties may retain the submarines which they possessed on the 1st April, 1930, having a standard displacement not in excess of 2,000 tons (2,032 metric tons) and armed with guns above 5.1-inch (130 mm.) calibre.

4. As from the coming into force of the present Treaty in respect of all the High Contracting Parties, no submarine the standard displacement of which exceeds 2,000 tons (2,032 metric tons) or with a gun above 5.1-inch (130 mm.) calibre shall be constructed within the jurisdiction of any of the High Contracting Parties, except as provided in paragraph 2 of this Article.

Article 8.

Subject to any special agreements which may submit them to limitation, the following vessels are exempt from limitation :

(a) Naval surface combatant vessels of 600 tons (610 metric tons) standard displacement and under ;

(b) Naval surface combatant vessels exceeding 600 tons (610 metric tons), but not exceeding 2,000 tons (2,032 metric tons) standard displacement, provided they have none of the following characteristics :

(1) Mount a gun above 6.1-inch (155 mm.) calibre ;

(2) Mount more than four guns above 3-inch (76 mm.) calibre ;

3° Etre conçu ou équipé pour lancer des torpilles ;

4° Etre conçu pour une vitesse supérieure à vingt nœuds.

c) Les bâtiments de surface de la flotte militaire qui, n'étant pas spécifiquement construits comme navires combattants, sont utilisés pour le service de la flotte, ou comme transports de troupes, ou pour tout emploi autre que celui de navire combattant, à condition qu'ils n'aient aucune des caractéristiques suivantes :

1° Etre armé d'une pièce d'un calibre supérieur à 155 millimètres (6,1 pouces) ;

2° Etre armé de plus de quatre pièces d'un calibre supérieur à 76 millimètres (3 pouces) ;

3° Etre conçu ou équipé pour lancer des torpilles ;

4° Etre conçu pour une vitesse supérieure à vingt nœuds ;

5° Etre protégé par des plaques de blindage ;

6° Etre conçu ou équipé pour mouiller des mines ;

7° Etre équipé pour l'atterrissage d'aéronefs à bord ;

8° Avoir à bord plus d'un appareil pour lancer des aéronefs, si cet appareil est placé dans l'axe du bâtiment, ou plus de deux, si ces appareils sont placés un de chaque bord ;

9° Etant équipé d'un moyen quelconque de lancement des aéronefs dans l'air, être conçu ou aménagé pour mettre en action en mer plus de trois aéronefs.

Article 9.

Les règles de remplacement énoncées à l'annexe I de la présente partie II sont applicables aux bâtiments de guerre dont le déplacement type ne dépasse pas 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques). Il est fait exception pour les porte-aéronefs, leur remplacement étant régi par le Traité de Washington.

Article 10.

Dans le mois qui suivra respectivement la date de mise sur cale et la date d'achèvement,

(3) Are designed or fitted to launch torpedoes ;

(4) Are designed for a speed greater than twenty knots.

(c) Naval surface vessels not specifically built as fighting ships which are employed on fleet duties or as troop transports or in some other way than as fighting ships, provided they have none of the following characteristics. :

(1) Mount a gun above 6.1-inch (155 mm.) calibre ;

(2) Mount more than four guns above 3-inch (76 mm.) calibre ;

(3) Are designed or fitted to launch torpedoes ;

(4) Are designed for a speed greater than twenty knots ;

(5) Are protected by armour plate ;

(6) Are designed or fitted to launch mines ;

(7) Are fitted to receive aircraft on board from the air ;

(8) Mount more than one aircraft-launching apparatus on the centre line ; or two, one on each broadside ;

(9) If fitted with any means of launching aircraft into the air, are designed or adapted to operate at sea more than three aircraft.

Article 9.

The rules as to replacement contained in Annex I to this Part II are applicable to vessels of war not exceeding 10,000 tons (10,160 metric tons) standard displacement, with the exception of aircraft carriers, whose replacement is governed by the provisions of the Washington Treaty.

Article 10.

Within one month after the date of laying down and the date of completion respectively

les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement tous les renseignements indiqués ci-dessous au sujet de tous bâtiments de guerre mis sur cale ou achevés par elles ou pour elles après l'entrée en vigueur du présent traité, à l'exception des bâtiments de ligne, des porte-aéronefs et des bâtiments qui sont exempts de limitation conformément à l'article 8 :

a) La date de la mise sur cale avec les indications suivantes :

Classification du bâtiment ;
Déplacement type en tonnes et en tonnes métriques ;
Dimensions principales, à savoir : longueur à la ligne de flottaison, largeur maximum à ou sous la ligne de flottaison ;
Tirant d'eau moyen correspondant au déplacement type ;
Calibre du plus gros canon.

b) La date d'achèvement, ainsi que les indications qui précèdent, relatives au bâtiment à cette date.

Les renseignements à fournir pour les bâtiments de ligne et les porte-aéronefs sont régis par le Traité de Washington.

Article 11.

Sous réserve des dispositions de l'article 2 du présent traité, les règles de déclassement contenues dans l'annexe II à la présente partie II s'appliqueront à tous les bâtiments de guerre à déclasser en vertu dudit traité, ainsi qu'aux porte-aéronefs définis à l'article 3.

Article 12.

1. Sous réserve de tous accords supplémentaires qui pourraient modifier entre les Hautes Parties contractantes intéressées les listes figurant à l'annexe III à la présente partie II, les bâtiments spéciaux indiqués à ladite annexe pourront être conservés et leur tonnage ne sera pas compris dans le tonnage limitable.

2. Tout autre bâtiment construit, transformé ou acquis pour les fins en vue desquelles les bâtiments spéciaux sont conservés sera imputé sur le tonnage de la classe combattante appropriée, suivant les caractéristiques du bâtiment, à moins que celui-ci ne soit conforme aux caractéristiques des bâtiments non sujets à limitation en vertu de l'article 8.

of each vessel of war, other than capital ships, aircraft carriers and the vessels exempt from limitation under Article 8, laid down or completed by or for them after the coming into force of the present Treaty, the High Contracting Parties shall communicate to each of the other High Contracting Parties the information detailed below :

(a) The date of laying the keel and the following particulars :

Classification of the vessel ;
Standard displacement in tons and metric tons ;
Principal dimensions, namely : length at water-line, extreme beam at or below water-line ;
Mean draft at standard displacement ;

Calibre of the largest gun.

(b) The date of completion together with the foregoing particulars relating to the vessel at that date.

The information to be given in the case of capital ships and aircraft carriers is governed by the Washington Treaty.

Article 11.

Subject to the provisions of Article 2 of the present Treaty, the rules for disposal contained in Annex II to this Part II shall be applied to all vessels of war to be disposed of under the said Treaty, and to aircraft carriers as defined in Article 3.

Article 12.

1. Subject to any supplementary agreements which may modify, as between the High Contracting Parties concerned, the lists in Annex III to this Part II, the special vessels shown therein may be retained and their tonnage shall not be included in the tonnage subject to limitation.

2. Any other vessel constructed, adapted or acquired to serve the purposes for which these special vessels are retained shall be charged against the tonnage of the appropriate combatant category, according to the characteristics of the vessel, unless such vessel conforms to the characteristics of vessels exempt from limitation under Article 8.

3. Le Japon peut toutefois remplacer les mouilleurs de mines « Aso » et « Tokiwa » par deux nouveaux mouilleurs de mines avant le 31 décembre 1936. Le déplacement type des nouveaux bâtiments n'excédera pas 5.000 tonnes (5.080 tonnes métriques) ; leur vitesse ne sera pas supérieure à vingt nœuds, et leurs autres caractéristiques seront conformes à celles qui sont définies au paragraphe *b*) de l'article 8. Les nouveaux bâtiments seront considérés comme des bâtiments spéciaux et leur tonnage ne sera compris dans le tonnage d'aucune des catégories combattantes. L'« Aso » et le « Tokiwa » seront déclassés, conformément à la section I ou à la section II de l'annexe II à la présente partie II, lors de l'achèvement des bâtiments de remplacement.

4. Les bâtiments « Asama », « Yakumo », « Izumo », « Iwate » et « Kasuga » seront déclassés conformément à la section I ou à la section II de l'annexe II à la présente partie II, quand les trois premiers bâtiments du type « Kuma » auront été remplacés par des bâtiments nouveaux. Ces trois bâtiments du type « Kuma » seront mis dans l'état prescrit au sous-paragraphe *b*) 2 de la section V de l'annexe née II à la présente partie II ; ils seront employés comme bâtiments-écoles et, dans la suite, leur tonnage ne sera pas compris dans le tonnage limitable.

Article 13.

Les bâtiments existants de différents types qui, avant le 1^{er} avril 1930, étaient utilisés comme établissements fixes d'instruction ou comme pontons peuvent être conservés dans un état qui ne leur permette pas de prendre la mer.

ANNEXE I.

RÈGLES DE REMPLACEMENT.

Section I. — Sauf dans les cas prévus à la Section III de la présente annexe et à la Partie III du présent traité, un bâtiment ne doit pas être remplacé avant qu'il ne devienne « hors d'âge ». Un bâtiment est considéré comme étant « hors d'âge » lorsque le nombre d'années indiqué ci-dessous s'est écoulé depuis la date de son achèvement :

a) Bâtiment de surface de plus de 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques), mais n'excédant

3. Japan may, however, replace the mine-layers « Aso » and « Tokiwa » by two new minelayers before the 31st December, 1936. The standard displacement of each of the new vessels shall not exceed 5,000 tons (5,080 metric tons) their speed shall not exceed twenty knots, and their other characteristics shall conform to the provisions of paragraph *(b)* of Article 8. The new vessels shall be regarded as special vessels and their tonnage shall not be chargeable to the tonnage of any combatant category. The « Aso » and « Tokiwa » shall be disposed of in accordance with Section I or II of Annex II to this Part II, on completion of the replacement vessels.

4. The « Asama », « Yakumo », « Izumo », « Iwate » and « Kasuga » shall be disposed of in accordance with Section I or II of Annex II to this Part II when the first three vessels of the « Kuma » class have been replaced by new vessels. These three vessels of the « Kuma » class shall be reduced to the condition prescribed in Section V, sub-paragraph *(b)* 2 of Annex II to this Part II, and are to be used for training ships, and their tonnage shall not thereafter be included in the tonnage subject to limitation.

Article 13.

Existing ships of various types, which, prior to the 1st April, 1930, have been used as stationary training establishments or hulks, may be retained in a non-seagoing condition.

ANNEX I.

RULES FOR REPLACEMENT.

Section I. — Except as provided in Section III of this Annex and Part III of the present Treaty, a vessel shall not be replaced before it becomes « over-age ». A vessel shall be deemed to be « over-age » when the following number of years have elapsed since the date of its completion :

(a) For a surface vessel exceeding 3,000 tons (3,048 metric tons) but not exceed-

pas 10.000 tonnes (10.160 tonnes métriques) de déplacement type :

(i) S'il a été mis sur cale avant le 1^{er} janvier 1920 : 16 ans ;

(ii) S'il a été mis sur cale après le 31 décembre 1919 : 20 ans.

b) Bâtiment de surface n'excédant pas 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) de déplacement type :

(i) S'il a été mis sur cale avant le 1^{er} janvier 1921 : 12 ans ;

(ii) S'il a été mis sur cale après le 31 décembre 1920 : 16 ans.

c) Sous-marin : 13 ans.

Les bâtiments constituant le tonnage de remplacement ne doivent pas être mis sur cale plus de trois ans avant l'année au cours de laquelle le bâtiment à remplacer deviendra « hors d'âge » ; mais ce délai est réduit à deux ans pour les bâtiments de surface de remplacement ne dépassant pas 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) de déplacement type.

Le droit à remplacement n'est pas perdu du fait d'un retard dans la mise sur cale de bâtiments constituant le tonnage de remplacement.

Section II. — Sous réserve de dispositions contraires du présent traité, le ou les bâtiments dont la conservation provoquerait un excédent par rapport au tonnage maximum autorisé pour leur classe seront, lors de l'achèvement ou de l'acquisition du ou des bâtiments constituant le tonnage de remplacement, déclassés en application des dispositions de l'annexe II à la présente partie II.

Section III. — Dans le cas de perte ou de destruction accidentelle, un bâtiment pourra être remplacé immédiatement.

ANNEXE II

RÈGLES DE DÉCLASSEMENT DES BÂTIMENTS DE GUERRE.

Le présent traité prévoit pour le déclassement des bâtiments de guerre les procédés suivants :

(i) Destruction (par submersion ou démolition) ;

(ii) Transformation du bâtiment en ponton ;

(iii) Transformation du bâtiment pour l'usage exclusif de cible ;

(iv) Conservation du bâtiment pour le faire servir exclusivement à des expériences ;

(v) Conservation du bâtiment pour le faire servir exclusivement à l'instruction.

Tout bâtiment de guerre à déclasser, autre qu'un bâtiment de ligne, peut être soit détruit, soit transformé en ponton à la volonté de la Haute Partie contractante intéressée.

ing 10,000 tons (10,160 metric tons) standard displacement :

(i) If laid down before the 1st January, 1920 : 16 years ;

(ii) If laid down after the 31st December, 1919 : 20 years.

(b) For a surface vessel not exceeding 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement :

(i) If laid down before the 1st January, 1921 : 12 years ;

(ii) If laid down after the 31st December, 1920 : 16 years.

(c) For a submarine : 13 years.

The keels of replacement tonnage shall not be laid down more than three years before the year in which the vessel to be replaced becomes " over-age " ; but this period is reduced to two years in the case of any replacement surface vessel not exceeding 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement.

The right of replacement is not lost by delay in laying down replacement tonnage.

Section II. — Except as otherwise provided in the present Treaty, the vessel or vessels, whose retention would cause the maximum tonnage permitted in the category to be exceeded, shall, on the completion or acquisition of replacement tonnage, be disposed of in accordance with Annex II to this Part II.

Section III. — In the event of loss or accidental destruction a vessel may be immediately replaced.

ANNEX II.

RULES FOR DISPOSAL OF VESSELS OF WAR.

The present Treaty provides for the disposal of vessels of war in the following ways :

(i) By scrapping (sinking or breaking up) ;

(ii) By converting the vessel to a hulk ;

(iii) By converting the vessel to target use exclusively ;

(iv) By retaining the vessel exclusively for experimental purposes ;

(v) By retaining the vessel exclusively for training purposes.

Any vessel of war to be disposed of, other than a capital ship, may either be scrapped or converted to a hulk at the option of the High Contracting Party concerned.

Tout bâtiment de guerre, autre qu'un bâtiment de ligne, conservé comme cible, bâtiment d'expérience ou bâtiment d'instruction, doit finalement être détruit ou transformé en ponton.

Section I. — Bâtiments à détruire.

a) Un bâtiment à détruire en raison de son remplacement devra être mis hors d'état de remplir un service de combat dans les six mois qui suivront la date d'achèvement du bâtiment de remplacement, ou du premier des bâtiments de remplacement, s'il doit être remplacé par plus d'un bâtiment. Si, cependant, l'achèvement du nouveau ou des nouveaux bâtiments est retardé, les opérations nécessaires pour mettre le vieux bâtiment hors d'état de remplir un service de combat devront néanmoins être terminées dans les quatre ans et demi qui suivront la date de la mise sur cale du nouveau bâtiment ou du premier des nouveaux bâtiments ; mais, si le nouveau ou l'un des nouveaux bâtiments est un bâtiment de surface dont le déplacement type ne dépasse pas 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques), ce délai sera réduit à trois ans et demi.

b) Un bâtiment à détruire devra être considéré comme hors d'état de remplir un service de combat lorsqu'on aura enlevé et mis à terre ou détruit à bord :

1° Tous les canons et parties essentielles de canons, les hunes de direction de tir et les parties tournantes des tourelles barbettes et fermées ;

2° Toute la machinerie hydraulique ou électrique de manœuvre des tourelles ;

3° Tous les instruments et les télémètres de direction de tir ;

4° Toutes les munitions, les explosifs, les mines et les rails pour mines ;

5° Toutes les torpilles, les cônes de charge, les tubes lance-torpilles et les circulaires de pointage ;

6° Toutes les installations de télégraphie sans fil ;

7° Tout l'appareil moteur principal ou, si l'on préfère, le blockhaus blindé et toute la cuirasse de flanc ;

8° Toutes les grues, mâts de charge, ascenseurs et appareils de lancement pour aéronefs. Tous les ponts et plateformes d'atterrissage ou d'envol, ou, si l'on préfère, tout l'appareil moteur principal ;

9° En outre, dans le cas des sous-marins, toutes batteries principales d'accumulateurs, compresseurs d'air avec leurs installations et pompes de ballast.

c) La destruction devra être définitivement effectuée de l'une ou l'autre des manières suivantes dans les douze mois qui suivront la date à laquelle

Vessels, other than capital ships, which have been retained for target, experimental or training purposes, shall finally be scrapped or converted to hulks.

Section I. — Vessels to be scrapped.

(a) A vessel to be disposed of by scrapping, by reason of its replacement, must be rendered incapable of warlike service within six months of the date of the completion of its successor, or of the first of its successors if there are more than one. If, however, the completion of the new vessel or vessels be delayed, the work of rendering the old vessel incapable of warlike service shall, nevertheless, be completed within four and a half years from the date of laying the keel of the new vessel, or of the first of the new vessels ; but should the new vessel, or any of the new vessels, be a surface vessel not exceeding 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement, this period is reduced to three and a half years.

(b) A vessel to be scrapped shall be considered incapable of warlike service when there shall have been removed and landed or else destroyed in the ship :

(1) All guns and essential parts of guns, fire control tops and revolving parts of all barbettes and turrets ;

(2) All hydraulic or electric machinery for operating turrets ;

(3) All fire control instruments and range-finders ;

(4) All ammunition, explosives, mines and mine rails ;

(5) All torpedoes, war heads, torpedo tubes and training racks ;

(6) All wireless telegraphy installations ;

(7) All main propelling machinery, or alternatively the armoured conning tower and all side armour plate ;

(8) All aircraft cranes, derricks, lifts and launching apparatus. All landing-on or flying-off platforms and decks, or alternatively all main propelling machinery ;

(9) In addition, in the case of submarines, all main storage batteries, air compressor plants and ballast pumps.

(c) Scrapping shall be finally effected in either of the following ways within twelve months of the date on which the work of rendering the

le travail nécessaire pour mettre le bâtiment hors d'état de remplir un service de combat doit être terminé :

1° Submersion du bâtiment sans possibilité de renflouement ;

2° Démolition ; cette opération devra toujours comprendre la destruction ou l'enlèvement de toutes machines, chaudières, cuirasses, ainsi que de tout le bordé de pont, de flanc et de fond.

Section II. — Bâtiments à transformer en pontons.

Un bâtiment à déclasser par transformation en ponton devra être considéré comme définitivement déclassé quand les conditions prescrites à la section I, paragraphe *b*), auront été remplies, sauf celles qui sont énoncées dans les sous-paragraphe 6°, 7° et 8°, et quand les opérations suivantes auront été effectuées :

1° Mise hors d'usage définitive de tous les arbres porte-hélices, paliers de butée, réducteurs de turbines ou moteurs de propulsion principaux et turbines ou cylindres des machines principales ;

2° Enlèvement des chaises d'hélices ;

3° Enlèvement et démolition de tous ascenseurs pour aéronefs et enlèvement de toutes grues, mâts de charge et appareils de lancement pour aéronefs.

Le bâtiment devra être mis dans l'état ci-dessus dans les mêmes limites de temps que celles qui sont prévues à la section première pour mettre un bâtiment hors d'état de remplir un service de combat.

Section III. — Bâtiments à transformer pour servir de cibles.

a) Un bâtiment à déclasser par transformation pour l'usage exclusif de cible sera considéré comme hors d'état de remplir un service de combat quand on aura enlevé et mis à terre, ou détruit à bord du navire :

1° Tous les canons ;

2° Toutes les hunes de direction de tir, les instruments et les principaux câbles des transmissions de direction de tir ;

3° Toute la machinerie qui sert à actionner les affûts ou les tourelles ;

4° Toutes les munitions, les explosifs, les mines, les torpilles et tubes lance-torpilles ;

5° Toutes les installations d'aviation et leurs accessoires de toutes sortes.

Le bâtiment devra être mis dans l'état ci-dessus dans les mêmes limites de temps que celles qui

vessel incapable of warlike service is due for completion :

(1) Permanent sinking of the vessel ;

(2) Breaking the vessel up ; this shall always include the destruction or removal of all machinery, boilers and armour, and all deck, side and bottom plating.

Section II. — Vessels to be converted to hulks.

A vessel to be disposed of by conversion to a hulk shall be considered finally disposed of when the conditions prescribed in Section I, paragraph *b*), have been complied with, omitting sub-paragraphs (6), (7) and (8), and when the following have been effected :

(1) Mutilation beyond repair of all propeller, shafts, thrust blocks, turbine gearing or main propelling motors, and turbines or cylinders of main engines ;

(2) Removal of propeller brackets ;

(3) Removal and breaking up of all aircraft lifts, and the removal of all aircraft cranes, derricks and launching apparatus.

The vessel must be put in the above condition within the same limits of time as provided in Section I for rendering a vessel incapable of warlike service.

Section III. — Vessels to be converted to target use.

a) A vessel to be disposed of by conversion to target use exclusively shall be considered incapable of warlike service when there have been removed and landed, or rendered unserviceable on board, the following :

(1) All guns ;

(2) All fire control tops and instruments and main fire control communication wiring ;

(3) All machinery for operating gun mountings or turrets ;

(4) All ammunition, explosives, mines, torpedoes and torpedo tubes ;

(5) All aviation facilities and accessories.

The vessel must be put into the above condition within the same limits of time as provided in

sont prévues à la Section première pour mettre un bâtiment hors d'état de remplir un service de combat.

b) En plus des droits qu'elle possède en vertu du Traité de Washington, chacune des Hautes Parties contractantes est autorisée à conserver simultanément pour les utiliser exclusivement comme cibles :

1° Au plus trois bâtiments (croiseurs ou destroyers), mais, de ces trois bâtiments, un seul pourra dépasser le déplacement type de 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

2° Un sous-marin.

c) La Haute Partie contractante intéressée s'engage à ne pas remettre en état de remplir un service de combat un bâtiment conservé pour être utilisé comme cible.

Section IV. — Bâtiments à conserver pour servir à des expériences.

a) Un bâtiment à déclasser en le transformant pour servir exclusivement à des expériences subira le traitement prévu à la section III *a)* de la présente annexe.

b) Sans préjudice des règles générales, et pourvu que l'avis en soit dûment donné aux autres Hautes Parties contractantes, des dérogations raisonnables aux conditions prescrites à la section III *a)* de la présente annexe, dans la mesure où elles seront nécessaires pour les besoins d'une expérience spéciale, pourront être admises à titre de mesure temporaire.

Toute Haute Partie contractante qui voudra bénéficier de cette disposition sera tenue de fournir des détails complets sur toutes dérogations de ce genre et d'indiquer la durée pour laquelle ces dérogations seront nécessaires.

c) Chacune des Hautes Parties contractantes est autorisée à conserver simultanément pour servir exclusivement à des expériences :

1° Au plus deux bâtiments (croiseurs ou destroyers), mais, de ces deux bâtiments, un seul pourra dépasser le déplacement type de 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

2° Un sous-marin.

d) Le Royaume-Uni est autorisé à conserver dans leur état actuel le monitor « Roberts », dont l'artillerie principale avec ses appareils de manœuvre a été définitivement mise hors d'usage, et le transport d'hydravions « Ark Royal », tant qu'ils seront nécessaires pour servir à des expériences. La conservation de ces deux bâtiments n'affecte pas la conservation des bâtiments que permet le paragraphe *c)* ci-dessus.

e) La Haute Partie contractante intéressée s'engage à ne pas remettre en état de remplir un service de combat un bâtiment conservé pour ces usages.

Section I for rendering a vessel incapable of warlike service.

(b) In addition to the rights already possessed by each High Contracting Party under the Washington Treaty, each High Contracting Party is permitted, to retain, for target use exclusively, at any one time :

(1) Not more than three vessels (cruisers or destroyers), but of these three vessels only one may exceed 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement ;

(2) One submarine.

(c) On retaining a vessel for target use, the High Contracting Party concerned undertakes not to recondition it for warlike service.

Section IV. — Vessels retained for experimental purposes.

(a) A vessel to be disposed of by conversion to experimental purposes exclusively shall be dealt with in accordance with the provisions of Section III *(a)* of this Annex.

(b) Without prejudice to the general rules, and provided that due notice be given to the other High Contracting Parties, reasonable variation from the conditions prescribed in Section III *(a)* of this Annex, in so far as may be necessary for the purposes of a special experiment, may be permitted as a temporary measure.

Any High Contracting Party taking advantage of this provision is required to furnish full details of any such variations and the period for which they will be required.

(c) Each High Contracting Party is permitted to retain for experimental purposes exclusively at any one time :

(1) Not more than two vessels (cruisers or destroyers), but of these two vessels only one may exceed 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement ;

(2) One submarine.

(b) The United Kingdom is allowed to retain, in their present conditions, the monitor " Roberts " the main armament guns and mountings of which have been mutilated, and the seaplane carrier " Ark Royal ", until no longer required for experimental purposes. The retention of these two vessels is without prejudice to the retention of vessels permitted under *(c)* above.

(e) On retaining a vessel for experimental purposes the High Contracting Party concerned undertakes not to recondition it for warlike service.

*Section V. — Bâtiments à conserver
pour l'instruction.*

a) En plus des droits qu'elle possède déjà en vertu du Traité de Washington, chacune des Hautes Parties contractantes est autorisée à conserver, exclusivement pour l'instruction, les bâtiments suivants :

Etats-Unis : 1 bâtiment de ligne (« Arkansas » ou « Wyoming ») ;

France : 2 bâtiments de surface, dont l'un pourra dépasser le déplacement type de 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

Royaume-Uni : 1 bâtiment de ligne (« Iron Duke ») ;

Italie : 2 bâtiments de surface, dont l'un pourra dépasser le déplacement type de 3.000 tonnes (3.048 tonnes métriques) ;

Japon : 1 bâtiment de ligne (« Hiyei »), 3 croiseurs (type « Kuma »).

b) Les bâtiments conservés pour l'instruction en vertu des dispositions du paragraphe a) devront subir le traitement suivant dans les six mois à partir de la date à laquelle ils doivent être déclassés :

1. Bâtiments de ligne.

Les mesures suivantes devront être prises :

1° Enlèvement des canons de l'artillerie principale, des parties tournantes de toutes les tourelles barbottes et fermées, et de la machinerie qui les actionne, mais trois tourelles avec leur armement pourront être conservées sur chaque bâtiment ;

2° Enlèvement de toutes les munitions et explosifs dépassant la quantité nécessaire pour les écoles à feu des canons conservés à bord ;

3° Enlèvement du blockhaus et de la cuirasse de flanc entre les tourelles extrême-avant et extrême-arrière ;

4° Enlèvement ou mise définitive hors d'usage de tous les tubes lance-torpilles ;

5° Enlèvement ou mise définitive hors d'usage à bord du nombre de chaudières dépassant celui qui est nécessaire pour donner la vitesse maximum de dix-huit nœuds.

2. Autres bâtiments de surface conservés par la France, l'Italie et le Japon.

Les mesures suivantes devront être prises :

1° Enlèvement de la moitié des canons ; cependant quatre canons de l'artillerie principale pourront être conservés sur chaque bâtiment ;

2° Enlèvement de tous les tubes lance-torpilles ;

Section V. — Vessels retained for training purposes.

(a) In addition to the rights already possessed by any High Contracting Party under the Washington Treaty, each High Contracting Party is permitted to retain for training purposes exclusively the following vessels :

United States : 1 capital ship (« Arkansas » or « Wyoming ») ;

France : 2 surface vessels, one of which may exceed 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement ;

United Kingdom : 1 capital ship (« Iron Duke ») ;

Italy : 2 surface vessels, one of which may exceed 3,000 tons (3,048 metric tons) standard displacement ;

Japan : 1 capital ship (« Hiyei ») 3 cruisers (« Kuma » class).

(b) Vessels retained for training purposes under the provisions of paragraph (a) shall, within six months of the date on which they are required to be disposed of, be dealt with as follows :

1. Capitals Ships.

The following is to be carried out :

(1) Removal of main armament guns, revolving parts of all barbottes and turrets ; machinery for operating turrets ; but three turrets with their armament may be retained in each ship ;

(2) Removal of all ammunition and explosives in excess of the quantity required for target practice training for the guns remaining on board ;

(3) Removal of conning tower and the side armour belt between the foremost and aftermost barbottes ;

(4) Removal or mutilation of all torpedo tubes ;

(5) Removal or mutilation on board of all boilers in excess of the number required for a maximum speed of eighteen knots.

2. Other surface vessels retained by France, Italy and Japan.

The following is to be carried out :

(1) Removal of one half of the guns, but four guns of main calibre may be retained on each vessel ;

(2) Removal of all torpedo tubes ;

3° Enlèvement de toutes les installations d'aviation avec leurs accessoires ;

4° Enlèvement de la moitié des chaudières.

c) La Haute Partie contractante intéressée s'engage à ne pas utiliser pour des fins de combat les bâtiments conservés en application des dispositions de la présente section.

(3) Removal of all aviation facilities and accessories ;

(4) Removal of one half of the boilers.

(c) The High Contracting Party concerned undertakes that vessels retained in accordance with the provisions of this Section shall not be used for any combatant purpose.

ANNEXE III

BÂTIMENTS SPÉCIAUX.

Etats-Unis.

Nom et type du bâtiment	Déplacement Tonnes
Aroostook — Mouilleur de mines	4.950
Oglala — Mouilleur de mines	4.950
Baltimore — Mouilleur de mines	4.413
San-Francisco — Mouilleur de mines	4.083
Cheyenne — Monitor	2.800
Helena — Canonnière	1.392
Isabel — Yacht	938
Niagara — Yacht	2.600
Bridgeport — Bâtiment-dépôt pour torpilleurs	11.750
Dobbin — Bâtiment-dépôt pour torpilleurs	12.450
Melville — Bâtiment-dépôt pour torpilleurs	7.150
Whitney — Bâtiment-dépôt pour torpilleurs	12.450
Holland — Bâtiment-dépôt pour sous-marins	11.570
Henderson — Transport de la flotte.	10.000
	91.496

France.

Nom et type du bâtiment	Déplacement Tonnes
Castor — Mouilleur de mines.	3.150
Pollux — Mouilleur de mines.	2.461
Commandant-Teste — Transport d'hydravions	10.000
Aisne — Aviso	600
Marne »	600
Ancre »	604
Scarpe »	604
Suippe »	604
Dunkerque »	644
Laffaux »	644
Bapaume »	644
Nancy »	644
Calais »	644
Lassigny »	644
Les Eparges »	644
Remiremont »	644
Tahure »	644
Toul »	644
Epinal »	644
Liévin »	644
(—) — Mouilleur de filets	2.293
	28.644

ANNEX III.

SPECIAL VESSELS.

United States.

Name and type of vessel	Displacement Tons
Aroostook — Minelayer	4,950
Oglala — Minelayer	4,950
Baltimore — Minelayer	4,413
San Francisco — Minelayer	4,083
Cheyenne — Monitor	2,800
Helena — Gunboat	1,392
Isabel — Yacht	938
Niagara — Yacht	2,600
Bridgeport — Destroyer tender	11,750
Dobbin — Destroyer tender	12,450
Melville — Destroyer tender	7,150
Whitney — Destroyer tender	12,450
Holland — Submarine tender	11,570
Henderson — Naval transport	10,000
	91,496

France.

Name and type of vessel	Displacement Tons
Castor — Minelayer	3,150
Pollux — Minelayer	2,461
Commandant-Teste — Seaplane carrier	10,000
Aisne — Despatch vessel	600
Marne » »	600
Ancre » »	604
Scarpe » »	604
Suippe » »	604
Dunkerque » »	644
Laffaux » »	644
Bapaume » »	644
Nancy » »	644
Calais » »	644
Lassigny » »	644
Les Eparges » »	644
Remiremont » »	644
Tahure » »	644
Toul » »	644
Epinal » »	644
Liévin » »	644
(—) — Netlayer	2,293
	28,644

Communauté de Nations britannique.

Nom et type du bâtiment	Déplacement Tonnes
Adventure — Mouilleur de mines (Royaume-Uni)	6.740
Albatross — Transport d'hydravions . . . (Australie)	5.000
Erebus — Monitor (Royaume-Uni)	7.200
Terror — Monitor (Royaume-Uni)	7.200
Marshal Soult — Monitor (Royaume-Uni)	6.400
Clive — Aviso (Inde)	2.021
Medway — Bâtiment-dépôt pour sous-marins (Royaume-Uni)	15.000
	49.561

Italie.

Nom et type du bâtiment	Déplacement Tonnes
Miraglia — Transport d'hydravions	4.880
Faà di Bruno — Monitor	2.800
Monte Grappa — Monitor	605
Montello — Monitor	605
Monte Cengio — Ancien monitor	500
Monte Novegno — Ancien monitor	500
Campania — Aviso	2.070
	11.960

Japon.

Nom et type du bâtiment	Déplacement Tonnes
Aso — Mouilleur de mines	7.180
Tokiwa » »	9.240
Asama — Vieux croiseur	9.240
Yakumo » »	9.010
Izumo » »	9.180
Iwate » »	9.180
Kasuga » »	7.080
Yodo — Canonnière	1.320
	61.430

British Commonwealth of Nations.

Name and type of vessel	Displacement Tons
Adventure — Minelayer (United Kingdom)	6,740
Albatross — Seaplane carrier (Australia)	5,000
Erebus — Monitor (United Kingdom)	7,200
Terror — Monitor (United Kingdom)	7,200
Marshal Soult — Monitor (United Kingdom)	6,400
Clive — Sloop (India)	2,021
Medway — Submarine depot ship (United Kingdom)	15,000
	49,561

Italy.

Name and type of vessel	Displacement Tons
Miraglia — Seaplane carrier	4,880
Faà di Bruno — Monitor	2,800
Monte Grappa — Monitor	605
Montello — Monitor	605
Monte Cengio — Ex-monitor	500
Monte Novegno — Ex-monitor	500
Campania — Sloop	2,070
	11,960

Japan.

Name and type of vessel	Displacement Tons
Aso — Minelayer	7,180
Tokiwa » »	9,240
Asama — Old cruiser	9,240
Yakumo » »	9,010
Izumo » »	9,180
Iwate » »	9,180
Kasuga » »	7,080
Yodo — Gunboat	1,320
	61,430

PARTIE III.

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON sont convenus entre eux des dispositions de la présente partie III :

Article 14.

Les bâtiments combattants de la flotte militaire des Etats-Unis, de la Communauté de Nations britannique et du Japon, autres que les bâtiments de ligne, les porte-aéronefs et les bâtiments exempts de limitation aux termes de l'article 8, seront limités, pendant la durée du présent traité, comme il est prévu dans la présente partie III, et, pour les bâtiments spéciaux, comme il est prévu à l'article 12.

Article 15.

Aux fins de la présente partie III, la définition des classes des croiseurs et des destroyers sera la suivante :

Croiseurs.

Bâtiments de guerre de surface, autres que les bâtiments de ligne ou les porte-aéronefs, dont le déplacement type dépasse 1.850 tonnes (1.880 tonnes métriques), ou dont l'artillerie dépasse le calibre de 130 millimètres (5,1 pouces).

La classe des croiseurs se divise en deux sous-classes, à savoir :

- a)* Croiseurs portant un canon dont le calibre dépasse 155 millimètres (6,1 pouces);
- b)* Croiseurs portant un canon dont le calibre ne dépasse pas 155 millimètres (6,1 pouces).

Destroyers.

Bâtiments de guerre de surface dont le déplacement type ne dépasse pas 1.850 tonnes (1.880 tonnes métriques) et dont le calibre de l'artillerie ne dépasse pas 130 millimètres (5,1 pouces).

PART III.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA, HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND and THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, HAVE agreed as between themselves to the provisions of this Part III :

Article 14.

The naval combatant vessels of the United States, the British Commonwealth of Nations and Japan, other than capital ships, aircraft carriers and all vessels exempt from limitation under Article 8, shall be limited during the term of the present Treaty as provided in this Part III, and, in the case of special vessels, as provided in Article 12.

Article 15.

For the purpose of this Part III the definition of the cruiser and destroyer categories shall be as follows :

Cruisers.

Surface vessels of war, other than capital ships or aircraft carriers, the standard displacement of which exceeds 1,850 tons (1,880 metric tons), or with a gun above 5.1-inch (130 mm.) calibre.

The cruiser category is divided into two sub-categories, as follows :

- (a)* Cruisers carrying a gun above 6.1-inch (155 mm.) calibre ;
- (b)* Cruisers carrying a gun not above 6.1-inch (155 mm.) calibre.

Destroyers.

Surface vessels of war the standard displacement of which does not exceed 1,850 tons (1,880 metric tons), and with a gun not above 5.1-inch (130 mm.) calibre.

Article 16.

1. Dans les classes des croiseurs, des destroyers et des sous-marins, le tonnage achevé qui ne doit pas être dépassé à la date du 31 décembre 1936 est énoncé au tableau ci-après :

Classes	Etats-Unis	Communauté de Nations Britannique	Japon
Croiseurs :			
a) à artillerie d'un calibre dépassant 155 mm. (6,1 pouces).	180.000 t. (182.880 t.m.)	146.800 t. (149.149 t.m.)	108.400 t. (110.134 t.m.)
b) à artillerie d'un calibre de 155 mm. (6,1 pouces) ou au-dessous.	143.500 t. (145.796 t.m.)	192.200 t. (195.275 t.m.)	100.450 t. (102.057 t.m.)
Destroyers	150.000 t. (152.400 t.m.)	150.000 t. (152.400 t.m.)	105.500 t. (107.188 t.m.)
Sous-marins	52.700 t. (53.543 t.m.)	52.700 t. (53.543 t.m.)	52.700 t. (53.543 t.m.)

Article 16.

1. The completed tonnage in the cruiser, destroyer and sub-marine categories which is not to be exceeded on the 31st December, 1936, is given in the following table :

Categories	United States	British Commonwealth of Nations	Japan
Cruisers :			
(a) with guns of more than 6.1-inch (155 mm.) calibre.	180,000 tons (182,880 metric tons)	146,800 tons (149,149 metric tons)	108,400 tons (110,134 metric tons)
(b) with guns of 6.1-inch (155 mm.) calibre or less	143,500 tons (145,796 metric tons)	192,200 tons (195,275 metric tons)	100,450 tons (102,057 metric tons)
Destroyers	150,000 tons (152,400 metric tons)	150,000 tons (152,400 metric tons)	105,500 tons (107,188 metric tons)
Submarines	52,700 tons (53,543 metric tons)	52,700 tons (53,543 metric tons)	52,700 tons (53,543 metric tons)

2. Les bâtiments qui ont pour effet de faire dépasser dans une classe quelconque le tonnage total indiqué au tableau ci-dessus seront déclassés graduellement durant la période prenant fin au 31 décembre 1936.

3. Le nombre maximum des croiseurs de la sous-classe a) sera le suivant : pour les Etats-Unis, dix-huit ; pour la Communauté de Nations britannique, quinze ; pour le Japon, douze.

2. Vessels which cause the total tonnage in any category to exceed the figures given in the foregoing table shall be disposed of gradually during the period ending on the 31st December, 1936.

3. The maximum number of cruisers of sub-category (a) shall be as follows : for the United States, eighteen ; for the British Commonwealth of Nations, fifteen ; for Japan, twelve.

4. Un pourcentage n'excédant pas seize pour cent du tonnage total alloué dans la classe des destroyers pourra être utilisé en bâtiments dépassant le déplacement type de 1.500 tonnes (1.524 tonnes métriques). Les destroyers achevés ou en construction au 1^{er} avril 1930 qui sont en excédent de la limite de ce pourcentage peuvent être conservés, mais il ne pourra être construit ou acquis d'autres destroyers d'un déplacement type dépassant 1.500 tonnes (1.524 tonnes métriques) tant que la réduction à seize pour cent n'aura pas été effectuée.

5. Un pourcentage n'excédant pas vingt-cinq pour cent du tonnage total alloué dans la classe des croiseurs pourra être muni d'une plateforme ou d'un pont d'atterrissage pour aéronefs.

6. Il est entendu que les sous-marins visés aux paragraphes 2 et 3 de l'article 7 sont comptés dans le tonnage total en sous-marins de la Haute Partie contractante intéressée.

7. Le tonnage des bâtiments conservés conformément à l'article 13 ou déclassés conformément à l'annexe II à la partie II du présent traité ne sera pas compris dans le tonnage soumis à limitation.

Article 17.

Entre les croiseurs de la sous-classe *b*) et les destroyers est autorisé un transfert ne dépassant pas dix pour cent du tonnage total alloué dans la classe ou sous-classe dans laquelle ce transfert s'effectuera.

Article 18.

Les Etats-Unis envisagent l'achèvement pour 1935 de quinze croiseurs de la sous-classe *a*) d'un tonnage total de 150.000 tonnes (152.400 tonnes métriques). A chacun des trois autres croiseurs de la sous-classe *a*) qu'ils ont le droit de construire, les Etats-Unis peuvent, s'ils le préfèrent, substituer 15.166 tonnes (15.409 tonnes métriques) de croiseurs de la sous-classe *b*). Au cas où les Etats-Unis construiraient un ou plus desdits trois autres croiseurs de la sous-classe *a*), la seizième unité ne sera pas mise sur cale avant 1933 et ne sera pas achevée avant 1936 ; la dix-septième ne sera pas mise sur cale avant 1934 et ne sera pas achevée avant 1937 ; la dix-huitième ne sera pas mise sur cale avant 1935 et ne sera pas achevée avant 1938.

4. In the destroyer category not more than sixteen per cent. of the allowed total tonnage shall be employed in vessels of over 1,500 tons (1,524 metric tons) standard displacement. Destroyers completed or under construction on the 1st April, 1930, in excess of this percentage may be retained, but no other destroyers exceeding 1,500 tons (1,524 metric tons) standard displacement shall be constructed or acquired until a reduction to such sixteen per cent. has been effected.

5. Not more than twenty-five per cent. of the allowed total tonnage in the cruiser category may be fitted with a landing-on platform or deck for aircraft.

6. It is understood that the submarines referred to in paragraphs 2 and 3 of Article 7 will be counted as part of the total submarine tonnage of the High Contracting Party concerned.

7. The tonnage of any vessels retained under Article 13 or disposed of in accordance with Annex II to Part II of the present Treaty shall not be included in the tonnage subject to limitation.

Article 17.

A transfer not exceeding ten per cent. of the allowed total tonnage of the category or sub-category into which the transfer is to be made shall be permitted between cruisers of sub-category *(b)* and destroyers.

Article 18.

The United States contemplates the completion by 1935 of fifteen cruisers of sub-category *(a)* of an aggregate tonnage of 150,000 tons (152,400 metric tons). For each of the three remaining cruisers of sub-category *(a)* which it is entitled to construct the United States may elect to substitute 15,166 tons (15,409 metric tons) of cruisers of sub-category *(b)*. In case the United States shall construct one or more of such three remaining cruisers of sub-category *(a)*, the sixteenth unit will not be laid down before 1933 and will not be completed before 1936 ; the seventeenth will not be laid down before 1934 and will not be completed before 1937 ; the eighteenth will not be laid down before 1935 and will not be completed before 1938.

Article 19.

Sauf les exceptions prévues à l'article 20, le tonnage mis sur cale dans une classe soumise à limitation aux termes de l'article 16 ne dépassera pas la quantité nécessaire pour atteindre le tonnage maximum alloué dans cette classe, ou pour remplacer les bâtiments qui deviendront « hors d'âge » avant le 31 décembre 1936. Néanmoins, le tonnage de remplacement pourra être mis sur cale pour les croiseurs et les sous-marins qui deviendront « hors d'âge » en 1937, 1938 et 1939 et pour les destroyers qui deviendront « hors d'âge » en 1937 et 1938.

Article 20.

Nonobstant les règles de remplacement énoncées à l'annexe I à la partie II :

a) Le « Frobisher » et l'« Effingham » (Royaume-Uni) pourront être déclassés au cours de l'année 1936. En dehors des croiseurs en construction au 1^{er} avril 1930, le tonnage total de remplacement des croiseurs à achever pour ce qui concerne la Communauté de Nations britannique avant le 31 décembre 1936 ne dépassera pas 91.000 tonnes (92.456 tonnes métriques).

b) Le Japon pourra remplacer le « Tama » par des constructions neuves à achever au cours de l'année 1936.

c) En plus du remplacement des destroyers qui deviendront « hors d'âge » avant le 31 décembre 1936, le Japon pourra mettre sur cale dans chacune des années 1935 et 1936 un tonnage ne dépassant pas 5.200 tonnes (5.283 tonnes métriques), pour remplacer des navires qui deviendront « hors d'âge » en 1938 et 1939.

d) Le Japon peut procéder à des remplacements anticipés pendant la durée du présent traité, en mettant sur cale un tonnage de sous-marins ne dépassant pas 19.200 tonnes (19.507 tonnes métriques), dont 12.000 (12.192 tonnes métriques) au plus pourront être achevées au 31 décembre 1936.

Article 21.

Si, pendant la durée du présent traité, une des Hautes Parties contractantes estime que les exigences de sa sécurité nationale, en ce qui

Article 19.

Except as provided in Article 20, the tonnage laid down in any category subject to limitation in accordance with Article 16 shall not exceed the amount necessary to reach the maximum allowed tonnage of the category, or to replace vessels that become "over-age" before the 31st December, 1936. Nevertheless, replacement tonnage may be laid down for cruisers and submarines that become "over-age" in 1937, 1938 and 1939, and for destroyers that become "over-age" in 1937 and 1938.

Article 20.

Notwithstanding the rules for replacement contained in Annex I to Part II :

(a) The "Frobisher" and "Effingham" (United Kingdom) may be disposed of during the year 1936. Apart from the cruisers under construction on the 1st April 1930, the total replacement tonnage of cruisers to be completed, in the case of the British Commonwealth of Nations, prior to the 31st December, 1936, shall not exceed 91,000 tons (92,456 metric tons).

(b) Japan may replace the "Tama" by new construction to be completed during the year 1936.

(c) In addition to replacing destroyers becoming "over-age" before the 31st December, 1936, Japan may lay down, in each of the years 1935 and 1936, not more than 5,200 tons (5,283 metric tons) to replace part of the vessels that become "over-age" in 1938 and 1939.

(d) Japan may anticipate replacement during the term of the present Treaty by laying down not more than 19,200 tons (19,507 metric tons) of submarine tonnage, of which not more than 12,000 tons (12,192 metric tons) shall be completed by the 31st December, 1936.

Article 21.

If, during the term of the present Treaty, the requirements of the national security of any High Contracting Party in respect of vessels of

touche les bâtiments de guerre limités par la partie III du présent traité, sont matériellement affectées par les constructions nouvelles de toute Puissance autre que celles qui se sont liées par la partie III du présent traité, cette Haute Partie contractante notifiera aux autres Parties à la partie III l'augmentation à laquelle elle aura besoin de procéder dans une ou plusieurs des classes desdits bâtiments de guerre, spécifiant en particulier les augmentations envisagées et leurs raisons, et elles aura le droit de procéder à cette augmentation. En suite de quoi, les autres Parties à la partie III du présent traité auront le droit de procéder à des augmentations proportionnées dans la classe ou les classes spécifiées ; lesdites autres Parties se consulteront promptement par la voie diplomatique au sujet de la situation ainsi créée.

war limited by Part III of the present Treaty are in the opinion of that Party materially affected by new construction of any Power other than those who have joined in Part III of this Treaty, that High Contracting Party will notify the other Parties to Part III as to the increase required to be made in its own tonnages within one or more of the categories of such vessels of war, specifying particularly the proposed increases and the reasons therefor, and shall be entitled to make such increase. Thereupon the other Parties to Part III of this Treaty shall be entitled to make a proportionate increase in the category or categories specified ; and the said other Parties shall promptly advise with each other through diplomatic channels as to the situation thus presented.

PARTIE IV.

PART IV.

Article 22.

Les dispositions suivantes sont acceptées comme règles établies du Droit international :

1^o Dans leur action à l'égard des navires de commerce, les sous-marins doivent se conformer aux règles du Droit international auxquelles sont soumis les bâtiments de guerre de surface.

2^o En particulier, excepté dans le cas de refus persistant de s'arrêter après sommation régulière ou de résistance active à la visite, un navire de guerre, qu'il soit bâtiment de surface ou sous-marin, ne peut couler ou rendre incapable de naviguer un navire de commerce sans avoir au préalable mis les passagers, l'équipage et les papiers de bord en lieu sûr. A cet effet, les embarcations du bord ne sont pas considérées comme un lieu sûr, à moins que la sécurité des passagers et de l'équipage ne soit assurée, compte tenu de l'état de la mer et des conditions atmosphériques, par la proximité de la terre ou la présence d'un autre bâtiment qui soit en mesure de les prendre à bord.

Les Hautes Parties contractantes invitent toutes les autres Puissances à exprimer leur assentiment aux règles ci-dessus énoncées.

Article 22.

The following are accepted as established rules of International Law :

(1) In their action with regard to merchant ships, submarines must conform to the rules of International Law to which surface vessels are subject.

(2) In particular, except in the case of persistent refusal to stop on being duly summoned, or of active resistance to visit or search, a warship, whether surface vessel or submarine, may not sink or render incapable of navigation a merchant vessel without having first placed passengers, crew and ship's papers in a place of safety. For this purpose the ship's boats are not regarded as a place of safety unless the safety of the passengers and crew is assured, in the existing sea and weather conditions, by the proximity of land, or the presence of another vessel which is in a position to take them on board.

The High Contracting Parties invite all other Powers to express their assent to the above rules.

PARTIE V

Article 23.

Le présent traité de entrera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1936, sauf les exceptions suivantes :

1^o La partie IV restera en vigueur sans limite de durée ;

2^o Les dispositions des articles 3, 4 et 5, ainsi que celles de l'article 11 et de l'annexe II à la partie II en tant qu'elles concernent les porte-aéronefs, resteront en vigueur aussi longtemps que le Traité de Washington.

A moins que les Hautes Parties contractantes n'en décident autrement en raison d'un accord plus général limitant les armements navals et auquel elles seraient toutes parties, elles se réuniront en conférence en 1935 en vue de conclure un nouveau traité qui remplacerait le présent traité et répondrait aux mêmes fins. Il est entendu qu'aucune des dispositions du présent traité ne préjuge l'attitude d'aucune des Hautes Parties contractantes à cette conférence.

Article 24.

1. Le présent traité sera ratifié par les Hautes Parties contractantes selon les procédures constitutionnelles auxquelles elles sont respectivement tenues, et les ratifications en seront déposées à Londres le plus tôt qu'il sera possible. Des expéditions authentiques de tous les procès-verbaux de dépôt des ratifications seront transmises aux gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

2. Dès que les ratifications des Etats-Unis d'Amérique, de Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes, à l'égard de chacun des Membres de la Communauté de Nations britannique énumérés au préambule du présent traité et celle de Sa Majesté l'Empereur du Japon auront été déposées, le traité entrera en vigueur à l'égard de ces Hautes Parties contractantes.

PART V.

Article 23.

The present Treaty shall remain in force until the 31st December, 1936, subject to the following exceptions :

(1) Part IV shall remain in force without limit of time ;

(2) The provisions of Articles 3, 4 and 5, and of Article 11 and Annex II to Part II so far as they relate to aircraft carriers, shall remain in force for the same period as the Washington Treaty.

Unless the High Contracting Parties should agree otherwise by reason of a more general agreement limiting naval armaments, to which they all become parties, they shall meet in conference in 1935 to frame a new treaty to replace and to carry out the purposes of the present Treaty, it being understood that none of the provisions of the present Treaty shall prejudice the attitude of any of the High Contracting Parties at the conference agreed to.

Article 24.

1. The present Treaty shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective constitutional methods and the ratifications shall be deposited at London as soon as possible. Certified copies of all the *procès-verbaux* of the deposit of ratifications will be transmitted to the Governments of all the High Contracting Parties.

2. As soon as the ratifications of the United States of America, of His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of each and all of the Members of the British Commonwealth of Nations as enumerated in the preamble of the present Treaty, and of His Majesty the Emperor of Japan have been deposited, the Treaty shall come into force in respect of the said High Contracting Parties.

3. A la date d'entrée en vigueur visée dans l'alinéa précédent, les parties I, II, IV et V du présent traité entreront en vigueur à l'égard de la République française et du Royaume d'Italie si leurs ratifications ont été déposées à cette date ; au cas contraire, elles entreront en vigueur à l'égard de chacune de ces deux Puissances lors du dépôt de sa ratification.

4. Les droits et obligations résultant de la partie III du présent traité sont limités aux Hautes Parties contractantes visées au paragraphe 2 du présent article. Les Hautes Parties contractantes détermineront d'un commun accord la date à partir de laquelle, et les modalités selon lesquelles les obligations que les Hautes Parties contractantes visées au paragraphe 2 du présent article ont assumées en vertu de ladite partie III les lieront vis-à-vis de la France et de l'Italie ; le susdit accord déterminera en même temps les obligations correspondantes de la France et de l'Italie vis-à-vis des autres Hautes Parties contractantes.

Article 25.

Après le dépôt des ratifications de toutes les Hautes Parties contractantes, le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord communiquera les dispositions figurant dans la partie IV du présent traité à toutes les Puissances non signataires dudit traité et les invitera à y adhérer expressément et sans limite de durée.

Cette adhésion sera effectuée par une déclaration adressée au Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Article 26.

Le présent traité, dont les textes français et anglais feront foi, restera déposé dans les archives du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Des expéditions authentiques en seront remises aux gouvernements de toutes les Hautes Parties contractantes.

3. On the date of the coming into force referred to in the preceding paragraph, Parts I, II, IV and V of the present Treaty will come into force in respect of the French Republic and the Kingdom of Italy if their ratifications have been deposited at that date ; otherwise these Parts will come into force in respect of each of those Powers on the deposit of its ratification.

4. The rights and obligations resulting from Part III of the present Treaty are limited to the High Contracting Parties mentioned in paragraph 2 of this Article. The High Contracting Parties will agree as to the date on which, and the conditions under which, the obligations assumed under the said Part III by the High Contracting Parties mentioned in paragraph 2 of this Article will bind them in relation to France and Italy ; such agreement will determine at the same time the corresponding obligations of France and Italy in relation to the other High Contracting Parties.

Article 25.

After the deposit of the ratifications of all the High Contracting Parties, His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland will communicate the provisions inserted in Part IV of the present Treaty to all Powers which are not signatories of the said Treaty, inviting them to accede thereto definitely and without limit of time.

Such accession shall be effected by a declaration addressed to His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland.

Article 26.

The present Treaty, of which the French and English texts are both authentic, shall remain deposited in the archives of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland. Duly certified copies thereof shall be transmitted to the Governments of all the High Contracting Parties.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Londres, le vingt-deux avril mil neuf cent trente.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed thereto their seals.

Done at London, the twenty-second day of April, nineteen hundred and thirty.

Henry L. STIMSON.
Charles G. DAWES.
Charles F. ADAMS.
Joseph T. ROBINSON.
David A. REED.
Hugh GIBSON.
Dwight W. MORROW.
Aristide BRIAND.
J. L. DUMESNIL.
A. DE FLEURIAU.
J. Ramsay MACDONALD.
Arthur HENDERSON.
A. V. ALEXANDER.
W. Wedgwood BENN.
Philippe ROY.
James E. FENTON.
T. M. WILFORD.
C. T. TE WATER.
T. A. SMIDDY.
Atul C. CHATTERJEE.
G. SIRIANNI.
A. C. BORDONARO.
Alfredo ACTON.
R. WAKATSUKI.
Takeshi TAKARABE.
T. MATSUDAIRA.
M. NAGAI.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

PROCÈS-VERBAL

OF THE DEPOSIT OF RATIFICATIONS OF THE INTERNATIONAL TREATY FOR THE LIMITATION AND REDUCTION OF NAVAL ARMAMENT, SIGNED AT LONDON ON APRIL 22, 1930. LONDON, OCTOBER 27, 1930.

The undersigned, having met together for the purpose of proceeding to the deposit of ratifications of the Treaty for the Limitation and Reduction of Naval Armament, signed at London, the 22nd day of April 1930 ;

Having produced the instruments whereby the said Treaty has been ratified by the President of the United States of America, by His Majesty the King of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India, in respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and all parts of the British Empire which are not separate members of the League of Nations, of the Dominion of Canada, of the Commonwealth of Australia, of the Dominion of New Zealand, of the Union of South Africa, and of India, and by His Majesty the Emperor of Japan ;

And the respective ratifications of the said Treaty having been carefully compared and found to be in due form, the said deposit in accordance with the provisions of Article 24 (1) of the Treaty took place this day in the customary form.

The representative of the United States of America declared that the instrument of ratification of the United States of America was deposited subject to the distinct and explicit understandings set forth in the resolution of the 21st July, 1930, of the Senate of the United States of America advising and consenting to ratification, that there are no secret files, documents, letters, understandings or agreements which in any way, directly or indirectly, modify, change, add to, or take from any of the stipulations, agreements or statements in said Treaty ; and that, excepting the agreement brought about through the exchange of notes between the Governments of the United States, Great Britain and Japan, having reference to Article 19, there is no agreement, secret or

PROCÈS-VERBAL

DE DÉPÔT DES RATIFICATIONS DU TRAITÉ INTERNATIONAL POUR LA LIMITATION ET LA RÉDUCTION DES ARMEMENTS NAVALS, SIGNÉ A LONDRES, LE 22 AVRIL 1930. LONDRES, LE 27 OCTOBRE 1930.

Les soussignés s'étant réunis pour procéder au dépôt des ratifications du traité pour la limitation et la réduction des armements navals, signé à Londres le 22 avril 1930 ;

Ayant produit les instruments aux termes desquels ledit traité a été ratifié par le président des Etats-Unis d'Amérique, par Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des Territoires britanniques au delà des mers, Empereur des Indes, pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord et toutes les parties de l'Empire britannique qui ne sont pas individuellement membres de la Société des Nations, le Dominion du Canada, le Commonwealth d'Australie, le Dominion de la Nouvelle-Zélande, l'Union de l'Afrique du Sud et l'Inde ; et par Sa Majesté l'Empereur du Japon ;

Les ratifications respectives dudit traité ayant été minutieusement comparées et reconnues en due forme, le dépôt conformément aux dispositions de l'article 24 (1) du traité a eu lieu ce jour selon les formes habituelles.

Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que l'instrument de ratification des Etats-Unis d'Amérique était déposé sous réserve des déclarations formelles et explicites indiquées dans la résolution, en date du 21 juillet 1930, du Sénat des Etats-Unis d'Amérique donnant l'avis et le consentement requis pour la ratification et selon lesquelles il est entendu qu'il n'existe pas de dossier, documents, lettres, ententes ou accords secrets qui, d'une manière quelconque, directement ou indirectement, comporteraient une modification ou un changement, ou bien étendraient ou restreindraient la portée des clauses, accords ou déclarations dudit traité, et qu'à l'exception de l'accord réalisé par l'échange de notes entre les Gouvernements des Etats-Unis, de Grande-Bretagne et du Japon, relati-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

otherwise, expressed or implied, between any of the parties to said Treaty as to any construction that shall hereafter be given to any statement or provision contained therein.

In witness whereof they have signed this *procès-verbal*, and have affixed thereto their seals.

Done at London, the 27th day of October, 1930.

(L. S.) Charles G. DAWES.
(L. S.) J. Ramsay MacDONALD.
(L. S.) R. B. BENNETT.
(L. S.) J. H. SCULLIN.
(L. S.) Geo W. FORBES.
(L. S.) J. B. M. HERTZOG.
(L. S.) Atul C. CHATTERJEE.
(L. S.) T. MATSUDAIRA.

Certified a true copy :

(*Foreign Office Seal.*)

London, 29 Oct. 1930.

S. Gaselee.

*Librarian and Keeper of the Papers
at the Foreign Office.*

vement à l'article 19, il n'existe aucun accord, secret ou autre, exprès ou tacite, entre des parties audit traité au sujet de l'interprétation devant être donnée ultérieurement à toute déclaration ou disposition dudit traité.

En foi de quoi ils ont signé le présent *procès-verbal* et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres, le 27 octobre 1930.

(L. S.) Charles G. DAWES.
(L. S.) J. Ramsay MacDONALD.
(L. S.) R. B. BENNETT.
(L. S.) J. H. SCULLIN.
(L. S.) Geo W. FORBES.
(L. S.) J. B. M. HERTZOG.
(L. S.) Atul C. CHATTERJEE.
(L. S.) T. MATSUDAIRA.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE UNITED STATES GOVERNMENT AND THE JAPANESE GOVERNMENT REGARDING THE INTERPRETATION OF ARTICLE 19 OF THE LONDON NAVAL TREATY, 1930. TOKYO, MAY 21-24, 1930.

THE UNITED STATES AMBASSADOR AT TOKYO (MR. CASTLE) TO THE JAPANESE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS (BARON SHIDEHARA).

TOKYO, May 21, 1930.

It is the understanding of the Government of the United States that the word "category" in Article 19 of the London Naval Treaty of 1930 means category or sub-category. The Government of the United States declares that it

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS ET LE GOUVERNEMENT JAPONAIS CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 19 DU TRAITÉ NAVAL DE LONDRES DE 1930. TOKIO, LE 21-24 MAI 1930.

L'AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS A TOKIO (M. CASTLE) AU MINISTRE JAPONAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (BARON SHIDEHARA).

TOKIO, le 21 mai 1930.

Le Gouvernement des Etats-Unis considère comme convenu que le mot « classe » à l'article 19 du traité naval de Londres de 1930 signifie « classe » ou « sous-classe ». Le Gouvernement des Etats-Unis déclare que, selon son interpré-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

interprets the Treaty to mean that vessels becoming overage in either sub-category A or sub-category B of the cruiser categories (Article 16) shall be replaceable only in that sub-category.

The American Government will be most happy to have the confirmation of this understanding from the Japanese Government.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

Le texte officiel japonais de cette note sera inséré dans l'Annexe XXIX du Recueil des Traités.

BARON SHIDEHARA TO MR. CASTLE.

TOKYO, May 24, 1930.

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated the 21st May, 1930, relative to the interpretation of the word category appearing in Article 19 of the London Naval Treaty of 1930.

The Imperial Government understands the word "category" appearing in Article 19 of the above-mentioned Treaty to mean "category" or "sub-category"; thus it interprets this Treaty in the sense that ships belonging to either sub-category A or sub-category B of the cruiser category (Article 16) which shall become overage may be replaced only within that sub-category.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE UNITED STATES GOVERNMENT REGARDING THE INTERPRETATION OF ARTICLE 19 OF THE LONDON NAVAL TREATY, 1930. LONDON, JUNE 5, 1930.

No. 1.

GENERAL DAWES TO MR. ARTHUR HENDERSON.
UNITED STATES EMBASSY.

LONDON, June 5, 1930.

SIR,

It is the understanding of the Government of the United States that the word "category" in

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

tation, le traité stipule que les navires qui deviendront « hors d'âge » soit dans la sous-classe A soit dans la sous-classe B des classes de croiseurs (article 16) ne pourront être remplacées que dans cette sous-classe.

Le Gouvernement des Etats-Unis serait très heureux que le Gouvernement japonais voulût bien lui confirmer cette entente.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

The Japanese official text of this note will be published in Annex XXIX of the Treaty Series.

LE BARON SHIDEHARA A M. CASTLE.

TOKIO, le 24 mai 1930.

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date du 21 mai 1930, relative à l'interprétation du mot « classe » qui figure à l'article 19 du traité naval de Londres de 1930.

Le Gouvernement impérial considère comme convenu que le mot « classe » qui figure à l'article 19 du traité sus-mentionné signifie « classe » ou « sous-classe » ; il interprète donc ce traité en ce sens que les navires appartenant soit à la sous-classe A soit à la sous-classe B de la classe des croiseurs (article 16) qui deviendront « hors d'âge » ne pourront être remplacés que dans la sous-classe en question.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT DES ETATS-UNIS CONCERNANT L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE 19 DU TRAITÉ NAVAL DE LONDRES DE 1930. LONDRES, LE 5 JUIN 1930.

N° 1.

LE GÉNÉRAL DAWES A M. ARTHUR HENDERSON.
AMBASSADE DES ETATS-UNIS.

LONDRES, le 5 juin 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE.

Le Gouvernement des Etats-Unis considère comme convenu que le mot « classe » à l'ar-

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 19 of the London Naval Treaty of 1930 means category or sub-category. The Government of the United States declares that it interprets the Treaty to mean that vessels becoming overage of either sub-category A or sub-category B of the cruiser categories (Article 16) shall be replaceable only in that sub-category.

I have the honour to state that my Government would be most happy to have a note of confirmation as to whether this interpretation is shared by His Majesty's Government.

I have, etc.

(For the Ambassador),

Ray ATHERTON,
Counsellor of Embassy.

No. 2.

MR. ARTHUR HENDERSON TO GENERAL DAWES

FOREIGN OFFICE, *June 5, 1930.*

YOUR EXCELLENCY,

In the note which your Excellency was so good as to address to me on the 5th June you stated that it was the understanding of the Government of the United States that the word "category" in Article 10 of the London Naval Treaty, 1930, meant category or sub-category. Your Excellency added that the Government of the United States declared that it interpreted the Treaty to mean that vessels becoming overage of either sub-category A or sub-category B of the cruiser categories (Article 16) shall be replaceable only in that sub-category.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom note the above understanding and interpretation of the London Naval Treaty of 1930 and concur therein. His Majesty's Government in the United Kingdom do so without prejudice to Article 20 *a)* of that Treaty under which they understand that the tonnage to be scrapped and replaced in the case of the British Commonwealth of Nations by the 91,000 tons of 6-inch cruiser tonnage which may be completed before the 31st December, 1936, comprises

ticle 19 du traité naval de Londres de 1930 signifie « classe » ou « sous-classe ». Le Gouvernement des Etats-Unis déclare que, selon son interprétation, le traité stipule que les navires qui deviendront « hors d'âge » soit dans la sous-classe A soit dans la sous-classe B des classes de croiseurs (article 16) ne pourront être remplacés que dans cette sous-classe.

J'ai l'honneur de déclarer que mon gouvernement serait très heureux de recevoir une note de confirmation indiquant si cette interprétation est aussi celle du Gouvernement de Sa Majesté.

Veuillez agréer, etc.

Pour l'Ambassadeur :

Le Conseiller d'Ambassade,
Ray ATHERTON.

Nº 2.

M. ARTHUR HENDERSON AU GÉNÉRAL DAWES.

FOREIGN OFFICE, *le 5 juin 1930.*

EXCELLENCE,

Par la note que Votre Excellence a bien voulu m'adresser le 5 juin, vous avez fait connaître que le Gouvernement des Etats-Unis considérait comme convenu que le mot « classe » dans l'article 19 du Traité naval de Londres de 1930 signifiait « classe » ou « sous-classe ». Votre Excellence a ajouté que le Gouvernement des Etats-Unis déclarait interpréter le traité en ce sens que les navires appartenant soit à la sous-classe A soit à la sous-classe B des classes de croiseurs (Article 16) qui deviendront « hors d'âge » ne pourront être remplacés que dans la sous-classe en question.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni prend acte du sens et de l'interprétation donnés ci-dessus au Traité naval de Londres de 1930 et s'y rallie. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni agit ainsi sans préjudice de l'article 20 *a)* de ce traité selon lequel il considère comme convenu que le tonnage qui doit être détruit et remplacé, en ce qui concerne la Communauté de Nations britannique, par les 91.000 tonnes de croiseurs à artillerie d'un calibre de 6 pouces dont l'achè-

partly 6-inch-gun cruiser tonnage and partly cruiser tonnage of the 7.5 inch gun "Effingham" class.

I have, etc.

For the Secretary of State
R. VANSITTART.

vement peut avoir lieu avant le 31 décembre 1936, comprend en partie du tonnage de croiseurs à artillerie d'un calibre de 6 pouces et en partie du tonnage de croiseurs à artillerie d'un calibre de 7,5 pouces de la classe de l'« Effingham ».

Veillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
R. VANSITTART.

N° 2609.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET NORVÈGE**

Echange de notes relatif à la reconnaissance de la souveraineté de la Norvège sur l'île de Jan Mayen.
Oslo, les 18 et 19 novembre 1930.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND NORWAY**

Exchange of Notes regarding the Recognition of Norway's Sovereignty over Jan Mayen Island.
Oslo, November 18 and 19, 1930.

No. 2609. — EXCHANGE OF NOTES REGARDING THE RECOGNITION OF NORWAY'S SOVEREIGNTY OVER JAN MAYEN ISLAND. OSLO, NOVEMBER 18 AND 19, 1930.

Texte officiel anglais communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 6 février 1931.

I.

MR. JOHNSTONE TO M. MOWINCKEL.

OSLO, November 18, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ETAT,

As your Excellency is doubtless aware, on the 9th May, 1929, the Norwegian Minister in London addressed a note to His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, announcing that, by a Royal decree dated the 8th May, Jan Mayen Island had been placed under Norwegian sovereignty.

I now have the honour by direction of His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs to inform your Excellency that His Majesty's Government in the United Kingdom have taken note of this decree and formally recognise Norwegian sovereignty over Jan Mayen Island.

I am instructed to add that, His Majesty's Government not having been informed of the grounds on which Norwegian sovereignty was extended to Jan Mayen Island, their recognition of that sovereignty is accorded independently of and with all due reserves in regard to the actual grounds on which the annexation may have been based.

I avail, etc.

Kenneth JOHNSTONE.

II.

M. MOWINCKEL TO MR. JOHNSTONE.

THE MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, November 19, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

In a note of the 18th instant you were so good as to state that His Britannic Majesty's Government recognises Norway's sovereignty over Jan Mayen Island.

I have the honour, while acknowledging the receipt of your note, to ask you to convey to your Government the thanks of the Norwegian Government for their friendly attitude towards Norway, which has found expression in the above-mentioned recognition.

I avail, etc.

For the Minister for Foreign Affairs :
Aug. ESMARCH.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2609. — ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA RECONNAISSANCE
DE LA SOUVERAINETÉ DE LA NORVÈGE SUR L'ÎLE JAN MAYEN.
OSLO, LES 18 ET 19 NOVEMBRE 1930.

English official text communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place February 6, 1931.

I.

MR. JOHNSTONE A M. MOWINCKEL.

OSLO, le 18 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE D'ÉTAT,

Le ministre de Norvège à Londres a, comme vous le savez, adressé, le 9 mai 1929, au principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères, une note annonçant que, par un décret royal en date du 8 mai, l'île Jan Mayen avait été placée sous la souveraineté de la Norvège.

J'ai l'honneur, d'ordre du secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni a pris acte de ce décret et reconnaît officiellement la souveraineté de la Norvège sur l'île Jan Mayen.

Je suis chargé d'ajouter que le Gouvernement de Sa Majesté, n'ayant pas été informé des titres en vertu desquels la souveraineté norvégienne a été étendue à l'île Jan Mayen, il reconnaît cette souveraineté indépendamment des titres effectifs sur lesquels l'annexion a pu être fondée, et avec toutes les réserves appropriées en ce qui concerne ces titres.

Veuillez agréer, etc.

Kenneth JOHNSTONE.

II.

M. MOWINCKEL A MR. JOHNSTONE.

OSLO, le 19 novembre 1930.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Par une note, en date du 18 courant, vous avez bien voulu faire savoir que le Gouvernement de Sa Majesté britannique reconnaît la souveraineté de la Norvège sur l'île Jan Mayen.

J'ai l'honneur, en vous accusant réception de votre note, de vous demander de transmettre à votre Gouvernement les remerciements du Gouvernement norvégien pour l'attitude amicale qu'il a observée à l'égard de la Norvège et qui a trouvé son expression dans la reconnaissance susmentionnée.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Ministre des Affaires étrangères :

Aug. ESMARCH,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

AUTRICHE ET PERSE

Accord provisoire réglant les relations entre les deux pays, signé à Téhéran, le 17 juin 1928, avec lettres de la même date relatif à sa mise en vigueur, et échanges de notes prorogeant cet accord. Angora, le 10 mai 1929, et Rome, les 7 novembre 1929, 10 mai, 9 août, et 10 novembre 1930, et 10 février 1931.

AUSTRIA AND PERSIA

Provisional Agreement for the Settlement of Relations between the two Countries, signed at Teheran, June 17, 1928, with letters of the same date regarding its coming into force and Exchanges of Notes renewing this Agreement, Angora, May 10, 1929, and Rome, November 7, 1929, May 10, August 9, and November 10, 1930, and February 10, 1931.

N^o 2610. — ACCORD ¹ PROVISOIRE RÉGLANT LES RELATIONS ENTRE
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE ET L'EMPIRE DE
PERSE. SIGNÉ A TÉHÉРАН, LE 17 JUIN 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations.
L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 7 février 1931.*

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE et LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, également animés du désir sincère de faire aboutir dans le plus bref délai possible les négociations relatives à la conclusion entre leurs deux Etats d'un Traité d'amitié et de conventions consulaire, commerciale, douanière et d'établissement se sont résolus à établir, en attendant leurs relations sur la base d'un accord provisoire et ont, à cet effet, désigné comme leurs plénipotentiaires, d'une part :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

Son Excellence Fatoullah Khan PAKRÉVAN, gérant de son Ministère des Affaires étrangères ; et d'autre part,

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Son Excellence Auguste KRAL, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche en Perse ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

La représentation diplomatique de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre jouira, sous condition d'une parfaite réciprocité, des privilèges et immunités consacrés par le droit commun international.

Les représentants consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, régulièrement munis de l'exequatur, pourront, sous condition d'une parfaite réciprocité, y résider et, dans l'exercice de leurs fonctions, ils bénéficieront des privilèges honorifiques et immunités personnelles de juridiction et de fiscalité consacrés par le droit commun international et sous condition d'une parfaite réciprocité.

Le traitement accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, sous condition de réciprocité, ne sera, en aucun cas inférieur à celui accordé à la nation la plus favorisée.

¹ Entré en vigueur le 17 juin 1928.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2610. — PROVISIONAL AGREEMENT² FOR THE SETTLEMENT OF RELATIONS BETWEEN THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA AND THE PERSIAN EMPIRE. SIGNED AT TEHERAN, JUNE 17, 1928.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 7, 1931.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, both equally desirous of bringing to a successful issue as soon as possible the negotiations for the conclusion of a Treaty of Friendship and of Consular, Commercial, Customs and Establishment Conventions between their two States, have meanwhile resolved to base their relations on a provisional Agreement and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, of the one part :

His Excellency Fatoullah Khan PAKRÉVAN, His Minister for Foreign Affairs, and

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, of the other part :

His Excellency August KRAL, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic in Persia,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The diplomatic representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall enjoy, subject to full reciprocity, the privileges and immunities established by ordinary international law.

The consular representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other, being duly provided with the exequatur, shall be entitled, subject to reciprocity, to reside therein, and in the exercise of their functions shall enjoy the honorary privileges and personal immunities from jurisdiction and taxation established by ordinary international law, subject to full reciprocity.

The treatment granted subject to reciprocity to the diplomatic and consular representatives of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall in no case be inferior to that accorded to the most favoured nation.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Came into force June 17, 1928.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article II.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde aux ressortissants de l'autre sur son propre territoire, sous condition d'une parfaite réciprocité, en ce qui concerne l'établissement, le traitement de la nation la plus favorisée.

En matière de statut personnel, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre resteront réciproquement soumis aux dispositions de leurs lois nationales. Le statut personnel comprend les matières suivantes : le mariage et le régime des biens entre époux, le divorce, la séparation de corps, la dot, la paternité, la filiation, l'adoption, la capacité juridique, la majorité, la tutelle et la curatelle, l'interdiction, le droit de succession testamentaire et *ab intestat*, les liquidations et les partages de successions ou de patrimoines, et en général toutes les questions relatives au droit de famille, y compris toutes les questions concernant l'état des personnes.

Article III.

Le Gouvernement persan soumettra les produits naturels autrichiens et les produits fabriqués en Autriche, importés en Perse, à ses lois organiques des douanes. Il leur accordera le bénéfice de son tarif minimum et de tous abaisséments de ce tarif qui seraient consentis aux produits similaires, naturels et fabriqués, originaires de n'importe quel autre pays.

Le Gouvernement de la République d'Autriche accorde aux produits naturels persans et aux produits fabriqués en Perse, importés en Autriche, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article IV.

Le présent accord provisoire sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Téhéran le plus tôt que faire se pourra. Il restera en force jusqu'au 10 mai 1929.

Il reste entendu que, pour la partie persane, l'article 3 relatif aux dispositions tarifaires, en raison des dispositions de la loi du 13 Ordibehesht 1307 (3 mai 1928), n'a pas besoin d'être présenté pour ratification au Madjlisse.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceaux.

Fait à Téhéran, le 17 juin 1928.

(Signé) F. PAKRÉVAN.

(Signé) KRAL.

LETTRES ÉCHANGÉES

ENTRE SON EXCELLENCE LE GÉRANT DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET SON EXCELLENCE LE MINISTRE D'AUTRICHE A TÉHÉRAN.

I.

TÉHÉRAN, le 17 juin 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature de l'Accord provisoire en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement impérial de Perse, désireux d'être agréable au Gouvernement de la République d'Autriche, met en vigueur à dater d'aujourd'hui, sous condition de réciprocité, et

Article II.

Each of the High Contracting Parties shall, subject to full reciprocity, accord most-favoured-nation treatment in respect of establishment to the nationals of the other Party in its territory.

As regards their personal status, the nationals of each of the High Contracting Parties in the territory of the other shall reciprocally continue to be subject to the provisions of their national law. Personal status includes the following : marriage and property rights of husband and wife, divorce, judicial separation, dowry, paternity, affiliation, adoption, legal capacity, majority, guardianship and trusteeship, interdiction, succession whether by will or *ab intestato*, settlement and legal division of inheritances or estates and, in general, all questions relating to family law, including all questions concerning the status of individuals.

Article III.

The Persian Government shall apply its organic Customs laws to the natural products of Austria and products manufactured in Austria, on importation into Persia. It shall accord them the benefit of its minimum tariff and of all reductions in that tariff which are granted to similar products, whether natural or manufactured, originating in any other country whatsoever.

The Government of the Republic of Austria shall grant most-favoured-nation treatment to the natural products of Persia and products manufactured in Persia, on importation into Austria.

Article IV.

The present provisional Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Teheran as soon as possible. It shall remain in force until May 10, 1929.

It is understood that in view of the provisions of the law of the 13th day of Ordibehecht, 1307 (May 3, 1928) there is no obligation so far as Persia is concerned to lay Article III relating to tariff provisions before the Majlis for ratification.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have thereto affixed their seals.

Done at Teheran, June 17, 1928.

(Signed) F. PAKRÉVAN.

(Signed) KRAL.

EXCHANGE OF LETTERS

BETWEEN HIS EXCELLENCY THE MINISTER IN CHARGE OF FOREIGN AFFAIRS AND HIS EXCELLENCY
THE AUSTRIAN MINISTER AT TEHERAN.

I.

TEHERAN, June 17, 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, following upon the signature of the provisional Agreement of to-day's date, the Imperial Government of Persia, being anxious to meet the wishes of the Government of the Austrian Republic will, subject to reciprocity and in accordance with the powers

selon les pouvoirs qui lui sont accordés par la loi du 13 Ordibehecht 1307, les prescriptions de l'accord susmentionné relatives à la douane.

Le Gouvernement impérial de Perse espère que le Gouvernement de la République d'Autriche, animé du même esprit, agira de même à son égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) F. PAKRÉVAN.

Son Excellence

Monsieur August Kral,
Ministre d'Autriche,
Téhéran.

II.

TÉHÉRAN, le 17 juin 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite à la signature de l'Accord provisoire en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche, dans l'attente de la ratification dudit accord et désireux d'être agréable au Gouvernement impérial de Perse, met en vigueur, sous condition de réciprocité, à dater d'aujourd'hui, les prescriptions de l'accord susmentionné relatif à la douane.

Le Gouvernement fédéral de la République d'Autriche espère que le Gouvernement impérial de Perse, animé du même esprit, agira de même à son égard.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) KRAL.

Son Excellence

Fathollah Khan Pakrévan,
Gérant du Ministère des Affaires étrangères,
Téhéran.

ÉCHANGES DE NOTES

PROROGÉANT L'ACCORD DU 17 JUIN 1928.

I.

ANGORA, le 10 mai 1929.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

En me référant à la note de Votre Altesse en date de ce jour, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Altesse que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse signé à Téhéran le 17 juin 1928 et qui aurait dû prendre fin le 10 mai 1929 jusqu'au 10 novembre 1929.

Les négociations pour la conclusion de traités définitifs entre les deux Etats seront entamées le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) KRAL.

Son Altesse

Mohammed Ali Khan Foroughi,
Ambassadeur de Sa Majesté le Shah de Perse,
En Ville.

granted to it by the law of the 13th day of Ordibehecht, 1307, put into force from to-day the provisions of the aforesaid Agreement regarding Customs.

The Imperial Government of Persia hopes that the Government of the Austrian Republic, being animated by the same spirit, will act in the same way towards it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKREVAN.

His Excellency,
M. August Kral,
Austrian Minister at Teheran.

II.

TEHERAN, *June 17, 1928.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that, following upon the signature of the provisional Agreement of to-day's date, the Federal Government of the Austrian Republic, pending the ratification of the said Agreement and being anxious to meet the wishes of the Imperial Government of Persia, will, subject to reciprocity, put into force from today the provisions of the aforesaid Agreement regarding Customs.

The Federal Government of the Austrian Republic hopes that the Imperial Government of Persia being animated by the same spirit, will act in the same way with regard to it.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRAL.

His Excellency,
Fathollah Khan Pakrevan,
Minister in charge of Foreign Affairs,
Teheran.

EXCHANGES OF NOTES

RENEWING THE AGREEMENT OF JUNE 17, 1928.

I.

ANGORA, *May 10, 1929.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

With reference to your note of to-day's date, I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the provisional Agreement between the Republic of Austria and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, which should have come to an end on May 10, 1929, shall continue in force until November 10, 1929.

Negotiations for the conclusion of definitive treaties between the two States will be opened as soon as possible.

I have the honour to be, etc.

(Signed) KRAL.

His Highness,
Mohammed Ali Khan Foroughi,
Ambassador of His Majesty the Shah of Persia,
Angora.

ANGORA, le 10 mai 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En me référant à la note de Votre Excellence en date de ce jour j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral autrichien de proroger la validité de l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche signé à Téhéran le 17 juin 1928 et qui aurait dû prendre fin le 10 mai 1929 jusqu'au 10 novembre 1929. Les négociations pour la conclusion de traités définitifs entre les deux Etats seront entamées le plus tôt possible.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) M. FOROUGHÍ.

Son Excellence
Monsieur August Kral,
Ministre d'Autriche,
En Ville.

II.

ROME, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des traités définitifs entre les deux Etats ne pourront être achevées jusqu'au 10 novembre 1929,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 mai 1930 ;

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

L. EGGER.

Son Excellence
Monsieur Fatollah Khan Pakrévan,
Ministre de Perse,
Rome.

ROME, le 7 novembre 1929.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure des traités définitifs entre les deux Etats ne pourront être achevées jusqu'au 10 novembre 1929,

ANGORA, *May 10, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

With reference to your note of to-day's date, I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the provisional Agreement between the Persian Empire and the Republic of Austria signed at Teheran on June 17, 1928, which should have come to an end on May 10, 1929, shall continue in force until November 10, 1929.

Negotiations for the conclusion of definitive treaties between the two States will be opened as soon as possible.

I have the honour to be, etc.

(Signed) M. FOROUGHÍ.

His Excellency,
Monsieur August Kral,
Austrian Minister,
Angora.

II.

ROME, *November 7, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that it should remain in force until November 10, 1929.

Whereas negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States cannot be completed by November 10, 1929.

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, May 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

L. EGGER.

His Excellency,
Monsieur Fatollah Khan Pakrevan,
Persian Minister,
Rome.

ROME, *November 7, 1929.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that it should remain in force until November 10, 1929.

Whereas negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States cannot be completed by November 10, 1929.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral autrichien de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 mai 1930.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

F. PAKRÉVAN.

Son Excellence
Monsieur Lothar Egger,
Ministre d'Autriche,
Rome.

III.

LÉGATION D'AUTRICHE.
ROME.

N° 1382/A.

ROME, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929, par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929, et prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1930.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) EGGER.

Son Excellence
Monsieur Fatollah Khan Pakrévan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire, de Perse,
Rome.

LÉGATION DE PERSE
ROME.

N° 264.

ROME, le 10 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929, et prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929,

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid Provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, May 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

F. PAKRÉVAN.

His Excellency,
Monsieur Lothar Egger,
Austrian Minister,
Rome.

III.

AUSTRIAN LEGATION,
ROME.

No. 1382/A.

ROME, May 10, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929.

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion.

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) EGGER.

His Excellency,
Monsieur Fatollah Khan Pakrévan,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Persia,
Rome.

PERSIAN LEGATION,
ROME.

No. 264.

ROME, May 10, 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral autrichien de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1930.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
Monsieur Lothar Egger,
Ministre d'Autriche,
Rome.

Le Ministre de Perse :
(Signé) PAKRÉVAN.

IV.

LÉGATION D'AUTRICHE
ROME

N° 2577/A.

ROME, le 9 août 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929, par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de note qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929 et prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 novembre 1930.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

(Signé) Alois VOLLGRUBER.

Monsieur Abolghassem Khan Pourevaly,
Chargé d'Affaires de Perse,
Rome.

ROME, le 9 août 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche signé à Téhéran le 17 juin 1928 a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, et prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930,

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion,

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid Provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

His Excellency,
Monsieur Lothar Egger,
Austrian Minister,
Rome.

(Signed) PAKRÉVAN.

IV.

AUSTRIAN LEGATION,
ROME.

No. 2577/A.

ROME, August 9, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930,

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion,

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, November 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) Alois VOLLGRUBER.

Monsieur Abolghassem Khan Pourevaly,
Persian Chargé d'Affaires,
Rome.

ROME, August 9, 1930.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral autrichien de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 novembre 1930.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Monsieur Alois Vollgruber,
Chargé d'Affaires d'Autriche,
Rome.

Le Chargé d'Affaires :
(Signé) A. POUREVALY.

V.

LÉGATION D'AUTRICHE
ROME.

N° 3442/A.

ROME, le 10 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérent que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse, signé à Téhéran le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930, et prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 février 1931.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre les assurances de ma très haute considération.

(Signé) L. EGGER.

Son Excellence
Monsieur Fatoullah Khan Pakrévan,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Perse,
Rome.

LÉGATION IMPÉRIALE DE PERSE.

ROME, le 10 novembre 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche, signé à Téhéran le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Angora le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 mai 1930 et prorogée

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion.

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid Provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, November 10, 1930.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

Monsieur Alois Vollgruber,
Chargé d'Affaires of Austria,
Rome.

(Signed) A. POUREVALY.

V.

AUSTRIAN LEGATION,
ROME.

No. 3442/A.

ROME, *November 10, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930 by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930,

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion,

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, February 10, 1931.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) L. EGGER.

His Excellency
Monsieur Fatoullah Khan Pakrévan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia,
Rome.

IMPERIAL PERSIAN LEGATION.

ROME, *November 10, 1930.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange

une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930 par un échange de notes qui a eu lieu à Rome le 9 août 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral d'Autriche de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 février 1931.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) F. PAKRÉVAN.

Son Excellence

Monsieur L. Von Egger Moellwald,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République fédérale d'Autriche,
Rome.

ÉCHANGE DE NOTES

PROROGÉANT L'ACCORD CI-DESSUS. ROME, LE 10 FÉVRIER 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations, le 16 avril 1931.

LÉGATION D'AUTRICHE.

ROME.

N° 438/A.

ROME, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre la République d'Autriche et l'Empire de Perse, signé à Téhéran, le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929, par un échange de notes qui a eu lieu à Angora, le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois jusqu'au 10 août 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 9 mai 1930, prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 9 août 1930, prorogée une cinquième fois jusqu'au 10 février 1931, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 10 novembre 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats, n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent.

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement fédéral autrichien est d'accord avec le Gouvernement impérial de Perse de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1931.

En priant Votre Excellence de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération

Son Excellence

Monsieur Fatoullah Khan Pakrévan,

Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Perse,
Rome.

(Signé) EGGER.

of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930.

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion,

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, February 10, 1931.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKRÉVAN.

His Excellency
Monsieur L. Von Egger Moellwald,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Federal Republic of Austria,
Rome.

EXCHANGE OF NOTES

RENEWING THE ABOVE AGREEMENT. ROME, FEBRUARY 10, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, April 16, 1931.

AUSTRIAN LEGATION,
ROME.

No. 438/A.

ROME, February 10, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Austrian Republic and the Persian Empire signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929,

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930 and extended a fifth time until February 10, 1931 by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930.

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion.

I have the honour to inform you that the Federal Government of Austria agrees with the Imperial Government of Persia that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1931.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

His Excellency,
Monsieur Fatoullah Khan Pakrévan,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary of Persia,
Rome.

(Signed) EGGER.

ROME, le 10 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Considérant que l'Accord provisoire entre l'Empire de Perse et la République d'Autriche signé à Téhéran, le 17 juin 1928, a pris fin le 10 mai 1929,

Considérant que sa validité a été prorogée d'abord jusqu'au 10 novembre 1929 par un échange de notes qui a eu lieu à Ankara, le 10 mai 1929, prorogée par la suite une seconde fois jusqu'au 10 mai 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 7 novembre 1929, prorogée une troisième fois, jusqu'au 10 août 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 9 mai 1930, prorogée une quatrième fois jusqu'au 10 novembre 1930, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 9 août 1930, et prorogée enfin une cinquième fois, jusqu'au 10 février 1931, par un échange de notes qui a eu lieu à Rome, le 10 novembre 1930,

Considérant que les négociations entamées en vue de conclure les traités définitifs entre les deux Etats n'ont pas pu être achevées jusqu'à présent,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement impérial de Perse est d'accord avec le Gouvernement fédéral autrichien de proroger la validité de l'accord provisoire susdit jusqu'à une date ultérieure, à savoir le 10 août 1931.

En vous priant de bien vouloir me faire parvenir une note analogue, je saisis l'occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Ministre :

(Signé) F. PAKRÉVAN.

Son Excellence Von Egger Moellwald,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de la République fédérale d'Autriche,
Rome.

ROME, *February 10, 1931.*

MONSIEUR LE MINISTRE,

Whereas the provisional Agreement between the Persian Empire and the Austrian Republic signed at Teheran on June 17, 1928, came to an end on May 10, 1929.

Whereas it was first agreed by an exchange of notes which took place at Angora on May 10, 1929, that this Agreement should remain in force until November 10, 1929, and the latter was afterwards extended a second time until May 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on November 7, 1929, and extended a third time until August 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on May 9, 1930, and extended a fourth time until November 10, 1930, by an exchange of notes which took place at Rome on August 9, 1930, and extended a fifth time until February 10, 1931, by an exchange of notes which took place at Rome on November 10, 1930.

Whereas the negotiations opened with the object of concluding definitive treaties between the two States have not up to the present been brought to a conclusion,

I have the honour to inform you that the Imperial Government of Persia agrees with the Federal Government of Austria that the aforesaid provisional Agreement shall remain in force until a later date, namely, August 10, 1931.

I should be grateful if you would let me have a like note to this effect, and have the honour to be, etc.

(Signed) F. PAKRÉVAN,
Minister.

His Excellency,
Monsieur L. Von Egger Moellwald,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Federal Republic of Austria,
Rome.

N° 2611.

PAYS-BAS ET ROUMANIE

Traité de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation. Signé à La Haye, le 22 janvier 1930.

**THE NETHERLANDS
AND ROUMANIA**

Treaty of Judicial Settlement, Arbitration and Conciliation. Signed at The Hague, January 22, 1930.

N^o 2611. — TRAITÉ¹ DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE, D'ARBITRAGE
ET DE CONCILIATION ENTRE LES PAYS-BAS ET LA ROUMANIE.
SIGNÉ A LA HAYE, LE 22 JANVIER 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 9 février 1931.

SA MAJESTÉ LE REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent les Pays-Bas et la Roumanie et de favoriser le règlement pacifique des différends et conflits qui veindraient à diviser les deux pays, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, son ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent réciproquement à ne rechercher, dans aucun cas, autrement que par voie pacifique le règlement des litiges ou conflits, qui veindraient à s'élever entre les Pays-Bas et la Roumanie, et qui n'auraient pu être résolus, dans un délai raisonnable, par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Tous les litiges de nature juridique qui n'auraient pu être réglés à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumis pour jugement soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal arbitral, ainsi qu'il est prévu ci-après.

La disposition du paragraphe précédent ne s'applique pas aux différends nés de faits qui sont antérieurs à la présente convention et qui appartiennent au passé, ainsi qu'aux différends portant sur des questions que le droit international laisse à la compétence exclusive des Etats.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 6 janvier 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2611. — TREATY² OF JUDICIAL SETTLEMENT, ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE NETHERLANDS AND ROUMANIA. SIGNED AT THE HAGUE, JANUARY 22, 1930.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 9, 1931.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, desirous of strengthening the ties of friendship which exist between the Netherlands and Roumania, and of encouraging the pacific settlement of any disputes and conflicts which may arise between the two countries, have resolved to conclude a treaty for that purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans BEELAERTS VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

Monsieur Georges G. MIRONESCO, His Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties reciprocally agree that in no case will they seek, otherwise than by pacific means, the settlement of disputes or conflicts which may arise between the Netherlands and Roumania and which it may not have been possible to settle in a reasonable time by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All legal disputes which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy shall be submitted for decision either to the Permanent Court of International Justice or to an arbitral tribunal, as hereinafter laid down.

The provision contained in the preceding paragraph does not apply to disputes arising out of events prior to the present Convention and belonging to the past, nor to disputes relating to questions which, according to international law, come within the exclusive jurisdiction of individual States.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, January 6, 1931.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale¹ et avant toute procédure arbitrale, le litige pourra être, d'un commun accord entre les Parties, soumis afin de conciliation à une Commission internationale permanente, dite commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Article 4.

Si, dans le cas d'un des litiges visés à l'article 2, les deux Parties n'ont pas eu recours à la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci n'a pas réussi à concilier les Parties, le litige sera soumis d'un commun accord par voie de compromis soit à la Cour de Justice internationale qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un tribunal arbitral qui statuera dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention² de la Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le choix de la juridiction, sur les termes du compromis ou en cas de procédure arbitrale, sur la désignation des arbitres, l'une ou l'autre d'entre elles après un préavis d'un mois, aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le litige devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Toutes questions sur lesquelles les Hautes Parties contractantes seraient divisées sans pouvoir les résoudre à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, questions dont la solution ne pourrait être recherchée par un jugement, ainsi qu'il est prévu par l'article 2 du présent traité, et pour lesquelles une procédure de règlement ne serait pas déjà prévue par un traité ou une convention en vigueur entre les Parties, seront soumises à la Commission permanente de conciliation qui sera chargée de proposer aux Parties une solution acceptable et dans tous les cas de leur présenter un rapport.

A défaut d'accord entre les Parties sur la requête à présenter à la Commission, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de soumettre directement, après un préavis d'un mois, la question à ladite commission.

Dans tous les cas, s'il y a contestation entre les Parties sur la question de savoir si le différend a ou non la nature d'un litige visé dans l'article 2 et susceptible de ce chef d'être résolu par un jugement, cette contestation sera, préalablement à toute procédure, devant la Commission permanente de conciliation, soumise à la décision de la Cour permanente de Justice internationale, d'accord entre les Hautes Parties contractantes ou à défaut d'accord à la requête de l'une d'entre elles.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation prévue par le présent traité sera composée de cinq membres, qui seront désignés comme il suit, savoir : les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront d'un

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. I, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; et vol. CXI, page 402, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions in force between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the provisions of those conventions.

Article 3.

Before any resort is made to procedure before the Permanent Court of International Justice¹ or to arbitration procedure, the dispute may, by agreement between the Parties, be submitted, with a view to amicable settlement, to a permanent international commission styled the Permanent Conciliation Commission, constituted in accordance with the present Treaty.

Article 4.

If, in the case of one of the disputes referred to in Article 2, the two Parties have not had recourse to the Permanent Conciliation Commission, or if the latter has failed to bring the Parties to an agreement, the dispute shall, by common consent, be submitted, by means of a special agreement, either to the Permanent Court of International Justice which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in its Statute or to an arbitral tribunal which shall decide under the conditions and in accordance with the procedure laid down in the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the choice of jurisdiction, the terms of the special agreement or, in the case of arbitration procedure, the choice of the arbitrators, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to bring the dispute, by means of an application, direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

All questions on which the High Contracting Parties may differ without being able to reach an amicable solution by means of the normal methods of diplomacy, and the settlement of which cannot be attained by means of a judicial decision as provided in Article 2 of the present Treaty, and for the settlement of which no procedure has been laid down by a treaty or convention in force between the Parties, shall be submitted to the Permanent Conciliation Commission, whose duty it shall be to propose to the Parties an acceptable solution and in any case to present a report to them

Failing agreement between the Parties as to the application to be made to the Commission, either Party shall, after giving one month's notice, be entitled to submit the question direct to the said Commission.

In all cases, if there is a disagreement between the Parties as to whether the disputes is or is not of the character referred to in Article 2, and therefore capable of being settled by a judicial decision, such disagreement shall, before any proceedings are instituted before the Permanent Conciliation Commission, be submitted for decision to the Permanent Court of International Justice by agreement between the High Contracting Parties, or, failing agreement, on the application of either Party.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission for which provision is made in the present Treaty shall be composed of five members, who shall be appointed as follows, that is to say: the High Contracting Parties shall each nominate a commissioner chosen from among their respective

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 301; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 415; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461; and Vol. CXI, page 402, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

commun accord les trois autres commissaires parmi les ressortissants de tierces Puissances ; ces trois commissaires devront être de nationalités différentes et, parmi eux, les Hautes Parties contractantes désigneront le président de la commission.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leur travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu aussi rapidement que possible et dans un délai qui ne devra pas excéder trois mois, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, de démission ou de quelque empêchement permanent ou temporaire en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent traité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Confédération suisse serait, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 8.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président dans les conditions prévues, selon les cas, par les articles 3 et 5.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Article 9.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date où l'une des Hautes Parties contractantes aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

La Partie qui userait de ce droit en ferait immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 10.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cet effet toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable, et, s'il y a lieu, leur impartir un délai pour se prononcer.

À la fin de ses travaux, la Commission dressera un rapport qui en constatera le résultat et dont un exemplaire sera remis à chacune des Parties.

Les Parties ne seront jamais liées par des considérations de fait, de droit ou autres auxquelles la Commission se sera arrêtée.

Sous réserve de la disposition de l'article 5, alinéa 3, les travaux de la Commission devront à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminées dans un délai de six mois à compter du jour où la Commission aura été saisie du litige.

nationals, and shall appoint, by common agreement, the other three commissioners from among the nationals of third Powers ; these three commissioners must be of different nationalities, and the High Contracting Parties shall appoint the president of the Commission from among them.

The commissioners shall be appointed for three years, and their term of office shall be renewable. They shall remain in office until their replacement, and in any case until the termination of the proceedings in progress at the moment of the expiry of their term.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause, permanent or temporary shall be filled within the shortest possible time, and in any case within three months, in the manner fixed for the appointments.

Article 7

The Permanent Conciliation Commission shall be set up within six months after the ratifications of the present Treaty have been exchanged.

If the nominations of the members to be appointed jointly should not have taken place within three months of the date when the seat falls vacant, the President of the Swiss Confederation shall, in the absence of other agreement, be requested to make the necessary appointments.

Article 8.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed of a dispute by means of a request addressed to the President, as provided for, according to the circumstances, in Articles 3 and 5.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notice thereof shall be given without delay to the other Party.

Article 9.

Within fifteen days from the date on which one of the High Contracting Parties has brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of that particular dispute, replace its commissioner by a person possessing special competence in the matter.

The Party making use of this right shall immediately inform the other Party ; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date when the notification reaches it.

Article 10.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after examining the case, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and, if necessary, fix a period within which they are to make their decision.

At the close of its labours, the Commission shall draw up a report stating the result thereof, and a copy of this report shall be delivered to each Party.

The Parties shall never be bound by the considerations of fact or law or any other considerations accepted by the Commission.

Subject to the provisions of Article 5, paragraph 3, the labours of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was notified of the dispute.

Article 11.

A moins de stipulations spéciales contraires, la Commission permanente de conciliation règlera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquêtes, la Commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 12.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties au lieu désigné par son président.

Article 13.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à ne pas publier les résultats des travaux de la commission sans s'être préalablement consultées.

Article 14.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

La Commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 15

Sauf dispositions contraires du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La Commission ne pourra prendre de décision portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si au moins tous les membres choisis en commun sont présents.

Article 16.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à assurer à celle-ci l'assistance de leurs autorités compétentes, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles et à prendre les mesures nécessaires pour permettre à la commission de procéder sur leur territoire à la citation et à l'audition de témoins ou s'experts et à des transports sur les lieux.

Article 17.

Pendant la durée de la Commission permanente de conciliation chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Hautes Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale.

Article 11.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall determine its own procedure, which in all cases must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 12.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, failing any agreement between the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 13.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

The High Contracting Parties undertake not to publish the result of the Commission's work without previously consulting each other.

Article 14.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission, on its side, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Governments.

Article 15.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

The Commission shall not take any decision relating to the substance of the dispute unless all the members have been duly convened and at least all the members chosen jointly are present.

Article 16.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to ensure it the assistance of their competent authorities, to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, and to take the necessary measures to enable the Commission to summon and hear witnesses or experts in their territory, and to visit the localities in question.

Article 17.

During the proceeding of the Permanent Conciliation Commission each commissioner shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the High Contracting Parties, each contributing an equal share.

Article 18.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son Statut ou, selon le cas, le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises ; la Commission permanente de conciliation pourra, s'il y a lieu, agir de même après entente entre les Parties.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements qui seraient proposés par la Commission permanente de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit susceptible d'aggraver ou de étendre le différend.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Hautes Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'interprétation du présent traité, cette contestation serait portée devant la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue dans l'article 4, alinéa 2.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées à La Haye aussitôt que faire se pourra.

Article 22.

Le présent traité entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période, il sera considéré comme renouvelé tacitement pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant le Tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye en double exemplaire le 22 janvier 1930.

(L.S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

Pour copie conforme :

(L.S.) G. G. MIRONESCU.

Le Ministre des Affaires étrangères
de Roumanie,

G. G. Mironescu.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or, according to the circumstances, the arbitral tribunal, shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Permanent Conciliation Commission may, if necessary, act in the same way after agreement between the Parties.

The High Contracting Parties undertake to abstain from all measures likely to affect prejudicially the execution of the decision or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission, and in general to abstain from any sort of action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

The present Treaty shall remain applicable as between the High Contracting Parties even when other Powers are also interested in the dispute.

Article 20.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation of the present Treaty, such dispute shall be brought before the Permanent Court of International Justice in accordance with the procedure laid down in Article 4, paragraph 2.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at The Hague as soon as possible.

Article 22.

The present Treaty shall enter into force as soon as the ratifications have been exchanged, and shall remain in force for a period of ten years from its entry into force. If it has not been denounced six months before the expiration of this period, it shall be deemed to be tacitly renewed for a further period of five years, and so successively.

If, on the expiration of the present Treaty, any proceedings whatsoever in virtue of this Treaty are pending before the Permanent Conciliation Commission, the Permanent Court of International Justice or the arbitral tribunal, such proceedings shall be continued until they are duly concluded.

In faith whereof, the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at The Hague in duplicate, January 22, 1930.

(L.S.) BEELAERTS VAN BLOKLAND.

(L.S.) G. G. MIRONESCO

N° 2612.

CHILI ET PÉROU

Accord sur la police des frontières.

Signé à Santiago, le 29 avril 1930.

CHILI AND PERU

Convention on the Policing of the

Frontiers. Signed at Santiago,

April 29, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 2612. — CONVENIO ¹ SOBRE POLICIA FRONTERIZA CONCLUIDO ENTRE LOS GOBIERNOS DEL PERU Y DE CHILE. FIRMADO EN SANTIAGO, EL 29 DE ABRIL DE 1930.

Texte officiel espagnol communiqué par le délégué permanent du Pérou auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 10 février 1931.

Spanish official text communicated by the Permanent Delegate of Peru accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 10, 1931.

Reunidos en el Ministerio de Relaciones Exteriores de Chile Su Excelencia el Señor Don César A. ELGUERA, Embajador Extraordinario y Plenipotenciario del Perú, y Su Excellencia el Señor Don Manuel Barros CASTAÑÓN, Ministro del Ramo, debidamente autorizados por sus respectivos Gobiernos, con el fin de acordar los medios convenientes para obtener en la región fronteriza de ambos países la mayor seguridad posible para la vida e intereses de los pobladores, salvaguardándolos de las incursiones de los malhechores, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1º.

Queda estipulada la recíproca cooperación entre las autoridades de policía fronteriza de ambos países, las que deberán concurrir a los puntos en que sea necesario para el objeto de impedir que los delincuentes perseguidos pasen la frontera y se internen en el país vecino, eludiendo así la acción inmediata de la autoridad.

Si dichos delincuentes, o bandas armadas, o particulares sospechosos, logran atravesar la región fronteriza, las autoridades locales procederán a detenerlos y a levantar en seguida una información sumaria respecto a la detención y a los hechos que la motivan. De estas actuaciones se remitirá copia al Gobierno del país de donde procedan los delincuentes y se anticipará noticia por telégrafo para los efectos legales correspondientes.

Artículo 2º.

Si los autores de un delito pasaren la frontera para eludir la acción de las policías locales que los persigan, éstas estarán obligadas a continuar la persecución hasta capturarlos.

Con ese objeto, las referidas policías quedan autorizadas para penetrar en el territorio del país vecino y continuar la persecución hasta obtener la detención o hasta encontrar a su paso a las autoridades del otro Estado que puedan proseguir la captura.

Cada vez que las autoridades policiales penetren al territorio del otro Estado, deberán a la brevedad posible dar aviso a la autoridad más próxima del territorio en que se internaren.

Se conducirá á los delincuentes ante la autoridad del Estado en que se hubiere efectuado la captura, y se informará inmediatamente a las autoridades del país donde se hubiere perpetrado el delito, a fin de que ratifiquen la orden de prisión, pidan su extradición o las medidas legales que fueren del caso.

¹ Entré en vigueur le 25 novembre 1930.

¹ Came into force November 25, 1930.

Artículo 3º

Para los fines previstos en este Convenio, las guarniciones de policía de la frontera estarán facultadas para comunicarse directamente y para solicitar por ese medio la cooperación y el auxilio de la fuerza.

También se comunicarán en esa forma los distintivos o medios de comprobación de la identidad personal de los policías autorizados para atravesar la frontera.

Artículo 4º.

Los comprobantes del cuerpo del delito, así como los objetos y dineros sustraídos por robo, inclusive los ganados de cualquiera clase, serán secuestrados y los que correspondan, devueltos a su dueño previa una sumaria información que acredite su derecho.

Artículo 5º.

Las estipulaciones de este Convenio no son aplicables a los autores de delitos políticos

Artículos 6º

El presente Convenio será ratificado por las Partes de acuerdo con sus respectivos preceptos constitucionales y las ratificaciones correspondientes serán canjeadas en Lima, tan pronto como sea posible. Regirá hasta tres meses después que una de las Partes notifique su desahucio a la otra.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos firman y sellan el presente Convenio, en doble ejemplar, en Santiago, a veintinueve de abril de mil novecientos treinta.

(L.S.) Cesar A. ELGUERA.

(L.S.) Manuel BARROS C.

Es copia conforme:

El Jefe del Servicio Diplomático

Javier Correa..

Vº Bº
Carrillo.

Es autentico,

Ginebra, 19 de Enero de 1931.

J.M. Barreto,

Delegado del Perú a la Sociedad de Naciones.

¹ TRADUCTION.

N^o 2612. — CONVENTION ENTRE
LES GOUVERNEMENTS DU
CHILI ET DU PÉROU SUR LA
POLICE DES FRONTIÈRES. SI-
GNÉE A SANTIAGO, LE 29 AVRIL
1930.

Son Excellence Don César A. ELGUERA, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Pérou, et Son Excellence Don Manuel BARROS CASTAÑON, ministre des Affaires étrangères du Chili, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, se sont réunis au Ministère des Affaires étrangères du Chili en vue d'adopter les mesures propres à assurer dans la zone frontalière des deux pays la plus grande sécurité possible pour la vie et les intérêts des populations en les protégeant contre les incursions des malfaiteurs, et sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les autorités de police des frontières des deux pays se prêteront un mutuel appui sur les points de la frontière où il sera nécessaire, pour empêcher les délinquants poursuivis de passer la frontière et de se réfugier dans le pays voisin afin d'échapper à l'action immédiate de l'autorité.

Si lesdits délinquants ou bandes armées ou individus suspects parviennent à traverser la zone frontalière, les autorités locales procéderont à leur arrestation et dresseront immédiatement un procès-verbal sommaire de l'arrestation et des faits qui l'ont motivée. Copie de ce procès-verbal sera remise au gouvernement du pays d'origine des délinquants et avis en sera expédié d'avance par voie télégraphique, aux fins prévues par la loi.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2612. — CONVENTION BETWEEN THE GOVERNMENTS OF CHILE AND PERU ON THE POLICING OF THE FRONTIERS. SIGNED AT SANTIAGO, APRIL 29, 1930.

His Excellency Don César A. ELGUERA, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of Peru, and His Excellency Don Manuel BARROS CASTAÑON, Chilean Minister for Foreign Affairs, duly authorised by their respective Governments, meeting in the Chilean Ministry of Foreign Affairs for the purpose of agreeing upon such measures as may ensure the greatest possible security for the lives and interests of the inhabitants of the frontier zones of the two countries, protecting them from the inroads of malefactors, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The frontier police authorities of the two countries shall co-operate, at any frontier points where this may be necessary, for the purpose of preventing offenders wanted by the police from crossing the frontier and taking refuge in the neighbouring country, thus escaping the direct action of the law.

Should the said offenders or armed bands or suspected persons succeed in crossing the frontier zone, the local authorities shall proceed to arrest them and shall at once draw up a brief report of the arrest and the reasons therefor. A copy of this report shall be forwarded to the Government of the country from which the offenders came, and notification shall also be given in advance by telegraph for the purposes laid down by law.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 2.

Si les auteurs d'un délit passent la frontière pour échapper aux polices locales qui les poursuivent, ces dernières seront dans l'obligation de continuer leur poursuite jusqu'à la capture.

A cet effet, lesdites polices sont autorisées à pénétrer dans le territoire du pays voisin et à continuer leur poursuite jusqu'à l'arrestation des délinquants ou jusqu'à ce qu'elles rencontrent sur leur chemin des autorités de l'autre Etat, en mesure de procéder à la capture.

Toutes les fois que les autorités de police d'un Etat pénétreront dans le territoire de l'autre Etat, elles devront, dans le plus bref délai possible, en informer l'autorité la plus proche du territoire dans lequel elles auront pénétré.

Les délinquants seront conduits devant l'autorité de l'Etat dans le territoire duquel la capture aura été effectuée, et les autorités du pays où le délit aura été commis en seront immédiatement informées afin qu'elles puissent confirmer l'ordre d'incarcération, demander l'extradition ou prendre les mesures légales requises dans chaque cas.

Article 3.

Aux fins d'application de la présente convention, les garnisons de police de la frontière auront le droit de communiquer directement entre elles et de demander par cette voie la collaboration et le secours de la force publique.

Elles se communiqueront de la même manière le signalement ou les moyens permettant de vérifier l'identité des agents de police autorisés à traverser la frontière.

Article 4.

Les pièces à conviction ainsi que les objets et sommes volés, y compris les troupeaux de toutes catégories, seront saisis et rendus à leurs propriétaires après une enquête sommaire permettant d'identifier ces derniers.

Article 5.

La présente convention n'est pas applicable aux auteurs de délits politiques.

Article 2.

Should offenders cross the frontier to escape the pursuit of the local police, the latter shall be bound to continue their pursuit until capture is effected.

For these purposes the said police shall be entitled to enter the territory of the neighbouring country and to continue the pursuit until the offenders are arrested or until they meet with authorities of the other State who can effect the capture.

Whenever the police authorities of the one State shall enter the territory of the other State, they shall as soon as possible inform the nearest authorities of the State whose territory they have entered.

The offenders shall be brought before the authorities of the State in whose territory their capture was effected, and the authorities of the State in which the offence was committed shall at once be informed in order that they may confirm the warrant of arrest, apply for extradition or take the appropriate legal action.

Article 3.

For the purposes contemplated by the present Convention, the frontier police garrisons shall be empowered to communicate directly with one another and, through the same channel, to request the co-operation and help of the police force.

They shall notify to one another in the same manner the description or the means of verifying the identity of police officers authorised to cross the frontier.

Article 4.

Articles serving as evidence, together with stolen goods and money, including cattle of all kinds, shall be confiscated and returned to their owners after a brief enquiry to establish the ownership.

Article 5.

The present Convention shall not apply to political offenders.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée par les Parties contractantes conformément aux lois constitutionnelles de chacun des pays et les ratifications seront échangées à Lima dans le plus bref délai possible. Elle demeurera en vigueur trois mois après que l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention de la dénoncer.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, établie en double expédition, et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Santiago, le vingt-neuf avril mil neuf cent trente.

(L.S.) César A. ELGUERA.

(L.S.) Manuel BARROS C.

Article 6.

The present Convention shall be ratified by the Parties in accordance with the constitutional laws of their respective countries, and the ratifications shall be exchanged at Lima as soon as possible. It shall remain in force for three months from the date on which either of the Parties shall have notified the other of its intention to denounce it.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Convention in duplicate, at Santiago on April the twenty-ninth, nineteen hundred and thirty.

(L.S.) César A. ELGUERA.

(L.S.) Manuel BARROS C.

N° 2613.

ROUMANIE ET TURQUIE

Convention d'établissement, de commerce et de navigation, avec protocole de signature, signés à Ankara, le 11 juin 1929, avec annexes et protocole additionnel, signés à Ankara, le 9 juillet 1929.

ROUMANIA AND TURKEY

Convention regarding Establishment, Commerce and Navigation, with Protocol of Signature, signed at Ankara, June 11, 1929, with Annexes and Additional Protocol, signed at Ankara, July 9, 1929.

N° 2613. — CONVENTION¹ D'ÉTABLISSEMENT, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA ROUMANIE ET LA RÉPUBLIQUE TURQUE. SIGNÉE A ANKARA, LE 11 JUIN 1929.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, d'une part, et SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE d'autre part, animés du désir de régler les conditions d'établissement des ressortissants roumains en Turquie et des ressortissants turcs en Roumanie, ainsi que les relations de commerce et de navigation entre leurs deux pays respectifs ont résolu de conclure une Convention et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

Son Excellence M. Georges FILALITY, Grand' Croix de la Couronne de Roumanie, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Turquie ; et
M. Jean Gr. DIMITRESCO, directeur général du Commerce au Ministère du Commerce et de l'Industrie ;

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TURQUE :

Son Excellence ZÉKAI bey, ancien ministre, ambassadeur et député de Diyarbékir ;

Son Excellence Moustafa SÉREF bey, député de Bourdour ; et
Monsieur NOUMAN RIFAT bey, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en observant les lois et règlements du pays, entrer librement, voyager, séjourner et s'établir dans le territoire de l'autre, ou l'abandonner en tout temps sans être soumis à des restrictions, de quelque nature qu'elles soient, autres que celles auxquelles sont et seraient soumis les nationaux ou, s'il existe des dispositions spéciales pour les étrangers, les ressortissants de la nation la plus favorisée, sans préjudice toutefois des prescriptions de police concernant les étrangers.

Il est toutefois entendu que les dispositions ci-dessus ne portent aucune atteinte au droit reconnu à chacune des Hautes Parties contractantes de réglementer par une loi l'immigration.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 16 décembre 1930.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.No. 2613. — CONVENTION² BETWEEN ROUMANIA AND THE TURKISH REPUBLIC REGARDING ESTABLISHMENT, COMMERCE AND NAVIGATION. SIGNED AT ANKARA, JUNE 11, 1929.

French official text communicated by the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 14, 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, of the one part, and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC, of the other part, being desirous of determining the conditions under which Roumanian nationals may establish themselves in Turkey and Turkish nationals in Roumania, and also the relations between their two countries in respect of commerce and navigation, have decided to conclude a Convention and have appointed for this purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

His Excellency M. George FILALITY, Knight Grand Cross of the Crown of Roumania,
His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Turkey ; and
M. John Gr. DIMITRESCO, Director-General of Commerce at the Ministry of Commerce and Industry ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE TURKISH REPUBLIC :

His Excellency ZEKAI bey, Former Minister, Ambassador and Member of Parliament for Diarbekir ;
His Excellency Mustafa SEREF bey, Member of Parliament for Burdur ; and
NUMAN RIFAT bey, Under-Secretary of State at the Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall, subject to compliance with the laws and regulations of the country, have the right to enter the territory of the other Party freely, to travel, reside and establish themselves therein, or to depart at any time without being subject to any restrictions whatsoever other than those to which nationals are or may hereafter be subject, or, should special provisions dealing with foreign nationals exist, those to which the nationals of the most favoured nation are subject, without prejudice to any police regulations concerning foreigners.

It is understood, however, that the provisions above mentioned do not in any way affect the right acknowledged to both the High Contracting Parties of modification by immigration laws on this subject.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, December 16, 1930.

Article 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit d'interdire par mesures individuelles, soit à la suite d'une sentence légale, soit d'après les lois ou règlements sur la police des mœurs, la police sanitaire et la mendicité, soit pour des motifs de sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat, aux ressortissants de l'autre Partie, de s'établir ou de séjourner sur son territoire et de les expulser pour les motifs ci-dessus mentionnés.

L'autre Partie s'engage à accueillir de nouveau ses ressortissants et leurs familles ainsi expulsés si leur nationalité est certifiée par le consul compétent. Cette disposition ne s'applique pas aux personnes indésirables pour des raisons politiques.

Le transport des personnes expulsées jusqu'à la frontière ou jusqu'au port d'embarquement de la Partie qui prononce l'expulsion, sera à la charge de cette dernière.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre la liberté complète d'acquérir et de posséder toute sorte de biens mobiliers et immobiliers dont l'acquisition ou la possession est ou sera permise par les lois de l'autre Haute Partie contractante aux ressortissants du pays le plus favorisé. Ils pourront en disposer par vente, change, donation, mariage, testament ou de toute autre manière ou les acquérir par voie de succession sous les mêmes conditions que celles qui sont ou seront établies en ce qui concerne les ressortissants du pays étrangers le plus favorisé.

Ils ne pourront être assujettis dans aucun des cas prévus à l'alinéa précédent à des impôts, taxes ou charges de quelque nature que ce soit autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront applicables aux nationaux.

Il leur sera également permis d'exporter, en se conformant aux lois et règlements du pays, librement, leurs biens et leurs marchandises en général. Ils ne seront assujettis dans cette matière à aucune autre restriction ni à aucun droit autres ou plus élevés que ceux auxquels seraient soumis ou redevables en pareilles circonstances les ressortissants du pays le plus favorisé.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront sur le territoire de l'autre, dans les mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée et en se conformant aux lois et règlements du pays, le droit d'exercer toute sorte d'industrie et de commerce, ainsi que tout métier et profession dont l'exercice n'est pas ou ne serait pas, suivant la loi du pays, réservé aux nationaux.

Article 5.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer sur le territoire de l'autre, pour leurs personnes et pour leurs biens, ainsi que pour l'exercice de toute sorte de commerce, industrie, métier et profession, aucun impôt, taxes ou charges de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Néanmoins, en ce qui concerne les taxes « de séjour », ainsi que les taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront astreints en temps de paix comme en temps de guerre sur le territoire de l'autre, à aucun service militaire aussi bien

Article 2.

Each of the High Contracting Parties reserves the right to prohibit, in individual cases, nationals of the other Party from establishing themselves or residing within its territory, either under the order of a Court or in accordance with the laws and regulations relating to public morality, public health or mendicancy, or for other reasons affecting the internal or external safety of the State, and to expel them on these grounds.

The other Party undertakes at any time to receive back its nationals and their families who have thus been expelled, provided that their nationality is certified by the competent consul. This provision shall not apply to persons judged undesirable for political reasons.

Persons thus expelled shall be conveyed as far as the frontier or port of embarkation of the Party expelling them, at that Party's expense.

Article 3.

Nationals of either High Contracting Party shall have the right to acquire and possess all kinds of property, both movable and immovable, in the territory of the other Party, when such acquisition or possession is or may hereafter be permitted by the laws of the other High Contracting Party to nationals of the most favoured country. They may dispose of such property by sale, exchange, gift, marriage, testament or in any other manner, or acquire it by inheritance under the same conditions as those which are or may hereafter be laid down in respect of nationals of the most favoured foreign country.

In none of the above-mentioned cases shall they be subject to any taxes, charges or imposts of any description whatsoever other or higher than those which are or may be established in the case of nationals.

They shall also be allowed, provided they comply with the laws or regulations of the country, freely to export their property or their goods in general. They shall not be subject in respect of such export to any other restrictions or to any duties other or higher than those to which nationals of the most favoured country would be subject in similar circumstances.

Article 4.

Nationals of either High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, have the right, on the same conditions as nationals of the most favoured nation, and subject to compliance with the laws and regulations of the country, to engage in any kind of industry or commerce and to follow any trade or profession whatsoever, with the exception of occupations and professions which are or may hereafter be reserved for nationals by the law of the country.

Article 5.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall not be required to pay any charges, taxes or imposts of any kind whatsoever other or higher than those imposed upon the nationals of the country in respect of their persons or property, or for the exercise of any form of commerce, industry, trade or profession.

Nevertheless as regards "residence" taxes and charges levied in respect of the carrying out of police formalities, nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy the treatment granted to nationals of the most favoured nation.

Article 6.

Nationals of either High Contracting Party shall not be liable, either in time of peace or in time of war, in the territory of the other Party, to any military service, whether in the army,

dans l'armée de terre, la marine ou les forces aériennes que dans les gardes ou milices nationales, ni à aucune obligation ou charge remplaçant le service militaire.

Les ressortissants et sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis aux réquisitions militaires ou civiles autres que celles qui pourraient être imposées aux nationaux.

Ils en recevront le remboursement suivant la procédure prévue par la législation locale.

Article 7.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre libre accès aux tribunaux aux fins de poursuivre et défendre leurs droits sans autres conditions, restrictions ou taxes autres que celles imposées aux ressortissants nationaux, et jouiront, comme ceux-ci, de la liberté de choisir dans tous les procès, leurs avocats, avoués ou agents, parmi les personnes admises à l'exercice de ces professions selon les lois des territoires en question.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes jouiront, à charge de réciprocité sur le territoire de l'autre, de l'assistance judiciaire et de l'exemption de la caution *jucicatum solvi*.

Article 8.

Les sociétés par action et autres sociétés commerciales y compris les sociétés industrielles, financières, les compagnies d'assurances et de transport qui ont leur siège sur le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y existent régulièrement d'après les lois de cette dernière seront reconnues par l'autre Partie comme existant régulièrement pourvu qu'elles n'y poursuivent pas un but illicite.

Lesdites sociétés pourront, en se soumettant aux lois et règlements de l'autre pays, qui sont ou seront en vigueur, et lorsque la législation de celui-ci prévoit l'obligation d'une autorisation, après obtention de ladite autorisation, s'établir sur le territoire de ce pays, y créer des filiales, succursales ou agences et y ester en justice comme demandeur ou défendeur.

L'activité desdites sociétés constituées sous la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, en tant qu'elle s'exerce sur le territoire de l'autre, sera soumise aux lois et règlements de celle-ci.

Pour tout ce qui concerne la protection légale ou judiciaire de leurs biens, elles jouiront dans le second pays du même traitement que les sociétés nationales.

Lesdites sociétés ainsi que leurs filiales, succursales et agences ne seront pas soumises, sur le territoire du second pays, en ce qui concerne les droits, taxes et impôts à une charge fiscale plus élevée que celle supportée par les sociétés nationales de même nature, pour autant que les lois du pays le permettent ; sauf les taxes et les charges afférentes à l'obtention des actes d'autorisation et d'enregistrement des sociétés étrangères.

Toutefois, cette disposition ne pourra pas être invoquée par l'une des Parties contractantes ni pour demander le bénéfice des exonérations d'impôts accordées à des établissements fondés par l'Etat, à des sociétés dans lesquelles l'Etat se trouve intéressé, ou bien à des concessionnaires d'un service public, ni pour réclamer un traitement plus favorable que celui qu'elle accorderait elle-même aux sociétés de l'autre Partie.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, le revenu ou les bénéfices, chacune des Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre selon la nature des impôts qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investi sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

D'autre part, à condition de réciprocité, en se soumettant aux lois du pays et sous réserve des restrictions prévues par la législation du pays, les sociétés de chacune des Parties contractantes pourront acquérir sur le territoire de l'autre, toute espèce de biens meubles et immeubles nécessaires

navy or air force or in the national guard or militia, or to any obligation or payment which replaces such service.

Nationals and companies of either of the High Contracting Parties shall in no case be liable to military or civil requisitions other than those which may be imposed on nationals.

They shall receive compensation for the same in accordance with the procedure provided for by local legislation.

Article 7.

Nationals of each of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts in the territory of the other Party for the purpose of claiming and defending their rights, without being subject to any other conditions, restrictions or taxes than those imposed on nationals of the country, and shall have the same freedom as the latter to choose their advocates, solicitors or agents for any case from among the persons allowed to exercise such professions under the laws of the territories in question.

Subject to reciprocity, nationals of each of the two Contracting Parties shall be entitled to legal assistance in the territory of the other Party and shall be exempt from security for costs

Article 8.

Joint stock companies and other commercial companies, including industrial and financial companies, insurance companies and transport undertakings, which have their seat in the territory of one of the Contracting Parties and have been regularly incorporated therein in accordance with the laws of that country shall be recognised by the other Party as having a legal existence in its territory, provided that their purpose is not an illicit one.

The said companies may, provided they comply with the laws and regulations which are or may hereafter be in force in the other country, and, when the legislation of that country makes a permit compulsory, after obtaining the said permit, establish themselves in the territory of the said country and set up subsidiary establishments, branches or agencies and may appear before the courts, either as plaintiffs or defendants.

The activities of the said companies which are incorporated under the legislation of one of the High Contracting Parties shall in so far as exercised on the territory of the other Party be subject to the laws and regulations of the latter.

Such companies shall be entitled to the same treatment as national companies in the second country in respect of legal and judicial protection for their property.

The aforesaid companies and their subsidiary establishments, branches and agencies shall not be liable in the territory of the second country, so far as concerns duties, taxes and imposts, to fiscal burdens which are higher than those borne by national companies of the same nature, in so far as the laws of the country allow. This shall not apply to duties and charges connected with the obtaining of documents of authorisation and registration for foreign companies.

This provision may not, however, be invoked by one of the Contracting Parties as giving the right to claim any exemption from taxation which may be granted to establishments set up by the State, to companies in which the State has an interest, or to persons holding concessions in respect of public services, nor may a Contracting Party claim, by reason of the said clause, a treatment more favourable than that which it grants itself to companies of the other Party.

In respect of taxation assessed on capital, income or profits, each of the Contracting Parties shall only impose taxation on companies of the other Party, according to the nature of the tax, on the basis of that part of the company's capital which has been invested in its territory, of the property which it owns there, of the profits which the company makes there, or of the company's turnover in the said country.

Furthermore, subject to reciprocity, and provided they comply with the laws of the country, and also subject to the restrictions provided for by the legislation of the country, the companies of each Contracting Party may acquire in the territory of the other Party all kinds of property,

au fonctionnement de la société, étant entendu que, dans ce cas, l'acquisition n'est pas l'objet même de la société.

Lesdites sociétés ne peuvent pas concentrer leurs opérations principales visées par leurs statuts sur le territoire de l'une des Parties contractantes sans avoir demandé et acquis la nationalité de cette dernière.

Les filiales et succursales des banques étrangères ayant leurs sièges centraux dans le pays dont elles relèvent ne sont pas visées par l'alinéa précédent.

Article 9.

Il est convenu qu'aucune des Parties contractantes ne pourra invoquer le bénéfice résultant de la clause de la nation la plus favorisée énoncée aux articles précédents pour réclamer en faveur de ses ressortissants des droits autres ou plus étendus que ceux accordés par elle-même aux ressortissants de l'autre Partie contractante.

Article 10.

Il ne sera maintenu ni établi par chacune des deux Parties contractantes aucune prohibition ni restriction relative à l'importation ou à l'exportation et au transit d'une marchandise quelconque originaire du territoire de l'autre Partie ou destinée à y être exporté si ladite prohibition ou restriction ne s'applique pas dans les mêmes conditions, aux marchandises similaires, s'il en existe, en provenance de n'importe quel autre pays ou destinée à y être exportées.

Toutefois, les Parties contractantes sont d'accord pour reconnaître que les catégories suivantes de prohibition ou restrictions d'importation ou d'exportation ne sont pas interdites à la condition qu'elles ne soient pas appliquées de manière à constituer un moyen de discrimination arbitraire entre les pays étrangers se trouvant en conditions identiques :

1° Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique.

2° Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires.

3° Prohibitions ou restrictions d'importation des armes, des munitions et du matériel de guerre.

4° Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles.

5° Prohibitions ou restrictions à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique.

6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres.

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires.

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle d'Etat.

Il est entendu que les Parties contractantes auront le droit d'appliquer les prohibitions ou restrictions à des produits favorisés par des primes, des subventions ou de toute autre façon, soit ouvertement, soit clandestinement.

both movable and immovable, which is necessary to the company's business, on condition that in such cases the acquisition of property is not the main object of the company.

Such companies may not concentrate the main operations provided for in their statutes in the territory of one of the Contracting Parties without having applied for and obtained the nationality of the said Party.

The previous paragraph shall not apply to the subsidiary establishments and branches of foreign banks having their headquarters in the country to which they belong.

Article 9.

It is agreed that neither Contracting Party may invoke the most-favoured-nation clause referred to in the foregoing Articles as a reason for claiming on behalf of its nationals, rights other or more extensive than those which it grants itself to nationals of the other Contracting Party.

Article 10.

Neither of the two Contracting Parties shall establish or maintain any prohibitions or restrictions on the importation or exportation or on the passage in transit of any goods whatsoever originating in the territory of the other Party or intended for export thereto, unless the said prohibition or restriction is applicable under the same conditions to similar goods, if any, coming from any other country or intended for export to any other country.

The Contracting Parties agree however that the following categories of import or export prohibitions are not forbidden on condition that they be not applied in such a manner as to constitute a means of arbitrary discrimination as between foreign countries when conditions are identical :

- (1) Prohibitions or restrictions concerning public safety.
- (2) Prohibitions or restrictions ordered with a view to safeguarding morals or for humanitarian reasons.
- (3) Prohibitions or restrictions in respect of the import of arms, ammunition or war material.
- (4) Prohibitions or restrictions ordered as a health measure or for the protection of animals or plants against diseases, noxious insects and parasites.
- (5) Export prohibitions or restrictions for the purpose of safeguarding national architectural, historical or archæological treasures.
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, specie, paper money and securities.
- (7) Prohibitions or restrictions for the purpose of extending to foreign production the régime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of similar national products.
- (8) Prohibitions and restrictions applied to products which are, or may hereafter be the subject of a State monopoly or monopolies exercised under State control within the country so far as the production of or trade in such products is concerned.

It is understood that the Contracting Parties shall have the right to impose prohibitions or restrictions on products which gain an advantage by the granting of bounties or subsidies or which are given special privileges in any way, either openly or secretly.

Article 11.

Les produits naturels ou fabriqués originaires de Roumanie ne pourront être soumis à leur importation en Turquie en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficients de majoration ou tout autre droit ou charge quelconque, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé, quelle que soit leur appellation régionale.

De même les produits naturels ou fabriqués originaires de Turquie ne pourront être soumis à leur importation en Roumanie en ce qui concerne les droits de douane, les surtaxes et coefficient de majoration ou tout autre droit ou charges quelconques, à un traitement moins favorable que celui qui est accordé ou qui pourrait être accordé à l'avenir aux produits similaires du pays le plus favorisé, quelle que soit leur appellation régionale.

Article 12.

A l'exportation vers la Roumanie, il ne sera perçu en Turquie et à l'exportation vers la Turquie il ne sera perçu en Roumanie d'autres droits ni des droits plus élevés de sortie ou taxes d'autre nature que ceux qui sont ou seront perçus à l'exportation des mêmes produits vers le pays le plus favorisé à cet égard.

L'assurance du traitement sur le pied d'égalité avec un pays tiers s'étend à la manière de percevoir les droits d'importation et d'exportation, à la mise des marchandises dans les entrepôts des douanes, aux redevances et formalités douanières, au traitement et à l'expédition en douane des marchandises importées, exportées ou passant en transit.

Article 13.

Le traitement sur le pied d'égalité avec un tiers Etat ne sera pas applicable :

1^o Aux faveurs accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic frontalier avec les pays limitrophes dans une zone s'étendant à 15 kilomètres des deux côtés de la frontière.

2^o Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière, conclue ou à conclure avec un ou plusieurs pays.

3^o Aux avantages et faveurs spéciaux existant ou à établir dans l'avenir en matière de tarifs douaniers, entre la Turquie et les pays qui se sont détachés de l'Empire ottoman en 1923.

Article 14.

Chacune des Parties contractantes pourra exiger, pour établir le pays d'origine des produits importés, la présentation par l'importateur d'un certificat d'origine constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationale dudit pays, ou qu'il doit être considéré comme tel, étant donné qu'il y a subi une transformation ou une opération motivées pour des raisons économiques et conformément à la législation du pays exportateur.

Les certificats d'origine, établis selon les modèles annexés à la présente convention (annexe A), seront délivrés soit par les Chambres de Commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par tout organe ou groupement que le pays destinataire aura agréé.

Les colis postaux ne seront pas assujettis aux certificats d'origine s'il ne s'agit pas d'envoi revêtant un caractère commercial.

Article 11.

Natural or manufactured products originating in Roumania may not be subjected on import into Turkey, so far as concerns Customs duties, surtaxes or coefficients of increase or any other duty or charge whatsoever, to a treatment less favourable than that which has been or may hereafter be granted to similar products of the most favoured nation, whatever their appellation of origin.

Likewise natural or manufactured products originating in Turkey may not be subject on import into Roumania, so far as concerns Customs duties, surtaxes or coefficients of increase or any other duty or charge whatsoever, to a treatment less favourable than that which has been or may hereafter be granted to similar products of the most favoured nation, whatever their appellation of origin.

Article 12.

No other or higher export duties or charges than those which are or may hereafter be levied in respect of the export of like products to the most-favoured country in that respect may be levied in Turkey in respect of export to Roumania or in Roumania in respect of export to Turkey.

Treatment on a footing of equality with a third country extends to the method of collecting duties on imports and exports, to the storing of merchandise in Customs warehouses, Customs dues and formalities, to the treatment and sending off in the Customs of goods imported, exported or passing in transit.

Article 13.

Treatment on terms of equality with a third State may not be claimed in respect of :

(1) Privileges which are or may hereafter be granted by one of the Contracting Parties in respect of frontier traffic with neighbouring countries over an area extending fifteen kilometres on either side of the frontier.

(2) Special privileges resulting from any Customs union which has been or may hereafter be concluded with one or more countries.

(3) Special advantages and privileges which are or may hereafter be established in respect of Customs tariffs between Turkey and countries detached from the Ottoman Empire in 1923.

Article 14.

Either Contracting Party may, in order to establish the country of origin of the products imported, require the production by the importer of a certificate of origin, stating that the article imported is the national produce or manufacture of the said country, or that it should be so considered, having regard to the transformation or manipulation due to economic considerations, which it has undergone therein in accordance with the legislation of the exporting country.

Certificates of origin, prepared according to the model annexed to the present Convention (Annex A), shall be issued either by the Chambers of Commerce and Industry to which the consignor belongs, or by the Customs authorities, or by any organ or body which the country of destination may have accepted.

Certificates of origin shall not be required for postal packets if no transactions of a commercial character are involved.

Article 15.

Pour les marchandises, dont les Hautes Parties contractantes font dépendre le traitement à leur importation de certaines conditions relatives à la composition, au degré de pureté, à la qualité, l'état sanitaire, à la zone de production ou d'autres conditions analogues, les deux gouvernements examineront ensemble si les formalités de contrôle à la frontière ne pourraient être simplifiées par la production d'un certificat délivré par les autorités compétentes du pays d'exportation.

Article 16.

Le régime de l'importation, du transit, du transbordement et du passage des animaux sera déterminé par les exigences d'ordre sanitaire vétérinaire, conformément aux lois de police sanitaire vétérinaire de chaque pays.

A cet effet, les deux Parties contractantes procéderont à la conclusion d'un accord réglant le régime de l'importation et du transit des animaux et des produits d'animaux.

Article 17.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de l'Etat, des provinces, départements et communes qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre, d'une manière plus forte que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, que ceux de la nation la plus favorisée.

Article 18.

Les négociants, fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation délivrée par les autorités compétentes de leur pays qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce et leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement soit par des voyageurs à leur service, de faire l'achat dans les territoires de l'autre Partie contractante chez les négociants ou producteurs ou dans leurs locaux de vente publique de marchandise faisant l'objet de leur trafic en se conformant aux lois et règlements du pays. Ils pourront également prendre des commandes chez les négociants et autres personnes qui, dans leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant aux échantillons offerts. Ils pourront aussi transporter avec eux ou se faire envoyer des échantillons ou modèles. Pour aucune de ces opérations ils n'auront besoin d'une autorisation spéciale et ne seront soumis de leur chef à aucune taxe ou redevance, à condition toutefois, qu'ils n'importent avec eux ou se fassent envoyer que des échantillons ou modèles et non des marchandises destinées à la vente. Comme échantillons ou modèles sont considérés tous objets représentatifs d'une marchandise déterminée, sous la double réserve, d'une part, que lesdits objets soient susceptibles d'être dûment identifiés lors de la réexportation, d'autre part, que les objets ainsi importés ne représentent pas des quantités ou valeurs telles que, dans leur ensemble, ils n'auraient plus le caractère usuel d'échantillons.

La carte de légitimation devra être établie conformément au modèle de l'annexe B. Les Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer ces cartes ainsi que les dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Il est entendu, toutefois, que les voyageurs de commerce mentionnés ci-dessus n'auront pas le droit de conclure des marchés pour des commerçants ou industriels autres que ceux visés dans leur carte.

A l'exception des marchandises prohibées à l'importation, les objets, passibles d'un droit de douane ou de toute autre taxe qui seront importés comme échantillons ou modèle seront à charge

Article 15.

In the case of goods the treatment of which on import is made dependent by the High Contracting Parties on certain conditions connected with their composition, degree of purity, quality, sanitary condition, zone of production, or other similar circumstances, the two Governments shall jointly examine the question whether the formalities connected with control at the frontier could not be simplified by means of the production of a certificate issued by the competent authorities of the exporting country.

Article 16.

The régime for import, transit, transshipment and passage of animals shall be determined in accordance with veterinary requirements, in compliance with the laws for veterinary police in each country.

For this purpose the two Contracting Parties shall proceed to conclude a special agreement regulating the régime for import and transit of animals and animal products.

Article 17.

Internal duties levied on behalf of the State, or of the provinces, departments or communes, which are or may hereafter be imposed on the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties shall not for any reason be made severer in respect of the products of the other Party than in respect of native products of the same kind, or, failing such, than in respect of similar products of the most favoured nation.

Article 18.

Merchants, manufacturers and other business men of either Contracting Party who prove, by producing an identity card issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country, and that they pay therein the legally established taxes and imposts, shall have the right, either in person or through travellers in their employ, to make purchases of the goods in which they deal in the territory of the other Contracting Party from merchants or producers, or in public places of sale, provided that they comply with the laws and regulations of the country. They may also take orders from merchants and other persons who in their trade or industry use goods corresponding to the samples offered. They may likewise carry samples or patterns with them, or have them sent. The activities enumerated in this paragraph shall not require any special permit or render them liable to any further tax or duty provided, however, that they only import with them, or have sent to them, samples or patterns and not goods for sale. All articles representative of a specified commodity shall be considered as samples or patterns provided, first, that the same articles can be satisfactorily identified on re-exportation, and, secondly, that the quantity or value of the articles imported taken as a whole is not such that they can no longer, in accordance with commercial practice, be regarded as samples.

The identity card shall be drawn up in accordance with the model given in Annex B. The Contracting Parties shall communicate to each other the names of the authorities competent to issue these cards and the regulations which commercial travellers must observe in conducting their business.

It is understood, however, that the aforesaid commercial travellers shall not be entitled to conclude sales for any merchants or business men other than those named on their cards.

With the exception of goods the importation of which is prohibited, articles liable to Customs duty or to any other charge, imported as samples or patterns, shall, conditionally on re-exportation,

de réexportation de part et d'autre admis en franchise provisoire de droit d'entrée et de sortie aux conditions suivantes :

A. En faisant leur déclaration en douane, ces voyageurs présenteront avec trois copies une liste descriptive certifiée par les autorités douanières du pays d'exportation indiquant en détail les échantillons ou modèles importés par eux. S'ils ne sont pas munis de la liste descriptive ils présenteront, en faisant leur déclaration, une liste en trois exemplaires indiquant en détail les échantillons ou modèles.

Les autorités douanières du pays d'importation pourront réclamer la traduction de la liste dans la langue du pays.

B. Afin que les échantillons ou modèles puissent être identifiés lors de leur réexportation, ceux-ci seront dans le pays d'exportation estampillés ou scellés à la cire ou au plomb selon le genre et la forme des objets. Les autorités douanières de chaque Partie s'engageront, réciproquement et officiellement, les spécimens et empreintes de ses estampilles et sceaux, pour assurer la vérification de l'authenticité des signes apposés sur les échantillons. Lorsque l'apposition de marques serait impossible ou présenterait des inconvénients, l'identification par voie de photographie, dessins ou descriptions complètes et détaillées sera admise. Toutefois, les autorités douanières du pays d'importation pourront pourvoir ces échantillons de signes supplémentaires aux frais des intéressés, dans tous les cas où lesdites autorités le jugeront indispensable à la garantie de l'identité de ces échantillons lors de leur réexportation.

Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Si les échantillons ou modèles ne sont pas munis de signes apposés aux pays d'exportation, les autorités douanières du pays d'importation apposeront des signes nouveaux.

C. Après la présentation à la douane par l'importateur de la liste descriptive ou de la déclaration des échantillons il sera procédé à la visite douanière, et si la liste ou la déclaration correspond aux échantillons, et les signes y apposés sont en règle, les droits de douane de chacun de ces échantillons et les taxes de consommation, s'il y a lieu, seront établis et le montant de ces droits et taxes sera versé en dépôt, soit en espèces, soit par une garantie jugée suffisante par les autorités compétentes du pays d'importation. Les dispositions concernant la garantie seront réglées par les gouvernements respectifs d'après leurs propres législations. Les frais de pesage et autres seront définitivement payés et la liste descriptive ou un des exemplaires de la déclaration, dûment légalisés par les autorités douanières, sera remis à l'importateur.

Toutefois, l'importateur, au lieu de faire calculer et de déposer les droits de chacun des échantillons, selon les articles du tarif y afférent, aura le droit d'effectuer ces droits sur l'échantillon soumis aux taux le plus élevé au tarif, pour la totalité des échantillons.

Les autorités douanières seront tenues d'adhérer à cette proposition.

D. Les échantillons ou modèles importés de cette manière seront retournés dans un délai d'un an au pays d'exportation ou bien réexportés dans un pays quelconque soit par la douane d'entrée soit par une autre. Le délai d'un an peut être prolongé le cas échéant, par l'autorité douanière du pays d'importation.

E. La liste descriptive ou la déclaration et les échantillons ou modèles à réexporter seront présentés par l'intéressé à la douane et celle-ci, après contrôle, effectuera sans retard et contre reçu le remboursement intégral des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution qui garantit le paiement de ces droits. Ce remboursement ou cette libération ne s'effectuera que pour les échantillons ou modèles réexportés. Les droits de douane consignés pour les échantillons ou modèles non réexportés, après l'expiration du délai prévu ci-haut ou vendues sur place seront portés au crédit de l'administration ou perçus des garants si une caution a été admise.

F. Le remboursement des droits consignés à l'entrée ou la libération de la caution pourront être effectués par tous les bureaux douaniers situés aux frontières ou par ceux à l'intérieur du pays qui auront reçu les attributions nécessaires à cet effet.

be admitted on both sides provisionally free of import and export duties, subject to the following conditions :

A. When making their Customs declaration the said travellers shall produce a descriptive list certified by the Customs authorities of the exporting country and containing full particulars of the samples or patterns imported by them, together with three copies of this document. If they have not such a descriptive list in their possession, they shall, when making their declaration, present another list in triplicate which shall give full particulars of the samples or patterns.

The Customs authorities of the importing country may require a translation of the permit in the language of their country.

B. To enable samples or patterns to be identified on re-exportation they must be stamped or sealed in the exporting country according to their nature and form. The Customs authorities of each Party shall officially send to each other models of these stamps and seals to enable the authenticity of the marks affixed to the samples to be verified. When the affixing of such marks is impossible or liable to cause inconvenience, identification by means of photographs, sketches or a full and detailed description shall be permitted. The Customs authorities in the importing country may, however, place additional marks on these samples at the expense of the persons concerned in all cases in which they consider this indispensable for ensuring the identification of the samples on re-exportation.

Except in the last case, Customs inspection shall be confined to identifying the samples and determining the amount of any duties and charges to which they may be liable.

If the samples or patterns do not bear marks affixed in the exporting country, new marks shall be affixed by the Customs authorities of the importing country.

C. After the descriptive list or the samples declaration has been presented to the Customs authorities by the importers, the Customs inspection shall take place, and if the list or declaration corresponds with the samples and if the marks affixed thereto are in order, the Customs duty on each of these samples and the consumption taxes, if any, shall be determined and the amount of such duties and taxes deposited either in cash or in the form of such security as the Customs authorities of the importing country may consider adequate. The provisions in regard to this security shall be laid down by the respective Governments in accordance with their own legislation. Weighing and other charges shall be finally defrayed, and the descriptive list or one of the copies of the declaration, duly endorsed by the Customs authorities, shall be returned to the importer.

Instead, however, of depositing the duty on each of the samples calculated according to the corresponding rates in the tariff, the importer may pay duty on the whole of the samples at the rate of the sample assessed most highly.

The Customs authorities shall be bound to agree to this proposal.

D. Samples or patterns imported in this manner shall be returned within one year to the exporting country, or re-exported to another country, either through the Customs house of entry or through another Customs house. This period of one year may be extended, if necessary, by the Customs authorities of the importing country.

E. The descriptive list or declaration, together with the samples or patterns to be re-exported, shall be presented to the Customs authorities by the party concerned, and the former shall, after verification, refund without delay (against receipt) the whole of the duties deposited on entry, or provide for the release of any other security for the payment of these duties. Such refund or release shall apply only to samples or patterns which are re-exported. Customs duties held as a deposit for samples or patterns which are not re-exported on the expiry of the period allowed under D or which are sold within the country, shall finally accrue to the Customs administration or shall be collected from the guarantors if guarantee has been allowed.

F. The refund of the duties deposited on importation or the release of the security may be effected at any Customs office at the frontier or at any Customs office in the interior authorised for the purpose.

Les Parties contractantes se communiqueront les listes des bureaux auxquels lesdites attributions auront été conférées.

Le principe du traitement sur le pied d'égalité avec tout Etat tiers reste d'ailleurs réciproquement sauvegardé quant aux dispositions de cet article. Les dispositions de cet article ne seront pas applicables au colportage, aux commerce et industrie ambulants et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni commerce ni industrie, chacune des deux Hautes Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 19.

Les deux Parties contractantes s'accorderont réciproquement la liberté du transit à travers leur territoire et elles s'engagent à ne percevoir, de ce chef, aucun droit de transit.

En général, les deux Parties contractantes se conformeront, quant au transit, aux dispositions contenues dans le Statut faisant partie intégrante de la Convention ¹ sur la liberté du transit, signée à Barcelone, le 20 avril 1921.

Article 20.

Les produits du sol et de l'industrie de l'un des pays contractants importés dans le territoire de l'autre après avoir transité par le territoire d'un ou de plusieurs pays tiers ne seront pas soumis à leur importation, à des droits de douane ou à des redevances autres ou plus élevés que s'ils avaient été importés directement de leur pays d'origine.

Cette disposition s'applique aussi bien aux marchandises en transit direct qu'aux marchandises après transbordement ; réemballage ou entreposage.

Article 21.

Les deux Parties contractantes se garantissent dans leurs rapports réciproques en matière de tarifs de chemins de fer et nolis le traitement de la nation la plus favorisée, en se déclarent d'accord pour ne faire aucune discrimination en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les impôts publics relatifs aux transports ferroviaires et maritimes dans le trafic des voyageurs et leurs bagages ainsi que dans les envois des marchandises ou d'autres objets effectués dans les mêmes conditions pour la même direction et sur les mêmes parcours.

Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions tarifaires accordées aux œuvres de charité ou d'instruction publique, ni celles appliquées dans le cas d'une calamité.

Article 22.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes se rendant aux foires ou marchés à l'effet d'y exercer leur commerce, ne seront pas, sur le territoire de l'autre, traités d'une manière moins favorable que les nationaux, en tant qu'ils pourront présenter une carte d'identité, d'après le modèle C annexé à la présente convention, délivrée par les autorités du pays, dont ils sont ressortissants.

Seront admis en franchise de douane sous les conditions d'identification et de réexportation prévues pour les échantillons à l'article 18 de la présente convention, et le cas échéant, contre dépôt d'une garantie suffisante, les objets destinés aux foires, expositions ou concours.

Les dispositions de l'alinéa premier n'étant pas applicables aux industriels ambulants, non plus au colportage et à la recherche des commandes chez les personnes qui n'exercent ni industrie ni commerce, chacune des Parties contractantes se réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

The Contracting Parties shall communicate to each other a list of the offices to which the said authorisation has been given.

The provisions of the present Article shall not, in so far as either Party is concerned, affect the principle of treatment on terms of equality with any third State. The provisions of this Article shall not apply to pedlars and hawkers and to the soliciting of orders from persons who do not exercise any trade or industry, each of the two High Contracting Parties reserving full freedom to legislate with regard to such matters.

Article 19.

The two Contracting Parties grant each other freedom of transit through their territories and undertake not to levy any duty on such transit traffic.

In general, the two Contracting Parties shall comply in respect of transit questions with the provisions contained in the Statute which forms an integral part of the Convention¹ on Freedom of Transit signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article 20.

Products of the soil and industry of one of the Contracting Countries imported into the territory of the other after passing in transit through the territory of one or more third States shall not be subject, on importation, to Customs duties or to charges other or higher than if they had been imported direct from their country of origin.

This provision shall apply both to goods in direct transit and to goods passing in transit after transshipment, repacking or warehousing.

Article 21.

The two Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in their respective relations as regards railway tariffs and rates, and agree to make no discrimination in respect of consignment, transport rates and public taxes connected with railway and maritime traffic, this to apply to passenger traffic and passenger baggage and to consignments of goods or other articles carried under the same conditions, in the same direction and over the same routes.

The above provisions shall not apply to reductions of tariffs granted to charitable organisations or to organisations connected with public education nor to those which are granted in the case of a calamity.

Article 22.

Nationals of either Contracting Party travelling to fairs or markets for the purpose of carrying on trade therein shall not be treated less favourably in the territory of the other Party than nationals of the latter, provided that they can produce an identity card made out by the authorities of their country in accordance with model C annexed to the present Convention.

Subject to the conditions in respect of identification and re-export provided for in Article 18 of the present Convention, and if necessary subject to the deposit of adequate security, articles intended for fairs, exhibitions or competitions shall be admitted free of Customs duty.

The provisions of paragraph 1 shall not apply to itinerant traders and manufacturers nor to hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in trade or industry, each of the Contracting Parties reserving full legislative freedom in this respect.

¹ Vol. VII, page 11; Vol. XI, page 406; Vol. XV, page 304; Vol. XIX, page 278; Vol. XXIV, page 154; Vol. XXXI, page 244; Vol. XXXV, page 298; Vol. XXXIX, page 166; Vol. LIX, page 344; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXXIII, page 373; Vol. XCII, page 363; Vol. XCVI, page 181; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

Article 23.

Les ressortissants et sociétés de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans le territoire de l'autre les mêmes droits que les ressortissants ou sociétés de celle-ci en ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique ou de commerce, les noms commerciaux à condition d'observer les modalités prescrites par la loi.

Article 24.

Chacune des Parties contractantes s'engage, sous condition de réciprocité, à assurer aux navires de l'autre, un traitement égal à celui de ses propres navires dans ses ports maritimes, en ce qui concerne la liberté d'accès du port, son utilisation, et la complète jouissance des commodités qu'elles accorde à la navigation, aux opérations commerciales pour les navires, leurs cargaisons et leurs passagers, aux facilités de chargements et de déchargements ainsi qu'aux droits et taxes de toute nature, perçus au nom ou pour le compte du gouvernement, des autorités publiques, des concessionnaires ou établissements de toute sorte.

Article 25.

Les navires et bateaux portant le pavillon de l'une des Parties contractantes qui entreront dans un port de l'autre soit pour y composer ou compléter leurs chargements pour une destination étrangère, soit pour y déposer toute ou partie de leur cargaison apportée de l'étranger pourront, en se conformant aux lois et règlements des pays respectifs, conserver à bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port du même pays ou d'un port étranger et la réexporter sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis en pareil cas les navires nationaux.

Article 26.

Les armateurs, chargeurs, fréteurs et affréteurs, ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi que leurs représentants et agents seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions et payent les mêmes taxes que les nationaux, de toutes les installations et ouvrages des ports et leurs annexes, en tant que ces établissements ou institutions sont destinés à l'usage du public.

Article 27.

Les navires de l'une des Hautes Parties contractantes, contraints par la tempête ou par une avarie à chercher refuge dans un port de l'autre, seront autorisés à y procéder à leur réparation et à reprendre la mer, sans avoir à payer d'autres droits que ceux qui, dans les mêmes circonstances, seraient dus par les navires nationaux. Dans le cas où le commandant du navire en réparation se verrait contraint de disposer d'une partie de la cargaison pour subvenir aux frais, il sera tenu de soumettre aux prescriptions et aux tarifs en vigueur dans le lieu du refuge.

Article 28.

En cas de naufrage, échouement, avarie en mer ou relâche forcée d'un navire de l'une des Parties contractantes sur les côtes de l'autre, ce navire y jouira autant pour le bâtiment que pour la cargaison de la même protection et de la même facilité que la législation de chacun des pays

Article 23.

Nationals and companies of each of the High Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party the same rights as nationals or companies of the said Party in respect of patents of inventions, industrial or commercial trade-marks and trade names, on condition that they comply with the procedure prescribed by law.

Article 24.

Each of the two Contracting Parties undertakes, subject to reciprocity, to grant the vessels of the other Party the same treatment as that granted to its own vessels in its seaports, so far as concerns freedom of access to the port, use of the same, and full right to all facilities which it grants to navigation and commercial operations in respect of vessels, their cargoes and their passengers, and so far as concerns facilities for loading and unloading and dues and taxes of all kinds levied in the name or on behalf of the Government, public authorities, concessionnaires, or establishments of any kind.

Article 25.

Vessels and other craft flying the flag of one of the Contracting Parties, on entering the port of the other Party either to load or to complete cargo for a foreign port, or to unload the whole or part of their cargo which they have brought from foreign countries, may, provided that they comply with the laws and regulations of the countries in question, retain on board that part of their cargo which is consigned to another port of the same country or to a foreign port, and re-export the same without paying duties other than those to which national vessels are or may hereafter be liable under similar circumstances.

Article 26.

Shipowners, shippers, freighters and charterers who are nationals of one of the High Contracting Parties, and their representatives and agents, shall be entitled to make use on the territory of the other Party of all equipment and accommodation in the ports and their dependencies under the same conditions and on payment of the same fees as nationals, provided that such harbour establishments or institutions are intended for public use.

Article 27.

Vessels of one of the High Contracting Parties, which are forced through stress of weather or through damage to take refuge in a port of the other Party, are authorised to carry out repairs there and to put out again to sea without being obliged to pay dues other than those to which national vessels would be liable in similar circumstances. Should the master of the vessel undergoing repair be obliged to dispose of part of the cargo to meet the expenditure involved, he shall be obliged to comply with the regulations and tariff in force in the place in which his vessel has taken refuge.

Article 28.

If a vessel of one of the Contracting Parties should be wrecked, run aground, be damaged at sea, or compelled to put into harbour in the waters of the other Party, the vessel and her cargo shall enjoy the same protection and facilities as are in similar circumstances granted by the legisla-

respectifs accorde à ses propres navires en pareille circonstance. Il sera prêté toute aide et assistance au capitaine et à l'équipage, tant pour leurs personnes que pour le navire et sa cargaison. Les opérations relatives au sauvetage auront lieu conformément aux lois du pays. Tout ce qui aura été sauvé du navire et de la cargaison ou le produit de ces objets, s'ils ont été vendus, sera restitué aux propriétaires ou à leurs ayants droits, et il ne sera payé de frais de sauvetage plus forts que ceux auxquels les nationaux seraient assujettis en pareil cas.

Les Hautes Parties contractantes conviennent, en outre, que les marchandises sauvées ne seront soumises au paiement d'aucun droit de douane à moins qu'on ne les ait destinées à la consommation intérieure.

Article 29.

La nationalité des navires sera constatée, d'après les lois de l'Etat auquel le navire en question appartient, au moyen des titres et patentes se trouvant à bord et délivrés par les autorités compétentes de chaque pays.

Jusqu'à la conclusion d'un accord spécial pour la reconnaissance respective de certificats de jauge, les navires de chacune des deux Parties contractantes ne seront assujettis, dans les ports de l'autre, à aucune nouvelle opération de jeaugeage et le montant des droits et taxes de navigation à payer sera établi d'après les certificats de jauge délivrés par les autorités compétentes du pays dont les navires battent le pavillon.

Article 30.

Le régime du traitement national ou de celui de la nation la plus favorisée, ne s'étend pas :

- 1° A l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales des Hautes Parties contractantes.
- 2° A l'application des lois spéciales pour la marine marchande nationale en ce qui concerne les encouragements de l'industrie des constructions navales et à l'exercice de la navigation au moyen de primes et d'autres facilités spéciales.
- 3° Aux avantages accordés par l'Etat à ses propres navires exploités en régie ou en participation.
- 4° Aux privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique.
- 5° A l'exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime.

Article 31.

Les stipulations de la présente convention ne portent aucune atteinte aux dispositions générales et spéciales en vigueur régissant les fleuves internationaux, sous réserve que des dispositions ne constituent pas une discrimination quelconque pour les navires turcs.

Article 32.

Les stipulations de la présente convention ne seront applicables en aucune manière au cabotage qui continue à être régi par les lois qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays contractants.

Article 33.

Les dispositions de la présente convention ne s'appliquent nullement à la navigation dans les eaux intérieures.

tion of each of the respective countries to national vessels. All assistance and relief shall be given to the master and crew, both for themselves and for the vessel and her cargo. Salvage operations shall be carried out in accordance with the legislation of the country. All goods salvaged from the vessel and her cargo, or the proceeds of such goods if they are sold, shall be returned to the owners or other persons entitled thereto, and no salvage charges shall be levied higher than those to which nationals of the country would be liable in similar circumstances.

The High Contracting Parties furthermore agree that goods salvaged shall not be subject to any Customs duties unless they were intended for consumption within the country

Article 29.

The nationality of vessels shall be established in accordance with the laws of the State to which the vessel in question belongs, by means of the documents and certificates on board issued by the competent authorities of each country.

Pending the conclusion of a special agreement for the mutual recognition of tonnage certificates, the vessels of each of the two Contracting Parties shall not be subject in the ports of the other Party to any fresh tonnage measurement operations, and the amount of the navigation dues and taxes to be paid shall be fixed according to the tonnage certificates issued by the competent authorities of the country whose flag the vessel flies.

Article 30.

The régime of national or most-favoured-nation treatment shall not extend :

- (1) To the pursuit of fishing in the territorial waters of the High Contracting Parties ;
- (2) To the application of special laws dealing with the national merchant marine and relating to encouragement given by means of bounties and other special facilities to the shipbuilding industry and to the exercise of navigation ;
- (3) To privileges granted by the State to its own vessels wholly or partly managed by the Government ;
- (4) To privileges granted to yacht clubs and the like ;
- (5) To the performance of the maritime service of the ports, roadsteads and shores, including pilotage, towage, salvage and assistance at sea.

Article 31.

The provisions of the present Convention shall in no case affect the general and special provisions in force concerning international waterways, provided that the said provisions do not constitute any discrimination affecting Turkish vessels.

Article 32.

The provisions of the present Convention shall in no case apply to the coasting trade, which shall continue to be regulated by the laws which are or may hereafter be in force in each of the two Contracting countries.

Article 33.

The provisions of the present Convention shall in no case apply to navigation in inland waters.

Article 34.

La présente convention ainsi que ses annexes et le protocole de signature seront ratifiés et les lettres de ratification en seront échangées à Bucarest aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur trente jours après l'échange des ratifications.

La présente convention aura une durée de deux années à partir du jour de son entrée en vigueur.

Si sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes n'a pas eu lieu au moins six mois avant l'expiration dudit délai, la présente convention sera prorogée par tacite reconduction et restera encore en vigueur six mois à partir du jour de sa dénonciation.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Angora, le 11 juin mil neuf cent vingt-neuf.

Ad referendum,

(Signé) FILALITY.

(Signé) J. Gr. DIMITRESKO.

Ad referendum,

(Signé) ZEKAI.

(Signé) Mustafa SEREF.

(Signé) M. NUMAN.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la Convention d'établissement, de commerce et de navigation, les plénipotentiaires soussignés sont tombés d'accord pour faire la précision suivante :

Ad article 11.

Il est entendu que les raisins secs, de provenance turque, ne seront soumis en Roumanie aucun droit d'entrée, ni à aucune taxe ou charges de quelque nature que ce soit, supérieurs à ceux auxquels les mêmes produits de n'importe quel autre pays et spécialement les raisins secs de Corinthe, produits de la Grèce, sont ou seront soumis dans ce pays.

La Délégation roumaine déclare que le Gouvernement roumain prend l'engagement d'acheter une quantité de tabacs turcs non inférieure à cent mille kilogrammes, par an, dont la provenance sera établie par des certificats d'origine.

ANKARA, le 11 juin 1929.

(Signé) FILALITY.

(Signé) J. Gr. DIMITRESKO.

(Signé) ZEKAI.

(Signé) MUSTAFA SEREF.

(Signé) M. NOUMAN.

o

Article 34.

The present Convention and its annexes and the protocol of signature shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force thirty days after the exchange of ratifications.

The present Convention shall remain in force for two years from the date of its coming into force.

Unless it has been denounced by one of the High Contracting Parties six months before the expiry of the said period, the present Convention shall be prolonged by tacit agreement and shall remain in force until six months from the date of denunciation.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Ankara, June 11, one thousand nine hundred and twenty-nine.

Ad referendum

(Signed) FILALITY.

(Signed) J. Gr. DIMITRESCO.

Ad referendum.

(Signed) ZEKAI.

(Signed) Mustafa SEREF.

(Signed) M. NUMAN.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

At the moment of signing the Convention regarding establishment, commerce and navigation the undersigned Plenipotentiaries have agreed on the following :

ad Article 11.

It is understood that currants coming from Turkey shall not be liable in Roumania to any import duty or to any taxes or dues whatsoever higher than those to which the same products of any other country, particularly currants produced in Greece, are or may hereafter be liable in the said country.

The Roumanian Delegation hereby declares that the Roumanian Government undertakes to purchase not less than 100,000 kg. of Turkish tobacco yearly, the origin of which shall be proved by certificates of origin.

ANKARA, June 11, 1929.

(Signed) FILALITY.

(Signed) J. Gr. DIMITRESCO.

(Signed) ZEKAI.

(Signed) Mustafa SEREF.

(Signed) M. NUMAN.

ANNEXE A.

Modèle

CERTIFICAT D'ORIGINE

EXPÉDITEUR			RECEVEUR		
Nom			Nom		
Domicile			Domicile		
Rue			Rue		
Nombre des colis	Mode d'emballage	Marques Numéros	Poids brut et net (en kg.)	Voies d'expédition (chemins de fer, poste, bateaux)	Contenu

Il est certifié que les marchandises désignées ci-dessus
sont d'origine, le..... 19.....

(Désignation du Bureau compétent et signature.)

(Sceau.)

ANNEXE B.

NOM DE L'ÉTAT
(autorité de délivrance.)

CARTES DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.

Bon

N° de la carte

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte :

M.
Né à
demeurant à

ANNEX A.

Form of
CERTIFICATE OF ORIGIN.

CONSIGNOR			CONSIGNEE		
Name			Name		
Residing at			Residing at		
Street			Street		
Number of packages	Method of packing	Marks Number	Gross and net weight (in kg.).	Means of despatch (railway, post, ship, etc.)	Contents

Certified that the goods specified above have their commercial origin in, the 19.....

(Description of competent authority and signature.)

(Stamp)

ANNEX B.

NAME OF STATE
(Issuing Authority).

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

Available for twelve months, including the date of issue.

Valid in

No. of card

It is hereby certified that the holder of this card :

M.
born at.....
residing at

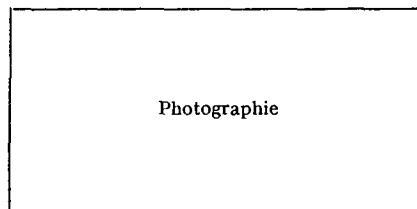
rue N°
 possède *)
 à
 sous la raison de commerce
 (ou est commis voyageur au service (de la maison)
 (des maisons)
 à
 qui possède (possèdent) *)
 sous la raison de commerce

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

Signature du chef de la (des) maison(s).

Signalement du porteur :

Age
 Taille
 Cheveux
 Signes particuliers



*) Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. — On ne doit remplir que la rubrique *) du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.

ANNEXE C.

CARTE DE LÉGITIMATION

pour des

VISITEURS DE FOIRES OU MARCHÉS.

Il est certifié que M.
 porteur de la présente carte, désirant se rendre avec ses marchandises aux foires et marchés en (pour les ressortissants roumains en Turquie, pour les ressortissants turcs en Roumanie), est domicilié à
 et qu'il est tenu d'acquitter les taxes et impôts légaux pour l'exercice de son commerce ou industrie.

Le présent certificat est valable pour un délai de mois.

(Lieu, date, signature, sceau de l'autorité qui a établi le certificat.)

Street No.
owns ¹
at
under the name of
.....
(or) is a commercial traveller in the employ of the firm(s) of
at
which own(s)
under the name of

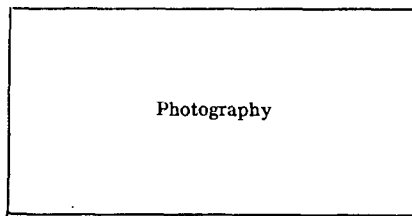
As the holder of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the above firm(s), it is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorised to exercise its (their) industry and trade at and pay(s) the statutory taxes for that purpose.

....., the 19.....

Signature of the Head of the firm(s).

Description of holder :

Age
Height
Hair
Special marks



Signature of holder :

¹ State nature of the factory or business.

N. B. — Only the first part of the form should be filled in in the case of the head of a commercial or industrial concern.

ANNEX C.

IDENTITY CARD

for

VISITORS TO FAIRS OR MARKETS.

It is certified that M.
holder of this card, proceeding with his goods to the fairs and markets in
(insert "Turkey" in the case of Roumanian nationals and "Roumania" in the case of Turkish
nationals) resides at
and that he is bound to pay the statutory taxes and duties in respect of his business.

The present certificate is valid for a period of..... months.

(Place, date, signature and stamp of the issuing authority.)

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Les plénipotentiaires des Parties contractantes sont convenus de préciser dans le présent protocole qui sera annexé et fera partie intégrante de la Convention d'établissement de commerce et de navigation, signée à Ankara le 11 juin 1929, leur accord sur les points suivants :

1^o Les deux Parties contractantes continueront, comme par le passé, à jouir de la faculté de pouvoir réclamer la légalisation par leurs représentants diplomatiques ou consulaires, des certificats d'origine prévus à l'article 14 de la convention précitée.

2^o Les Parties contractantes reconnaissent que la Convention¹ d'établissement signée à Lausanne le 24 juillet 1923 et devant expirer à la date du 6 août 1931, cessera de produire ses effets en ce qui concerne leurs rapports réciproques, à partir du jour de l'entrée en vigueur de la Convention d'établissement de commerce et de navigation du 11 juin 1929 dont ce protocole fait partie.

Fait à Ankara, le 9 juillet 1929.

(Signé) FILALITY.

(Signé) ZEKAI.

Pour copie conforme, :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères :*

G. G. Mironescu.

¹ Vol. XXVIII, page 151; et vol. XXXVI, page 179, de ce recueil.

ADDITIONAL PROTOCOL.

The Plenipotentiaries of the Contracting Parties have agreed to signify in the present Protocol, which shall be annexed to, and shall form an integral part of, the Convention regarding Establishment, Commerce and Navigation, signed at Ankara on June 11, 1929, their agreement on the following points :

(1) The Contracting Parties shall continue as in the past to have the right to require legalisation by their diplomatic or consular representative of the certificates of origin provided for in Article 14 of the above-mentioned Convention.

(2) The Contracting Parties agree that the Convention¹ on Conditions of Residence, and Business, signed at Lausanne, on July 24, 1923, which is due to expire on August 6, 1931, shall cease to have effect so far as concerns their mutual relations as from the date of the coming into force of the Convention regarding Establishment, Commerce and Navigation of June 11, 1929, of which the present Protocol forms a part.

Done at Ankara, July 9, 1929.

(Signed) FILALITY.

(Signed) ZEKAI.

¹ Vol. XXVIII, page 151; and Vol. XXXVI, page 179, of this Series.

N° 2614.

**ALLEMAGNE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention comportant règlement
uniforme de la procédure de
fermeture douanière applicable
aux bateaux de l'Elbe. Signée à
Hambourg, le 27 juin 1930.

**GERMANY
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding Uniform Customs Sealing Regulations for Elbe Shipping. Signed at Hamburg, June 27, 1930.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 2614. — ÚMLUVA¹ MEZI NĚMECKOU ŘÍŠÍ A ČESKOSLOVENSKOU REPUBLIKOU O JEDNOTNÉM CELNÍM ZÁVĚROVÉM ŘÁDU PRO LABSKÉ LODI. PODEPSANA V HAMBURKU DNE 27. CERVNA 1930.

Textes officiels allemand et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 14 février 1931.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ a NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT, přejíce si vytvořiti jednotný celní závěrový řád pro labské lodi k ulehčení lodní dopravy, jmenovali k tomu cíli svými zmocněnci :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Odborového přednostu v ministerstvu financí MARTINCE ;

NĚMECKÝ ŘÍŠSKÝ PRESIDENT :

Ministerského ředitele v říšském ministerstvu financí tajného finančního radu HOSSFELD-A,

Kteří, sdělivše si navzájem své plné moci, jež shledali v dobré a náležité formě, dohodli se takto :

Článek 1.

Pro celní propouštění lodí pod prostorovým závěrem bude platiti na Labi, jeho přítocích a s ním souvisejících vodních cestách na území obou smluvních stran přiložený « Celní závěrový řád pro labské lodi ».

Článek 2.

Uznávací listy (§§ 15 až 17) a připouštěcí listy (§ 19), vydané úřady celní správy jedné smluvní strany podle ustanovení celního závěrového řádu pro labské lodi, budou uznávány úřady celní správy druhé smluvní strany bez újmy ustanovením § 25 celního závěrového řádu.

Článek 3.

Odebrání připouštěcího listu (§ 23) úřady celní správy jedné smluvní strany bude uznáváno úřady celní správy druhé smluvní strany rovněž pro ně za závazné.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin, le 24 janvier 1931.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

Nr. 2614. — ABKOMMEN¹ ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICH UND DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK ÜBER EINE EINHEITLICHE ZOLLVERSCHLUSSORDNUNG FÜR ELBESCHIFFE. GEZEICHNET IN HAMBURG, AM 27. JUNI 1930.

German and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 14, 1931.

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK und DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT, von dem Wunsch geleitet, zur Erleichterung des Schiffsverkehrs eine einheitliche Zollverschlussordnung für Elbeschiffe zu schaffen, haben zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DER PRÄSIDENT DER TSCHECHOSLOWAKISCHEN REPUBLIK :

Den Sektionschef im Finanzministerium MARTINEC,

DER DEUTSCHE REICHSPRÄSIDENT :

Den Ministerialdirigenten im² Reichsfinanzministerium Geheimen Finanzrat HOSSFELD

Die nach gegenseitiger Mitteilung ihrer in guter und gehöriger Form gefundenen Vollmachten folgendes vereinbart haben :

Artikel 1.

Für die Zollabfertigung unter Raumverschluss soll auf der Elbe, ihren Nebenflüssen und den mit ihr zusammenhängenden Wasserstrassen im Gebiet beider vertragschliessenden Teile die anliegende „Zollverschlussordnung für Elbeschiffe“ gelten.

Artikel 2.

Die von den Zollbehörden des einen vertragschliessenden Teils auf Grund der Bestimmungen der Zollverschlussordnung für Elbeschiffe ausgestellten Anerkennnisse (§§ 15 bis 17) und Zulassungsscheine (§ 19) werden von den Zollbehörden des anderen vertragschliessenden Teils unbeschadet der Bestimmung des § 25 der Zollverschlussordnung anerkannt werden.

Artikel 3.

Die Entziehung eines Zulassungsscheins (§ 23) durch Zollbehörden eines der vertragschliessenden Teile wird von den Zollbehörden des anderen vertragschliessenden Teils als auch für sie verbindlich anerkannt werden.

¹ The exchange of ratifications took place at Berlin, January 24, 1931.

Článek 4.

Smluvní strany budou působiti k tomu, aby jejich úřady celní správy a celní úředníci přesně dbali ustanovení celního závěrového řádu pro labské lodi a zejména postupovali při provádění ustanovení obsažených v §§ 15 až 19, 23 a 24 co nejpečlivěji.

Článek 5.

Ministři financí smluvních stran oznámí si vzájemně úřady celní správy, jež jsou oprávněny k vydávání uznávacích listů (§ 15) a přípouštěcích listů (§ 19).

Článek 6.

Ministři financí smluvních stran se zmocňují, aby se spolu přímo dohodli o změnách závěrového řádu pro labské lodi, jež by podle nabytých zkušeností považovali za účelné.

Článek 7.

Tato úmluva bude ratifikována. Ratifikační listiny budou co nejdříve vyměněny v Berlíně.

Úmluva nabude účinnosti čtrnáctého dne po výměně ratifikačních listin. Může býti vypověděna se šestiměsíční lhůtou.

Úmluva jest sepsána ve dvou prvopisech v československém a německém jazyku. Každá ze smluvních stran obdrží jeden prvopis. Československé znění i německé znění jsou právně rovnocenná.

Čemuž na důkaz podepsali zmocněnci obou stran tuto úmluvu.

Dáno v Hamburku dne 27. června 1930.

(L. S.) Emil MARTINEC.

CELNÍ ZÁVĚROVÝ ŘÁD PRO LABSKÉ LODI.**§ 1.**

1. Kdo žádá, aby bylo zboží podléhající celnímu dozoru při dopravě na Labi, jeho přítocích a s ním souvisejících vodních cestách propuštěno pod lodním závěrem, musí se vykázati těmito listinami o připuštění k této výhodě :

- a) uznávacím listem o spůsobilosti lodi pro závěr (§ 15) a
- b) osvědčením o osobním připuštění lodaře (§ 19).

2. K propuštění pod lodním závěrem smějí býti připuštěna jen plavidla určená k dopravě zboží, jejichž způsob stavby a závěrové zařízení vyhovují ustanovením obsaženým v §§ 2 až 14

Artikel 4.

Die vertragschliessenden Teile werden darauf hinwirken, dass ihre Zollbehörden und Zollbeamten die Bestimmungen der Zollverschlussordnung für Elbeschiffe genau beachten und insbesondere bei der Durchführung der in den § 15 bis 19, 23 und 24 enthaltenen Bestimmungen mit aller Sorgfalt verfahren.

Artikel 5.

Die Finanzminister der vertragschliessenden Teile werden sich die zur Ausstellung von Anerkennnissen (§ 15) und von Zulassungsscheinen (§ 19) befugten Zollbehörden gegenseitig mitteilen.

Artikel 6.

Die Finanzminister der vertragschliessenden Teile werden ermächtigt, Änderungen der Verschlussordnung für Elbeschiffe, die sie nach den gemachten Erfahrungen für zweckmässig erachten sollten, unmittelbar miteinander zu vereinbaren.

Artikel 7.

Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald als möglich in Berlin ausgetauscht werden.

Das Abkommen tritt am vierzehnten Tage nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft. Es kann mit einer Frist von sechs Monaten gekündigt werden.

Das Abkommen ist in doppelter Urschrift in tschechoslowakischer und in deutscher Sprache verfasst. Jeder der vertragschliessenden Teile erhält eine Urschrift. Der tschechoslowakische und der deutsche Wortlaut ist in gleicher Weise massgebend.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten dieses Abkommen unterzeichnet.

Geschehen in Hamburg am 27. Juni 1930.

(L. S.) HOSSFELD.

ZOLLVERSCHLUSSORDNUNG FÜR ELBESCHIFFE.

§ 1.

1. Wer bei Beförderung unter Zollüberwachung stehender Waren auf der Elbe, ihren Nebenflüssen und den mit ihr zusammenhängenden Wasserstrassen die Abfertigung unter Schiffsverschluss begehrt, hat sich durch folgende Urkunden über die Zulassung zu dieser Begünstigung auszuweisen :

- a) Ein Anerkennnis über die Verschlussfähigkeit des Schiffes (§ 15) und
- b) Eine Bescheinigung über die persönliche Zulassung des Schiffseigners (§ 19).

2. Zur Abfertigung unter Schiffsverschluss dürfen nur für die Warenbeförderung bestimmte Wasserfahrzeuge zugelassen werden, deren Bauart und Verschlusseinrichtung den in den §§ 2 bis 14 enthaltenen Bestimmungen entsprechen.

I. VŠEOBECNÁ USTANOVENÍ O TOM, JAK MAJÍ BÝTI ZÁVĚROVÉ LODI STAVĚNY.

§ 2.

Lodi nesmějí míti ani tajných prostor ani vchodů, jež by nebylo možno při vnější prohlídce ihned zpozorovati. Vnější lodní stěny, pokud slouží k uzavření skladních prostor, musí býti z těsně sroubeného dřeva nebo ze snýtovaných plechů.

§ 3.

1. Stěny (přepážky) dělící skladní prostory, jež mají býti uzavřeny, od kajut a ostatních lodních prostor musí býti zhotoveny z plechu, jehož jednotlivé listy musí býti snýtovány a s lodním tělesem tak spojeny, aby nemohly býti od něho odděleny bez zřejmých stop. Takovými plechovými stěnami musí býti odděleny od závěrových prostor též prostory (stožárové tuleje), v nichž jsou zapuštěny pohyblivé stěžně. Dveře nebo jiné otvory, jež by vedly z kajutních místností přímo do skladních prostor, nejsou přípustny.

2. U dřevěných lodí mohou býti přepážky z prken, jež jsou stejně vysoká jako lodní těleso a s ním pevně spojena. Kromě toho musí býti každé prkno připevněno nýty alespoň k jednomu železnému pásu, jehož konce jsou přinýtovány k lodní stěně.

§ 4.

1. Skoby, oka, hřeby, nýty, svorky, šrouby, svorníky a pod., použité na vnější straně lodi, musí býti v závěrovém prostoru tak zajištěny (ohnuty, roznýtovány, zašroubovány a pod.), aby nemohly býti zvenčí odstraněny bez zřejmých stop.

2. Kloubů nebudiž pokud možno používáno. Kolíčky kloubů musí býti svařeny s vnějšími okraji kloubového pásu. Jen střední jazýček kloubu smí býti otáčivý a musí býti taktéž svařen. Není dovoleno, aby kloubové kolíčky byly na konci toliko roznýtovány nebo zašroubovány.

3. Železné součástky potřebné k závěru, jako tyče, oka, skoby, klouby atd., nesmějí býti natřeny barvou, dehtem ani lakem, nýbrž musí býti ponechány tak, jak byly vykovány; jest však dovoleno natřít tyto železné součástky průhlednou fermeží, aby nerezavěly.

§ 5.

1. Pumpy, jeřáby, větrací roury, potrubí, mříže a pod. v závěrových prostorech, na jejich stěnách nebo na palubě musí býti upevněny tak, aby byla zajištěna bezpečnost závěru a aby bylo vyloučeno vyjmutí tato zařízení bez patrných stop.

2. Pumpy a jeřáby, jež lze vyjímati, musí býti odděleny od závěrových prostor železným nebo dřevěným pažením, jež musí býti zařízení podle ustanovení § 3.

I. ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN ÜBER DIE BAUART DER VERSCHLUSSCHIFFE.

§ 2.

Die Schiffe dürfen weder geheime Räume noch solche Zugänge, die bei der äusseren Besichtigung nicht sofort wahrgenommen werden können, besitzen. Die äusseren Schiffswände müssen, soweit sie zur Abschlüssung der Warenräume dienen, aus dicht verzimmertem Holz oder vernieteten Metallplatten bestehen.

§ 3.

1. Die Wände (Schotten), welche die unter Verschluss zu setzenden Laderäume von den Kajüten und übrigen Räumen des Schiffes trennen, sind aus Blech herzustellen, dessen einzelne Tafeln miteinander vernietet und mit dem Schiffskörper so verbunden sein müssen, dass eine Trennung von diesem nicht möglich ist, ohne sichtbare Spuren zu hinterlassen. Durch derartige Wände aus Blech sind auch die Räume, in denen sich bewegliche Maste befinden (Köcher), von den Verschlussräumen zu trennen. Türen und sonstige Öffnungen, welche aus den Kajütenräumen unmittelbar in die Laderäume führen, sind nicht gestattet.

2. Bei Holzschiffen können die Schotten aus verzimmerten Planken bestehen, die die gleiche Höhe wie der Schiffskörper haben und mit ihm fest verbunden sind. Ausserdem muss jede Planke durch Nieten an mindestens einem Eisenbände befestigt sein, dessen Enden an die Schiffswand angenietet sind.

§ 4.

1. Die an der Aussenseite des Schiffes angebrachten Krampen, Ösen, Nägel, Nieten Klammern, Schrauben, Bolzen und dergleichen sind im Verschlussraume so zu sichern (umzubiegen, zu vernieten, zu verschrauben oder dergleichen), dass ihre Entfernung von aussen nicht möglich ist, ohne sichtbare Spuren zu hinterlassen.

2. Scharniere sind nach Möglichkeit zu vermeiden. Die Scharnierstifte müssen mit den äusseren Seiten des Scharnierbandes verschweisst sein. Nur die mittlere Zunge des Scharniers darf drehbar und muss gleichfalls geschweisst sein. Scharnierstifte, die nur durch Vernietung oder Verschraubung der Enden des Stiftes gehalten werden, sind nicht zulässig.

3. Die zum Verschlusse erforderlichen Eisenteile, wie Stangen, Ösen, Krampen, Scharniere usw., sind ohne Anstrich mit Farbe, Teer oder Lack zu lassen und in dem Zustande zu erhalten, in welchem sie sich nach erfolgter Schmiedung befunden haben; doch ist es gestattet, diese Eisenteile zur Verhütung des Rostens mit einem durchsichtigen Firnis zu überziehen.

§ 5.

1. Pumpen, Krane, Lüftungsrohre, Rohrleitungen, Gitter oder dergleichen, die in den Verschlussräumen, an deren Wänden oder auf dem Verdeck angebracht sind, müssen so befestigt sein, dass die Verschlussicherheit gewährleistet und es ausgeschlossen ist, diese Vorrichtungen ohne Hinterlassung sichtbarer Spuren herauszunehmen.

2. Aushebbare Pumpen und Krane sind von den Verschlussräumen durch eine eiserne oder hölzerne Verschalung zu trennen, die nach den Bestimmungen des § 3 eingerichtet sein muss.

II. ZVLÁŠTNÍ USTANOVENÍ.

A. PRO LODI S PEVNOU PALUBOU.

§ 6.

1. Paluba musí býti s lodním tělesem tak sroubena, sklínována, snýtována nebo jinak pevně spojena, aby se bez porušení některé části lodního tělesa nebo paluby nemohlo vstoupiti do uzavřených závěrových prostorů. Části spojující palubu s lodním tělesem budtež toliko uvnitř závěrového prostoru ; jejich sešroubování, snýtování, sklínování a pod. budiž provedeno způsobem předepsaným v § 4.

2. Kromě příkrovů nakládacích otvorů nesmí míti paluba jiných pohyblivých částí ; paluba musí býti nerozlučně spojena s postranními stěnami a smí tvořiti toliko jediný celek, jenž jest pevně spojen hřeby, nýty, šrouby a pod. s vnitřními žebry, palubními trámy a příčnými přepážkami.

§ 7.

1. Otvory, vedoucí do závěrových prostor, musí býti opatřeny pevně zasazenými otvorovými rámy a mohou býti uzavřeny snímatelnými víky nebo otáčivými dveřmi. Železná víka nebo železné dveře musí býti ze silného železného plechu, též z vlnitého plechu, a musí býti zhotoveny z jednoho kusu nebo z kusů spolu snýtovaných. Jsou-li tato víka nebo dveře zhotoveny z prken, musí býti budto opatřeny na vnitřní straně svlaky anebo jednotlivá prkna musí býti na vnitřní straně přinýtována k jednomu nebo k několika železným pásům upevněným přes celé víko tak, aby žádné prkno nemohlo býti vtlačeno nebo vysunuto.

2. Lodi, jimiž se dopravuje zboží, jež se snadno zapalí, na př. obilí, sušené ovoce atd., mohou míti otvory uzavřené — místo víky a dveřmi — mříží z drátěného pletiva zasazeného do dřevěného nebo železného rámu. Vlákna pletiva nesmí býti od sebe vzdálena více než 25 mm a drát musí býti alespoň 2 mm silný. Drátěné pletivo musí býti s rámem tak snýtováno nebo jinak spojeno, aby je nebylo možno bez patrných stop sejmuti.

3. Otvorové rámy, do nichž se vkládají otvorová víka nebo otvorové mříže, musí míti drážku, do níž tato víka nebo mříže tak zapadnou, že nemohou býti na žádnou stranu posunuty. Otvorová víka a otvorové mříže, přesahující otvorové rámy, musí míti na vnitřní straně výstupky zachycující za otvorový rám a zabraňující vysunutí.

§ 8.

1. Zařízení sloužící k uzavření otvorů musí býti upraveno tak, aby bez patrných stop nebylo lze prohnouti, zvednouti nebo vysunouti otvorová víka, otvorové dveře nebo otvorové mříže.

2. Aby bylo možno uzavřiti jednotlivá otvorová víka, dveře nebo mříže, budtež zřízena na otvorových rámech, jakož i na otvorových víkách, dveřích nebo mřížích oka, jimiž se prostrčí železné závěrové tyče nebo železné pásy nebo ocelová lana, anebo budtež na otvorových víkách, dveřích nebo mřížích upevněny petlice, které se zavěsí na oka otvorových rámu a uzavrou prostrčenými železnými tyčemi nebo pásy nebo ocelovými lany.

II. BESONDERE BESTIMMUNGEN.

A. FÜR SCHIFFE MIT FESTEM VERDECK.

§ 6.

1. Das Verdeck muss mit dem Schiffskörper so verzimmert, verbolzt, vernietet oder sonst fest verbunden sein, dass ohne Zerstörung eines Teiles des Schiffskörpers oder des Verdecks der Zutritt in den unter Verschluss stehenden Verschlussraum nicht möglich ist. Die Verbindungsstücke zwischen Deck und Schiffsrumpf sind nur im Innern des Verschlussraumes anzubringen; die Verschraubungen, Vernietungen, Verbolzungen und dergleichen sind in der im § 4 vorgeschriebenen Weise vorzunehmen.

2. Ausser den Bedeckungen der Ladeluken darf das Deck keine anderen beweglichen Teile enthalten; es muss mit den Seitenwänden in untrennbarer Verbindung stehen und darf nur einen einzigen zusammenhängenden Teil bilden, der mit den innenliegenden Rippen, Deckbalken und Querschotten durch Nägel, Nieten, Schrauben usw. unbeweglich verbunden ist.

§ 7.

1. Die zu den verschliessbaren Räumen führenden Luken müssen fest eingebaute Lukenrahmen haben und können durch abhebbare Deckel oder drehbare Türen verschlossen werden. Eisendeckel oder Eisentüren müssen aus starkem Eisenblech, auch Wellblech, bestehen und aus einem Stück oder aus miteinander vernieteten Stücken hergestellt sein. Sind diese Deckel oder Türen aus hölzernen Brettern hergestellt, so müssen sie entweder an der Innenseite mit Querleisten verzahrt oder jedes einzelne Brett muss an der Innenseite mit einem oder mehreren über den ganzen Deckel befestigten eisernen Bändern vernietet sein, sodass ein Einbiegen oder Auswuchten eines der Bretter unmöglich ist.

2. Bei Schiffen, die zum Dumpfigwerden neigende Waren, z. B. Getreide, gedörrtes Obst usw. führen, können die Luken — anstatt mit Deckeln und Türen — mit Gittern aus Drahtgeflecht in hölzernem oder eisernem Rahmen geschlossen werden. Die die Maschen bildenden Drähte dürfen nicht mehr als 25 mm voneinander entfernt sein und ihre Stärke soll mindestens 2 mm betragen. Das Drahtgeflecht muss mit dem Rahmen derart vernietet oder sonst verbunden sein, dass es ohne Hinterlassung sichtbarer Spuren nicht herausgenommen werden kann.

3. Lukenrahmen, in die die Lukendeckel oder Lukengitter eingelegt werden, müssen Falze tragen, in die die Lukendeckel oder Lukengitter so hineinpassen, dass sie nach keiner Seite verschoben werden können. Lukendeckel oder Lukengitter, die über den Lukenrahmen hinausragen, müssen auf der Innenseite mit gegen den Lukenrahmen anstossenden Klappen versehen sein, um eine Verschiebung zu verhindern.

§ 8.

1. Die Einrichtungen zum Verschliessen der Luken müssen so beschaffen sein, dass ein Ausbiegen, Ausheben oder Herausschieben der Lukendeckel, Lukentüren oder Lukengitter nicht möglich ist, ohne sichtbare Spuren zu hinterlassen.

2. Zum Verschliessen einzelner Lukendeckel, -türen oder -gitter sind entweder die Lukenrahmen, sowie Lukendeckel, -türen oder -gitter mit Ösen zu versehen, durch die eiserne Verschlussstangen oder Eisenschienen oder Stahldrahtseile gesteckt werden, oder es sind an Lukendeckeln, -türen oder -gittern Überfälle anzubringen, die über am Lukenrahmen befindliche Ösen gezogen und mittels eiserner Verschlussstangen oder Eisenschienen oder Stahldrahtseilen geschlossen werden.

3. K uzavření několika vedle sebe ležících vík jest použití nejméně dvou dostatečně silných železných tyčí nebo pásů, položených přes otvorová víka a spojených s otvorovým krytem podle odstavce 2.

§ 9.

1. U nádržových lodí smějí býti jednotlivé nádrže mezi sebou spojeny. Otvory vedoucí do nádrží (nakládací otvory, průlezy atd.) jest uzavíratí železnými víky. Nádržová potrubí musí býti zřízena tak, aby jejich určení a spojení bylo možno snadno rozpoznati. Tato potrubí musí býti pro závěrové zařízení tak upravena, aby řádné použití závěrového zařízení bylo možno zajistiti celními závěrkami na kohoutech, ventilech, záklopkách, přírubách atd.

2. Veškerá potrubí i se spojovacími kusy, ventily a přírubami musí býti z tvrdého kovu ; používati měkkého kovu, jako olova a pod., není přípustno.

B. PRO LODI S ROZBĚRNÝM KRYTEM.

§ 10.

Je-li rozběrný kryt opatřen postranními prkny (boční kryt), musí býti tato prkna spojena se sloupky pokrovu tak, aby nemohla býti zvenčí uvolněna.

a) *Lodi se zařízením na stykové trámký.*

§ 11.

1. Krycí prkna téhož krytu musí býti stejně dlouhá jako prkna bočního krytu a musí býti opatřena na vnitřní straně lištou, zamezující posouvání prken po krokvích. Každé prkno musí přesahovati spodní prkno alespoň o 2 cm, nejhořejší pak krycí prkno (příklop) obě spodní prkna stejnou měrou.

2. Prkna krytu, jež dosahují k volnému prostoru a přiléhají k některému jeho vchodu, musí býti opatřena na vnější straně přinýtovanými úhelníky, jež se zachytí stykovým trámkem a tím se znemožní vysunutí prkna pod těmito trámký, ohraničujícími po obou stranách volný prostor.

3. Stejně budtež zabezpečena krycí prkna dosahující k ochozu ; také tu mohou býti konce příslušných stykových trámků zajištěny podle ustanovení § 12, odst. 3 a 4.

4. Je-li příklop upevněn kloubovým pásem, budiž opatřen drážkou, do níž pá, tvořící závěr, musí přesně zapadat.

§ 12.

1. Prkenný kryt musí býti opatřen stykovým trámkem v místě, kde se stýká s nejbližším krytem, kterýžto stykový trámek přiléhá spodní hranou přesně na krycí prkna, ležící na krokvích krytu.

2. Stejný stykový trámek musí býti uprostřed každého prkenného krytu, aby se žádné prkno nemohlo vysunouti.

3. Zum Verschliessen mehrerer nebeneinanderliegender Lukendeckel sind mindestens zwei ausreichend starke Eisenstangen oder -schienen über die Lukendeckel zu legen und nach Abs. 2 mit dem Lukendach zu verbinden.

§ 9.

1. Bei Tankfahrzeugen dürfen die Tankräume unter sich verbunden sein. Die zu den Tankräumen führenden Öffnungen (Luken, Mannlöcher usw.) sind mit eisernen Deckeln zu verschliessen. Die Tankrohrleitungen sind so anzubringen, dass sich ihre Bestimmung und ihr Verlauf leicht erkennen lässt. Sie müssen für die Verschlussanlage so vorgerichtet sein, dass ihr ordnungsmässiger Gebrauch durch Zollverschlüsse an Hähnen, Ventilen, Schiebern, Flanschen usw. sichergestellt werden kann.

2. Sämtliche Rohrleitungen, einschliesslich der Verbindungsstücke, Ventile und Flanschen müssen aus hartem Metall bestehen; die Verwendung weicher Metalle wie Blei oder dergleichen ist unzulässig.

B. FÜR SCHIFFE MIT ABHEBBAREM DECK.

§ 10.

Ist das abhebbare Deck mit Seitenbrettern versehen (Seitendeck), so sind diese mit den Deckständern in eine von aussen nicht zu lösende Verbindung zu bringen.

a) *Schiffe mit Schandeckelvorrichtung.*

§ 11.

1. Die Deckbretter eines und desselben Deckstosses müssen dieselbe Länge wie die Bretter des Seitenanschlags haben und auf der Innenseite mit einer Leiste versehen sein, durch welche das Verschieben der auf die Decksparren aufgelegten Bretter verhindert wird. Jedes Brett hat das unterliegende Brett wenigstens 2 cm, das oberste Deckbrett (die Stülpe) beide darunter liegende Bretter in gleicher Weise zu überdecken.

2. Von den nach den Freiräumen auslaufenden Deckbrettern müssen diejenigen, welche auf einen Eingang zum Freiraum treffen, oberhalb mit angenieteten Winkeleisen derart versehen sein, dass der angenietete Winkelteil von dem Schandeckel überdeckt und dadurch ein Hervorziehen der Bretter unter den Freiraum beiderseits begrenzenden Schandeckeln unmöglich gemacht wird.

3. Gleiche Sicherungen sind bei den nach dem Gangborde auslaufenden Deckbrettern zu treffen; auch können hier die Enden der in Betracht kommenden Schandeckel entsprechend den Bestimmungen im § 12 Abs. 3 und 4 verblendet werden.

4. Dient zur Befestigung der Stülpe ein Scharnierband, so ist die Stülpe mit einem Falz zu versehen, in welchem das den Verschluss bildende Band genau passen muss.

§ 12.

1. Jeder Stoss Deckbretter muss bei seinem Zusammentreffen mit dem nächsten Stoss von einem Schandeckel überdacht werden, der an der unteren Seite genau an die auf den Decksparren aufliegenden Deckbretter anschliesst.

2. Ein gleicher Schandeckel ist in der Mitte eines jeden Stosses Bretter anzubringen, um die Verschiebung irgend eines Brettes unmöglich zu machen.

3. Přední a zadní dvojice stykových trámů ležících na přepážce, jež dělí obydlí mužstva od závěrové prostory, musí býti na své vnější straně upraveny tak, aby konce krycích prken ležících vespod i konce příklopu byly zakryty.

4. Upevnění tohoto zakrytí musí vyhovovati ustanovením § 4.

§ 13.

1. Stykové trámy budíž upraveny tak, aby ostatní závěrové části s nimi související byly pevně drženy.

2. Stykový trámek budíž opatřen na dolním konci hákem, jenž se zasune do oka přínýťovaného k lodnímu boku, hořejší část stykového trámku pak pásem posouvatelným v drážce. Tento pás, jakož i stykový trámek musí býti opatřeny dvěma výřezy, jimiž při přiložení trámku procházejí dva háky pevně zasazené do krytových krokví a sahající těsně nad pásy. Konec pásu, přesahující stykový trámek, musí býti opatřen petlicí nebo okem, jež zasahují do pásu protilehlého stykového trámku. Oka uzavrou se jednotlivě buďto celními olůvky, nebo se dá společné celní olůvko na železnou tyč protaženou více oky, kterážto tyč musí odpovídati ustanovením § 14, odst. 3.

b) Lodi se zařízením na hřebenový trám.

§ 14.

1. Lodi se zařízením na hřebenový trám musí míti podél skladních prostor na obou stranách ochozy a otvory jejich skladních prostor musí býti ohraničeny bočním nástavcem a koncovými štítovými paženími. Ochozy, boční nástavce a koncová pažení musí býti spojeny mezi sebou a s lodním tělesem v pevný nerozborný celek. Boční nástavce s odnímacích postranních stěn musí býti spojeny s lodním tělesem tak, aby toto spojení nebylo možno zvenčí uvolniti. Hřebenový trám musí býti na obou koncích spojen s některou součástí lodního tělesa tak, aby po přiložení celního závěru nemohl býti zvenčí odstraněn; příklop hřebenového trámu musí býti k němu připevněn nýty, šrouby a pod. tak, aby bez patrných stop nemohl býti odstraněn. Drážka pod tímto příklopem musí odpovídati přesně tloušťce dřevěných desek (odst. 2).

2. K přikrytí skladních prostorů jest použití dřevěných desek, které po zapadnutí do drážky hřebenového trámu a po uložení na boční nástavec tvoří úplně těsný a pevný kryt; jsou-li tyto desky složeny z několika prken, musí tato prkna býti spojena na vnitřní straně alespoň dvěma svlaky neb aspoň dvěma železnými pásy tak, aby vyhnutí nebo vysunutí jednotlivých prken nebylo možné. Jednotlivé dřevěné desky musí býti opatřeny vhodným zařízením (na př. na dolním konci výstupkem narázejícím na vnitřní stěnu bočního nástavce), aby po přiložení celního závěru nebylo možno je vysunouti nebo vyhnouti.

3. Pro závěr musí býti na každé desce podle toho, jak jest široká, jedna nebo více petlic o šířce nejméně 60 mm a na vnější straně bočního nástavce závěrová oka o šířce nejméně 75 mm, na něž se petlice zaklesnou. Závěrové tyče, jež se protahují závěrovými oky, musí býti z jednoho kusu a musí býti dostatečně silné. Spojení petlic s dřevěnými deskami, a jsou-li petlice složeny z více částí, spojení těchto částí mezi sebou nesmí býti na klouby. Závěrové zařízení musí býti upraveno tak, aby po prostrčení závěrových tyčí závěrovými oky nebylo možno jednotlivé desky zvednouti bez patrných stop.

3. Das vorderste und hinterste Paar der Schandeckel, welche auf die die Wohnräume der Mannschaft vom Verschlussraum trennenden Schottenwände zu liegen kommen, sind an ihrer Aussenseite dergestalt zu verblenden, dass die Enden der darunter liegenden Deckbretter und der Stülpe verdeckt werden.

4. Die Befestigung dieser Verblendung muss den in § 4 gegebenen Bestimmungen entsprechen.

§ 13.

1. Die Schandeckel sollen so eingerichtet sein, dass die mit ihnen verbundenen weiteren Verschlusssteile unverrückbar festgehalten werden.

2. Der Schandeckel ist auf seinem unteren Teil mit einem Haken, der in eine am Bordrand angenietete Öse eingehängt ist, der obere Teil des Schandeckels mit einer in einem Einschnitt beweglichen Schiene zu versehen. Sowohl die Schiene als auch der Schandeckel müssen mit zwei Ausschnitten, durch welche bei Anlegung des Schandeckels zwei in den Decksparren fest eingesetzte und unmittelbar über die Schienen herausgehende Haken durchgelassen werden, ausgestattet sein. Das über den Schandeckel hinausragende Ende der Schiene ist mit einem Überfall oder einer Öse, welche in die Schiene des gegenüberliegenden Schandeckels eingreifen, zu versehen. Die Ösen werden entweder durch Anlegung von Zollbleien einzeln verschlossen oder es wird ein gemeinsames Zollblei an einer durch mehrere Ösen geführten eisernen Verschlussstange angebracht, die den Bestimmungen des § 14 Abs. 3 entsprechen muss.

b) *Schiffe mit Scherstockvorrichtung.*

§ 14.

1. Schiffe mit Scherstockvorrichtung müssen längs der Laderäume an beiden Seiten mit Gangborden versehen, die Öffnungen ihrer Laderäume müssen durch Tennebäume (Setzborde) und Kopfstücke (Giebel) begrenzt sein. Gangborde, Tennebäume und Kopfstücke müssen unter sich und mit dem Schiffskörper in fester untrennbarer Verbindung stehen. Tennebäume aus abnehmbaren Seitenwänden sind in eine von aussen nicht zu lösende Verbindung mit dem Schiffskörper zu bringen. Der Scherstock muss an seinen beiden Enden mit einem Stück des Schiffskörpers so verbunden sein, dass er, sobald der Zollverschluss angelegt ist, von aussen nicht entfernt werden kann; die Scherstockkappe muss an dem Scherstock durch Niete, Bolzen oder dergleichen so befestigt sein, dass sie ohne sichtbare Spuren nicht gelöst werden kann. Der unter der Kappe liegende Falz des Scherstocks muss genau der Stärke der Holzplatten (Abs. 2) entsprechen.

2. Zum Zudecken der Laderäume sind Holzplatten zu verwenden, die, in den Falz des Scherstocks eingefügt und auf den Tennebaum aufgelegt, eine vollständig dichte und feste Bedachung bilden; sie müssen, wenn sie aus einzelnen Brettern bestehen, an der Innenseite durch mindestens 2 Querleisten oder mindestens 2 eiserne Bänder so zusammengehalten werden, dass ein Ausbiegen oder Auswuchten der einzelnen Bretter unmöglich ist. Die einzelnen Holzplatten müssen mit einer geeigneten Vorrichtung (z. B. am unteren Ende mit einer auf der Innenseite an den Tennebaum anstossenden Klampe) versehen sein, damit nach Anbringung des Zollverschlusses keinerlei Verschiebung oder Ausbiegung möglich ist.

3. Zur Verschlussung müssen an jeder Platte je nach ihrer Breite ein oder mehrere Überfälle in einer Stärke des Eisens von mindestens 60 mm und an der Aussenseite des Tennebaums entsprechende Verschlussösen von mindestens 75 mm Stärke angebracht sein, über welche die Überfälle gelegt werden. Die durch die Verschlussösen zu steckenden Verschlussstangen müssen aus einem Stück bestehen und ausreichend stark sein. Bei der Verbindung der Überfälle mit den Holzplatten und, falls die Überfälle aus mehreren Teilen bestehen, bei der Verbindung dieser Teile unter sich, dürfen Scharniere nicht verwendet werden. Die Verschlusseinrichtung muss so beschaffen sein, dass nach Durchführung der Verschlussstangen durch die Verschlussösen es unmöglich ist, die einzelnen Platten anzuheben, ohne sichtbare Spuren zu hinterlassen.

III. USTANOVENÍ O PŘIHLÁŠCE A PROHLÍDCE LODÍ A O VYDÁVÁNÍ UZNÁVACÍCH LISTŮ O SPŮSOBILOSTI K CELNÍMU ZÁVĚRU.

§ 15.

1. Kdo žádá za vydání uznávacího listu (§ 1, odst. 1 a)), musí prázdnou loď dodati v Československé republice některému přístavnímu celnímu úřadu ležícímu na Labi nebo na Vltavě, v Německé říši hlavnímu celnímu úřadu, v jehož obvodu jest labský přístav, a předložiti mu dvojmo tyto listiny :

a) Výkres lodi a závěrového zařízení v příčném a podélném řezu, jakož i v pohledu na palubu ; při nádržových lodích výkres lodi, z něhož musí býti patrný rozvod potrubí a závěrové zařízení ;

b) Popis obsahující bližší údaje o závěrových prostorách, jejich otvorech a dveřích, o způsobu stavby lodi, kajut a jiných prostor a o závěrovém zařízení.

2. Úřad celní správy prohlédne loď a prozkoumá podle předložených listin závěrové zařízení v přítomnosti loďaře nebo jeho zástupce a zjistí zejména, zda se stavba lodi shoduje svýkresem a popisem, zda vyhovuje předpisům tohoto řádu a zda umožňuje bezpečný prostorový závěr. Při tom může býti na útraty loďařovy přibrán odborník ve stavbě lodí. Nebyly-li shledány závady, vyhotoví úřad celní správy uznávací list o spůsobilosti lodi k celnímu závěru podle vzorce A a připevní k němu jedno vyhotovení výkresu a popisu i osvědčení o osobním připuštění loďařově (§ 19). Vůdce lodi jest povinen uschovávatí uvedené listiny v nepromokavé schráně na palubě lodi a předložiti je zaměstnancům úřadu celní nebo plavební správy k nahlédnutí, kdykoliv o to požádají.

§ 16.

1. Uznávací list o spůsobilosti lodi k celnímu závěru platí na dobu nejdéle pěti let ; před uplynutím této lhůty musí býti loď dodána československému přístavnímu celnímu úřadu nebo německému hlavnímu celnímu úřadu (§ 15, odst. 1) k nové prohlídce. Neshledá-li úřad celní správy při této prohlídce závad, potvrdí uznávací list a vyrozumí o tom zároveň úřad celní správy, který uznávací list vydal. Toto potvrzení, jakož i každé další platí opět na dobu pěti let.

2. Nebude-li úřad celní správy, který vykonal prvou prohlídku lodi, vyrozuměn o pozdější prohlídce lodi jiným úřadem celní správy, vyzve, uplynula-li doba platnosti uznávacího listu, loďaře, aby ve lhůtě, již mu stanoví, prokázal přezkoušení lodi. Nevyhoví-li loďař tomuto vyzvání, bude uznávací list o spůsobilosti lodi k závěru prohlášen za neplatný a vyrozumí se o tom jak loďař tak i všechny v úvahu přicházející československé přístavní celní úřady a německé hlavní celní úřady (§ 15, odst. 1).

§ 17.

1. Každá stavební změna skladních prostor nebo závěrového zařízení lodi musí býti hlášena nejbližšímu československému přístavnímu celnímu úřadu nebo německému hlavnímu celnímu úřadu dříve, než bude žádáno za další propouštění s prostorovým závěrem. K hlášení jest připojití

III. BESTIMMUNGEN ÜBER DIE ANMELDUNG UND BESICHTIGUNG DER SCHIFFE UND ÜBER DIE AUSSTELLUNG DER ANERKENNTNISSE ÜBER DIE ZOLLVERSCHLUSSFÄHIGKEIT.

§ 15.

1. Wer die Ausstellung eines Anerkenntnisses (§ 1 Abs. 1 a)) beantragt, hat das Schiff in unbeladenem Zustande in der Tschechoslowakischen Republik einem an der Elbe oder der Moldau gelegenen Hafenzollamt, im Deutschen Reich einem Hauptzollamt, in dessen Bezirk sich ein Elbehafen befindet, vorzuführen und folgende Schriftstücke in je zwei Ausfertigungen einzureichen :

a) Eine Zeichnung des Schiffes und der Verschlusseinrichtung sowohl im Quer- und Längsschnitt, als auch in der Deckansicht ; bei Tankschiffen eine Zeichnung des Schiffes, aus der der Verlauf der Rohrleitungen und die Verschlusseinrichtung ersichtlich ist ;

b) Eine Beschreibung, welche die näheren Angaben über die Verschlussräume, ihre Öffnungen und Türen, über die Bauart des Fahrzeuges, der Kajüten und sonstiger Räume sowie über die Verschlusseinrichtung enthält.

2. Die Zollbehörde nimmt die Besichtigung des Schiffes und die Prüfung der Verschlusseinrichtung auf Grund der vorgelegten Schriftstücke unter Zuziehung des Schiffseigners oder seines Vertreters vor und stellt insbesondere fest, ob die Bauart des Schiffes mit der Zeichnung und Beschreibung übereinstimmt, den Vorschriften dieser Ordnung entspricht und die Anlegung eines sicheren Raumverschlusses gestattet. Es kann hierbei auf Kosten des Schiffseigners ein Schiffsbaufachmann hinzugezogen werden. Ergeben sich keine Bedenken, so fertigt die Zollbehörde ein Anerkenntnis über die Zollverschlussfähigkeit des Fahrzeugs nach Muster A aus und verbindet mit diesem eine Ausfertigung der Zeichnung und Beschreibung sowie die Bescheinigung über die persönliche Zulassung des Schiffseigners (§ 19). Die angeführten Urkunden hat der Schiffsführer in einer wasserdichten Umschliessung an Bord des Fahrzeugs aufzubewahren und sie jederzeit den Bediensteten der Zoll- oder Schiffsbehörden auf Verlangen zur Einsicht vorzulegen.

§ 16.

1. Das Anerkenntnis über die Verschlussfähigkeit des Schiffes gilt für die Dauer von längstens fünf Jahren ; vor Ablauf dieser Frist ist das Schiff zur neuerlichen Besichtigung einem tschechoslowakischen Hafenzollamt oder einem deutschen Hauptzollamt (§ 15 Abs. 1) vorzuführen. Stellt die Zollbehörde bei dieser Besichtigung keine Anstände fest, so bestätigt sie das Anerkenntnis und verständigt gleichzeitig die Zollbehörde, die das Anerkenntnis ausgestellt hat. Sowohl diese als auch jede weitere Bestätigung gilt wiederum für die Dauer von fünf Jahren. 

2. Wird die Zollbehörde, die die erste Besichtigung des Schiffes durchgeführt hat, von der späteren Besichtigung des Schiffes durch eine andere Zollbehörde nicht verständigt, so fordert sie, wenn die Gültigkeitsdauer des Anerkenntnisses verflossen ist, den Schiffseigner auf, binnen einer festzusetzenden Frist die Nachprüfung des Schiffes nachzuweisen. Leistet der Schiffseigner dieser Aufforderung keine Folge, so wird das Anerkenntnis über die Verschlussfähigkeit des Schiffes für erloschen erklärt und hiervon sowohl dem Schiffseigner als auch allen in Betracht kommenden tschechoslowakischen Hafenzollämtern und deutschen Hauptzollämtern (§ 15 Abs. 1) Mitteilung gemacht.

§ 17.

1. Jede bauliche Veränderung der Laderäume oder der Verschlusseinrichtung des Fahrzeuges ist dem nächsten tschechoslowakischen Hafenzollamt oder deutschen Hauptzollamt und zwar bevor eine weitere Abfertigung unter Raumverschluss begehrt wird, anzuzeigen. Der Anzeiger

vysvětlující výkres a popis stavební změny dvojmo, jakož i listiny označené v § 15, odst. 2, poslední věta; zároveň musí býti loď — je-li to nutno, prázdná — dodána k prohlídce.

2. Nebudou-li shledány závady při zkoušení závěrového zařízení, potvrdí úřad celní správy na uznávacím listu, že lze loď bezpečně uzavřítí, připevní k uznávacímu listu jedno vyhotovení výkresu a popisu uvedeného v odst. 1 a vyrozumí zároveň úřad celní správy, který původně vydal uznávací list.

3. Budou-li shledány závady při prohlídce závěrového zařízení a neodstraní-li je loďař ve hůtě mu stanovené, zadrží úřad celní správy listiny označené v odst. 1 a zašle je s udáním závad úřadu celní správy, který původně vydal uznávací list.

§ 18.

1. Dříve než úřad celní správy loď celně uzavře, má zkoumati závěrové zařízení, pokud to stav lodního nákladu dovoluje.

2. Úřad celní správy, u něhož dojde k úplnému vyprázdnění všech závěrových prostor, jest oprávněn při této příležitosti zkoumati, zda-li lze loď bezpečně uzavřítí; shledá-li úřad celní správy závady a loďař nebo vůdce lodi odepře je odstraniti, má úřad uznávací list odebrati a zaslati jej s udáním závad úřadu celní správy, který jej vydal.

IV. USTANOVENÍ O PŘIPOUŠTĚNÍ LOĎAŘE K VÝHODĚ, ABY¹ JEHO LODI BYLY PŘIPOUŠTĚNY POD PROSTOROVÝM ZÁVĚREM.

§ 19.

1. Loďař, který chce svojí lodí dopravovati zboží podléhající celnímu dozoru pod prostorovým závěrem, musí si opatřiti připouštěcí list v Československé republice u okrskové celní správy, v Německé říši u hlavního celního úřadu, v jehož okrese jest labský přístav. Místní příslušnost úřadu celní správy řídí se podle bydliště loďařova nebo sídla podniku. Připouštěcí list vystaví se podle připojeného vzorce B.

2. Připouštěcí list jest odepřítí, jsou-li odůvodněné pochybnosti o důvěryhodnosti loďařově, zvláště byl-li na území jedné ze smluvních stran trestán pro celní trestný čin, pro zločin nebo pro trestný čin spáchaný ze ziskuchtivosti nebo byl-li mu připouštěcí list již jednou odebrán. Úřad celní správy jest však oprávněn za souhlasu příslušného úřadu celní správy druhé smluvní strany nepřihlížeti k překážkám, jsou-li pro to důvody hodné zřetele. K udělení souhlasu jest v Československé republice příslušna okrsková celní správa v Praze, v Německé říši president zemského finančního úřadu v Drážďanech.

3. Má-li loďař více lodí, vydá mu úřad celní správy pro každou loď zvláštní připouštěcí list.

§ 20.

Loďař, jemuž byl vydán připouštěcí list podle § 19, má tyto povinnosti :

a) K vedení lodi smí používati jen důvěryhodné osoby; osobě, jež byla trestána pro celní trestný čin, pro zločin nebo pro trestný čin spáchaný ze ziskuchtivosti, nesmí

sind eine erläuternde Zeichnung und Beschreibung der baulichen Veränderung in je zwei Ausfertigungen, sowie die im § 15 Abs. 2 letzter Satz bezeichneten Urkunden beizufügen; zugleich ist das Fahrzeug — soweit erforderlich in unbeladenem Zustande — zur Besichtigung vorzuführen.

2. Werden bei der Besichtigung der Verschlusseinrichtung keine Anstände gefunden, so bescheinigt die Zollbehörde auf dem Anerkenntnis die Verschlussicherheit des Schiffes, verbindet mit dem Anerkenntnis eine Ausfertigung der im Abs. 1 bezeichneten Zeichnung und Beschreibung und verständigt gleichzeitig die Zollbehörde, die das Anerkenntnis erstmalig ausgestellt hat.

3. Werden bei der Besichtigung der Verschlusseinrichtung Anstände festgestellt und vom Schiffseigner in der ihm festgesetzten Frist nicht beseitigt, so behält die Zollbehörde die im Abs. 1 bezeichneten Urkunden zurück und übersendet sie unter Angabe der Anstände der Zollbehörde, die das Anerkenntnis erstmalig ausgestellt hat.

§ 18.

1. Bevor die Zollbehörde das Schiff zollamtlich verschliesst, hat sie die Verschlusseinrichtung zu prüfen, soweit es der Beladungszustand des Schiffes gestattet.

2. Die Zollbehörde, bei der eine vollständige Entladung der Verschlussräume stattfindet, ist berechtigt, die Verschlussicherheit des Schiffes bei dieser Gelegenheit zu prüfen. Findet die Zollbehörde Anstände und verweigert der Schiffseigner oder Schiffsführer ihre Beseitigung, so hat sie das Anerkenntnis einzuziehen und es der Zollbehörde, die es ausgestellt hat, unter Angabe der Anstände zu übersenden.

IV. BESTIMMUNGEN ÜBER DIE ZULASSUNG DES SCHIFFSEIGNERS ZU DER VERGÜNSTIGUNG DER ABFERTIGUNG SEINER FAHRZEUGE UNTER RAUMVERSCHLUSS.

§ 19.

1. Der Schiffseigner, der auf seinem Schiff unter Zollaufsicht stehende Waren unter Raumverschluss befördern will, muss sich einen Zulassungsschein in der Tschechoslowakischen Republik bei der Kreis Zollverwaltung erwirken, im Deutschen Reich bei einem Hauptzollamt, in dessen Bezirk sich ein Elbehafen befindet. Die örtliche Zuständigkeit der Zollbehörde richtet sich nach dem Wohnort des Schiffseigners oder dem Sitz des Unternehmens. Der Zulassungsschein wird nach dem anliegenden Muster B ausgestellt.

2. Die Ausstellung des Zulassungsscheins ist zu versagen, wenn gegen die Vertrauenswürdigkeit des Schiffseigners begründete Bedenken vorliegen, insbesondere wenn er wegen einer Zollzuwiderhandlung, wegen eines Verbrechens oder wegen einer aus Gewinnsucht begangenen Zuwiderhandlung im Gebiete eines der vertragschliessenden Teile bestraft, oder wenn ihm der Zulassungsschein bereits einmal entzogen worden ist. Die Zollbehörde ist jedoch berechtigt, über Hinderungsgründe im Einvernehmen mit der zuständigen Zollbehörde des anderen vertragschliessenden Teils hinwegzusehen, wenn Gründe vorliegen, die berücksichtigt zu werden verdienen. Zuständig für die Erteilung des Einverständnisses ist in der Tschechoslowakischen Republik die Kreis Zollverwaltung in Prag, im Deutschen Reich der Präsident des Landesfinanzamts Dresden.

3. Besitzt der Schiffseigner mehrere Schiffe, so erteilt ihm die Zollbehörde für jedes Schiff einen besonderen Zulassungsschein.

§ 20.

Dem Schiffseigner, dem der Zulassungsschein gemäss § 19 erteilt worden ist, liegen folgende Verpflichtungen ob:

- a) Er darf das Schiff nur durch eine vertrauenswürdige Person führen lassen; einer Person, die wegen einer Zollzuwiderhandlung, wegen eines Verbrechens oder wegen

býti svěřeno vedení lodi před uplynutím tří let po odpykání trestu na svobodě nebo po zaplacení pokuty.

b) Jest povinen hlásiti každou změnu závěrového zařízení lodi způsobem stanoveným v § 17 příslušnému úřadu celní správy, dříve než bude žádáno za další propouštění pod prostorovým závěrem, a starati se o to, aby celní závěr nebyl poškozen a aby nedošlo k opatření, jež by umožňovalo přístup ke zboží bez porušení celního závěru.

c) Jest povinen hlásiti do 14 dnů vydávacímu úřadu každou změnu vlastnictví a zároveň mu vrátiti připouštěcí list.

§ 21.

Celními trestnými činy podle §§ 19 a 20 rozumějí se v Československé republice celní přestupky, v Německé říši celní přečiny.

§ 22.

1. Přijetím připouštěcího listu podrobuje se loďář vůči československým úřadům celní správy smluvní pokutě až do 8000 československých korun podle § 17, odst. 3 československého celního zákona a vůči německým úřadům celní správy peněžité pokutě (Sicherungsgeld) až do 1000 říšských marek podle § 203 německého říšského dávkového řádu pro případ, že by jednal proti ustanovením § 20. Zákonná ustanovení smluvních stran o stíhání a trestání činů proti celním předpisům nejsou tím dotčena.

2. Československé úřady celní správy budou uznávati připouštěcí listy, vydané příslušnými německými úřady celní správy, za povolení podle § 43, odst. 1 celního zákona ze dne 14. července 1927 (čís. 114 Sb. z. a n.).

§ 23.

1. Vyjde-li dodatečně na jevo, že loďář nebyl při vydání připouštěcího listu důvěryhodným (§ 19, odst. 2), nebo pozbude-li loďář důvěryhodnosti po vydání připouštěcího listu, odebere mu vydávací úřad připouštěcí list či připouštěcí listy (§ 19, odst. 3). Ustanovení § 19, odst. 2, věty 2 a 3 použije se tu obdobně.

2. Dále může býti připouštěcí list odebrán, zjistí-li se, že byly na lodi zřízeny dodatečně tajné nebo těžko objevitelné prostory nebo že byly na závěrovém zařízení úředně uznaném učiněny takové změny nebo provedena taková opatření, jež umožňují přístup ke zboží bez porušení závěru. Odebrati připouštěcí list udělený pro tuto loď přísluší v Československé republice přístavnímu celnímu úřadu, jenž věc zjistil, v Německé říši hlavnímu celnímu úřadu, v jehož okrese byla věc zjištěna.

§ 24.

O uložení smluvní pokuty nebo peněžité pokuty (§ 22), jakož i o odebrání připouštěcího listu (§ 23) jest vyrozuměti všechny úřady celní správy smluvních stran, uvedené v § 15, odst. 1, s přesným označením lodi, vůdce lodi a loďáře.

einer aus Gewinnsucht begangenen Zuwiderhandlung bestraft worden ist, darf die Schiffsführung nicht vor Ablauf von drei Jahren nach der Verbüssung der Freiheitsstrafe oder nach der Entrichtung der Geldbusse übertragen werden.

b) Er hat jede Veränderung der Verschlusseinrichtung in der im § 17 festgesetzten Weise der zuständigen Zollbehörde, bevor weitere Abfertigung unter Raumverschluss begehrt wird, zu melden und dafür zu sorgen, dass der Zollverschluss nicht beschädigt und keine Vorkehrung getroffen wird, die einen Zugang zu den Waren ohne Verletzung des Zollverschlusses ermöglicht.

c) Er hat jeden Eigentumswechsel binnen 14 Tagen der Ausstellungsbehörde zu melden und ihr gleichzeitig den Zulassungsschein zurückzugeben.

§ 21.

Unter Zollzuwiderhandlungen im Sinne der §§ 19 und 20 sind in der Tschechoslowakischen Republik Zollübertretungen, im Deutschen Reich Zollvergehen zu verstehen.

§ 22.

1. Durch die Empfangnahme des Zulassungsscheins unterwirft sich der Schiffseigner im Falle der Zuwiderhandlung gegen die Bestimmungen des § 20 gegenüber den tschechoslowakischen Zollbehörden einer Vertragsstrafe bis zu 8000 tschechoslowakischen Kronen gemäss § 17 Abs. 3 des tschechoslowakischen Zollgesetzes und gegenüber den deutschen Zollbehörden einer Geldbusse (Sicherungsgeld) bis zu 1000 Reichsmark gemäss § 203 der deutschen Reichsabgabenordnung. Die gesetzlichen Bestimmungen der vertragschliessenden Teile über die Verfolgung und Bestrafung von Zuwiderhandlungen gegen die Zollvorschriften bleiben unberührt.

2. Die tschechoslowakischen Zollbehörden werden die von den zuständigen deutschen Zollbehörden ausgestellten Zulassungsscheine als Bewilligung gemäss § 43 Abs. 1 des Zollgesetzes vom 14. Juli 1927 (S. d. G. u. V. Nr. 114) anerkennen.

§ 23.

1. Ergibt sich nachträglich, dass bei Ausstellung des Zulassungsscheins der Schiffseigner nicht vertrauenswürdig (§ 19 Abs. 2) war, oder büsst der Schiffseigner nach Ausstellung des Zulassungsscheins die Vertrauenswürdigkeit ein, so hat ihm die Ausstellungsbehörde den Zulassungsschein oder die Zulassungsscheine (§ 19 Abs. 3) zu entziehen. Die Bestimmungen des § 19 Abs. 2 Satz 2 und 3 finden entsprechende Anwendung.

2. Der Zulassungsschein kann ferner entzogen werden, wenn festgestellt wird, dass auf einem Schiff nachträglich heimliche oder schwer aufzudeckende Räume geschaffen oder solche Veränderungen an der amtlich anerkannten Verschlusseinrichtung vorgenommen oder Vorkehrungen getroffen worden sind, die einen Zugang zu den Waren ohne Verletzung des Verschlusses ermöglichen. Zuständig für die Einziehung des für dieses Schiff erteilten Zulassungsscheins ist in der Tschechoslowakischen Republik das Hafenzollamt, das die Feststellung getroffen hat, im Deutschen Reich das Hauptzollamt, in dessen Bezirk die Feststellung getroffen wurde.

§ 24.

Die Auferlegung einer Vertragsstrafe oder einer Geldbusse (§ 22), sowie die Entziehung des Zulassungsscheins (§ 23) sind sämtlichen im § 15 Abs. 1 bezeichneten Zollbehörden der vertragschliessenden Teile unter genauer Bezeichnung des Fahrzeugs, des Schiffsführers und des Schiffseigners mitzuteilen.

V. PŘECHODNÁ A ZÁVĚREČNÁ USTANOVENÍ.

§ 25.

Pokud jest toho potřebí, jest předložiti překlady listin uvedených v §§ 1, 15 až 17 a 19, ověřené československými nebo německými konsuláty. V Československé republice mohou býti překlady ověřovány též soudně nebo notářsky.

§ 26.

Lodi, jež byly uznány za způsobilé k celnímu závěru podle dosavadních předpisů o způsobu stavby závěrových lodí, smějí býti i nadále propouštěny s prostorovým závěrem za dosavadních podmínek, budou-li zachovávána ustanovení obsažená v §§ 1, 15 až 25.

VZOREC A.

UZNÁVACÍ LIST Čís.....

o způsobilosti k závěru pro labskou loď :

(druh, jméno, číslo nebo jinaká značka, domovské místo atd.)

Po přezkoušení podle § 15 závěrového řádu pro labské lodi ze dne 27. června 1930 uznává se způsobilost shora jmenované lodi k závěru.

Tento uznávací list s přípevněným výkresem a popisem i s přípevněným připouštěcím listem musí vůdce lodi uschovávat i v nepromokavé schráně na palubě lodi a předložiti jej zaměstnancům úřadů celní nebo plavební správy k nahlédnutí, kdykoliv o to požádají.

Každá stavební změna skladních prostor nebo závěrového zařízení lodi musí býti hlášena nejbližšímu československému přístavnímu celnímu úřadu nebo německému hlavnímu celnímu úřadu, dříve než bude žádáno za další propouštění s prostorovým závěrem, při čemž jest předložiti výše uvedené listiny, jakož i připojiti vysvětlující výkres a popis stavební změny a dodatí loď k prohlídce.

Nebylo-li během posledních pěti let vykonáno celkové přezkoušení způsobilosti lodi k závěru, nesmí loď před novým celkovým přezkoušením býti propouštěna pod prostorovým závěrem.

Pokud jest toho potřebí, jest předložiti překlady shora uvedených nebo později vzniklých listin, ověřené československými nebo německými konsuláty, a nutno je uschovávat stejným způsobem ; v Československé republice mohou býti tyto listiny ověřovány též soudně nebo notářsky.

..... dne 19.....

(úřad)

Celkové přezkoušení závěrového zařízení lodi bylo dnes vykonáno a nevznikly pochybnosti o způsobilosti lodi k závěru.

Závěrové zařízení lodi bylo po stavební změně zkoušeno a nevznikly pochybnosti o způsobilosti lodi k závěru.

..... dne 19....

(úřad)

..... dne 19....

(úřad)

V. ÜBERGANGS- UND SCHLUSSBESTIMMUNGEN.

§ 25.

Soweit erforderlich, sind von tschechoslowakischen oder deutschen Konsulaten beglaubigte Übersetzungen der in den §§ 1, 15 bis 17 und 19 bezeichneten Schriftstücke vorzulegen. In der Tschechoslowakischen Republik können die Übersetzungen auch von Gerichten oder Notaren beglaubigt werden.

§ 26.

Die nach den bisherigen Vorschriften über die Bauart der Verschlusschiffe als verschlussfähig anerkannten Fahrzeuge dürfen auch fernerhin unter Beachtung der in den §§ 1, 15 bis 25 enthaltenen Vorschriften zur Abfertigung unter Schiffsverschluss zugelassen werden.

MUSTER A.

ANERKENNTNIS Nr.

über die Verschlussfähigkeit des Elbeschiffs :

(Gattung, Name, Nummer oder sonstiges Merkzeichen, Heimatort usw.).

Die Verschlussfähigkeit des vorbezeichneten Fahrzeugs wird nach Prüfung gemäss § 15 der Verschlussordnung für Elbeschiffe vom 27. Juni 1930 anerkannt.

Diese Anerkenntnis nebst angehefteter Zeichnung und Beschreibung sowie des angehefteten Zulassungsscheins hat der Schiffsführer in einer wasserdichten Umschliessung an Bord des Fahrzeugs aufzubewahren und jederzeit den Bediensteten der Zoll- oder Schifffahrtsbehörden auf Verlangen zur Einsicht vorzulegen.

Jede bauliche Veränderung der Laderäume oder der Verschlusseinrichtung des Fahrzeugs ist, bevor eine weitere Abfertigung unter Raumverschluss begehrt wird, dem nächsten tschechoslowakischen Hafenzollamt oder deutschen Hauptzollamt unter Vorlegung der vorbezeichneten Schriftstücke sowie unter Beifügung einer erläuternden Zeichnung und Beschreibung der baulichen Veränderung und unter Vorführung des Fahrzeugs anzuzeigen.

Ist innerhalb der letzten fünf Jahre eine Vollprüfung der Verschlussfähigkeit des Fahrzeugs nicht vorgenommen worden, so darf Abfertigung unter Raumverschluss vor erneuter Vollprüfung nicht stattfinden.

Soweit erforderlich, sind von tschechoslowakischen oder deutschen Konsulaten beglaubigte Übersetzungen der oben bezeichneten oder später entstehenden Schriftstücke, die gleichfalls in der oben angegebenen Weise aufzubewahren sind, vorzulegen; in der Tschechoslowakischen Republik können die Schriftstücke auch von Gerichten oder Notaren beglaubigt werden.

....., den..... 19.....

(Behörde)

Eine Vollprüfung der Verschlusseinrichtung des Fahrzeugs ist heute vorgenommen worden und hat Bedenken gegen die Verschlussfähigkeit nicht ergeben.

....., den 19....

(Behörde)

Nach baulicher Veränderung der Verschlusseinrichtung hat eine Prüfung der Verschlusseinrichtung des Schiffes stattgefunden und hat Bedenken gegen die Verschlussfähigkeit nicht ergeben.

....., den 19....

(Behörde)

VZOREC B.

PŘIPOUŠTĚCÍ LIST ČÍS.....

Lod' aři

udílí se podle závěrového řádu pro labské lodi ze dne 27. června 1930 pro lod' :

výhoda propouštění pod prostorovým závěrem.

Lod'ař jest povinen :

a) K vedení lodi používati jen důvěryhodné osoby ; osobě, jež byla trestána pro celní trestný čin, pro zločin nebo pro trestný čin spáchaný ze ziskuchtivosti, nesmí býti svěřeno vedení lodi před uplynutím tří let po odpykání trestu na svobodě nebo po zaplacení pokuty,

b) Hlásiti každou změnu závěrového zařízení příslušnému úřadu celní správy, dříve než bude žádáno za další propouštění pod prostorovým zárěrem, a starati se o to, aby celní závěr nebyl poškozen a aby nedošlo k opatření, jež by umožňovalo přístup ke zboží bez porušení celního závěru,

c) Hlásiti do 14 dnů vydávacímu úřadu každou změnu vlastnictví a zároveň mu vrátiti připouštěcí list.

Přijetím připouštěcího listu se lod'ař podrobuje vůči československým úřadům celní správy smluvní pokutě až do 8000 československých korun podle § 17, odst. 3 československého celního zákona ze dne 14. července 1927 (čís. 114 Sb. z. a n.) a vůči německým úřadům celní správy peněžité pokutě (Sicherungsgeld) až do 1000 říšských marek podle § 203 německého říšského dávkového řádu ze dne 13. prosince 1919 pro případ, že by jednal proti povinnostem shora uvedeným.

..... dne 19.....

(úřad)

MUSTER B.

ZULASSUNGSSCHEIN Nr.

Der Schiffseigner

ist auf Grund der Zollverschlussordnung für Elbeschiffe vom 27. Juni 1930 für das Fahrzeug
zur Vergünstigung der Abfertigung unter Raumverschluss zugelassen worden.

Er ist verpflichtet :

- a) Das Schiff nur durch eine vertrauenswürdige Person führen zu lassen ; einer Person, die wegen einer Zollzuwiderhandlung, wegen eines Verbrechens oder wegen einer aus Gewinnsucht begangenen Zuwiderhandlung bestraft worden ist, darf die Schiffsführung nicht vor Ablauf von drei Jahren nach der Verbüßung der Freiheitsstrafe oder nach der Entrichtung der Geldstrafe übertragen werden,
- b) Jede Veränderung der Verschlusseinrichtung der zuständigen Zollbehörde, bevor weitere Abfertigung unter Raumverschluss begehrt wird, zu melden und dafür zu sorgen, dass der Zollverschluss nicht beschädigt und keine Vorkehrung getroffen wird, die einen Zugang zu den Waren ohne Verletzung des Zollverschlusses ermöglicht,
- c) Jeden Eigentumswechsel binnen 14 Tagen der Ausstellungsbehörde zu melden und ihr gleichzeitig den Zulassungsschein zurückzugeben.

Durch die Empfangnahme des Zulassungsscheins unterwirft sich der Schiffseigner im Falle der Zuwiderhandlung gegen die oben angeführten Verpflichtungen gegenüber den tschechoslowakischen Zollbehörden einer Vertragsstrafe bis zu 8000 tschechoslowakischen Kronen gemäss § 17 Abs. 4 des tschechoslowakischen Zollgesetzes vom 14. Juli 1927 (S. d. G. u. V. Nr. 114) und gegenüber den deutschen Zollbehörden einer Geldbusse (Sicherungsgeld) bis zu 1000 Reichsmark gemäss § 203 der deutschen Reichsabgabenordnung vom 13. Dezember 1919.

....., den..... 19.....

(Behörde)

Copie certifiée conforme :

Praha, le 22 décembre 1930.

Dr Bohuslav Matouš
Directeur des Archives a. i.

¹ TRADUCTION.

N^o 2614. — CONVENTION ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE COMPORTANT RÈGLEMENT UNIFORME DE LA PROCÉDURE DE FERMETURE DOUANIÈRE APPLICABLE AUX BATEAUX DE L'ELBE. SIGNÉE A HAMBOURG, LE 27 JUIN 1930.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, désireux d'établir, en vue de faciliter le trafic fluvial, une procédure uniforme d'apposition de plombs de douane applicable aux bateaux de l'Elbe, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. MARTINEC, chef de Section au ministère des Finances ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. HOSSFELD, Geheimer Finanzrat, directeur au ministère des Finances ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le « Règlement relatif à l'apposition de plombs de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe » figurant en annexe à la présente convention, sera en vigueur sur l'Elbe, ses affluents et les voies navigables qui s'y rattachent sur le territoire des deux Etats contractants en ce qui concerne l'expédition en douane de marchandises placées dans des locaux plombés.

Article 2.

Les attestations (paragraphe 15 à 17) et les certificats d'admission (paragraphe 19) établis par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes en vertu des dispositions du Règlement relatif à l'apposition de plombs de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe, seront reconnus par les autorités douanières de l'autre Partie, sans préjudice des dispositions du paragraphe 25 de ladite procédure.

Article 3.

Le retrait d'un certificat d'admission (paragraphe 23) par les autorités douanières de l'une des Parties contractantes sera reconnu par les autorités douanières de l'autre Partie comme étant obligatoire également pour elles.

Article 4.

Les Parties contractantes veilleront à ce que leurs autorités douanières et leurs fonctionnaires des douanes respectifs observent les dispositions du Règlement relatif à l'apposition de plombs

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 2614 — CONVENTION BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING UNIFORM CUSTOMS SEALING REGULATIONS FOR ELBE SHIPPING. SIGNED AT HAMBURG, JUNE 27, 1930.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH, being desirous of facilitating shipping traffic by instituting uniform Customs sealing regulations for Elbe shipping have, for this purpose, appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. MARTINEC, Head of Section in the Ministry of Finance ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

M. HOSSFELD, Counsellor (Geheimer Finanzrat), Ministerial Director in the Reich Ministry of Finance,

Who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The annexed " Customs Sealing Regulations for Elbe shipping " shall apply to the Customs clearing of goods in sealed compartments on the Elbe, its tributaries and the waterways connected therewith situated in the territory of the two Contracting Parties.

Article 2.

The certificates (Paragraphs 15 to 17) and licences (Paragraph 19) issued by the Customs authorities of one Contracting Party in virtue of the Customs Sealing Regulations for Elbe shipping, shall be recognised by the Customs authorities of the other Contracting Party without prejudice to the provisions of Paragraph 25 of the said regulations.

Article 3.

The withdrawal of a licence (Paragraph 23) by the Customs authorities of one Contracting Party shall be recognised by the Customs authorities of the other Contracting Party as binding on them also.

Article 4.

The Contracting Parties shall take steps to ensure that their Customs authorities and Customs officials comply strictly with the provisions of the Customs Sealing Regulations for Elbe shipping

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe, et, notamment, à ce qu'ils apportent tout le soin voulu à l'exécution des dispositions contenues dans les paragraphes 15 à 19, 23 et 24.

Article 5.

Les ministres des Finances des Parties contractantes se communiqueront réciproquement les noms des autorités douanières qualifiées pour délivrer des attestations (paragraphe 15) et des certificats d'admission (paragraphe 19).

Article 6.

Les ministres des Finances des Parties contractantes sont autorisés à convenir directement entre eux des modifications qu'ils jugeront opportunes, en tenant compte des expériences faites dans ce domaine, d'apporter au Règlement relatif à l'apposition de plombs de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe.

Article 7.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront échangés le plus tôt possible à Berlin.

La convention entrera en vigueur le quatorzième jour qui suivra la date de l'échange des instruments de ratification. Elle pourra être dénoncée avec un préavis de six mois.

La convention est rédigée en double original, en langues tchécoslovaque et allemande. Un texte original sera remis à chacune des deux Parties contractantes. Les textes tchécoslovaque et allemand feront également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties ont signé la présente convention.

Fait à Hambourg, le 27 juin 1930.

(L. S.) (Signé) Emil MARTINEC.

(L. S.) (Signé) HOSSFELD.

RÈGLEMENT RELATIF A L'APPOSITION DE PLOMBS DE DOUANE APPLICABLE
AUX BATEAUX DE L'ELBE

Paragraphe premier.

1. Quiconque désire obtenir le passage, dans des bateaux plombés, de marchandises transportées, sous le contrôle de la douane, sur l'Elbe, ses affluents et les voies navigables qui s'y rattachent, devra prouver qu'il est admis au bénéfice de ce traitement de faveur en produisant les pièces suivantes :

- a) Un certificat attestant que le bateau se prête au plombage (paragraphe 15); et
- b) Un certificat faisant foi de l'admission personnelle du propriétaire du bateau (paragraphe 19).

2. Ne sont admis pour le passage en douane avec des cales plombées, que les bâtiments destinés au transport de marchandises et dont le mode de construction et les dispositifs de fermeture correspondent aux dispositions contenues dans les paragraphes 2 à 14.

and, in particular, that special care is taken in applying the provisions contained in Paragraphs 15 to 19, 23 and 24.

Article 5.

The Finance Ministers of the Contracting Parties shall inform one another what Customs authorities are entitled to issue certificates (Paragraph 15) and licences (Paragraph 19).

Article 6.

The Finance Ministers of the Contracting Parties are empowered to conclude direct joint agreements concerning any modifications of the Sealing Regulations for Elbe shipping which they may deem appropriate in the light of experience.

Article 7.

This Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged at Berlin as soon as possible.

The Convention shall come into force on the fourteenth day following the exchange of the instruments of ratification and may be denounced subject to six months' notice.

The Convention is drawn up in duplicate in the Czechoslovak and German languages. Each of the Contracting Parties shall receive an original copy. The Czechoslovak and German texts are equally authentic.

In faith whereof the Plenipotentiaries of both Parties have signed the present Convention.

Done at Hamburg, June 27, 1930.

(L. S.) (Signed) Emil MARTINEC.

(L. S.) (Signed) HOSSFELD.

CUSTOMS SEALING REGULATIONS FOR ELBE SHIPPING.

Paragraph 1.

1. Anyone applying for the clearance in sealed vessels of goods under Customs supervision transported on the Elbe, its tributaries and the waterways connected therewith must submit the following documents proving his title to enjoy such facilities :

- (a) A certificate attesting the vessel's suitability for sealing (Paragraph 15) and
- (b) A document certifying that the owner of the vessel is personally eligible (Paragraph 19).

2. Only vessels used for cargo transport whose structural design and sealing arrangements are in conformity with the provisions of Paragraphs 2 to 14 shall be eligible for clearance as sealed vessels.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU MODE DE CONSTRUCTION DES BATEAUX DESTINÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES DANS DES CALES PLOMBÉES

Paragraphe 2.

Les bateaux ne doivent avoir ni compartiments secrets ni accès qui ne pourraient être immédiatement aperçus au cours d'une visite extérieure du bâtiment. Les parois extérieures du bateau, dans la mesure où elles servent à délimiter les cales à marchandises, doivent être faites de pièces de bois étroitement assemblées ou de plaques de métal rivées.

Paragraphe 3.

1. Les cloisons qui séparent les cales destinées à être plombées, des cabines et autres compartiments du navire, doivent être faites de tôle dont les différentes plaques doivent être rivées l'une à l'autre et rattachées au corps du navire de manière qu'il soit impossible de les séparer de ce dernier sans laisser de traces visibles. Des cloisons analogues en tôle doivent également séparer les compartiments dans lesquels se trouvent des mâts mobiles (trémues), des compartiments à plomber. Les portes et autres ouvertures conduisant directement des compartiments à cabines dans les cales ne sont pas autorisées.

2. Dans les bateaux en bois, les cloisons peuvent être faites de planches assemblées, de la même hauteur que le corps du bâtiment, et solidement fixées à ce dernier. De plus, chaque planche doit être fixée au moyen de rivets à une, au moins, bande de fer dont les extrémités sont rivées au corps du navire.

Paragraphe 4.

1. Les crochets, œilletons, clous, rivets, crampons, vis, écrous et similaire, fixés sur la paroi extérieure du bateau, doivent être consolidés (recourbés, rivés, boulonnés, etc.) sur la paroi intérieure des compartiments à plomber, de manière qu'il soit impossible de les enlever sans laisser de traces visibles.

2. L'emploi de charnières doit être évité dans la mesure du possible. Les chevilles des charnières doivent être soudées aux côtés extérieurs du couplet. Seule la languette médiane de la charnière doit être mobile ; elle doit être également soudée. Les chevilles simplement rivées ou maintenues par des écrous aux deux extrémités ne sont pas admises.

3. Les parties métalliques servant à la fermeture des cales, telles que barres, anneaux, crampons, charnières, etc. ne doivent être ni peintes, ni goudronnées, ni laquées et doivent être laissées dans l'état dans lequel elles se trouvaient lorsqu'elles ont été forgées ; il est toutefois permis, pour protéger ces parties métalliques contre la rouille, de les revêtir d'un vernis transparent.

Paragraphe 5.

1. Les pompes, grues, tuyaux d'aération, tuyauteries, grilles et similaires aménagés dans les cales destinées à être plombées, sur les parois ou le pont des dites cales, doivent être fixés de manière que la sécurité du plombage soit garantie et qu'il soit impossible d'enlever ces appareils sans laisser de traces visibles.

2. Les pompes et grues démontables doivent être séparées des cales destinées à être plombées, par un revêtement en fer ou en bois aménagé conformément aux dispositions du paragraphe 3.

I. GENERAL REGULATIONS FOR THE DESIGN OF SEALED VESSELS.

Paragraph 2.

Vessels should neither have secret compartments nor means of access to compartments which are not apparent on superficial inspection. The outer hulls of vessels, if they serve to shut off the cargo holds, shall be made of tightly joined wood or riveted metal plates.

Paragraph 3.

1. The bulkheads separating the cargo holds to be sealed from the cabins and other holds of the vessel should be of sheet metal, the separate plates of which must be riveted together and fixed to the ship's body in such a way that they cannot be detached from the latter without leaving visible traces. Similar sheet-metal bulkheads must also be used to partition the compartments containing collapsible masts (casings) from the sealed holds. Doors or other openings leading directly from cabins into the cargo holds are not permitted.

2. The bulkheads in wooden vessels may be of joined planking of the same height as the ship's body and firmly connected therewith. Each plank must, in addition, be riveted to at least one iron band the ends of which are riveted to the vessel's hull.

Paragraph 4.

1. Clamps, staples, nails, rivets, pegs, screws, bolts and the like fixed to the outside of the vessel must be so secured in the sealed compartments (clined, riveted, bolted or the like) that they cannot be removed from outside without leaving visible traces.

2. Hinge-joints are to be avoided wherever possible. Hinge-pins must be welded to the outer edges of the hinge arm. Only the centre tongue of the hinge may be movable and it must also be welded. Hingepins which are merely attached by being riveted or screwed at the end are not admissible.

3. Iron fittings for sealing purposes such as bars, staples, clamps, hinges, etc., must not be painted, tarred or lacquered, but be kept in the same condition as after forging; such iron fittings, however, may be given a coating of transparent varnish to protect them from rust.

Paragraph 5.

1. Pumps, cranes, ventilator shafts, piping, gratings and the like, installed in the sealed compartments or in the sides or roof thereof must be so secured that the effective shutting off of the compartments is ensured, and that they cannot be removed without leaving visible traces.

2. Movable pumps and cranes must be separated from the sealed compartments by an iron or wooden casing fixed in accordance with the provisions of Paragraph 3.

II. DISPOSITIONS SPÉCIALES

A. BATEAUX A PONT FIXE.

Paragraphe 6.

1. Le pont doit être rattaché étroitement au corps du bateau au moyen de mortaises, boulons, rivets ou similaires, de manière qu'il soit impossible de pénétrer dans les compartiments plombés sans détruire une partie du corps du bateau ou du pont. Les pièces servant à rattacher le pont au corps du bateau doivent se trouver uniquement à l'intérieur de la cale destinée à être plombée ; la pose des vis, rivets, boulons et similaires doit être effectuée de la manière prescrite au paragraphe 4.

2. Le pont ne doit comporter aucune partie mobile autre que les panneaux des écoutilles des cales. Il doit être intimement rattaché aux parois latérales et constituer un tout inséparable fixé au moyen de clous, rivets, vis, etc. aux membrures, barrots de pont et cloisons transversales se trouvant à l'intérieur.

Paragraphe 7.

1. Les écoutilles donnant accès aux cales destinées à être plombées doivent être pourvues de cadres solidement construits et peuvent être fermées au moyen de panneaux mobiles ou de portes pivotantes. Les panneaux ou portes en fer doivent être en forte tôle de fer, même ondulée, d'une seule pièce ou de plusieurs pièces rivées l'une à l'autre. Si les panneaux ou portes sont faits de planches, ces dernières doivent former châssis avec des entretoises posées sur la face intérieure ou alors chaque planche doit être rivée sur la face intérieure à une ou plusieurs bandes de fer portant sur toute la largeur du panneau, de sorte qu'il soit impossible de recourber ou d'enlever l'une des planches.

2. Dans les bateaux transportant des marchandises susceptibles de s'échauffer, telles que céréales, légumes desséchés, etc., les écoutilles peuvent être fermées, au lieu de portes ou de panneaux, par des grillages de fil de fer encadrés de châssis de bois ou de fer. Les fils de fer qui forment les mailles ne doivent pas être éloignés l'un de l'autre de plus de 25 millimètres et leur épaisseur doit être de 2 millimètres au moins. Le treillis de fil de fer doit être rivé ou fixé de toute autre façon au cadre, de manière qu'il soit impossible de l'enlever sans laisser de traces visibles.

3. Les cadres d'écoutille dans lesquels s'emboîtent les panneaux ou grilles d'écoutille doivent comporter des rainures auxquelles lesdits panneaux ou grilles s'adaptent de manière qu'il ne soit pas possible de les déplacer dans un sens quelconque. Les panneaux ou grilles d'écoutille qui font saillie sur les cadres d'écoutille doivent être munis, sur la face intérieure, de moulures s'appuyant sur le cadre d'écoutille de manière à empêcher un déplacement.

Paragraphe 8.

1. Le dispositif de fermeture des écoutilles doit être tel qu'il soit impossible de recourber, soulever ou déplacer les panneaux, portes ou grilles d'écoutille sans laisser de traces visibles.

2. Pour assurer la fermeture de chaque panneau, porte ou grille d'écoutille, les cadres d'écoutille, ainsi que les panneaux, portes ou grilles d'écoutille, doivent être munis d'œillets dans lesquels sont passés des barres de fermeture en fer, des bandes de fer ou des câbles d'acier ou encore de morillons qui sont passés sur les œilletons fixés au cadre d'écoutille et maintenus au moyen de barres de fermeture en fer, de bandes de fer ou de câbles d'acier.

3. La fermeture de plusieurs panneaux d'écoutille disposés l'un près de l'autre doit être assurée au moyen d'au moins deux barres ou bandes de fer suffisamment fortes posées sur le panneau d'écoutille et fixées comme il est dit à l'alinéa 2, à la partie du pont dans laquelle sont pratiquées les écoutilles.

II. SPECIAL REGULATIONS.

A. FIXED-DECK VESSELS.

Paragraph 6.

1. The deck must be so firmly joined, bolted, riveted, or the like, to the ship's body that the compartments under seal can only be entered by breaking through a part of the vessel's framework or deck. The deck must be joined to the hull from within the sealed compartment ; screws, rivets, bolts and the like must be secured in the manner described in Paragraph 4.

2. Apart from the hatches of the cargo holds, the deck may not have any other movable parts. It must be inseparably connected with the sides and should form a single combined structure connected with the interior ribs, deck-beams and cross bulkheads by nails, bolts, screws, etc.

Paragraph 7.

1. The hatchways leading to the sealed compartments must have permanently built-in frames and may be closed by removable covers or hinged doors. Iron covers or doors must be of stout plate or corrugated iron and be made in one piece or consist of a number of pieces riveted together. If the covers or doors are formed of wooden battens, either they must have traverses attached on the inside or each single plank must be riveted on the inside to one or more iron bands fastened across the whole of the cover, so that none of the planks can be bent back or prised out.

2. Vessels conveying goods which are liable to ferment, e. g., grain, dried fruit, etc., may have the hatches fastened, not with covers or doors, but with gratings of wire-netting framed in wood or iron. The strands of wire forming the meshes must be not more than 25 mm. apart and should be at least 2 mm. thick. The wire-netting must be so attached to the frame by rivets or otherwise that it cannot be removed without leaving visible traces.

3. The hatch frames in which the hatch covers or gratings are set must have grooves so adjusted to hold the covers or gratings that the latter cannot be moved in any direction. Hatch covers or gratings projecting beyond the edges of the hatches must have an inside moulding fitting into the hatch frame in such a way as to prevent displacement.

Paragraph 8.

1. The fittings for closing the hatches must be so arranged that the hatch covers, doors or gratings cannot be bent, lifted or slid out without leaving visible traces.

2. For securing the various hatch covers, doors or gratings, the hatch frames, covers, doors or gratings shall either be fitted with staples through which iron rods, bars or steel cables are passed, or the hatch frames, doors or gratings shall have hasps attached which are drawn over staples on the hatch frames and secured by iron rods, bars or steel cables.

3. Several adjacent hatch covers shall be secured by laying at least two iron rods or bars of adequate strength across the hatch covers and making them fast to the top of the hatchway in the manner described in 2.

Paragraphe 9.

1. Dans les bâtiments à citernes, les citernes doivent communiquer entre elles. Les ouvertures donnant accès aux citernes (écoutilles, trous d'homme, etc.) doivent être fermées au moyen de panneaux de fer. Les tuyauteries des citernes doivent être aménagées de manière que leur destination et leur parcours puissent être facilement reconnus. Elles doivent être agencées de telle façon, en ce qui concerne leur dispositif de fermeture, que leur utilisation normale puisse être contrôlée par l'apposition de plombs de douane aux robinets, soupapes, tiroirs, brides, etc.

2. Toutes les tuyauteries, y compris les raccords, soupapes et brides, doivent être en métal dur ; l'emploi de plomb ou métaux similaires n'est pas permis.

B. BATEAUX A PONT AMOVIBLE.*Paragraphe 10.*

Si le pont amovible est muni de planches latérales (pont latéral), ces dernières doivent être fixées aux supports du pont de manière qu'il soit impossible de les détacher du dehors.

*a) Bateaux à dispositif de plat-bord.**Paragraphe 11.*

1. Les planches faisant partie d'un même panneau de pont doivent avoir la même longueur que celles de l'appui latéral et être munies, sur la face intérieure, d'une moulure empêchant le déplacement des planches posées sur les chevrons du pont. Chaque planche doit chevaucher d'au moins deux centimètres sur la planche se trouvant sous elle ; la planche supérieure (couvercle) doit chevaucher de la même manière sur les deux planches se trouvant sous elle.

2. Les planches de pont longeant les espaces libres, qui sont contiguës à une ouverture donnant accès à ces espaces, doivent être munies, sur la face supérieure, d'une cornière rivée à la planche, de manière que la cornière ainsi rivée soit recouverte par le plat-bord et que, de cette façon, il soit impossible de retirer les planches de dessous les plats-bords qui délimitent de part et d'autre les espaces libres.

3. Les mêmes mesures de précaution doivent être prises en ce qui concerne les planches de pont qui longent la passerelle ; on peut également, dans ce cas, garnir d'un revêtement les extrémités du plat-bord adjacent, conformément aux dispositions des alinéas 3 et 4 du paragraphe 12.

4. Si le couvercle supérieur est fixé au moyen d'une tringle à charnière, il doit comporter une rainure à laquelle la tringle assurant la fermeture s'adapte exactement.

Paragraphe 12.

1. Chaque panneau de planches de pont doit être recouvert, sur la ligne de rencontre avec le panneau voisin, d'un plat-bord s'adaptant exactement aux planches posées sur les chevrons du pont.

2. Un plat-bord devra être également disposé au milieu de chaque panneau, de manière à rendre impossible le déplacement d'une planche quelconque.

3. Les couples de plat-bords de l'avant et de l'arrière, se trouvant sur les cloisons qui séparent les logements de l'équipage des cales destinées à être plombées, doivent comporter, sur leurs côtés extérieurs, un revêtement chevauchant sur les extrémités des planches de pont et du couvercle placé au-dessous d'eux.

4. Le mode de fixation de ce revêtement doit être conforme aux dispositions du paragraphe 4.

Paragraph 9.

1. In the case of tank vessels, the tanks may be connected with one another. The openings (hatches, manholes, etc.) leading to the tanks shall be closed with iron covers. The tank piping shall be so fitted as to enable its purpose and course to be easily ascertained. The piping for the sealed compartments shall be so arranged as to enable its normal operation to be controlled by affixing Customs seals to the cocks, valves, plungers, flanges, etc.

2. All piping, including the connecting joints, valves and flanges, must be of hard metal ; the use of soft metal, such as lead or the like, is prohibited.

*B. VESSELS WITH DETACHABLE DECKS.**Paragraph 10.*

If the detachable part of a deck is bordered by side-planks (side-deck), these must be so attached to the deck stanchions that they cannot be loosened from outside.

*a) Vessels of the covering-board type.**Paragraph 11.*

1. The planks of any one hatch-cover must be the same length as those of the bordering ledge and have a moulding on the inside to prevent the battens laid on the deck spars being dislodged. Each plank must overlap the plank below by at least two cm. and the upper batten (centre plank) must similarly cover both the planks below it.

2. The deck planks extending into unsealed compartments which abut on a passage leading to the latter must have angle-irons riveted on the upper side and so overlapped by the covering-board as to make it impossible to withdraw the planks from under the covering boards bordering the unsealed compartment on both sides.

3. Similar precautions shall be taken in respect of the deck planks abutting on the gangway ; in this case the extremities of the covering-board in question can also be faced in the manner described in Paragraph 12, sub-paragraphs 3 and 4.

4. If secured by means of an hinged strap the top centre-plank shall have a groove in which the securing strap fits exactly.

Paragraph 12.

1. Each hatch-cover must, at the point where it joins the next hatch-cover, be overlapped by a covering-board the lower side of which fits closely on to the deck planking placed on the deck spars.

2. A similar covering-board must be placed across the middle of every hatch-cover to prevent any batten being displaced.

3. The fore and aft pair of covering-boards resting on the bulkheads which separate the crew's quarters from the sealed holds must have their outer sides so faced as to cover the ends of the hatchbattens and the centre-plank underneath.

4. The way in which this facing is secured must comply with the rules laid down in paragraph 4.

Paragraphe 13.

1. La disposition des plats-bords doit être telle que les autres pièces servant à la fermeture et rattachées aux plats-bords soient maintenues de manière qu'il soit impossible de les déplacer.

2. Le plat-bord doit être muni, sur la partie inférieure, d'un crochet passé dans un œillet rivé sur le bord du bateau ; la partie supérieure du plat-bord doit être munie d'une tringle mobile glissant dans une entaille. La tringle et le plat-bord doivent comporter deux échancrures laissant passer, lors de la pose du plat-bord, deux crochets solidement fixés aux chevrons du pont et s'élevant immédiatement au-dessus de la tringle. L'extrémité de la tringle faisant saillie sur le plat-bord doit être munie d'un moraillon ou d'un œillet venant s'engager sur la tringle du plat-bord opposé. Les œillets sont scellés séparément, par apposition de plombs de douane, ou alors il est apposé un plomb de douane commun sur une barre de fermeture passée dans plusieurs œillets à la fois, et qui doit être conforme aux prescriptions de l'alinéa 3 du paragraphe 14.

*b) Bateaux à cales recouvertes de panneaux amovibles inclinés.**Paragraphe 14.*

1. Les bateaux dont les cales sont recouvertes de panneaux amovibles inclinés devront être pourvus de part et d'autre de passerelles longeant les cales ; les ouvertures des cales doivent être bordées d'hiloires (fargues) et de frontaux (pignons). Les passerelles, hiloires et frontaux doivent être solidement reliés entre eux et avec le corps du bateau de manière qu'il soit impossible de les détacher. Les hiloires consistant en parois latérales amovibles doivent être fixées au corps du bateau de manière qu'il soit impossible de les enlever. La poutre faîtière doit être fixée aux deux extrémités à une des pièces faisant partie du corps du bateau, de telle manière qu'il soit impossible de l'enlever du dehors une fois les plombs de douane apposés ; le chapiteau surmontant la poutre faîtière doit être fixé à celle-ci au moyen de rivets, boulons ou similaires de manière qu'il soit impossible de le détacher sans laisser de traces visibles. La rainure de la poutre faîtière se trouvant sous le chapiteau doit correspondre exactement à l'épaisseur des panneaux de bois (alinéa 2).

2. Pour la fermeture des cales, il sera fait usage de panneaux de bois qui s'engagent dans la rainure de la poutre faîtière et s'appuient sur l'hiloire constituant ainsi une toiture solide et sans solution de continuité ; si les panneaux sont composés de plusieurs planches, ils doivent être renforcés sur la face intérieure par au moins deux entretoises ou au moins deux bandes de fer de manière qu'il soit impossible de recourber ou soulever l'une de ces planches. Chaque panneau devra être pourvu d'un dispositif approprié (par exemple, d'une moulure placée à l'extrémité inférieure et venant s'appuyer sur l'hiloire) afin qu'il ne soit pas possible de la déplacer ou de la recourber après l'apposition des plombs de douane.

3. Pour permettre la fermeture de la cale, chaque planche doit être munie, selon sa largeur, d'un ou plusieurs moraillons d'une épaisseur de fer d'au moins 60 mm. ; la partie extérieure de l'hiloire doit porter un nombre correspondant d'œillets de fermeture d'une épaisseur d'au moins 75 mm. sur lesquels viendront s'engager les moraillons. Les barres de fermeture qui doivent être passées dans les œillets doivent être d'une seule pièce et suffisamment fortes. Il ne sera pas fait usage de charnières pour fixer les moraillons aux planches ou pour relier entre elles les différentes parties de ces moraillons, s'il sont composés de plusieurs pièces. Le dispositif de fermeture doit être tel qu'il ne soit pas possible de soulever les planches sans laisser de traces visibles lorsque les barres de fermeture sont passées dans les œillets.

Paragraph 13.

1. Covering-boards should be so fitted that the rest of the fastenings attached to them are held fast.

2. The lower side of a covering-board shall be fitted with a hook which is inserted in a staple riveted into the ship's side and the top of the board with a bar moving in a groove. Both the bar and the covering-board must have two holes through which two hooks built into the deck stanchions so as to project just above the bar may pass when the covering-board is laid on. The end of the bar projecting over the covering-board shall be fitted with an overlapping lug or staple which fits on to the bar of the covering-board opposite. Staples shall either be sealed separately by affixing Customs lead seals or one common Customs seal shall be placed on an iron bar passing through a number of staples, which bar shall comply with the provisions of Paragraph 14, sub-paragraph 3.

*b) Vessels fitted with ridge-roofed hatches.**Paragraph 14.*

1. Vessels with ridge-roofed hatches must have gangways on both sides of the cargo holds and the hold-openings must have coamings (gunwales) and head-pieces (moulding) round the edge. Gangways, coamings, and headpieces must be firmly and inseparably connected with one another and with the ship's framework. Coamings composed of detachable side-walls must be attached to the body of the ship by fastenings that cannot be loosened from outside. Each end of the ridge-beam must be so connected with a piece of the ship's framework that it cannot be dislodged from outside when the Customs seal is affixed; the ridge-beam cover must be so secured to the ridge-beam by rivets, bolts or the like that it cannot be removed without leaving visible traces. The ridge-beam moulding under the cover must correspond exactly with the thickness of the wooden battens (paragraph 2).

2. The cargo holds shall be covered by means of wooden battens which, when fitted into the moulding of the ridge-beam and resting on the coamings, form a perfectly compact and solid roofing; if formed of simple planks, they must be fastened together on the inside by not less than two cross — or two iron — bars so as to prevent single planks being bent back or prised out. Planks must each have a suitable attachment (e. g. a moulding at the lower end abutting on the inside on the coaming) making it impossible, after the Customs seal has been affixed, for them to be in any way dislodged or bent back.

3. For sealing purposes there must be, on each batten (according to the width of the batten), one or more hasps made of iron not less than 60 mm. thick and, on the outside of the coaming, staples to correspond, at least 75 mm. thick, over which the hasps are passed. The sealing bars for insertion through the staples must be in one piece and sufficiently stout. Hinges must not be used to fasten the hasps to the wooden battens or to interconnect the component parts of the hasps if these are in more than one piece. The sealing contrivance must be so arranged that, when the bar is drawn through the staples, no batten can be raised without obvious traces being left.

III. DISPOSITIONS CONCERNANT LA PRÉSENTATION ET LA VISITE DES BATEAUX AINSI QUE LA DÉLIVRANCE DES CERTIFICATS ATTESTANT QUE LE BATEAU SE PRÊTE A L'APPOSITION DES PLOMBES DE DOUANE

Paragraphe 15.

1. Quiconque demande la délivrance d'un certificat (paragraphe premier, alinéa premier *a*) doit amener le bateau non chargé, dans la République tchécoslovaque, dans l'un des ports de douane de l'Elbe ou de la Moldau, et, dans le Reich allemand, dans un bureau principal de douane dans la circonscription duquel se trouve un port de l'Elbe, et produire les documents suivants établis en deux expéditions :

a) Un dessin indiquant les coupes longitudinale et transversale du bateau et du dispositif de fermeture ainsi que le profil horizontal de pont ; pour les bateaux-citernes un dessin du bateau permettant de reconnaître le parcours des tuyauteries et le dispositif de fermeture ;

b) Une description détaillée des cales, des ouvertures et portes des cales, du mode de construction du bâtiment, des cabines et autres compartiments, ainsi que du dispositif de fermeture.

2. L'autorité douanière entreprend la visite du bateau et l'examen du dispositif de fermeture sur la base des documents produits, en présence du propriétaire du bateau ou de son représentant, et vérifie en particulier si le mode de construction du bateau est conforme au dessin et à la description, s'il correspond aux prescriptions du présent règlement et s'il se prête à un plombage présentant des garanties de sécurité. Il pourra être fait appel à cet égard au concours, aux frais du propriétaire du bateau, d'un expert en constructions navales. S'il n'est pas constaté de défauts, l'autorité douanière établit un certificat, conforme au modèle A, attestant que le bâtiment se prête à l'apposition de plombs de douane, et joint à ce certificat une copie du dessin et de la description, ainsi qu'un certificat d'admission personnelle du propriétaire du bateau (paragraphe 19). Les documents précités doivent être conservés à bord par le capitaine du bateau dans une enveloppe étanche et doivent être produits par ce dernier à toute réquisition des fonctionnaires de la douane ou des autorités du service de navigation.

Paragraphe 16.

1. Le certificat attestant que le bateau se prête au plombage est valable pour une durée maxima de cinq ans. Avant l'expiration de ce délai, le bateau doit être amené, en vue d'une nouvelle visite, dans un port de douane tchécoslovaque ou au siège d'un bureau principal de douane allemand (paragraphe 15, alinéa premier). Si l'autorité douanière ne constate, au cours de cette visite, aucune défectuosité, elle confirme le certificat et en informe en même temps l'autorité douanière qui l'a établi. Cette confirmation et toutes les autres confirmations ultérieures sont valables chacune pour une nouvelle durée de cinq ans.

2. Si l'autorité douanière qui a procédé à la première visite du bateau n'est pas avisée d'une nouvelle visite du même bateau par une autre autorité douanière, elle invite l'armateur, lorsque la durée de validité du certificat a expiré, à faire la preuve, dans un délai à impartir, de ce que le bateau a été visité à nouveau. Si l'armateur ne donne pas de suite à cette invitation, le certificat attestant que le bateau se prête au plombage est déclaré périmé et le fait est porté à la connaissance, tant de l'armateur que de tous les ports de douane tchécoslovaques et des bureaux principaux de douane allemand intéressés (paragraphe 15, alinéa premier).

Paragraphe 17.

1. Toute modification apportée à l'aménagement des cales ou au dispositif de fermeture du bâtiment doit être notifiée au port de douane tchécoslovaque ou bureau principal de douane allemand

III. REGULATIONS FOR THE PRESENTATION AND INSPECTION OF VESSELS AND FOR THE ISSUE OF CERTIFICATES OF SUITABILITY FOR CUSTOMS SEALING.

Paragraph 15.

1. A person applying for the issue of a certificate (Paragraph 1, sub-paragraph 1 (*a*)) must submit the empty vessel for inspection to a Port Customs authority on the Elbe or the Moldau in Czechoslovakia, or in Germany to a central Customs authority in whose district there is an Elbe port, and must present the following documents in duplicate :

(*a*) A sketch of both the cross and longitudinal sections, as well as of the deck elevation, of the vessel and the sealing arrangements ; in the case of tank vessels, a sketch showing the pipe fittings and the sealing arrangements ;

(*b*) A detailed specification of the sealed compartments, their openings and doors, of the structural design of the vessel, its cabins and other compartments, as well as of the sealing arrangements.

2. On the basis of the document submitted, the Customs authority will, in the presence of the owner or his representative, inspect the vessel and verify the sealing arrangements and note in particular whether the vessel's design corresponds to the sketches and specification, complies with the provisions of these Regulations and permits of the holds being properly sealed. In this connection a shipbuilding expert may be called in at the expense of the owner of the vessel. If no defects are discovered, the Customs authority will draw up a certificate, on the lines of model " A ", that the vessel is suitable for Customs sealing, attaching to it a copy of the sketch and specification, together with the certificate that the owner has been personally approved (Paragraph 19). The above documents must be kept by the master in a waterproof cover on board the vessel and shown on demand at any moment to officials of the Customs or navigation authorities.

Paragraph 16.

1. The certificate recording that the vessel is adapted for Customs sealing shall be valid for a maximum period of five years ; before the expiry of this period the vessel shall be presented for re-inspection to a Czechoslovak Port Customs or a German Central Customs authority (Paragraph 15, sub-paragraph 1). If the inspection discloses no defects, the Customs authority shall confirm the certificate and shall notify simultaneously the Customs authority which issued it. This, and any subsequent confirmation, shall be valid for a further period of five years.

2. Should the Customs authority which first inspected the vessel not be notified of the vessel's subsequent inspection by another Customs authority, it shall, when the validity of the certificate has expired, call upon the shipowner to prove, within a period to be fixed, that the vessel has been re-inspected. Should the owner ignore this request, the certificate of the vessel's suitability for sealing shall be declared to have lapsed and due notice thereof shall be given both to the owner and to all the Czechoslovak Port Customs and German Central authorities concerned (Paragraph 15, sub-paragraph 1).

Paragraph 17.

1. Any structural alterations of the vessel's cargo holds or sealing arrangements shall be notified to the nearest Czechoslovak Port Customs or German Customs authority before a fresh

le plus proche, avant qu'une nouvelle expédition en douane avec cales plombées soit demandée. La notification doit être accompagnée d'un dessin explicatif et d'une description de la modification apportée, établis en deux exemplaires, ainsi que des documents mentionnés à la dernière phrase de l'alinéa 2 du paragraphe 15 ; en même temps, le bâtiment, non chargé dans la mesure où cela est nécessaire, doit être présenté à la visite.

2. Si, au cours de la visite du dispositif de fermeture, il n'est constaté aucune défectuosité, l'autorité douanière annote sur le certificat que le bateau se prête au plombage avec les garanties de sécurité nécessaires, y joint une copie du dessin et de la description mentionnés à l'alinéa premier, et en informe en même temps l'autorité douanière qui, la première, a délivré le certificat.

3. Si, au cours de la visite du dispositif de la fermeture, des défectuosités sont constatées et s'il n'y est pas remédié par l'armateur dans le délai qui lui est imparti, l'autorité douanière retient les documents mentionnés à l'alinéa premier et les envoie, avec indication desdites défectuosités, à l'autorité douanière qui, la première, a délivré le certificat.

Paragraphe 18.

1. Avant de procéder à l'apposition au bateau de plombs de douane, l'autorité douanière doit vérifier le dispositif de fermeture dans la mesure où le permet l'état de chargement du bateau.

2. L'autorité douanière en présence de laquelle il est procédé à un déchargement complet des locaux destinés à être plombés a le droit de vérifier à cette occasion si le bateau se prête au plombage avec les garanties de sécurité nécessaires. Si l'autorité douanière constate des défectuosités et si le propriétaire ou le capitaine du bateau se refuse à y remédier, l'autorité douanière doit retirer le certificat et le transmettre, avec l'indication desdites défectuosités, à l'autorité douanière qui l'a délivrée.

IV. DISPOSITIONS RELATIVES A L'ADMISSION DES ARMATEURS AU BÉNÉFICE DU PASSAGE EN DOUANE DE LEURS BATIMENTS AVEC CALES PLOMBÉES

Paragraphe 19.

1. L'armateur qui veut transporter à bord de son bateau, dans des cales plombées, des marchandises placées sous le contrôle de la douane, doit obtenir un certificat d'admission, dans la République tchécoslovaque, auprès de la direction des douanes du district, et, dans le Reich allemand, auprès d'un bureau principal de douane dans la circonscription duquel se trouve un port de l'Elbe. La compétence locale des autorités douanières se règle d'après le domicile de l'armateur ou le siège de l'entreprise. Le certificat d'admission est établi conformément au modèle B.

2. La délivrance du certificat d'admission doit être refusée s'il existe des doutes motivés au sujet de la confiance que mérite l'armateur et, en particulier, si ledit armateur a fait l'objet, sur le territoire de l'une des Parties contractantes, d'une punition du fait d'un délit de douane, d'un crime ou d'une infraction commis pour des motifs de lucre, ou encore, s'il s'est déjà vu retirer le certificat d'admission. L'autorité douanière a toutefois le droit, d'accord avec l'autorité douanière compétente de l'autre Partie contractante, de passer outre à des motifs de refus s'il y a pour cela des raisons qui méritent d'être prises en considération. Les autorités compétentes pour notifier cet accord sont, dans la République tchécoslovaque, la direction des douanes de district, à Prague, et, dans le Reich allemand, le président du Landesfinanzamt, à Dresde.

3. Si l'armateur possède plusieurs bateaux, l'autorité douanière lui délivre un certificat d'admission spécial pour chaque bateau.

application is made for dispatch of a consignment under Customs seal. Such notice must be accompanied by an explanatory sketch and description, both in duplicate, of the structural alteration, as well as by the documents referred to in the last sentence of Paragraph 15, sub-paragraph 2 : the vessel shall, at the same time, be presented for inspection, empty if necessary.

2. If inspection of the sealing arrangements discloses no defects, the Customs authority shall note on the certificate that the vessel is adapted for Customs sealing, attach thereto a copy of the sketch and description referred to in sub-paragraph 1 and, at the same time, notify the Customs authority which issued the original certificate.

3. Should the inspection of the sealing arrangements reveal defects which the owner of the vessel fails to remedy in the period allotted to him, the Customs authorities shall retain the documents referred to in sub-paragraph 1 and forward them with a statement of the defects to the Customs authority which issued the original certificate.

Paragraph 18.

1. Before officially sealing the vessel, the Customs authority must verify the sealing arrangements so far as the state of the vessel's cargo permits.

2. The Customs authorities before whom the sealed compartments are completely discharged shall be entitled to take the opportunity of verifying the reliability of the vessel's sealing arrangements. Should defects be disclosed and the shipowner or master refuse to remedy them, the Customs authority shall withdraw the certificate and forward it with a statement of the circumstances to the Customs authority which issued it.

IV. REGULATIONS REGARDING THE RIGHT OF SHIPOWNERS TO HAVE THEIR VESSELS ADMITTED TO THE BENEFIT OF CUSTOMS SEALING REGULATIONS.

Paragraph 19.

1. A shipowner who wishes to forward goods subject to Customs supervision on his vessel under seal must secure a licence — in Czechoslovakia from the District Customs Administration and in Germany from a Central Customs Office in whose district there is an Elbe port. The question of the Customs authority's jurisdiction shall depend on the domicile of the proprietor of the vessel or the seat of the undertaking. The licence shall be made out in accordance with Model B.

2. No licence shall be issued if there are genuine reasons for suspecting the shipowner's trustworthiness, and particularly if he has, in the territory of either Contracting Party, been punished for a breach of Customs regulations or for an offence or for a misdemeanour committed for motives of gain, or if he has already once been deprived of his licence. The Customs authority may, however, by joint agreement with the competent Customs authority of the other Contracting Party, waive these objections if there are meritorious grounds for doing so. In Czechoslovakia, the authority competent to give consent is the District Customs Administration, Prague, and in Germany, the President of the Landesfinanzamt, Dresden.

3. If a shipowner possesses several vessels, the Customs authority shall issue a separate licence for each vessel.

Paragraphe 20.

L'armateur auquel a été délivré le certificat d'admission conformément au paragraphe 19 est soumis aux obligations ci-après :

a) Il ne doit confier la direction de son bateau qu'à une personne digne de confiance ; la direction d'un bateau ne doit pas être confiée à une personne punie pour délit de douane, crime ou infraction commis pour des motifs de lucre avant l'expiration d'un délai de trois ans après que la peine d'emprisonnement aura été purgée ou la peine pécuniaire acquittée.

b) Il doit notifier à l'autorité douanière compétente, dans la forme prévue au paragraphe 17 et avant toute nouvelle demande d'expédition en douane avec cales plombées, toute modification apportée au dispositif de fermeture, et veiller à ce que les plombs de douane ne soient pas endommagés et qu'aucune disposition ne soit prise de manière qu'il soit possible d'avoir accès aux marchandises sans toucher aux plombs de douane.

c) Il doit notifier, dans un délai de quatorze jours, à l'autorité qui aura délivré le certificat d'admission, tout changement de propriété du bateau et retourner en même temps à ladite autorité le certificat d'admission en question.

Paragraphe 21.

Par délit de douane aux termes des paragraphes 19 et 20, on entend, dans la République tchécoslovaque, les infractions en matière de douane et, dans le Reich allemand, les contraventions aux lois douanières.

Paragraphe 22.

1. Par l'acceptation du certificat d'admission, l'armateur se soumet, en cas d'infraction aux dispositions du paragraphe 20, vis-à-vis des autorités douanières tchécoslovaques, à une peine contractuelle de 8000 couronnes tchécoslovaques au plus, conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 17 de la loi douanière tchécoslovaque, et, vis-à-vis des autorités douanières allemandes, à une amende (*Sicherungsgel*) de 1000 reichsmark au plus, conformément au paragraphe 203 du Code fiscal du Reich (*Reichsabgabenordnung*). Cela n'affecte en rien les dispositions légales des parties contractantes relatives à la poursuite et la punition des infractions aux prescriptions douanières.

2. Les autorités douanières tchécoslovaques reconnaîtront les certificats d'admission délivrés par les autorités douanières compétentes allemandes comme tenant lieu d'autorisation, aux termes de l'alinéa premier du paragraphe 43 de la loi douanière du 14 juillet 1927 (*Recueil des Lois et Règlements*, N° 114).

Paragraphe 23.

1. S'il est établi par la suite que lors de la délivrance du certificat d'admission l'armateur n'était pas digne de confiance (paragraphe 19, alinéa 2) ou si l'armateur cesse d'être digne de confiance après la délivrance du dit certificat, l'autorité qui l'aura délivré devra procéder au retrait du ou des certificats d'admission (paragraphe 19, alinéa 3). Les dispositions de la deuxième et de la troisième phrases de l'alinéa 3 du paragraphe 19 sont appliquées par analogie.

2. Le certificat d'admission peut également être retiré s'il est établi que des compartiments secrets ou difficiles à découvrir ont été aménagés ultérieurement à bord d'un bateau ou que le dispositif de fermeture officiellement vérifié a fait l'objet par la suite de modifications ou de mesures permettant d'avoir accès aux marchandises sans toucher aux plombs de douane. Le retrait du certificat d'admission délivré pour un bateau se trouvant dans ce cas est du ressort, dans la République tchécoslovaque, du bureau de douane de port qui a procédé à la constatation et, dans le Reich allemand, du bureau principal de douane dans la circonscription duquel la constatation a eu lieu.

Paragraph 20.

The following are the obligations assumed by a shipowner who has been granted a licence under Paragraph 19 :

(a) Only a trustworthy person may be put by him in command of the vessel ; the command shall not be given to a person who has been punished for a breach of Customs regulations or an offence or a misdemeanour committed for motives of gain, until the expiry of three years after the sentence of imprisonment has been served or the money fine paid.

(b) Before fresh application is made for clearing under Customs seal, he must notify the competent Customs authority in the manner laid down in Paragraph 17, of any alteration made in the sealing arrangements and take steps to see that the Customs seal is undamaged and that nothing has been done which would facilitate access to the cargo without interfering with the Customs seal.

(c) He must within fourteen days inform the issuing authority of any change in proprietorship and simultaneously return the licence to the said authority.

Paragraph 21.

In Czechoslovakia, Customs offences, and in Germany, contraventions of Customs laws, shall be deemed to be breaches of Customs regulations in the sense of Paragraphs 19 and 20.

Paragraph 22.

1. Acceptance of a licence renders the shipowner liable, in the event of an infringement of the provisions of Paragraph 20 — in the case of Czechoslovakia, to a conventional penalty not exceeding 8,000 Czechoslovak crowns, in virtue of Paragraph 17, sub-paragraph 3, of the Czechoslovak Customs Law, and, in the case of Germany, to a money fine (*Sicherungsgeld*) up to 1,000 Reichsmarks, under Paragraph 203 of the German Fiscal Code (*Reichsabgabenordnung*), without prejudice, however, to any legal provisions of the Contracting Parties regarding the prosecution and punishment of offences against Customs regulations.

2. The Czechoslovak Customs authorities shall recognise licences issued by the competent German Customs authorities as an authorisation in the sense of Paragraph 43, sub-paragraph 1 of the Customs Law of July 14, 1927 (*Legal Digest* No. 114).

Paragraph 23.

1. Should it subsequently appear that, at the time a licence was issued, the shipowner was untrustworthy (Paragraph 19, sub-paragraph 2), or should such owner, after the issue of the certificate, forfeit the confidence reposed in him, the issuing authority shall withdraw the licence or licences (Paragraph 19, sub-paragraph 3). The provisions of the second and third sentences of Paragraph 19, sub-paragraph 2 shall apply *mutatis mutandis*.

2. The licence may also be withdrawn if it is proved that secret compartments or compartments difficult to detect have subsequently been installed on a vessel or such alterations made in the officially authorised sealing arrangements, or such action taken, as would facilitate access to the cargo without interfering with the seal. The authority entitled to withdraw the licence issued to such a vessel is, in Czechoslovakia, the Port Customs authority which made the discovery and, in Germany, the Central Customs authority in whose district the discovery was made.

Paragraphe 24.

L'imposition d'une peine contractuelle ou d'une amende (paragraphe 22), ainsi que le retrait du certificat d'admission (paragraphe 23), doivent être portés à la connaissance de toutes les autorités douanières des Parties contractantes mentionnées à l'alinéa premier du paragraphe 15, avec indication précise du bâtiment, du capitaine et de l'armateur.

V. DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET DISPOSITIONS FINALES

Paragraphe 25.

Dans la mesure où cela sera nécessaire, il y aura lieu de produire des traductions, légalisées par les consulats tchécoslovaques ou allemands, des documents mentionnés aux paragraphes premier, 15-17 et 19. Dans la République tchécoslovaque, les traductions peuvent également être légalisées par les tribunaux ou les notaires.

Paragraphe 26.

Les bâtiments reconnus comme se prêtant au plombage, conformément aux prescriptions relatives au mode de construction des bateaux destinés au plombage en vigueur jusqu'ici, seront admis au plombage comme par le passé, à condition d'observer les prescriptions des paragraphes premier, et 15 à 25.

MODÈLE A.

CERTIFICAT N°

attestant que le bateau de l'Elbe

(catégorie, nom, numéro ou autre signe distinctif, port d'attache, etc.)

se prête au plombage.

Il a été reconnu que le bâtiment mentionné ci-dessus se prête au plombage après examen effectué conformément au paragraphe 15 du Règlement du 27 juin 1930, relatif à l'apposition de plombs de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe.

Le présent certificat, ainsi que le dessin, la description et le certificat d'admission qui y sont annexés, sont à conserver par le capitaine du bateau dans une enveloppe étanche, à bord du bâtiment, et doivent être produits sur toute réquisition des fonctionnaires de la douane ou des autorités du service de navigation.

Toute modification de l'aménagement des cales ou du dispositif de fermeture du bâtiment doit être signalée, avant toute nouvelle demande de passage en douane avec cales plombées, au bureau de douane de port tchécoslovaque ou au bureau principal de douane allemand le plus proche. Les documents susmentionnés, accompagnés d'un dessin explicatif et d'une description de la modification apportée, doivent être produits en même temps et le bâtiment doit être présenté à ladite autorité.

Si dans le courant des cinq dernières années, il n'a pas été procédé à un examen complet en vue de s'assurer que le bâtiment se prête au plombage, l'expédition en douane avec cales plombées ne devra pas avoir lieu avant un nouvel examen complet.

Dans la mesure où cela sera nécessaire, il y aura lieu de produire des traductions, légalisées par les consulats tchécoslovaques ou allemands, des documents mentionnés ci-dessus ou établis ultérieurement

Paragraph 24.

The imposition of a conventional penalty or a money fine (Paragraph 22) and the withdrawal of a licence (Paragraph 23) shall be notified to all the Customs authorities of the Contracting Parties mentioned in Paragraph 15, sub-paragraph 1, together with an exact description of the vessel, its master and proprietor.

V. TEMPORARY AND FINAL PROVISIONS.

Paragraph 25.

Where necessary, translations of the documents referred to in Paragraphs 1, 15 to 17 and 19, duly certified by Czechoslovak or German Consulates, shall be submitted. In Czechoslovakia the translations may also be certified by the courts or by notaries.

Paragraph 26.

Vessels recognised as suitable for sealing purposes under the previous regulations governing the structural design of vessels with sealed compartments shall continue to be accepted for clearance under seal subject to compliance with the provisions of Paragraphs 1 and 15 to 25.

MODEL A.

CERTIFICATE No.

of the suitability for sealing purposes of the Elbe vessel :

(class, name, number or other distinguishing mark, home port, etc.)

After due verification in accordance with Paragraph 15 of the Customs Sealing Regulations for Elbe vessels dated June 27, 1930, the above craft is recognised to be adapted for sealing.

The master of the vessel shall keep this certificate, together with the attached sketch and description and also the attached licence, in a waterproof cover on board the vessel, and produce it on demand at any moment to the officials of the Customs or navigation authorities.

Any structural alteration of the vessel's cargoholds or sealing arrangements shall be notified to the nearest Czechoslovak Port Customs or German Central Customs authority before a fresh application is made for despatch under Customs seal ; at the same time the above-mentioned documents and enclosing an explanatory sketch and description of the structural alteration shall be submitted and the craft shall likewise be brought up for inspection.

Should no complete verification of the vessel's suitability for sealing be undertaken during the last five years, clearance under Customs seal shall not be effected before a fresh complete inspection is made.

Where necessary, translations certified by Czechoslovak or German Consulates of the documents aforementioned or any subsequent documents, which are likewise to be kept in the manner above

lesdites traductions devant être conservées et produites comme ci-dessus ; dans la République tchécoslovaque, les documents peuvent être également légalisés par les tribunaux ou les notaires

....., le 19.....

(Nom de l'autorité qui délivre le certificat.)

Une inspection complète du dispositif de fermeture du bateau, à laquelle il a été procédé en date de ce jour, établit que le bateau se prête au plombage.

Des modifications ayant été apportées au dispositif de fermeture du bateau, l'inspection spéciale à laquelle il a été procédé établit que le bateau se prête au plombage.

MODÈLE B.

CERTIFICAT D'ADMISSION N°

L'armateur

est admis au bénéfice de l'expédition en douane avec cales plombées pour le bâtiment, conformément au Règlement du 27 juin 1930, relatif à l'apposition de plombs de douane, applicable aux bateaux de l'Elbe.

Il est tenu :

a) De ne confier la direction du bateau qu'à une personne digne de confiance ; la direction d'un bateau ne doit pas être confiée à une personne punie pour délit de douane, crime ou infraction commis pour des motifs de lucre, avant l'expiration d'un délai de trois ans après que la peine d'emprisonnement aura été purgée ou la peine pécuniaire acquittée ;

b) De notifier à l'autorité douanière compétente, avant toute nouvelle demande d'expédition en douane avec cales plombées, toute modification apportée au dispositif de fermeture et de veiller à ce que les plombs de douane ne soient pas endommagés et qu'aucune disposition ne soit prise de manière qu'il soit possible d'avoir accès aux marchandises sans toucher aux plombs de douane ;

c) De notifier dans un délai de quatorze jours à l'autorité qui aura délivré le certificat d'admission, tout changement de propriété du bateau et de retourner en même temps le certificat d'admission à ladite autorité.

Par l'acceptation du certificat d'admission, l'armateur se soumet, en cas d'infraction aux dispositions du paragraphe 20, vis-à-vis des autorités douanières tchécoslovaques, à une peine contractuelle de 8000 couronnes tchécoslovaques au plus, conformément à l'alinéa 3 du paragraphe 17 de la loi douanière tchécoslovaque, du 14 juillet 1927 (*Recueil des Lois et Règlements* N° 114), et vis-à-vis des autorités douanières allemandes, à une amende (*Sicherungsgeld*) de 1000 reichsmarks au plus, conformément au paragraphe 203 du Code Fiscal du Reich (*Reichabgabenordnung*) du 13 décembre 1919.

....., le 19.....

(Nom de l'autorité qui délivre le certificat.)

described, must be submitted ; in Czechoslovakia the documents may also be certified by courts or notaries.

..... 19.....

(Authority)

A thorough inspection of the vessel's sealing arrangements carried out this day revealed no defects in the vessel's suitability for sealing.

Structural alterations having been made in the vessel's sealing arrangements, an inspection of these was made and revealed no defects in the vessel's suitability for sealing.

..... 19....

(Authority)

..... 19....

(Authority)

MODEL B.

LICENCE N°

The shipowner, is accorded permission to have the vessel cleared for the transport of goods in sealed compartments.

in virtue of the Customs Sealing Regulations for Elbe shipping, dated June 27, 1930,

He is bound :

(a) To put the vessel under the command of a trustworthy person only ; command of the vessel shall not be given to a person who has been punished for a breach of Customs regulations or an offence or a misdemeanour committed for motives of gain until the expiry of three years after the sentence of imprisonment has been served or the money fine paid ;

(b) Before fresh application is made for despatch under Customs seal, to notify the competent Customs authority of any alteration in the sealing arrangements and take steps to see that the Customs seal is not damaged and nothing done which would facilitate access to the cargo without interfering with the Customs seal ;

(c) To notify the issuing authority within fourteen days of any change in proprietorship and simultaneously return it the licence.

Acceptance of this licence renders the owner liable, in the event of a breach of the above-mentioned undertakings — in Czechoslovakia, to a conventional penalty not exceeding 8,000 Czechoslovak crowns, under Paragraph 17, sub-paragraph 3 of the Czechoslovak Customs Law of July 14, 1927 (*Legal Digest* No. 114) and in Germany to a money fine (*Sicherungsgeld*) not exceeding 1,000 Reichsmarks under Paragraph 203 of the German Fiscal Code (*Reichsabgabenordnung*) of December 13, 1919.

..... 19.....

(Authority)

N° 2615.

DANEMARK ET ESTONIE

Déclaration concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage danois et estoniens. Signée à Copenhague, le 16 janvier 1931.

DENMARK AND ESTONIA

Declaration relating to the reciprocal Recognition of Danish and Estonian Tonnage Certificates. Signed at Copenhagen, January 16, 1931.

N^o 2615. — DÉCLARATION ENTRE LE DANEMARK ET L'ESTONIE,
CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTI-
FICATS DE JAUGEAGE DANOIS ET ESTONIENS. SIGNÉE A
COPENHAGUE, LE 16 JANVIER 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 15 février 1931.

LE GOUVERNEMENT DU DANEMARK et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, considérant que le Règlement estonien du 7 novembre 1924 sur la détermination du tonnage des bâtiments de mer est identique aux dispositions des « *Merchant Shipping Acts* » (1894-1907) et considérant que le système adopté en Danemark est identique au système anglais, de sorte que les procédés employés pour la détermination de la jauge des navires en Danemark et en Estonie sont identiques au procédé anglais, ont résolu d'établir un accord pour la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et ont autorisé les soussignés à signer la déclaration suivante :

Article premier.

Les navires danois, à voile et à vapeur, dont la jauge aura été établie conformément à la loi du 13 mars 1867, seront admis dans les ports estoniens, et les navires estoniens, à voile et à vapeur, dont la jauge aura été établie conformément au Règlement du 7 novembre 1924, seront admis dans les ports danois, sans aucune opération de mesurage, les données inscrites sur leurs certificats de jaugeage étant considérées comme équivalentes.

Article 2.

La présente déclaration entrera en vigueur le trentième jour après sa signature.

Sera aboli, à partir de l'entrée en vigueur de la présente déclaration, l'accord provisoire concernant la reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage, conclu entre le Danemark et l'Estonie par Echange de notes en dates des 28 novembre 1920¹, 8 mars 1921 et 7 avril 1922¹.

Faite à Copenhague, en double exemplaire, le 16 janvier mil neuf cent trente et un.

Pour copie certifiée conforme :

Copenhague, le 17 janvier 1930.

E. Reventlow,

*Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères.*

(L. S.) Th. STAUNING.

(L. S.) Fr. AKEL.

¹ Vol. XIV, page 243, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2615. — DECLARATION BETWEEN DENMARK AND ESTONIA
RELATING TO THE RECIPROCAL RECOGNITION OF DANISH
AND ESTONIAN TONNAGE CERTIFICATES. SIGNED AT COPEN-
HAGEN, JANUARY 16, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations and the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Declaration took place February 15, 1931.

THE DANISH GOVERNMENT and THE GOVERNMENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC, considering that the Estonian Regulation of November 7, 1924, on the measurement of the capacity of sea-going vessels is identical with the provisions of the Merchant Shipping Acts (1894-1907), and considering that the system used in Denmark is identical with the English system, so that the method used for the measurement of the tonnage of vessels in Denmark and in Estonia are identical with the English method, have resolved to establish an agreement for the reciprocal recognition of onnage certificates and have authorised the undersigned to sign the following Declaration :

Article 1.

Danish sailing and steam vessels whose tonnage has been fixed in accordance with the law of March 13, 1867, shall be admitted to Estonian ports and Estonian sailing and steam vessels whose tonnage has been fixed in accordance with the Regulation of November 7, 1924, shall be admitted to Danish ports without any measuring operations, the particulars given on their tonnage certificates being considered as equivalent.

Article 2.

The present Declaration shall enter into force on the thirtieth day after its signature.

From the time of the entry into force of the present Declaration, the provisional Agreement relating to reciprocal recognition of tonnage certificates concluded between Denmark and Estonia by an Exchange of Notes on November 28, 1920², March 8, 1921 and April 7, 1922², shall be abrogated.

Done in duplicate at Copenhagen, January 16, one thousand nine hundred and thirty-one.

(L. S.) Th. STAUNING.

(L. S.) Fr. AKEL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. XIV, page 243, of this Series.

N° 2616.

ESTONIE ET LETTONIE

Accord relatif à l'entretien en bon état de la frontière entre l'Estonie et la Lettonie et à l'usage des zones expropriées et des zones où les droits de propriété sont limités. Signé à Riga, le 5 septembre 1930.

ESTONIA AND LATVIA

Agreement regarding the Maintenance in Good Condition of the Frontier between Estonia and Latvia and the Use of the Expropriated Zones and of the Zones in which Rights of Ownership are restricted. Signed at Riga, September 5, 1930.

N° 2616. — ACCORD¹ RELATIF A L'ENTRETIEN EN BON ÉTAT DE LA FRONTIÈRE ENTRE L'ESTONIE ET LA LETTONIE ET A L'USAGE DES ZONES EXPROPRIÉES ET DES ZONES OÙ LES DROITS DE PROPRIÉTÉ SONT LIMITÉS. SIGNÉ A RIGA, LE 5 SEPTEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 février 1931.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE de l'autre, se basant sur les dispositions des articles IX et XI de la Convention² complémentaire relative aux questions de frontière, conclue à Tallinn le 1^{er} novembre 1923, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les deux Parties contractantes s'engagent à entretenir en bon état la frontière, savoir : à veiller à ce que les bornes ne soient pas mal intentionnellement endommagées, à réparer les bornes, à entretenir en bon état les zones frontière et à restaurer, en cas de besoin, la frontière.

Remarque : La réparation des bornes et le nettoyage de la ligne frontière doivent être effectués tous les trois ans. La frontière sur terre doit être restaurée suivant les bornes existant en nature. Les bornes détruites doivent être restaurées d'après les données contenues dans la description de la frontière. Dans les endroits où la frontière suit les cours d'eau qui changent leurs lits graduellement, la frontière change de place en suivant la ligne médiane de la rivière ; cependant, si le cours d'eau se fait un nouveau lit, la frontière sera établie par un accord spécial.

Article 2.

Dans la zone expropriée d'une largeur de 2,0 m. de chaque côté de la frontière, il sera défendu de labourer et de cultiver le sol, d'y construire, d'y planter des jardins fruitiers, des buissons, des arbres, d'y faire paître le bétail et d'y circuler. L'herbe y sera fauchée chaque année sous la surveillance de la garde frontière.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 3 février 1930.

² Vol. XXV, page 345 ; vol. LXI, page 315 ; vol. C, page 209 ; et vol. CVII, page 469, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2616. — AGREEMENT² REGARDING THE MAINTENANCE IN GOOD CONDITION OF THE FRONTIER BETWEEN ESTONIA AND LATVIA, AND THE USE OF THE EXPROPRIATED ZONES AND OF THE ZONES IN WHICH RIGHTS OF OWNERSHIP ARE RESTRICTED. SIGNED AT RIGA, SEPTEMBER 5, 1930.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 16, 1931.

THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA, of the one part, and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the other part, have agreed, on the basis of the provisions of Articles IX and XI of the Supplementary Convention³ on Frontier Questions concluded at Tallinn on November 1, 1923, as follows :

Article 1.

The two Contracting Parties undertake to maintain the frontier in good condition, namely, to see that the boundary marks are not maliciously damaged, to repair the marks, to maintain the frontier zones in good condition, and, if necessary, to restore the frontier line.

Note : The repair of boundary marks and the cleaning of the frontier line shall be carried out every three years. The land frontier shall be restored on the basis of the existing natural marks. Destroyed boundary marks shall be restored in accordance with the information contained in the description of the frontier. At places where the frontier follows a watercourse which is gradually changing its bed, the frontier shall follow the median line of the river. If the watercourse makes a new bed, however, the frontier line shall be established by special agreement.

Article 2.

It shall be prohibited to plough or cultivate the soil, build, plant orchards, shrubs or trees, pasture cattle, or move about in the expropriated zone for a width of 2 metres on either side of the frontier. The grass shall be mown each year under the supervision of the frontier-guard.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Tallinn, February 3, 1930.

³ Vol. XXV, page 345 ; Vol. LXI, page 315 ; Vol. C, page 209 ; and Vol. CVII, page 469, of this Series.

Les propriétaires des bâtiments et des jardins situés dans la zone expropriée ont le droit d'en faire usage jusqu'au moment où les bâtiments tomberont en ruine, mais ils n'auront pas le droit d'exécuter de grandes réparations de ces bâtiments. Pour les terrains de la zone frontière occupée par des bâtiments et des jardins, les usagers paieront à l'Etat un fermage.

Article 3.

Excepté dans les villes de Valk et d'Ainaži entre les points de la frontière d'Etat N° 201-213 et 440-442, les propriétaires de la zone de 4,4 m. se trouvant de chaque côté de la zone expropriée de 2,0 m. n'auront pas le droit d'y élever des bâtiments et d'y planter des forêts. Cette zone sera tenue libre de buissons aux frais de l'Etat.

Article 4.

Le présent accord sera ratifié et entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord.

Fait à Riga en double expédition française, le 5 septembre 1930.

(L. S.) H. CELMIŅŠ,
*Président du Conseil, ministre
des Affaires étrangères de Lettonie.*

(L. S.) Edward WIRGO,
*Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire d'Estonie en Lettonie.*

The owners of buildings and gardens situated in the expropriated zone shall be entitled to use such buildings and gardens until they fall into ruin, but they shall not be entitled to carry out extensive repairs to the buildings. The holders of land occupied by buildings and gardens in the frontier zone shall pay rent to the State.

Article 3.

Except in the towns of Valga and Heinaste between the State frontier marks Nos. 201-213 and 440-442, land owners in a zone of 4.4 metres on either side of the expropriated zone of 2 metres shall not be entitled to erect buildings thereon or plant trees. This zone shall be kept free from bushes at Government expense.

Article 4.

The present Agreement shall be ratified, and shall come into force on the date on which the instruments of ratification are exchanged.

In faith whereof [the Plenipotentiaries of both [Contracting Parties have signed the present Agreement.

Done at Riga in duplicate in French, September 5, 1930.

(L. S.) H. CELMIŅŠ,
*Prime Minister,
Minister for Foreign Affairs of Latvia.*

(L. S.) Edward WIRGO,
*Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Estonia in Latvia*

N° 2617.

POLOGNE ET ROUMANIE

Convention relative à l'exploitation de
lignes de communication aérienne
régulière. Signée à Varsovie, le
9 mai 1930.

POLAND AND ROUMANIA

Convention regarding the Operation
of Regular Air Lines of Communi-
cation. Signed at Warsaw, May 9,
1930.

N^o 2617. — CONVENTION ¹ ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LE ROYAUME DE ROUMANIE RELATIVE A L'EXPLOITATION DE LIGNES DE COMMUNICATION AÉRIENNE RÉGULIÈRE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 9 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le délégué de la Pologne à la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Roumanie auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 17 février 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, également désireux de régler, faciliter et favoriser le développement des communications aériennes dans les deux pays sur la base de la Convention ² portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, ont résolu de conclure une convention à cet effet, et ont désigné pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. Adam TARNOWSKI, chef de Section au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. Czesław FILIPOWICZ, ingénieur, chef de Section au Ministère des Communications ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Georges CRETZIANO, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Varsovie ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Gouvernement de la République de Pologne accordera à une entreprise roumaine de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement roumain, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire polonais, de la ligne de communication aérienne Warszawa-Bucaresti et vice-versa.

Le Gouvernement du Royaume de Roumanie accordera à une entreprise polonaise de navigation aérienne, désignée par le Gouvernement polonais, les autorisations nécessaires pour l'exploitation, sur le territoire roumain, de la même ligne Bucaresti-Warszawa et vice-versa.

Cette ligne de communication aérienne sera exploitée par ces deux entreprises sur la base d'une réciprocité complète.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bucarest, le 20 novembre 1930.

² Vol. XI, page 173 ; vol. XXIV, page 174 ; vol. LIX, page 346 ; vol. LXIII, page 389 ; et vol. LXXVIII, page 438, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2617. — CONVENTION ² BETWEEN THE POLISH REPUBLIC AND THE KINGDOM OF ROUMANIA REGARDING THE OPERATION OF REGULAR AIR LINES OF COMMUNICATION. SIGNED AT WARSAW, MAY 9, 1930.

French official text communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations and the Roumanian Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place February 17, 1931.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, being equally desirous of regulating, facilitating and promoting the development of air communications in the two countries on the basis of the Convention ³ relating to the regulation of aerial navigation, dated October 13, 1919, have decided to conclude a Convention for that purpose, and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Adam TARNOWSKI, Head of Section in the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Czesław FILIPOWICZ, Engineer, Head of Section in the Ministry of Communications ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Georges CRETZIANO, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Warsaw,

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The Government of the Polish Republic shall grant the authorisations necessary for the operation over Polish territory of the airway Warsaw-Bucharest and *vice versa* to a Roumanian air navigation undertaking designated by the Roumanian Government.

The Government of the Kingdom of Roumania shall grant the authorisations necessary for the operation over Roumanian territory of the same airway Bucharest-Warsaw and *vice versa* to a Polish air navigation undertaking designated by the Polish Government.

This airway shall be operated by the two undertakings on a basis of complete reciprocity.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Bucharest, November 20, 1930.

³ Vol. XI, page 173 ; Vol. XXIV, page 174 ; Vol. LIX, page 346 ; Vol. LXIII, page 389 ; and Vol. LXXVIII, page 438, of this Series.

Article 2.

L'établissement de nouvelles lignes aériennes autres que celle dont il est question à l'article premier pourra s'effectuer en vertu d'un accord entre les deux Gouvernements contractants.

Toutes les dispositions de la présente convention seront également appliquées aux nouvelles lignes.

Article 3.

Les itinéraires de lignes aériennes, les lieux désignés pour le survol des frontières et les aérodromes douaniers seront désignés par chacune des Parties contractantes et communiqués à l'autre Partie contractante au cours de quarante jours à partir de la date de la signature de la présente convention.

Article 4.

Les Parties contractantes prendront, chacune sur son territoire, des mesures nécessaires en vue d'assurer aux entreprises concessionnaires, et dans les mêmes conditions qu'aux entreprises de navigation aérienne nationales, l'usage des aérodromes, installations et services techniques sur l'itinéraire de la ligne mentionnée à l'article premier.

Article 5.

Au cas où sur le territoire d'une des Parties contractantes l'entreprise de navigation aérienne de l'autre Partie contractante ne pourrait pas utiliser les installations techniques indispensables à l'exploitation régulière de sa ligne, cette entreprise pourra construire, sur le territoire ci-dessus mentionné, les installations nécessaires dans des conditions qui seront précisées par l'autorité d'aviation compétente de la Partie contractante, où les constructions doivent être édifiées, sur la demande de ladite entreprise.

Article 6.

Les deux Parties contractantes sont d'accord pour connaître à l'entreprise polonaise en Roumanie et à l'entreprise roumaine en Pologne le droit de cabotage, c'est-à-dire le droit de transporter par avions des personnes, bagages et marchandises entre les aérodromes situés à l'intérieur de chaque pays sur l'itinéraire de la ligne en question. Le droit de cabotage sera expressément reconnu pour chaque ligne dans les concessions délivrées aux deux entreprises.

La dénonciation du droit de cabotage sera subordonnée à un avis préalable de six mois.

Article 7.

Les deux Parties contractantes s'engagent à assurer aux entreprises en question, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, des facilités en vue d'accélérer l'accomplissement des formalités douanières et administratives concernant les transports aériens des personnes, bagages et marchandises.

Article 8.

Les avions destinés à l'exploitation des lignes prévues aux articles premier et 2, ainsi que les moteurs montés sur ces avions, les pièces de rechange (moteurs de rechange y compris), tous les objets nécessaires à l'aménagement des avions ou à leur conservation seront exemptés des droits de

Article 2.

New airways other than those mentioned in Article 1 may be established by agreement between the two Contracting Governments.

All the provisions of the present Convention shall apply to the new lines.

Article 3.

The routes of airways, the places at which aircraft are to cross frontiers, and the aerodromes at which Customs formalities are to be carried out, shall be designated by each of the Contracting Parties and communicated to the other Contracting Party within forty days from the date of signature of the present Convention.

Article 4.

Each of the Contracting Parties shall take in its own territory the measures necessary to ensure that the concession-holding undertakings have the use of aerodromes, installations and technical services on the route of the airway mentioned in Article 1, under the same conditions as national air navigation undertakings.

Article 5.

Should the air navigation undertaking of one Contracting Party be unable to use the technical installations indispensable for the regular operation of its airway in the territory of the other Contracting Party, such undertaking shall be entitled to construct the necessary installations in the above-mentioned territory under conditions to be laid down by the competent air authority of the Contracting Party in whose territory the installations are to be constructed, at the request of the said undertaking.

Article 6.

The two Contracting Parties agree that the Polish undertaking in Roumania and the Roumanian undertaking in Poland shall have the right to carry internal traffic, that is to say, the right to carry by air passengers, baggage and goods between aerodromes situated in the interior of each country and on the route of the airway in question. The right to carry such internal traffic shall be expressly recognised in respect of each airway in the concessions granted to the two undertakings.

The right to carry internal traffic may be cancelled provided that six months notice is given.

[Article 7.]

The two Contracting Parties agree to provide the undertakings in question, within the scope of the laws and regulations in force, with facilities for expediting the carrying out of the Customs and administrative formalities connected with the transport by air of passengers, baggage and goods.

Article 8.

The aircraft intended for the operation of the airways provided for in Articles 1 and 2 and the engines mounted in such aircraft, spare parts (including spare engines) and all articles necessary for the equipment or maintenance of aircraft shall be exempt from Customs duties in both States,

douane dans les deux Etats, à condition que tous les objets et matériels ci-dessus mentionnés soient importés en vue d'une utilisation temporaire, et qu'ils soient renvoyés au cours d'une année dans leur pays d'origine.

Ce délai d'exportation pourra être prolongé par les autorités compétentes sur la proposition de l'entreprise concessionnaire.

Les objets ci-dessus mentionnés resteront sous le contrôle de l'administration des douanes et ne pourront être utilisés que pour les besoins de l'exploitation des lignes aériennes prévues par la présente convention.

Les objets et matériels usés ou abîmés, pour lesquels au moment de l'importation les droits de douane n'ont pas été perçus, devront être, soit retournés au pays d'origine, soit dédouanés, soit détruits sous un contrôle officiel.

Lors du dédouanement de ces objets et matériels, toutes les réductions et facilités admises par la législation nationale seront appliquées.

Les voyageurs, bagages et marchandises en transit seront placés sous le contrôle douanier. Ces bagages, ainsi que ces marchandises, seront exemptés de tout droit de douane.

Article 9.

En cas d'atterrissage forcé ou d'autre accident des avions des entreprises concessionnaires, les autorités locales seront tenues de leur prêter, contre remboursement des frais réels, la même aide que celle qui est prévue par les règlements en vigueur à l'égard des avions nationaux.

Article 10.

Les entreprises concessionnaires seront tenues :

- a)* D'observer les dispositions de la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919 ;
- b)* De se conformer, sur le territoire de l'autre Partie contractante à toutes les lois et règlements en vigueur ;
- c)* De n'employer sur le territoire de l'autre Partie contractante que des ressortissants polonais ou roumains.

L'emploi des ressortissants de tierces Puissances ne pourra avoir lieu que d'un commun accord entre les autorités d'aviation compétentes des deux Parties contractantes.

Article 11.

Les entreprises concessionnaires seront tenues de transporter la poste aérienne dans les conditions fixées par les accords qui seront conclus entre ces entreprises et les administrations postales des deux pays, sur la base d'un arrangement préalable entre ces deux administrations.

Article 12.

Les entreprises concessionnaires ne pourront céder ni entièrement, ni partiellement, les concessions en question à d'autres entreprises sans le consentement des autorités d'aviation de leur propre pays.

Article 13.

Chacune des Parties contractantes se réserve le droit de désigner en tous temps une autre entreprise nationale de navigation aérienne en remplacement de l'entreprise concessionnaire. Dans

on condition that all the articles and material above mentioned are imported for temporary use and are returned to their country of origin within one year.

This time-limit for export may be extended by the competent authorities on application from the concession-holding undertaking.

The articles above mentioned shall remain under the supervision of the Customs administration and may be used only for the purpose of operating the airways to which the present Convention refers.

Worn or damaged articles and material on which no Customs duties were levied at the time of import must be either returned to the country of origin, or cleared through the Customs, or destroyed under official supervision.

When such articles and material pass through the Customs, all reductions and facilities allowed by the national legislation shall apply.

Passengers, baggage and goods in transit shall be placed under Customs supervision. Such baggage and goods shall be exempt from all Customs duties.

Article 9.

In the event of a forced landing or of any other accident to aircraft of the concession-holding undertakings, the local authorities shall be bound to give such aircraft, on reimbursement of any actual expenditure, the same assistance as that provided for by the regulations in force in respect of national aircraft.

Article 10.

The concession-holding undertakings shall be obliged :

(a) To comply with the provisions of the Convention relating to the regulation of aerial navigation, dated October 13, 1919.

(b) To comply, in the territory of the other Contracting Party, with all laws and regulations in force.

(c) To employ only Polish or Roumanian nationals in the territory of the other Contracting Party.

Nationals of other Powers may not be employed except by agreement between the competent air authorities of the two Contracting Parties.

Article 11.

The concession-holding undertakings shall be obliged to carry air mail on terms to be laid down by agreements to be concluded between such undertakings and the postal administrations of the two countries, on the basis of a prior agreement between the two administrations.

Article 12.

The concession-holding undertakings may not transfer their concessions, whether wholly or in part, to other undertakings without the consent of the air authorities of their own country.

Article 13.

Each of the Contracting Parties reserves the right at any time to designate another national air navigation undertaking in the place of the concession-holding undertaking. In such case the

ce cas la concession accordée perdra sa validité et une nouvelle concession analogue sera immédiatement délivrée à la nouvelle entreprise. L'entreprise révoquée par une des Parties contractantes ne pourra réclamer de ce fait aucune indemnisation à l'autre Partie contractante.

Article 14.

En cas d'infraction aux dispositions de la présente convention, chacune des deux Parties contractantes pourra demander la révocation des employés coupables. En cas d'infractions réitérées ou d'infraction grave, elle pourra demander la révocation de l'entreprise elle-même.

Article 15.

Le transport aérien sporadique des personnes et marchandises du territoire d'une des Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie contractante, ou en transit au-dessus de ce dernier territoire, ne peut s'effectuer qu'en vertu d'une autorisation spéciale, délivrée par les autorités d'aviation compétentes de cette dernière Partie contractante. Pour les transports en transit ci-dessus envisagés, l'atterrissage sur un des aérodromes douaniers du pays transité est obligatoire.

Article 16.

Au cas où l'une des Parties contractantes cessera d'être partie à la Convention portant réglementation de la navigation aérienne en date du 13 octobre 1919, la présente convention continuera à être en vigueur, mais elle sera soumise à une revision.

Article 17.

Les détails d'application de la présente convention seront réglés par un accord spécial à conclure directement entre les deux administrations d'aviation compétentes des deux Parties contractantes.

Article 18.

Les différends relatifs à l'application de la présente convention qui ne pourront pas être réglés par la voie diplomatique, seront soumis, sur la demande de l'une des Parties contractantes, à la décision d'un Tribunal arbitral.

Ce tribunal sera constitué de la manière suivante :

Dans le courant d'un mois à partir du moment où l'une des Parties contractantes aura communiqué à l'autre Partie contractante la demande de constituer un Tribunal arbitral, chacune des Parties contractantes désignera un arbitre.

Si une des Parties contractantes ne désigne pas d'arbitre dans le délai ci-dessus, l'autre Partie contractante aura le droit d'adresser au président de la République française la demande de nommer cet arbitre.

Dans le courant du mois suivant les arbitres se réuniront afin de choisir d'un commun accord le surarbitre.

Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord sur le choix du surarbitre, les Parties désigneront chacune un Etat tiers et les Etats tiers ainsi désignés procéderont à la nomination du surarbitre soit d'un commun accord, soit en proposant chacun un nom, puis en laissant au sort le soin de choisir entre eux.

Les décisions du Tribunal arbitral seront obligatoires pour les Parties contractantes.

Les frais de l'arbitrage seront fixés par le Tribunal et supportés par moitié par les deux Parties contractantes.

concession granted shall lose its validity, and a new similar concession shall immediately be issued to the new undertaking. An undertaking whose concession has been cancelled by one of the Contracting Parties may not on that account claim any compensation from the other Contracting Party.

Article 14.

In the case of a breach of the provisions of the present Convention, either of the Contracting Parties may require the dismissal of the employees at fault. In the event of repeated or serious breaches of the Convention, either Contracting Party may require the concession of the undertaking to be cancelled.

Article 15.

The occasional transport of passengers and goods by air from the territory of one Contracting Party to the territory of the other or in transit across that territory may be effected only by special permission of the competent air authorities of the other Contracting Party. In the case of such traffic in transit, a landing at one of the Customs aerodromes of the country across which the traffic passes in transit is compulsory.

Article 16.

Should one Contracting Party cease to be a party to the Convention of October 13, 1919, relating to the regulation of aerial navigation, the present Convention shall continue to be in force, but shall be revised.

Article 17.

Details regarding the application of the present Convention shall be settled by a special agreement to be concluded direct between the competent air administrations of the Contracting Parties.

Article 18.

Disputes relating to the application of the present Convention which it has not been possible to settle through the diplomatic channel shall, at the request of either of the Contracting Parties, be submitted for decision to an Arbitral Tribunal.

This Tribunal shall be constituted as follows :

If either of the Contracting Parties communicates to the other a request that an Arbitral Tribunal shall be set up, each Contracting Party shall nominate an arbitrator within one month of such communication.

Should one Contracting Party not nominate an arbitrator within the said period, the other Contracting Party shall have the right to request the President of the French Republic to nominate the arbitrator.

During the next month the arbitrators shall meet in order jointly to choose a referee.

Should the arbitrators not be able to agree on the choice of the referee, the Parties shall each designate a third State, and the third States thus designated shall proceed to appoint a referee, either by joint agreement or by each proposing a name and choosing between them by lot.

The decisions of the Arbitral Tribunal shall be binding on the Contracting Parties.

The costs of arbitration shall be fixed by the Tribunal, and each of the two Contracting Parties shall pay half of such costs.

Article 19.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Bucarest dans le plus bref délai.

Elle entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des ratifications et restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1940 ; elle pourra être, à partir du 31 janvier 1935, révisée sur la demande d'une des Parties contractantes. Après l'écoulement de cette première période, la convention sera renouvelée tacitement par périodes de cinq ans, si sa dénonciation n'a pas été notifiée par l'une des Parties contractantes à l'autre au plus tard deux ans avant l'expiration de la période en cours.

Fait à Varsovie en double exemplaire, le 9 mai 1930.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

(Signé) Adam TARNOWSKI.

(Signé) G. CRETZIANO.

(Signé) Czesław FILIPOWICZ.

Pour copie conforme.

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères :*

J. G. Mironescu.

Article 19.

The present Convention shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged at Bucharest as soon as possible.

It shall come into force on the thirtieth day following the exchange of ratifications, and shall remain in force up to December 31, 1940; it may, however, from January 31, 1935, be revised at the request of either of the Contracting Parties. After the expiry of this first period, the Convention shall be renewed by tacit agreement for a period of five years, unless notice of denunciation is given by either Contracting Party to the other at least two years before the expiry of the current period.

Done at Warsaw in duplicate, May 9, 1930.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

(Signed) Adam TARNOWSKI.

(Signed) G. CRETZIANO.

(Signed) Czesław FILIPOWICZ.

ALLEMAGNE, GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD, CANADA,
AUSTRALIE, NOUVELLE-ZÉLANDE, UNION
SUD-AFRICAINE, INDE, FRANCE, ITALIE,
JAPON, PORTUGAL, YOUGOSLAVIE

Accord relatif à l'emprunt international de 5 ½ % 1930
du Gouvernement allemand, signé à Paris, le 10 juin
1930, avec annexe et échange de notes de la même
date relatif à la notification de cet accord à la Banque
des Règlements internationaux et Déclaration des
Gouvernements de la Belgique, de la France, de la
Grande-Bretagne et de l'Italie.

GERMANY, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND, UNION
OF SOUTH AFRICA, INDIA, FRANCE,
ITALY, JAPAN, PORTUGAL, YUGOSLAVIA

Agreement in regard to the German Government
International 5 ½ % Loan 1930, signed at Paris,
June 10, 1930, with Annex and Exchange of Notes
of the same date regarding the Notification of this
Agreement to the Bank for International Settlements,
and Declaration by the Governments of Belgium,
France, Great Britain and Italy.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 2618. — ABKOMMEN ÜBER DIE INTERNATIONALE 5 ½ % ANLEIHE DES DEUTSCHEN REICHS 1930. GEZEICHNET IN PARIS, AM 10. JUNI 1930.

Textes officiels allemand, anglais et français communiqués par le ministre des Affaires étrangères de la République française et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 17 février 1931.

German, English and French official texts communicated by The Minister for Foreign Affairs of the French Republic and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 17, 1931.

Die gehörig bevollmächtigten Vertreter DER REGIERUNG DES DEUTSCHEN REICHES, DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS VON GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND, DER REGIERUNG VON KANADA, DER REGIERUNG DES AUSTRALISCHEN BUNDES, DER REGIERUNG VON NEUSEELAND, DER REGIERUNG DER SÜD-AFRIKANISCHEN UNION, DER REGIERUNG VON INDIEN (NACHFOLGEND DAS BRITISCHE REICH GENANNT), DER REGIERUNG DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK, DER REGIERUNG SEINER MAJESTÄT DES KÖNIGS VON ITALIEN, DER REGIERUNG SEINER MAJESTÄT DES KAISERS VON JAPAN, DER REGIERUNG SEINER MAJESTÄT DES KÖNIGS VON JUGOSLAVIEN UND DER REGIERUNG DER REPUBLIK PORTUGAL (nachfolgend die unterzeichneten Regierungen genannt) sind zu folgendem Abkommen gelangt :

Artikel I.

Die unterzeichneten Regierungen werden an dem Reinerlös der Internationalen 5 ½ % Anleihe des Deutschen Reichs 1930 (nachfolgend die Anleihe genannt) in folgender Höhe beteiligt :

	mit einem Gegenwert von \$
Frankreich	132.215.000
Deutschland	100.000.000
Britisches Reich	50.000.000
Italien	13.105.000
Japan	2.060.000
Jugoslawien	1.872.000
Portugal	748.000
	<u>\$ 300.000.000</u>

Wenn der genaue Betrag des tatsächlichen Reinerlöses der Anleihe mehr oder weniger als \$ 300.000.000 beträgt, soll der Gesamtbetrag in demselben Verhältnis, wie oben angegeben, verteilt werden.

Artikel II.

Der Reinerlös der Anleihe ist an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zu zahlen und von ihr in folgender Weise zu verteilen : der Reinerlös der Frankenschuldverschreibungen ist

an Frankreich zu zahlen ; der Reinerlös der Sterlingschuldverschreibungen ist an das Britische Reich zu zahlen ; der Reinerlös der Liraschuldverschreibungen ist an Italien zu zahlen ; der Reinerlös der Reichsmarkschuldverschreibungen ist an Deutschland zu zahlen ; der Reinerlös der übrigen Schuldverschreibungen ist an Frankreich, Deutschland, Italien, Japan, Jugoslawien und Portugal im Verhältnis ihrer in Artikel I angegebenen Anteile zu zahlen, soweit diese nicht bereits durch den Reinerlös der Reichsmark-, Franken- und Lira-Schuldverschreibungen gedeckt sind.

Artikel III.

Die Gläubigerregierungen haben die Bestimmungen der ihnen von der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich unterbreiteten allgemeinen Schuldverschreibung (General Bond) geprüft und stimmen ihrem Inhalt hiermit zu.

Die unterzeichneten Regierungen erklären übereinstimmend, dass die Bestimmungen der allgemeinen Schuldverschreibung und des gegenwärtigen Abkommens mit dem Neuen Plan und der im Haag am 20. Januar 1930 unterzeichneten Übereinkunft über die Mobilisierung¹ vereinbar sind, und dass die ordnungsmässige Erfüllung der Bestimmungen in der allgemeinen Schuldverschreibung und dieser Übereinkunft nicht die Übernahme irgend welcher anderer Verpflichtungen für die Deutsche Regierung zur Folge haben kann als die, die im Neuen Plan vorgesehen sind.

Die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich soll in ihrer Eigenschaft als Treuhänder der Gläubigermächte alle Vollmachten haben, um die endgültigen Schuldverschreibungen, die in der allgemeinen Schuldverschreibung vorgesehen sind, zu billigen, nachdem sie sich ihrer Übereinstimmung mit der allgemeinen Schuldverschreibung versichert hat.

Artikel IV.

Die Gläubigerregierungen werden übereinstimmend der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich die unwiderrufliche Anweisung erteilen, durch Abzug von ihren Anteilen an den unbedingten Annuitäten im Verhältnis ihrer Anteile an dem Reinerlös der Anleihe folgende Beträge zu zwei Dritteln zu decken :

(i) Alle Beträge, die erforderlich sind, um Verluste oder Fehlbeträge zu decken, die nach ordnungsmässiger Zahlung jeder vollen Monatsrate der unbedingten Annuitäten an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich im Zusammenhang mit dem Dienst der Anleihe entstehen können. Hierzu gehören auch alle Kursverluste, die sich aus der Tatsache ergeben können, dass der Dienst der Anleihe halbjährlich zu leisten ist, während die genannten Annuitäten entsprechend den Bestimmungen des Neuen Planes an den monatlichen Zahlungsterminen durch monatliche Zahlungen in Gold- oder Golddevisenwährungen im Gegenwert eines festen Reichsmarkbetrages getigt werden und

(ii) Alle Lasten (mit Ausschluss von Kapital und Zinsen), Provisionen, Aufwendungen und gelegentlichen Kosten im Zusammenhang mit dem Dienst der Anleihe, wie sie in der allgemeinen Schuldverschreibung bestimmt sind.

Die Gläubigerregierungen erklären sich damit einverstanden, die notwendigen Schritte zu tun, um die gebotene Anschaffung der zur Durchführung der Bestimmungen dieses Artikels erforderlichen Summen sicherzustellen.

Artikel V.

Nichts in diesem Abkommen soll die Vorzugsrechte zu Gunsten der Deutschen Äusseren Anleihe 1924 beeinträchtigen, wie sie in dem Neuen Plan niedergelegt sind.

¹ Vol. CIV, page 243, de ce recueil.

¹ Vol. CIV, page 243, of this Series.

Artikel VI.

Gemäss Artikel XII (g) des Treuhandvertrages soll die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für ihre Auslagen und Provisionen bei der Ausstellung und Begebung der Anleihe erhalten :

1° Den Betrag von £ 10.000 nebst kleinen Nebenspesen, der vom Nettoerlös der Anleihe abzuziehen ist, und

2° Jährlich einen Betrag von 1/6 % (einem Sechstel Prozent) der auf die Kupons oder auf die gezogenen Stücke gezahlten Beträge. Dieser Betrag ist auf die für den Dienst der Anleihe bestimmten Gelder anzurechnen.

Die Bestimmungen dieses Artikels bleiben bis zum Abschluss eines neuen Abkommens in Kraft ; ein neues Abkommen kann auf Ersuchen einer jeden der unterzeichneten Regierungen oder der Bank entweder am Ende des ersten Anleihejahres oder am Ende einer jeden danach folgenden Fünfjahresperiode abgeschlossen werden.

Über die Provision, die im Falle einer vorzeitigen Tilgung der ganzen Anleihe oder eines Teils der Anleihe an die Bank zu zahlen ist, wird ein Sonderabkommen abgeschlossen werden.

Artikel VII.

Es besteht Einverständnis darüber, dass die Bestimmungen in der allgemeinen Schuldverschreibung über die besonderen Währungen auf einer Gold- oder Golddevisenbasis, in denen die Zahlungen für den Dienst der Anleihe zu leisten sind, kein Präjudiz für Abkommen bedeuten, die etwa über diesen besonderen Punkt für künftige Mobilisierungsanleihen abgeschlossen werden könnten.

Artikel VIII.

Entsprechend den Bestimmungen des Artikels IV, Absatz 2 und 4 der deutschen Schuldbescheinigung treten die Schuldverschreibungen der Anleihe an die Stelle eines entsprechenden Betrages der gesamten Schuld, die durch Teil A der Kupons dargestellt wird. Diese Kupons sind Zug um Zug gegen Übergabe der genannten Schuldverschreibungen an die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich für die Zeit bis zum 1. Juni 1965 einschliesslich mit einem entsprechenden Vermerk auf der Rückseite zu versehen.

Demnach wird :

a. Wenn die Anleihe vor dem 1. Juni 1965 durch Rückkauf oder in anderer Weise getilgt worden ist, die Deutsche Regierung von ihrer Verpflichtung in Bezug auf die unbedingten Annuitäten bis zu diesem Tage einschliesslich in demselben Umfange entlastet sein, als wenn die Zahlungen für den normalen Anleihedienst bis zu diesem Tage einschliesslich hätten fortgeführt werden müssen und tatsächlich fortgeführt worden wären ;

b. Ferner werden Zinsen für irgend welche Geldbeträge, die sich während einer bestimmten Zeit in den Händen oder unter der Kontrolle der Bank befinden und die zur Zeit nicht für den Rückkauf oder die Tilgung von Schuldverschreibungen, Zins- oder andere Zahlungen, wie sie in der allgemeinen Schuldverschreibung vorgesehen sind, benötigt werden, den in der Hand oder unter der Kontrolle der Bank befindlichen Geldern zugeschlagen und in entsprechender Höhe dazu verwandt werden, die nach den Bestimmungen der erwähnten allgemeinen Schuldverschreibung bestehenden Verpflichtungen der Deutschen Regierung zu vermindern oder sie davon zu befreien.

Artikel IX.

Dieses Abkommen soll der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich mitgeteilt werden damit sie von ihm Kenntnis nimmt, es, soweit sie beteiligt ist, durchführt und insbesondere ihr, Übereinstimmung mit der in Artikel III dieses Abkommens enthaltenen Erklärung bestätige.

Hierbei sind sich alle unterzeichneten Mächte darüber einig, dass die Bestimmungen des Artikels III in keiner Weise die Rechte der Inhaber der Schuldverschreibungen gemäss Artikel VII, VIII und IX der allgemeinen Schuldverschreibung begrenzen, einschränken oder abändern, der Inhaberschuldverschreibungen, die die unmittelbaren und unbedingten Verpflichtungen der Deutschen Regierung sein sollen.

Artikel X.

Das gegenwärtige Abkommen tritt für alle unterzeichneten Regierungen mit Ausnahme der Regierung von Japan, das den Neuen Plan noch nicht ratifiziert hat, am Tage der Unterzeichnung in Kraft. Im Falle der japanischen Regierung tritt das gegenwärtige Abkommen an dem Tage, an dem Japan die Ratifizierung des Neuen Plans bekanntgegeben hat, rückwirkend in Kraft. Für die Zeit bis zu dieser Bekanntgabe und ohne Präjudiz für ihre rechtliche Stellung ermächtigt die japanische Regierung die Bank für Internationalen Zahlungsausgleich, von dem Anteil an den unbedingten Annuitäten, der Japan zugeteilt ist und für Japan bei der Bank für Internationalen Zahlungsausgleich zurückgestellt wird, die Summen abzuziehen, die erforderlich sind um dem Artikel IX und den übrigen Vereinbarungen des General Bonds sowie den Bestimmungen des gegenwärtigen Abkommens sofort Wirksamkeit zu verleihen. Die anderen unterzeichneten Mächte stimmen dem zu, dass diese Abzüge bewirkt werden.

Artikel XI.

Das gegenwärtige Abkommen ist in deutscher, englischer und französischer Sprache abgefasst. Der deutsche Text, der englische Text und der französische Text sind in gleicher Weise massgebend.

PARIS, den 10. Juni 1930.

DORN.
S. D. WALEY.
Jean DEZY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
FARNIER.
LANINO.
KIUCHI.
BOSHKOVITCH.
FERNANDES.

No. 2618. — AGREEMENT IN REGARD TO THE GERMAN GOVERNMENT INTERNATIONAL 5 ½ % LOAN 1930. SIGNED AT PARIS, JUNE 10, 1930.

The duly authorised representatives of THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA (hereinafter called THE BRITISH EMPIRE), THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF JUGOSLAVIA, and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL (hereinafter called the signatory Governments) have reached the following Agreement :

Article 1.

The signatory Governments shall participate in the net proceeds of the German Government International 5 ½ % Loan 1930 (hereinafter called the Loan) as follows :

	the equivalent of \$
France	132.215.000
Germany	100.000.000
British Empire	50.000.000
Italy	13.105.000
Japan	2.060.000
Jugoslavia	1.872.000
Portugal	748.000
	<u>\$300.000.000</u>

If the exact amount of the net effective proceeds is greater or less than \$ 300.000.000 the total amount shall be distributed in the same proportions as those indicated above.

No 2618. — ACCORD RELATIF A L'EMPRUNT INTERNATIONAL 5 ½ % 1930 DU GOUVERNEMENT ALLEMAND. SIGNÉ A PARIS, LE 10 JUIN 1930.

Les représentants dûment autorisés du GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'AUSTRALIE, DU GOUVERNEMENT DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE (ci-après dénommés l'« EMPIRE BRITANNIQUE »), DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL et DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE (ci-après dénommés les « Gouvernements signataires ») sont tombés d'accord sur ce qui suit :

Article premier.

Les Gouvernements signataires participeront au produit net de l'Emprunt international 5 ½ % 1930 du Gouvernement allemand (ci-après dénommé « l'Emprunt ») comme suit :

	Pour l'équivalent de \$
France	132.215.000
Allemagne	100.000.000
Empire britannique	50.000.000
Italie	13.105.000
Japon	2.060.000
Yougoslavie	1.872.000
Portugal	748.000
	<u>\$ 300.000.000</u>

Si le montant exact du produit net effectif est supérieur ou inférieur à 300.000.000 de dollars, le montant total sera réparti dans les mêmes proportions que celles indiquées ci-dessus.

Article II.

The net proceeds of the Loan shall be paid to the Bank for International Settlements to be distributed by it as follows : the net proceeds of the Franc Bonds shall be paid to France ; the net proceeds of the Sterling Bonds shall be paid to the British Empire, the net proceeds of the Lire Bonds shall be paid to Italy ; the net proceeds of the Reichsmark Bonds shall be paid to Germany ; the net proceeds of the remaining Bonds shall be paid to France, Germany, Italy, Japan, Yugoslavia and Portugal in proportion to the shares referred to in article I so far as not already satisfied out of the net proceeds of the Reichsmark, Franc and Lire Bonds.

Article III.

The Creditor Governments, having examined the terms of the General Bond which has been submitted to them by the Bank for International Settlements, hereby approve the terms thereof.

The signatory Governments agree in declaring that the terms of the General Bond and those of the present Agreement conform with the New Plan and with the Mobilisation Agreement signed at The Hague on 20th January 1930, and that the due performance of the stipulations of the General Bond and of the present Agreement cannot result in the assumption by the German Government of any obligations other than those provided for by the New Plan.

The Bank for International Settlements in its capacity as Trustee for the Creditor Powers shall be fully empowered to approve the Definitive Bonds referred to in the General Bond after having satisfied itself that they are in conformity therewith.

Article IV.

The Creditor Governments agree to give to the Bank for International Settlements an irrevocable standing order to meet by deduction from their respective shares in the unconditional annuities in proportion to their respective shares in the net proceeds of the Loan, two-thirds of :

- (i) All amounts required to cover losses or deficiencies which may occur in con-

Article II.

Le produit net de l'Emprunt sera versé à la Banque des Règlements internationaux pour être réparti par elle ainsi qu'il suit : le produit net des obligations en francs sera versé à la France ; le produit net des obligations en sterling sera versé à l'Empire britannique ; le produit net des obligations en liras sera versé à l'Italie ; le produit net des obligations en reichsmarks sera versé à l'Allemagne ; le produit net des obligations restantes sera versé à la France, à l'Allemagne, à l'Italie, au Japon, à la Yougoslavie et au Portugal proportionnellement aux parts visées à l'article premier, dans la mesure où ces parts n'auront pas été couvertes au moyen du produit net des obligations en reichsmarks, en francs et en liras.

Article III.

Les Gouvernements créanciers, ayant examiné les dispositions de l'Obligation générale (General Bond) qui leur a été soumise par la Banque des Règlements internationaux approuvent ces dispositions par les présentes.

Les Gouvernements signataires sont d'accord pour déclarer que les dispositions de l'Obligation générale et celles du présent accord sont conformes au Nouveau Plan et à l'Accord de Mobilisation signé à La Haye le 20 janvier 1930, et que la due exécution des stipulations de l'obligation générale et du présent accord ne peut avoir pour résultat de faire assumer au Gouvernement allemand des obligations autres que celles prévues par le Nouveau Plan.

La Banque des Règlements internationaux, en sa qualité de Trustee des Puissances créancières, aura tous pouvoirs pour approuver les Bons définitifs prévus par l'Obligation générale après s'être assurée de leur conformité avec ladite Obligation générale.

Article IV.

Les Gouvernements créanciers conviennent de donner à la Banque des Règlements internationaux un ordre permanent et irrévocable de faire face, par déduction sur leurs parts respectives dans les annuités inconditionnelles, proportionnellement à leurs parts respectives dans le produit de l'emprunt, à deux tiers de :

- 1° Tous montants nécessaires pour couvrir les pertes ou les insuffisances suscep-

nection with the service of the Loan after the due payment in full of each monthly instalment of the unconditional annuities to the Bank for International Settlements, including any exchange losses which may arise from the fact that the service of the Loan is to be paid half-yearly, whereas the said annuities are discharged by monthly payments of gold or gold exchange currencies equivalent, as laid down by the New Plan, on the monthly dates of payment, to a fixed number of Reichsmarks and

(ii) All charges (not including principal and interest) commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan, as they are defined in the General Bond.

The Creditor Governments agree to take the necessary steps to ensure the due provision of the amounts required to carry out the stipulations of this article.

Article V.

Nothing in this Agreement shall affect the priority in favour of the German External Loan 1924 as laid down by the New Plan.

Article VI.

In accordance with Article XII (g) of the Trust Agreement, the Bank for International Settlements shall receive in respect of its expenses and commissions for the creation and issue of the Loan :

(i) The sum of £ 10,000 together with out-of-pocket expenses to be deducted from the net proceeds of the Loan, and

(ii) Each year an amount equivalent to $\frac{1}{6}$ th (one-sixth) of one per cent on the amounts paid in respect of coupons and drawn bonds, such amount to be included in the service moneys of the Loan.

The provisions of this Article shall remain in force failing any new arrangement ; such new arrangement may be made at the end of the first yearly period, or at the end of any one of the following five yearly periods, at the request

tibles de se produire en relation avec le service de l'Emprunt, après le dû et complet paiement à la Banque des Règlements internationaux de chacune des mensualités des annuités inconditionnelles, y compris toutes pertes de change susceptibles de résulter du fait que le service de l'Emprunt doit être assuré par semestrialités, tandis que lesdites annuités sont acquittées au moyen de versements mensuels en monnaies sur la base or ou de change or équivalentes, comme il est indiqué au Nouveau Plan, aux dates mensuelles de paiement, à un nombre fixe de reichsmarks, et

2° Toutes charges (non compris le principal et les intérêts), commissions, dépenses et frais accessoires en relation avec le service de l'Emprunt, tels qu'ils sont définis dans l'Obligation générale.

Les Gouvernements créanciers conviennent de prendre les mesures nécessaires pour assurer que seront dûment fournis les montants requis pour l'exécution des stipulations du présent article.

Article V.

Rien dans le présent accord ne modifiera la priorité en faveur de l'Emprunt extérieur allemand 1924 telle qu'elle a été instituée par le Nouveau Plan.

Article VI.

Conformément à l'article XII (g) du Contrat de Trust, la Banque des Règlements internationaux recevra, au titre de ses dépenses et commissions, pour la création et l'émission de l'Emprunt :

(i) Une somme de dix mille livres et la couverture de ses menues dépenses, à déduire du produit net de l'Emprunt, et

(ii) Chaque année un montant équivalent à $\frac{1}{6}$ de 1 % des sommes payées au titre des coupons et des obligations sorties au tirage, ce montant devant être compris dans le service de l'Emprunt.

Les dispositions du présent article demeureront en vigueur en l'absence de tout nouvel arrangement ; pareil nouvel arrangement pourra être conclu à la fin de la première période d'un an, ou de l'une quelconque des périodes de

of one of the signatory Governments or of the Bank for International Settlements.

A special agreement will be made as to the commission to be paid to the Bank for International Settlements in the event of an anticipatory redemption of the Loan or any part thereof.

Article VII.

It is understood that the provisions in the General Bond as regards the specific currencies on a gold or gold exchange standard to be paid for the service of the Loan do not prejudice the arrangements which may be made on this particular point for future Mobilisation Loans.

Article VIII.

Pursuant to the provisions of paragraph 2 and of paragraph 4 of Article IV of the German Debt Certificate, the Bonds of the Loan shall be substituted for a corresponding amount of the total debt represented by Part A of the coupons, which shall, in return for the delivery to the Bank for International Settlements of the said Bonds, be endorsed accordingly up to and including the 1st of June 1965.

In consequence :

(a) If the Loan shall have been redeemed before 1st June 1965 by anticipation or otherwise the German Government shall be discharged from its obligation in respect of the unconditional annuities up to and including that date to the same extent as if the normal service of the Loan had continued to be payable and paid up to and including that date ;

(b) Interest on any moneys for the time being in the hands of or under the control of the Bank and not presently required to be applied in the purchase or redemption of Bonds, payment of interest or otherwise as provided in the General Bond, shall be added to the moneys so in the hands or under the control of the Bank and shall operate to that extent to relieve or release the German Government from its

cinq ans ultérieures, à la requête de l'un des Gouvernements signataires ou de la Banque des Règlements internationaux.

Un accord spécial sera conclu en ce qui concerne la commission à payer à la Banque au cas d'un amortissement anticipé de l'Emprunt ou de toute fraction de l'Emprunt.

Article VII.

Il est entendu que les dispositions de l'obligation générale en ce qui concerne les monnaies spécifiques basées sur un étalon or ou sur un étalon de change or à verser pour le service de l'Emprunt, ne préjugent pas des accords qui pourront être conclus sur ce point particulier lors des futurs Emprunts de Mobilisation.

Article VIII.

En exécution des dispositions du paragraphe 2 et du paragraphe 4 de l'Article IV du certificat de Dette allemand, les obligations de l'Emprunt se substitueront à un montant correspondant de la dette totale représentée par la partie A des coupons, qui seront, en contrepartie de la remise à la Banque des Règlements internationaux desdites obligations, endossés corrélativement jusqu'au et y compris le 1^{er} juin 1965.

En conséquence :

a) Si l'emprunt se trouve avoir été amorti avant le 1^{er} juin 1965 par anticipation ou d'une autre manière, le Gouvernement allemand sera déchargé de son obligation au titre des annuités inconditionnelles jusqu'à et y compris cette date dans la même mesure que si le service normal de l'Emprunt avait continué à être payable et à être payé jusqu'à et y compris cette date ;

b) Les intérêts sur toutes sommes se trouvant entre les mains ou sous le contrôle de la Banque et qui n'auront pas à être immédiatement utilisées au rachat ou à l'amortissement des obligations, au paiement des intérêts ou de toute autre manière ainsi qu'il est prévu dans l'obligation générale, seront ajoutés aux sommes se trouvant ainsi entre les mains ou sous le contrôle de la Banque et auront pour effet, à due

obligation under the provisions of the said General Bond.

Article IX.

This Agreement shall be notified to the Bank for International Settlements in order that it may take note thereof and give effect thereto so far as it is concerned, and may in particular confirm its concurrence with the declaration contained in Article III hereof, it being agreed by all the signatory Powers that the provisions of Article III above do not in any way limit, restrict or vary the rights of the holders of the bearer bonds under Articles VII, VIII and IX respectively of the General Bond, which bearer bonds shall be the direct and unconditional obligations of the German Government.

Article X.

The present Agreement shall come into force on the date of its signature for all the signatory Governments with the exception of the Government of Japan, which has not yet ratified the New Plan. In the case of the Japanese Government the present Agreement shall come into force with retroactive effect from the date of its signature on the date of the notification by Japan that she has ratified the New Plan. Pending such notification and without prejudice to its legal position, the Japanese Government authorises the Bank for International Settlements to deduct from the share in the unconditional annuities allocated to and held by the Bank for International Settlements in reserve for Japan, the amounts required to give immediate effect to Article IX and the other stipulations of the General Bond and to the provisions of the present Agreement. The other signatory Governments consent to such deductions being made.

Article XI.

The present Agreement is drawn up in the German, English and French languages, the

concurrence, de décharger ou de libérer le Gouvernement allemand de son obligation résultant des dispositions de ladite obligation générale.

Article IX.

Le présent accord sera notifié à la Banque des Règlements internationaux afin qu'elle puisse en prendre note et lui donner effet dans la mesure qui la concerne, et qu'elle puisse en particulier confirmer son accord avec la déclaration contenue dans l'article III qui précède, toutes les Puissances signataires étant d'accord sur le fait que les dispositions dudit article III ne limitent, restreignent ou modifient en aucune manière les droits qui découlent pour les détenteurs des obligations au porteur des articles VII, VIII et IX respectivement de l'obligation générale, obligations au porteur qui constitueront les obligations directes et inconditionnelles du Gouvernement allemand.

Article X.

Le présent accord entrera en vigueur à la date de sa signature pour tous les Gouvernements signataires, à l'exception du Gouvernement du Japon, qui n'a pas encore ratifié le Nouveau Plan. En ce qui concerne le Gouvernement japonais, le présent accord entre vigueur, avec effet rétroactif à la date de sa signature, à la date de la notification par le Japon de sa ratification du Nouveau Plan. Pour la période qui précédera cette notification, et sans préjudice de sa position juridique, le Gouvernement japonais autorise la Banque des Règlements internationaux à déduire de la part des annuités inconditionnelles qui est allouée au, et qui est mise en réserve par la Banque des Règlements internationaux pour le Japon, les montants nécessaires pour donner immédiatement effet à l'article IX et aux autres stipulations de l'obligation générale et aux dispositions du présent accord; les autres Gouvernements signataires sont d'accord pour que les déductions susvisées soient effectuées.

Article XI.

Le présent accord est rédigé en langue allemande, en langue anglaise et en langue française,

German text, the English text and the French text being equally authentic.

les textes allemand, anglais et français étant authentiques.

Done at Paris the tenth day of June 1930.

Fait à Paris, le 10 juin 1930.

DORN.
S. D. WALEY.
Jean DESY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
FARNIER.
LANINO.
KIUCHI.
BOSHKOVITCH.
FERNANDES.

DORN.
S. D. WALEY.
Jean DESY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
FARNIER.
LANINO.
KIUCHI.
BOSHKOVITCH.
FERNANDES.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

GERMAN GOVERNMENT
INTERNATIONAL 5 ½ PER CENT.
LOAN 1930.

EMPRUNT INTERNATIONAL 5 ½ % 1930
DU GOUVERNEMENT ALLEMAND

GENERAL BOND.

OBLIGATION GÉNÉRALE.

June 10, 1930.

These Presents are entered into between the Government of the German Reich (hereinafter called "the German Government") of the one part and the Bank for International Settlements as Trustee for the holders of Bonds for the time being issued and outstanding under the provisions of these presents (hereinafter called "the Bank") of the other part.

Whereas :

(a) Under and by virtue of an Agreement (hereinafter called "The Hague Agreement") dated the twentieth day of January One thousand nine hundred and thirty and made at The

Les présentes sont conclues entre le GOUVERNEMENT DU REICH ALLEMAND (ci-après dénommé « LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ») d'une part, et la Banque des Règlements internationaux comme Trustee des porteurs des obligations qui seront émises et circuleront en vertu des dispositions des présentes (ci-après dénommée « La Banque ») d'autre part.

Attendu que :

a) Aux termes d'un accord (ci-après dénommé « l'Accord de La Haye ») en date du vingt janvier mil neuf cent trente, et conclu à La Haye entre LE GOUVERNEMENT DU REICH

¹ Traduction du Ministère des Affaires étrangères de la République Française.

¹ Translation of the Ministry for Foreign Affairs of the French Republic.

Hague between THE GOVERNMENT OF THE GERMAN REICH, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF JUGOSLAVIA, the German Government has undertaken to pay to the Bank for International Settlements for the benefit of the other parties to The Hague Agreement (in addition to the postponable annuities mentioned therein) unconditional and non-postponable annuities (hereinafter called "the unconditional annuities") of Six Hundred and Twelve Million Reichsmarks per annum during the period therein specified and in respect of both the said postponable annuities and the unconditional annuities has constituted as collateral guarantee a special tax payable to the German Government by the German Railway Company and has undertaken subject to the charge securing the German External Loan 1924 to reserve free from any charge securing any loan or credit in priority to or *pari passu* with the said postponable and unconditional annuities the proceeds of the Customs the Tobacco Taxes the Beer Tax and the Tax on Spirits (Administration of the Monopoly) and such additional Revenues as may be required by the Bank for International Settlements pursuant to the conditions contained in The Hague Agreement.

(b) The German Government in pursuance of The Hague Agreement has deposited with the Bank for International Settlements a Debt Certificate with Coupons attached representing the unconditional and the said postponable annuities.

(c) The Hague Agreement provides for the mobilisation in the conditions there laid down of the unconditional annuities or any part thereof by the creation of issuable Bonds of the German

ALLEMAND, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, LE GOUVERNEMENT DU CANADA, LE GOUVERNEMENT DE LA FÉDÉRATION DES ÉTATS D'Australie, LE GOUVERNEMENT DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE, LE GOUVERNEMENT DE L'UNION SUD-AFRICAINE, LE GOUVERNEMENT DE L'INDE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE GRÈCE, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU PORTUGAL, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUgoslavie, le Gouvernement allemand a convenu de payer à la Banque des Règlements internationaux pendant la période indiquée ci-après et au profit des autres parties à l'Accord de La Haye (outre les annuités différables y mentionnées), des annuités inconditionnelles et non différables (ci-après dénommées « annuités inconditionnelles »), de six cent douze millions de Reichsmarks par an. En ce qui concerne tant lesdites annuités différables que les annuités inconditionnelles, le Gouvernement allemand a constitué comme garantie collatérale une taxe spéciale qui lui sera payée par la Compagnie des Chemins de fer allemands et a pris l'engagement, sous réserve de la charge garantissant l'Emprunt extérieur allemand de 1924, de laisser libres de toute charge garantissant un emprunt ou une créance quelconque par priorité sur lesdites annuités différables et inconditionnelles ou *pari passu* avec elles, les produits des douanes, des taxes sur le tabac, sur la bière, sur l'alcool (Administration du Monopole) et tels autres revenus qui pourraient être requis par la Banque des Règlements internationaux conformément aux dispositions de l'Accord de La Haye.

b) Le Gouvernement allemand a remis à la Banque des Règlements internationaux, conformément à l'Accord de La Haye, un certificat de dette muni de coupons représentant les annuités inconditionnelles et lesdites annuités différables

c) L'Accord de La Haye prévoit la mobilisation, dans certaines conditions qu'il détermine des annuités inconditionnelles ou d'une partie de celles-ci, par la création d'obligations du Gou-

Government in substitution *pro tanto* for the Coupons representing the unconditional annuities.

(d) By a further Agreement (hereinafter called "the Mobilisation Agreement" which together with The Hague Agreement are hereinafter referred to as "The Hague Agreements") made at The Hague in January One thousand nine hundred and thirty between the Government of the German Reich the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland the Government of the French Republic the Government of His Majesty the King of Italy the Government of His Majesty the Emperor of Japan the Government of the Republic of Portugal and the Government of His Majesty the King of Yugoslavia it was agreed that Bonds of the German Government should be issued of a nominal amount sufficient to produce an effective sum of Three Hundred Million Dollars and that of the proceeds thereof two-thirds should be paid to the Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities and one-third should be paid to the German Government and that the service of the said Bonds should be provided as to two-thirds out of the unconditional annuities and as to one-third by payments by the German Government to the Bank for International Settlements.

(e) By Law Number 7 of the thirteenth day of March One thousand nine hundred and thirty which was duly promulgated on the nineteenth day of March One thousand nine hundred and thirty and by Law Number 21 of the thirtieth day of May One thousand nine hundred and thirty which was duly promulgated on the fourth day of June One thousand nine hundred and thirty the German Government is empowered to issue the said Bonds and for this purpose to enter into all necessary arrangements with bankers and other parties and to execute or cause to be executed all necessary contracts and other documents in relation thereto including a General Bond containing the covenants and provisions in these presents more particularly set forth.

(f) It has been agreed between the German Government and the Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities that the said Bonds shall be issued in the countries and in the currencies hereinafter specified and that the said issue shall be called the "German Government International 5½ per

vernement allemand susceptibles d'être émises en remplacement *pro tanto* des coupons représentant les annuités inconditionnelles.

d) Par un autre accord (ci-après dénommé « l'Accord de mobilisation » et désigné plus loin avec l'Accord de La Haye sous l'appellation commune de « les Accords de La Haye ») conclu à La Haye en janvier mil neuf cent trente entre le Gouvernement du Reich allemand, le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, le Gouvernement de la République Française, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur du Japon, le Gouvernement de la République du Portugal et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Yougoslavie, il a été convenu que les obligations du Gouvernement allemand seraient émises pour un montant nominal suffisant pour produire une somme effective de trois cents millions de dollars ; que, de leur produit, deux tiers seraient versés aux gouvernements créanciers ayant droit à une part dans les annuités inconditionnelles, et un tiers au Gouvernement allemand, et que le service desdites obligations serait assuré pour deux tiers sur les annuités inconditionnelles et pour un tiers par des versements du Gouvernement allemand à la Banque des Règlements internationaux.

e) Par la loi N° 7 du treize mars mil neuf cent trente, qui a été dûment promulguée le dix-neuf mars mil neuf cent trente et par la loi N° 21 du trente mai mil neuf cent trente qui a été dûment promulguée le quatre juin mil neuf cent trente, le Gouvernement allemand est autorisé à émettre lesdites obligations, et, à cet effet, à conclure tous arrangements nécessaires avec les banquiers et autres parties, et à établir ou faire établir tous les contrats nécessaires ou autres documents y relatifs, y compris une obligation générale contenant les conventions et dispositions plus particulièrement précisées dans les présentes.

f) Il a été convenu entre le Gouvernement allemand et les Gouvernements créanciers ayant droit à une part dans les annuités inconditionnelles que lesdites obligations seront émises dans les pays et dans les monnaies ci-après désignés, que ladite émission sera appelée « Emprunt international 5 ½ % 1930 du Gouvernement

Cent. Loan 1930" (hereinafter referred to as "the Loan") and shall be subject to the provisions herein contained.

(g) Under an Agreement dated tenth June, 1930 between the German Government and the Creditor Governments entitled to a share in the unconditional annuities, the said Creditor Governments have given to the Bank for International Settlements an irrevocable standing order to meet, by deduction from their respective shares in the unconditional annuities in proportion to their respective shares in the net proceeds of the Loan, two-thirds of :

(i) All amounts required to cover losses or deficiencies, including any exchange losses, which may occur after the payment in full to the Bank of each monthly instalment of the unconditional annuities, and

(ii) All charges, commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan, as they are defined in the General Bond

and the last mentioned Agreement provides that the Creditor Governments shall take the necessary steps to ensure the due provision of the amounts required to carry out the stipulations of this paragraph.

Now these Presents Witness and Declare as follows :

I.

These presents and all Bonds issued hereunder bind validly the German Reich and the Government thereof for the time being.

II.

The total nominal amount of the Loan shall be represented by :

Reichsmark Bonds to the amount of "36,000,000 Reichsmarks" (hereinafter referred to as "the Reichsmark Bonds");

Dollar Bonds to the amount of "98,250,000 Dollars" (hereinafter referred to as "the Dollar Bonds");

Belga Bonds to the amount of "35,000,000 Belgas" (hereinafter referred to as "the Belga Bonds");

allemand » (ci-après dénommé l'« Emprunt ») et qu'elle sera soumise aux conditions fixées dans le présent contrat.

g) Par un accord daté du dix juin 1930, entre le Gouvernement allemand et les Gouvernements créanciers ayant droit à une part dans les annuités inconditionnelles, lesdits Gouvernements créanciers ont donné à la Banque des Règlements internationaux mandat irrévocable de faire face par prélèvement sur leur part respective dans les annuités inconditionnelles et au prorata de leurs parts respectives dans les produits nets de l'Emprunt, aux deux tiers de :

1^o Toutes sommes nécessaires pour couvrir les pertes ou insuffisances, y compris les pertes de change éventuelles qui peuvent apparaître après paiement intégral à la Banque de chaque versement mensuel des annuités inconditionnelles ;

2^o Toutes charges, commissions ou dépenses accessoires se rapportant au service de l'emprunt telles qu'elles sont définies dans l'obligation générale.

L'Accord qui vient d'être mentionné prévoit que les Gouvernements créanciers doivent prendre les mesures nécessaires pour assurer que seront dûment fournies les sommes requises pour l'exécution des dispositions de ce paragraphe.

Ceci exposé, il est déclaré ce qui suit :

I.

Les présentes et toutes les obligations émises en exécution des Présentes engagent valablement le Reich allemand et son gouvernement existant.

II.

Le montant nominal total de l'Emprunt sera représenté :

Par des obligations en Reichsmarks à concurrence de « 36.000.000 Reichsmarks » (dénommées ci-après « obligations en Reichsmarks »).

Par des obligations en dollars, à concurrence de « 98.250.000 dollars » (dénommées ci-après « obligations en dollars »).

Par des obligations en belgas, à concurrence de « 35.000.000 belgas » (dénommées ci-après « obligations en belgas »).

Franc Bonds to the amount of "2,515,000,000 Francs" (hereinafter referred to as "the Franc Bonds");

Sterling Bonds to the amount of "12,000,000 Pounds Sterling"; (hereinafter referred to as "the Sterling Bonds").

Florin Bonds to the amount of "73,000,000 Florins" (hereinafter referred to as "the Florin Bonds");

Lira Bonds to the amount of "110,000,000 Lire" (hereinafter referred to as "the Lira Bonds");

Krona Bonds to the amount of "110,000,000 Kronor" (hereinafter referred to as "the Krona Bonds"),

and Swiss Franc Bonds to the amount of "92,000,000 Swiss Francs" (hereinafter referred to as "the Swiss Franc Bonds")

the effective equivalent of all such Bonds being approximately Three Hundred Million dollars as provided in the Mobilisation Agreement. The Reichsmark Bonds, the Dollar Bonds, the Belga Bonds, the Franc Bonds, the Sterling Bonds, the Florin Bonds, the Lira Bonds, the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds shall be payable to Bearer, and shall rank *pari passu* in all respects irrespective of date or place of issue or otherwise.

III.

These presents are printed in the German, English and French languages. Each Definitive Bond shall be printed or engraved in the German, English and French languages and the language of the country in which the same is issued. In the event of any divergence between the texts the English text shall prevail both in respect of these presents and Definitive Bonds.

IV.

The Definitive Bonds shall be issued in such denominations as may be approved by the Bank and by the respective issuing Bankers.

Par des obligations en francs, à concurrence de « 2.515.000.000 francs » (dénommées ci-après « obligations en francs »).

Par des obligations en livres sterling à concurrence de « 12.000.000 livres sterling » (dénommées ci-après « obligations en livres sterling »).

Par des obligations en florins, à concurrence de « 73.000.000 florins » (dénommées ci-après « obligations en florins »).

Par des obligations en lire, à concurrence de « 110.000.000 Lire » (dénommées ci-après « obligations en lire »).

Par des obligations en couronnes suédoises à concurrence de « 110.000.000 Couronnes suédoises » (dénommées ci-après « obligations en couronnes suédoises »).

Par des obligations en francs suisses, à concurrence de « 92.000.000 francs suisses » (dénommées ci-après « obligations en francs suisses »).

Le produit effectif global de toutes les obligations précitées représentera approximativement 300 millions de dollars, ainsi qu'il est prévu à l'Accord de mobilisation. Les obligations en reichsmarks, les obligations en dollars, les obligations en belgas, les obligations en francs, les obligations en livres sterling, les obligations en florins, les obligations en lire, les obligations en couronnes suédoises et les obligations en francs suisses seront payables au porteur et auront rang *pari passu* à tous égards sans qu'il soit tenu compte de la date ou de la place d'émission ou d'autres considérations.

III.

Les présentes sont imprimées en allemand, en anglais et en français. Chaque obligation définitive sera imprimée ou gravée en allemand, en anglais et en français et dans la langue du pays dans lequel elle sera émise. Dans le cas d'une divergence entre les textes, le texte anglais fera foi, tant en ce qui concerne les présentes qu'en ce qui concerne les obligations définitives.

IV.

Les obligations définitives seront émises dans les coupures qu'approuveront la Banque et les banquiers émetteurs respectifs.

V.

All the Bonds shall bear interest at the rate of five and a half per centum per annum payable by equal half-yearly payments on the first day of June and the first day of December in each year. Each Definitive Bond shall have attached thereto coupons for the payment of the half-yearly interest up to and including the first day of June one thousand nine hundred and sixty-five. Pending the preparation and delivery of Definitive Bonds temporary scrip or a temporary Bond or Bonds expressed to be exchangeable for Definitive Bonds when ready for delivery may be issued in such denomination or denominations and in such form as may be approved by the Bank and by the respective issuing Bankers.

VI.

(a) The principal and interest of each Bond shall be payable, at such bank or banks or other financial institution or institutions as shall from time to time be named by the Bank situate in the country where the Bonds shall respectively be issued, in the currency of the country in which it is issued, the unit of such currency being defined for the purpose of these presents in all circumstances by the weight of fine gold determined by law as at present in force. The Bondholder is entitled to receive the equivalent at the due date of the same gold value in the currency of the place of payment, but not less than the nominal amount of the principal and interest specified in each Bond.

(b) The payment of the amounts due in the above named currencies calculated in accordance with the foregoing provisions and all other provisions herein contained may, however, at the option of the holder, be effected on any foreign market where any of the Bonds are quoted in the currency of that market at the then current rate of exchange.

(c) Mention may be made on the Bonds of any issue of the equivalent at mint parity of one or more of the other currencies in which Bonds are issued, provided always that no right to be paid in such other currency at mint parity shall be entailed thereby.

V.

Toutes les obligations porteront intérêt à cinq et demi pour cent l'an, payable par coupons semestriels égaux le premier juin et le premier décembre de chaque année. Chaque obligation définitive sera munie de coupons pour le paiement des intérêts semestriels jusqu'au premier juin mil neuf cent soixante-cinq inclusivement. En attendant la confection et la délivrance des obligations définitives, des certificats provisoires ou une ou des obligations provisoires destinées à être échangés contre les obligations définitives, quand celles-ci seront prêtes à être délivrées, pourront être émis en la ou les coupures et en la forme qui auront été approuvées par la Banque et les banquiers émetteurs respectifs.

VI.

a) Le principal et l'intérêt de chaque obligation seront payables par l'entremise de la ou des banques ou du ou des établissements financiers, qui seront désignés périodiquement par la Banque, situés dans le pays où les obligations seront respectivement émises, dans la monnaie du pays d'émission. l'unité de ladite monnaie étant définie, aux fins des présentes en toutes circonstances, par le poids d'or fin fixé par la loi actuellement en vigueur. Le porteur a le droit de recevoir dans la monnaie du lieu de paiement l'équivalent, à la date de l'échéance, de ladite valeur-or ; la somme reçue ne devra pas toutefois être inférieure au montant nominal indiqué sur chaque titre tant pour le principal que pour l'intérêt.

b) Le paiement des sommes dues dans les monnaies ci-dessus désignées, calculées suivant les dispositions qui précèdent et toutes autres dispositions des présentes, peut cependant, au choix du porteur, être effectué sur tout marché étranger sur lequel des obligations seront cotées, dans la monnaie de ce marché, au cours du change alors pratiqué.

c) Les obligations d'une tranche déterminée pourront mentionner une équivalence, à la parité monétaire, avec une ou plusieurs des autres monnaies dans lesquelles les obligations sont émises, sous réserve toutefois que cette disposition ne conférera pas le droit d'obtenir le paiement à la parité monétaire dans ces autres monnaies.

(d) Wherever the currencies of the Bonds are referred to in these presents, they shall, whenever the context permits, be construed as meaning the currencies as defined by this Article.

(c) If the Bank so request, one month at least in advance of the payment dates, the German Government shall, in effecting the payments referred to in Articles VIII and IX of these presents, furnish one or more currencies on a gold or gold exchange standard in lieu of any one or more of the currencies named in the said Articles to an amount equivalent to the said currency or currencies taken at mint parity, provided always that such request shall only be made for the purpose of enabling the Bondholders to receive payment in the currencies to which they are entitled at their present gold values in accordance with the provisions of this Article.

(f) For the purpose of applying the provisions of this Article the Bank shall have the sole right of interpreting such provisions and absolute discretion from time to time to adopt any method or methods it may consider appropriate with a view to giving effect to the same, and no Bondholder or person representing or acting on behalf of a Bondholder shall be entitled to question any such decision or method or any act of omission or commission on the part of the Bank in executing such decision or method by legal proceedings or otherwise or to call for evidence of the correctness thereof.

VII.

The German Government hereby acknowledges that it is indebted to the Bank in the sums of :

36,000,000 Reichsmarks
98,250,000 Dollars
35,000,000 Belgas
2,515,000,000 Francs
12,000,000 Pounds Sterling
73,000,000 Florins
110,000,000 Lire
110,000,000 Kronor and
92,000,000 Swiss Francs

carrying interest at the rate and payable on the dates and repayable on the terms in these presents contained and the German Govern-

d) Partout où dans les présentes il est fait allusion aux monnaies des obligations, l'interprétation à donner, quand le contexte le permet, est qu'il s'agit des monnaies telles qu'elles sont définies par le présent article.

e) Si la Banque le demande un mois au moins avant les dates fixées pour le paiement, le Gouvernement allemand devra, pour effectuer les paiements visés aux articles VIII et IX des présentes, fournir une ou plusieurs monnaies à étalon-or ou à étalon de change or, à la place d'une ou de plusieurs des monnaies désignées dans lesdits articles, pour un montant équivalent à ladite ou auxdites monnaies comptées à la parité monétaire, étant toujours entendu que la demande de la Banque devra être faite dans le seul but de permettre aux porteurs de recevoir le paiement dans les monnaies auxquelles ils ont droit à la valeur-or présente desdites monnaies, conformément aux dispositions du présent article.

f) Aux fins de l'application du présent article, la Banque aura seule le droit d'interpréter de telles dispositions et elle sera seule juge d'adopter périodiquement toute méthode ou toutes méthodes qu'elle pourra considérer comme adéquates à donner effet à cet article, et aucun porteur, ou personne représentant un porteur ou agissant en son nom, n'aura le droit de mettre en question telles décisions ou méthodes ou, à toute action ou omission de la part de la Banque dans la mise à exécution de telles décisions ou méthodes, et ce, aussi bien par des procédures légales qu'autrement, de réclamer des justifications quant à la correction de ces décisions ou méthodes.

VII.

Le Gouvernement allemand reconnaît par les présentes qu'il doit à la Banque les sommes de :

36.000.000 Reichsmarks
98.250.000 Dollars
35.000.000 Belgas
2.515.000.000 Francs
12.000.000 Livres sterling
73.000.000 Florins
110.000.000 Lire
110.000.000 Couronnes suédoises, et
92.000.000 Francs suisses

portant intérêt au taux, payables aux dates, et remboursables selon les termes contenus dans les présentes ; et le Gouvernement allemand

ment hereby covenants to pay to the Bondholder the principal and interest secured by the Bonds of the Loan as and when the same shall become due and payable and shall also pay all charges, commissions, expenses and incidental costs in connection with the service of the Loan. The German Government further covenants and declares that nothing in these presents or in the Hague Agreement or elsewhere limits, restricts or varies or shall be deemed to limit, restrict or vary the rights of the holders of the Bearer Bonds which Bonds shall be the direct and unconditional obligations of the German Government.

VIII.

For the purpose of payment of the interest on and the creation of a Sinking Fund for the redemption of the Loan there shall be provided by the German Government in respect of the Reichsmark Bonds, the Dollar Bonds, the Belga Bonds, the Franc Bonds, the Sterling Bonds, the Florin Bonds, the Lira Bonds, the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds in each financial year (as hereinafter defined) commencing with the financial year ending on the first day of June One thousand nine hundred and thirty-one fixed gross annual sums of :

2,339,097.48	Reichsmarks
6,383,786.87	Dollars
2,274,122.55	Belgas
163,411,948.95	Francs
779,699.16	Pounds Sterling.
4,743,169.89	Florins
7,147,242.30	Lire
7,147,242.30	Kronor and
5,977.693.56	Swiss Francs

respectively. Provided nevertheless that in each financial year after any partial redemption of Bonds pursuant to Article XIII hereof the amount of each of the said fixed gross annual sume shall be reduced to an amount which bears the same proportion to the amount of the corresponding fixed gross annual sum payable in the financial year at the end of which such partial redemption takes place as the nominal amount of Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds or Swiss Franc Bonds as the case may be outstanding after

s'engage présentement à payer au porteur le principal et l'intérêt garantis par les obligations de l'Emprunt, aux dates et conditions fixées ; il paiera également toutes charges, commissions ou autres dépenses accessoires se rapportant au service de l'Emprunt. De plus le Gouvernement allemand reconnaît et déclare que rien dans les présentes ou dans l'Accord de La Haye ou ailleurs ne limite, restreint ou modifie ou peut être considéré comme limitant, restreignant ou modifiant les droits des porteurs d'obligations, lesdites obligations constituant des obligations directes et inconditionnelles du Gouvernement allemand.

VIII.

Aux fins du paiement des intérêts de l'Emprunt et de la création d'un fonds d'amortissement pour son remboursement, il sera versé par le Gouvernement allemand pour les obligations en Reichsmarks, pour les obligations en dollars pour les obligations en belgas, pour les obligations en francs, pour les obligations en livres sterling, pour les obligations en florins, pour les obligations en lire, pour les obligations en couronnes suédoises et pour les obligations en francs suisses, pendant chaque année financière (telle qu'elle est définie ci-après), à partir de l'année financière finissant le premier juin mil neuf cent trente et un, des sommes brutes annuelles de :

2,339,097.48	Reichsmarks
6,383,786.87	Dollars
2,274,122.55	Belgas
163,411,948.95	Francs
779,699.16	Livres sterling
4,743,169.89	Florins
7,147,242.30	Lires
7,147,242.30	Couronnes suédoises, et
5,977.693.56	francs suisses

respectivement. Il est toutefois entendu que pendant toute année financière qui suivra un remboursement partiel conformément à l'article XIII des présentes, le montant de chacune desdites sommes brutes annuelles sera réduit à un montant qui représentera par rapport au montant de la somme brute correspondante payable pendant l'année financière durant laquelle un remboursement partiel a eu lieu, une proportion égale à celle qui existe entre le montant nominal des obligations en reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations

such partial redemption bears to the nominal amount of Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds or Swiss Franc Bonds as the case may be which but for such partial redemption would have been so outstanding. The following provisions as to redemption shall have effect :

(a) For the purpose of this Article the period of the Loan shall be deemed to be divided into financial years expiring on the first day of June in each calendar year.

(b) For the Reichsmark Bonds the Dollar Bonds the Belga Bonds the Franc Bonds the Sterling Bonds the Florin Bonds the Lira Bonds the Krona Bonds and the Swiss Franc Bonds respectively in each financial year the balance of each of the said fixed gross annual sums or reduced gross fixed annual sums as the case may be (after providing for the payment of the current financial year's interest on the outstanding Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds and Swiss Franc Bonds as the case may be shall subject to the provisions hereinafter contained be applied by or under the direction of the Bank in or for the redemption in manner hereinafter mentioned of such number of such Bonds as the amount of such balance will suffice to redeem at par (100 per cent.) such Bonds being selected by drawings as hereinafter mentioned.

(c) The drawings shall be made in respect of any financial year in which drawings are necessary between the first day of April and the fifteenth day of May and in such places in such manner and by and in the presence of such person or persons and at such times and subject to such regulations as the Bank after consultation with

en livres sterling, des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises ou des obligations en francs suisses, suivant le cas, qui seront en circulation après un tel remboursement partiel d'une part et le montant nominal des obligations en reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations en livres sterling, des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises ou des obligations en francs suisses, suivant le cas, qui, abstraction faite d'un tel remboursement partiel, serait resté en circulation d'autre part.

Les dispositions suivantes relatives à l'amortissement seront appliquées :

a) Aux fins du présent article, la période de l'Emprunt sera divisée en années financières prenant fin le premier juin de chaque année.

b) Pour les obligations en Reichsmarks, les obligations en dollars, les obligations en belgas, les obligations en francs, les obligations en livres sterling, les obligations en florins, les obligations en lire, les obligations en couronnes suédoises et les obligations en francs suisses respectivement, pendant chaque année financière le solde desdites sommes brutes fixées annuellement ou desdites sommes brutes annuelles réduites suivant le cas (après avoir joint au paiement des intérêts de l'année financière courante sur les obligations en Reichsmarks, les obligations en dollars, les obligations en belgas, les obligations en francs, les obligations en livres sterling, les obligations en florins, les obligations en lire, les obligations en couronnes suédoises et les obligations en francs suisses suivant le cas) sera, conformément aux dispositions ci-après, employé par la Banque ou d'après ses ordres à l'amortissement de la manière ci-après mentionnée, de tel nombre d'obligations que ledit solde permettra d'amortir au pair (100 %) ; ces obligations étant désignées par des tirages comme il est dit ci-après.

c) Les tirages seront effectués, pour chacune des années financières dans lesquelles des tirages seront nécessaires, entre le premier avril et le quinze mai, sur telles places, de telle manière, par ou en présence de telle personne ou telles personnes, et à telles dates et suivant telles règles que la Banque, après avoir pris l'avis de l'Admi-

the Reichs Debt Administration (*Reichsschuldenverwaltung*) may deem expedient.

(d) Forthwith after any such drawing shall have been effected the Bank shall take or cause to be taken such steps as the Bank after consultation with the Reichs Debt Administration shall deem convenient and as shall be in conformity with the provision of the Definitive Bonds by advertisement in newspapers or otherwise for notifying the Bondholders whose Bonds shall have been drawn for redemption and for naming a time and place and generally for providing for the presentation for payment and cancellation of such Bonds complete with unmatured interest coupons against payment of the principal moneys thereby secured. The Bank may also where necessary publish or cause to be published in each year a list of the numbers of the Bonds drawn in preceding years which have not been presented for payment. No drawn Bond for the payment of which due provision has been made shall continue to carry interest after the due date for payment of the principal moneys. All drawn Bonds shall be due for payment of the principal moneys on the first day of June immediately following the date of drawing. The Bonds presented for payment must have attached thereto all unmatured coupons and in the event of one or more of such coupons being absent the amount of the same shall be deducted from the sum payable to the Bondholder.

(e) Notwithstanding anything hereinbefore contained the German Government shall be entitled during any financial year prior to the first day of April to purchase Bonds at or below par (100 per cent.) plus accrued interest but exclusive of commissions and other expenses incidental to purchase. To the extent that on or before such first day of April in any financial year the German Government proves to the satisfaction of the Bank such purchases in respect of any particular issue during such financial year the amount applicable in respect of such financial year under the preceding provisions of this Article for the redemption of the Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds and Swiss Franc Bonds as

nistration de la Dette du Reich (*Reichsschuldenverwaltung*) jugera expédient.

d) Aussitôt après qu'un tel tirage aura été effectué, la Banque prendra ou fera prendre telles mesures que la Banque, après consultation de l'Administration de la Dette du Reich, estimera convenables, et telles qu'elles soient conformes aux dispositions des obligations définitives, par publication dans les journaux ou autrement, pour avertir les porteurs dont les obligations seront sorties aux tirages en vue de leur amortissement, et pour indiquer l'époque, le lieu et généralement tout ce qui est nécessaire pour la présentation au paiement et l'annulation desdites obligations munies des coupons d'intérêts non échus, contre paiement du principal ainsi assuré. La Banque pourra, si besoin est, publier ou faire publier chaque année, une liste des numéros des obligations sorties aux tirages pendant les années précédentes et qui n'auront pas été présentées au remboursement. Aucune obligation sortie à un tirage, pour le paiement de laquelle due provision aura été constituée, ne continuera à porter intérêt après la date fixée pour son remboursement. Toutes les obligations sorties aux tirages seront remboursables le premier juin suivant immédiatement la date du tirage. Les obligations présentées au remboursement devront être munies de tous les coupons non échus et s'il manquait un ou plusieurs desdits coupons, leur montant serait déduit de la somme à payer au porteur.

e) Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Gouvernement allemand aura le droit, avant le premier avril de chaque année financière, de racheter des obligations au pair (100 %) ou au-dessous du pair augmenté des intérêts courus, mais non compris les commissions et autres dépenses occasionnées par le rachat. Si le ou avant le premier avril d'une année financière, le Gouvernement allemand fait, à la satisfaction de la Banque, la preuve de tels achats pour une tranche déterminée, durant ladite année financière, le montant applicable, pendant cette même année financière, conformément aux dispositions de cet article, à l'amortissement des obligations en Reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations en livres sterling,

the case may be shall on the first day of June in such financial year be reduced by the actual purchase price (exclusive of accrued interest commissions and other expenses incidental to purchase) paid by the German Government for the purchase during such financial year of such Bonds respectively and any necessary adjustments shall be made accordingly. The Bank may at the request of the German Government apply the whole or any portion of the moneys in the hands or under the control of the Bank and applicable in accordance with the provisions of these presents to the redemption in respect of any financial year of Reichsmark Bonds Dollar Bonds Belga Bonds Franc Bonds Sterling Bonds Florin Bonds Lira Bonds Krona Bonds or Swiss Franc Bonds at any time during any such financial year not later than the fifteenth day of May in such financial year in or towards the purchase of such Bonds at or below par (100 per cent.) plus accrued interest but exclusive of commissions and other expenses incidental to purchase and the Bank may accordingly purchase such Bonds or cause or allow the same to be purchased. The German Government shall reimburse the Bank for accrued interest commissions and other expenses incidental to the purchase of such Bonds and the Bank shall make all adjustments necessary to give effect to the foregoing provisions. Provided always that in applying the provisions of this sub-clause the redemption monies applicable to any particular issue can be used only in the redemption of Bonds of that issue.

(f) In each financial year in which Bonds are purchased under the provisions of sub-clause (e) hereof the half-yearly payment or payments of interest on such purchased Bonds accruing during the period from the date of purchase up to and including the end of such financial year shall be credited to the German Government.

(g) All Bonds redeemed or purchased under this Article shall be cancelled in the

des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises et des obligations en francs suisses suivant le cas, sera au premier juin de ladite année financière réduit du prix effectif d'achat (non compris les intérêts courus, les commissions et autres dépenses occasionnées par le rachat) payé par le Gouvernement allemand pour le rachat durant l'année financière de ces obligations respectivement, et tous ajustements nécessaires devront être faits en conséquence.

La Banque pourra, à la requête du Gouvernement allemand, employer la totalité ou une partie des fonds détenus par elle ou sous son contrôle, et applicables, suivant les dispositions des présentes, à l'amortissement durant une année financière d'obligations en Reichsmarks, d'obligations en dollars, d'obligations en belgas, d'obligations en francs, d'obligations en livres sterling, d'obligations en florins, d'obligations en lire, d'obligations en couronnes suédoises ou d'obligations en francs suisses, à un moment quelconque de l'année financière, au plus tard le quinze mai de ladite année financière, au rachat de telles obligations au pair (100 %) ou au-dessous du pair augmenté des intérêts courus, mais non compris les commissions et autres dépenses occasionnées par le rachat, et la Banque pourra, en conséquence, racheter ou faire racheter lesdites obligations ou autoriser leur rachat. Le Gouvernement allemand remboursera à la Banque l'intérêt couru, les commissions et autres dépenses relatives au rachat de ces obligations, et la Banque fera tous les ajustements nécessaires pour rendre effectives les dispositions qui précèdent. Il est toujours entendu que, pour l'application des dispositions du présent paragraphe, les fonds applicables à l'amortissement d'une tranche particulière ne pourront être utilisés qu'à l'amortissement des obligations de cette tranche.

f) Pour toute année financière au cours de laquelle des obligations auront été rachetées conformément aux dispositions du paragraphe e) ci-dessus, le montant de l'intérêt semestriel ou des intérêts courus depuis la date du rachat jusqu'à la fin de l'année financière sera porté au crédit du Gouvernement allemand.

g) Toutes les obligations amorties ou rachetées, conformément au présent article,

manner required by the Bank and lodged with the Bank or dealt with as the Bank after consultation with the Reichs Debt Administration may direct and the German Government shall not be entitled to re-issue such Bonds or to make any fresh issue of Bonds or other obligations in the place thereof. The German Government shall in each financial year and within two months after the first day of June in such financial year provide the Bank with particulars of all Bonds and unmatured coupons cancelled during or in respect of the preceding financial year.

(h) In carrying out the provisions of this Article it is the intention that the Bank shall have regard to the powers and duties imposed upon the Reichs Debt Administration by the Laws of Germany so far as the same are applicable thereto.

IX.

For the purpose of providing the amounts required for paying or providing for interest and redemption and all other monies payable by the German Government under these presents and the Bonds of the Loan (hereinafter called the service monies) there shall in accordance with the provisions of The Hague Agreements be paid to the Bank by the German Government in each year ending the first day of June :

(a) As part of the unconditional annuities which are the direct and unconditional obligation of the German Government, sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively equal to two-thirds of the amounts required for the service monies in respect of the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds respectively and the said payments forming part of the unconditional annuities shall operate to discharge the German Government to the extent of their equivalent in Reichsmarks calculated at the average

seront annulées de la manière requise par la Banque et déposées à la Banque, ou bien il en sera disposé comme la Banque, après consultation de l'Administration de la Dette du Reich, pourra en décider et le Gouvernement allemand ne pourra ni émettre à nouveau les mêmes obligations ni procéder à une nouvelle émission d'obligations en remplacement des titres amortis.

Le Gouvernement allemand devra, au cours de chaque année financière et dans un délai de deux mois à partir du premier juin de ladite année financière, fournir à la Banque le détail de toutes les obligations et coupons non échus, annulés pendant l'année financière précédente ou au titre de cette même année.

h) Pour l'application des dispositions du présent article, il est entendu que la Banque prendra en considération les pouvoirs et les obligations de l'Administration de la Dette du Reich fixés par les lois allemandes, dans la mesure où ils sont applicables aux présentes.

IX.

Dans le but de fournir les fonds nécessaires pour le paiement ou la constitution des sommes pour le service des intérêts et de l'amortissement, ainsi que de toutes autres sommes dues par le Gouvernement allemand en vertu des présentes et des obligations de l'Emprunt (ci-après dénommées « le service »), le Gouvernement allemand devra, conformément aux dispositions des Accords de La Haye, verser à la Banque pendant chaque année finissant le premier juin :

a) En tant que fraction des annuités inconditionnelles qui constituent l'obligation directe et inconditionnelle du Gouvernement allemand, des sommes en Reichsmarks, dollars, belgas, francs, livres sterling, florins, lire, couronnes suédoises et francs suisses respectivement, égales aux deux tiers des montants requis pour le service des obligations en reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations en livres sterling, des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises, et des obligations en francs suisses respectivement, lesdits paiements, constituant une

of the middle rates prevailing on the Berlin Bourse during the fifteen days preceding the date hereinafter fixed for payment of each monthly instalment from its obligation to pay the unconditional annuities to the Bank for International Settlements pursuant to The Hague Agreement — the not yet mobilised portions of the unconditional annuities ranking *pari passu* with the payments provided for in this paragraph.

(b) Out of the general revenues of the German Government, sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively equal to one-third of the amounts required for the service monies in respect of the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds respectively.

The German Government shall on the fifteenth day of every month or if the fifteenth is not a working day then on the working day next following commencing with the sixteenth day of June One thousand nine hundred and thirty pay to the Bank one-twelfth part of the respective sums in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs as provided for in sub-clauses (a) and (b) above.

X.

Any portion of the Loan then outstanding shall be redeemed (with accrued interest) on the first day of June One thousand nine hundred and sixty-five.

XI.

Pursuant to The Hague Agreement the annual direct tax of Six Hundred and Sixty Million Reichsmarks payable to the German Government by the German Railway Company shall be and remain constituted as collateral guarantee in respect of the payments therein specified including the payments provided to be

partie des annuités inconditionnelles, auront pour effet de libérer le Gouvernement allemand, à concurrence de leur équivalent en Reichsmarks calculés au cours moyen des changes en vigueur à la Bourse de Berlin pendant les quinze jours qui précèdent la date fixée ci-après pour chaque versement mensuel, de son obligation de payer les annuités inconditionnelles à la Banque des Règlements internationaux conformément à l'Accord de La Haye ; les fractions non encore mobilisées des annuités inconditionnelles ayant rang *pari passu* avec les paiements prévus au présent paragraphe.

b) Sur les revenus généraux du Gouvernement allemand, des sommes en reichsmarks, dollars, belgas, francs, livres sterling, florins, lire, couronnes suédoises et francs suisses respectivement égales au tiers des montants requis pour le service des obligations en reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations en livres sterling, des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises et des obligations en francs suisses respectivement.

Le Gouvernement allemand devra le quinze de chaque mois, ou, si le quinze n'est pas un jour ouvrable, le premier jour ouvrable qui suivra, à dater du seize juin mil neuf cent trente inclus, la douzième partie des montants respectifs en reichsmarks, dollars, belgas, francs, livres sterling, florins, lire, couronnes suédoises et francs suisses, déterminés aux paragraphes a) et b) ci-dessus.

X.

Toute fraction de l'Emprunt restant alors en circulation devra être remboursée (avec les intérêts courus) le premier juin mil neuf cent soixante-cinq.

XI.

Conformément à l'Accord de La Haye, la taxe annuelle directe de six cent soixante millions de reichsmarks qui doit être versée au Gouvernement allemand par la Compagnie des Chemins de fer allemands constitue et constituera une garantie collatérale des paiements spécifiés dans ledit accord, y compris les paie-

made by the German Government pursuant to Article IX sub-clause (a) hereof.

XII.

¶ Pursuant to The Hague Agreement and in particular subject to the charge securing the German External Loan 1924 the German Government shall not while any part of the unconditional or the said postponable annuities remains outstanding create without the consent of the Bank for International Settlements acting in accordance with The Hague Agreement any mortgage or charge upon the Customs, the Tobacco Taxes, the Beer Tax or the Tax on Spirits (Administration of the Monopoly) to secure any other loan or credit of the German Government in priority to or *pari passu* with the said annuities.

XIII.

The German Government shall be entitled to redeem at par (100 per cent.) (plus accrued interest) the whole of the outstanding Bonds of the Loan or any part thereof equivalent to approximately Thirty Million dollars or multiples thereof on the first day of June One thousand nine hundred and thirty-five or on any first day of June thereafter subject to not less than six calendar months' previous notice to the Bank. Notice of such redemption shall be given by public advertisement in such newspapers or otherwise in such places and in such manner as the Bank shall require and the redemption generally shall (subject as is by this Article specifically provided for) be effected in accordance with such regulations and provisions as the Bank shall make in connection therewith or in the event of the Bank failing to make any such specific regulations or provision then in such manner as the Bank shall approve. At least sixty days prior to the expiration of the notice the German Government shall in accordance with the said regulations and provisions or with the approval of the Bank as the case may be pay to the Bank in Reichsmarks, Dollars, Belgas, Francs, Sterling, Florins, Lire, Kronor and Swiss Francs respectively the full nominal amount calculated as provided by Article VI hereof of the Bonds so to be redeemed together with interest up

ments qui doivent être faits par le Gouvernement allemand, en vertu de l'article IX a) ci-dessus.

XII.

Conformément à l'Accord de La Haye, et sous réserve notamment des gages affectés à l'Emprunt extérieur allemand de 1924, le Gouvernement allemand, tant qu'une fraction quelconque des annuités inconditionnelles ou différenciables restera due, ne devra, sans le consentement de la Banque des Règlements internationaux agissant dans les conditions prévues à l'Accord de La Haye, créer aucune charge ni aucun privilège sur les droits de douanes, les taxes sur les tabacs, sur la bière ou sur l'alcool (Administration du Monopole) en vue de garantir un emprunt ou un engagement quelconque du Gouvernement allemand par priorité sur lesdites annuités ou *pari passu* avec elles.

XIII.

Le Gouvernement allemand aura la faculté de rembourser au pair (100 %) (plus les intérêts courus) la totalité des obligations de l'Emprunt restant en circulation, ou une partie d'entre elles pour un montant équivalent approximativement à 30 millions de dollars ou à des multiples de ce montant, le premier juin mil neuf cent trente cinq ou le premier juin de toute année subséquente, à condition d'en aviser la Banque au moins six mois à l'avance. Il sera donné avis du rachat par une annonce dans tels journaux ou par tel procédé, sur telles places et dans telles conditions que fixera la Banque, et, d'une façon générale, le remboursement (sous réserve de ce qui est spécifiquement prévu à cet effet par cet article) sera effectué conformément aux décisions et dispositions que la Banque prendra à ce sujet, ou, dans le cas où la Banque n'aurait pas pris de telles décisions et dispositions particulières, de la manière qui sera approuvée par la Banque. Soixante jours au moins avant l'expiration du délai fixé pour le remboursement, le Gouvernement allemand devra, conformément auxdites décisions et dispositions ou avec l'approbation de la Banque, suivant le cas, verser à celle-ci en reichsmarks, dollars, belgas, francs, livres sterling, florins, lire, couronnes suédoises et francs suisses respectivement, le montant nominal intégral, calculé comme il est disposé à l'article VI, des

to the expiration of the notice provided always that nothing in this Article contained shall relieve the German Government from the due fulfilment of its obligations under any of the other provisions of these presents. In the case of any partial redemption the sum to be applied in such redemption shall be divided as nearly as may be between the Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds in proportion to the total nominal amount of Reichsmark Bonds, Dollar Bonds, Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds, Florin Bonds, Lira Bonds, Krona Bonds and Swiss Franc Bonds then outstanding respectively (calculated at the par of exchange as on the date of these presents) and the Bonds to be so redeemed shall be determined by drawings to be conducted in the manner and in accordance with the provisions set out in Article VIII hereof.

XIV.

Nothing in these presents shall prevent further loans or bonds issued to mobilise the unconditional annuities ranking *pari passu* as to payment with the Bonds of the present Loan.

XV.

Any moneys for the time being in the hands of or under the control of the Bank under the foregoing provisions of these presents and not presently required to be applied in the purchase or redemption of Bonds payment of interest or otherwise as hereinbefore provided may be placed on deposit by or under the direction of the Bank with such bank or banks or other financial Institution or Institutions and at such rate or varying rates of interest and generally on such terms as the Bank may in its sole discretion think fit or the Bank may purchase with the same and hold short-term Government obligations and all interest or other income when

obligations à rembourser, ainsi que l'intérêt jusqu'à la date fixée pour le remboursement ; étant toujours entendu que rien de ce qui est contenu dans cet article ne peut dispenser le Gouvernement allemand de l'accomplissement intégral des obligations contractées en vertu de toute autre disposition des présentes. Dans le cas de remboursement partiel, la somme applicable à ce remboursement devra être répartie aussi exactement que possible entre les obligations en reichsmarks, les obligations en dollars, les obligations en belgas, les obligations en francs, les obligations en livres sterling, les obligations en florins, les obligations en lire, les obligations en couronnes suédoises et les obligations en francs suisses, proportionnellement au montant nominal total respectivement en circulation des obligations en reichsmarks, des obligations en dollars, des obligations en belgas, des obligations en francs, des obligations en livres sterling, des obligations en florins, des obligations en lire, des obligations en couronnes suédoises et des obligations en francs suisses (ledit montant étant calculé au pair du change à la date des présentes), et les obligations à rembourser seront désignées par des tirages au sort effectués de la manière prévue par les dispositions fixées à l'article VIII, et conformément à ces dispositions.

XIV.

Rien dans les présentes n'empêchera les emprunts ou obligations qui seraient émis ultérieurement pour la mobilisation desdites annuités inconditionnelles, de prendre rang *pari passu*, quant au paiement, avec les obligations du présent emprunt.

XV.

Toutes sommes se trouvant à un moment donné entre les mains ou sous le contrôle de la Banque, en vertu des dispositions précédentes des présentes, et qui ne doivent pas être affectées immédiatement au rachat ou à l'amortissement des obligations, au paiement des intérêts, ou à d'autres fins, comme il est prévu ci-dessus, pourront être déposées par la Banque, ou suivant ses instructions, dans telle Banque ou telles Banques, ou bien dans tel établissement ou dans tels établissements financiers, à tel taux d'intérêt (ou à des taux variables d'intérêt), et en général à telles conditions que la Banque jugera convenables, à sa seule discrétion ; la

actually received by the Bank shall be added to the moneys so in the hands of or under the control of the Bank and shall operate to that extent to relieve or release the German Government from its obligations under the foregoing provisions of these presents.

XVI.

The principal and interest of all the Bonds issued in respect of the Loan shall be paid by the German Government without deduction for all present or future German taxes stamp or other duties dues or public charges of any kind whatsoever and neither shall this General Bond nor any Bond or any other document or letter bearing upon the said Loan be subject to any German registration fees stamp duties or other similar duties. The principal and interest of the Bonds will be paid in time of war as well as of peace and no matter whether the holders of the Bonds are subjects of a state friendly or hostile to the German Reich and in no case will the same be attached or sequestrated.

XVII.

All temporary Bonds (if any) shall be signed by some person or persons duly authorised hereto by the German Government and Definitive Bonds shall be signed on behalf of the German Government by at least two members of the Reichs Debt Administration (all of whose signatures may be facsimile signatures reproduced either by engraving lithography or any other suitable process). In addition where the Regulations of any Stock Exchange under which the Definitive Bonds of any particular issue are issued so require such Bonds shall be signed and/or countersigned (as the case may be) in writing in accordance with such Regulations by some person or persons duly authorised in that behalf by Resolution of the Reichs Debt Administration.

XVIII.

In case any of the said Bonds shall at any time become mutilated or destroyed or lost a

Banque pourra aussi acquérir avec ces sommes et conserver des valeurs d'Etat à court terme ; et tous les intérêts ou autres revenus effectivement perçus par la Banque s'ajouteront aux sommes détenues par elle ou se trouvant sous son contrôle, et, à due concurrence, dégageront ou déchargeront le Gouvernement allemand de ses obligations suivant les précédentes dispositions des présentes.

XVI.

Le principal et l'intérêt de toutes les obligations émises relativement à l'Emprunt seront payés par le Gouvernement allemand sans déduction d'aucuns impôts allemands présents ou futurs, taxes, timbres ou autres droits, redevances ou charges publiques d'une espèce quelconque et ni cette obligation générale, ni aucun titre d'obligation, ni aucun autre document ou lettre relatifs audit Emprunt, ne seront soumis à aucun droit d'enregistrement, droit de timbre ou autre impôt similaire allemand. Le principal et l'intérêt des obligations seront payés aussi bien en temps de guerre qu'en temps de paix, que les porteurs soient ressortissants d'un Etat ami ou ennemi du Reich allemand, et en aucun cas lesdites obligations ne pourront être saisies ou séquestrées.

XVII.

Toutes les obligations provisoires (s'il y en a) seront signées par la ou les personnes dûment autorisées à cet effet par le Gouvernement allemand, et les obligations définitives seront signées au nom du Gouvernement allemand par au moins deux membres de l'Administration de la Dette du Reich (toutes des signatures pouvant être des fac-similés reproduits soit par le procédé lithographique, soit par tout autre procédé convenable). En outre, lorsque les règlements d'une Bourse, ou les obligations définitives d'une certaine tranche sont émises, l'exigeront, lesdites obligations seront signées et ou contresignées (suivant le cas) à la main, conformément auxdits règlements par une ou plusieurs personnes dûment autorisées à cet effet par une décision de l'Administration de la Dette du Reich.

XVIII.

Au cas où l'une desdites obligations viendrait à un moment quelconque à être mutilée ou

new Bond of like amount tenor and date will be issued by the German Government in exchange for and upon cancellation of the Bond so mutilated and its coupons or in lieu of the Bond so destroyed or lost and its coupons but in the case of destroyed or lost Bonds only upon receipt by the Bank and a representative of the German Government of evidence satisfactory to them that such Bonds and coupons were destroyed or lost and upon receipt also of a satisfactory indemnity.

XIX.

In the event of any interest or principal moneys not being punctually claimed when due by the person or persons entitled thereto the Bank shall hold the same on trust for the person or persons entitled thereto under the provisions of these presents but in the meantime the Bank shall in no case be obliged to deposit or to invest any such moneys in its hands or under its control so that the same may earn interest or other income but such moneys may be kept on current account without interest. Furthermore, the Bank shall not in any event be obliged to retain or hold any moneys due in respect of principal or interest subsequently to the expiration of five calendar years after the date on which the last outstanding Bond of the Loan should have been paid off but the Bank may in its discretion pay the same to the German Government who shall continue to hold such moneys upon the same terms and subject to the same obligations as the Bank would have held them and the receipt of the German Government to the Bank for any of such moneys so paid as aforesaid shall be and remain a good and sufficient discharge to the Bank for such moneys and in respect of claims by all persons in respect thereof.

XX.

The term "Bonds" where used in these presents shall where the context so admits or requires be deemed to mean the Temporary Bonds and/or the Definitive Bonds of the Loan which are to be issued by the German Government to the persons and corporations entitled

détruite ou perdue, une nouvelle obligation de même montant, teneur et date, sera émise par le Gouvernement allemand en échange et sur annulation de l'obligation ainsi mutilée et de ses coupons, ou en remplacement de l'obligation ainsi détruite, ou perdue et de ses coupons ; mais, s'il s'agit d'obligations détruites ou perdues, seulement après qu'il sera administré à la Banque et à un représentant du Gouvernement allemand des preuves jugées par eux suffisantes, établissant que lesdites obligations et lesdits coupons ont été détruits ou perdus, et sur dation d'une garantie convenable.

XIX.

Si les sommes dues au titre de l'intérêt ou du principal ne sont pas immédiatement réclamées à leur échéance par le ou les ayants-droit, la Banque conservera lesdites sommes pour le compte du ou des ayants-droits, selon les dispositions des présentes, mais, dans l'intervalle, elle ne sera en aucun cas obligée de déposer ou de placer les sommes qu'elle détient ou dont elle a le contrôle en vue de leur faire produire un intérêt ou un revenu quelconque et lesdites sommes pourront être conservées en compte-courant sans intérêt. De plus la Banque ne sera en aucun cas tenue de retenir ou conserver les sommes dues au titre du principal ou des intérêts, après la fin de la cinquième année civile qui suivra la date fixée pour le remboursement de la dernière obligation non amortie de l'Emprunt, mais elle pourra, à sa discrétion, remettre lesdites sommes au Gouvernement allemand qui continuera à les détenir dans les mêmes conditions que la Banque et en étant soumis aux mêmes obligations qu'aurait eues celle-ci si elles les avait conservées ; le reçu délivré par le Gouvernement allemand à la Banque de toute somme ainsi payée constituera pour la Banque décharge valable et suffisante de ladite somme, opposable aux réclamations qui pourraient être présentées à son sujet par tous intéressés.

XX.

Le terme « obligations » figurant dans les présentes sera, partout où le contexte l'admettra ou l'exigera, considéré comme désignant les obligations provisoires et, ou les obligations définitives de l'Emprunt qui doivent être délivrées par le Gouvernement allemand aux personnes

thereto : the form of such Bonds shall be in accordance with the requirements of the Stock Exchange Regulations of the country of issue and subject thereto shall be such as the Bank approves or prescribes the Bank co-operating with the Reichs Debt Administration and the respective issuing bankers with regard to the form of the Definitive Bonds.

et sociétés qui y ont droit ; la forme de ces obligations devra satisfaire aux exigences des règlements de la Bourse du pays d'émission, et, sous cette réserve, elle devra avoir été approuvée par la Banque ou être conforme à ses prescriptions, la Banque coopérant avec l'Administration de la Dette du Reich et les banquiers émetteurs respectifs pour l'établissement des obligations définitives.

XXI.

No increased obligation on the part of the German Government shall be deemed to have been created by reason only of the fact that besides the acknowledgments of indebtedness of the German Government herein contained or provided for acknowledgments of indebtedness shall also be contained in the Temporary and Definitive Bonds issued in accordance with these presents.

Being duly empowered to bind as well the German Reich as any Government thereof for the time being I the undersigned being the present Minister of Finances have hereunto set my hand and seal this tenth day of June One thousand nine hundred and thirty.

Dr. Paul MOLDENHAUER.

XXI.

Aucune obligation supplémentaire ne sera considérée comme créée à la charge du Gouvernement allemand du simple fait que, outre les reconnaissances de dette dudit Gouvernement contenues ou prévues dans les présentes, d'autres reconnaissances de dettes se rencontreront dans les obligations provisoires et définitives émises en conformité des présentes.

Dûment autorisé à engager aussi bien le Reich allemand que tout Gouvernement du Reich existant, je soussigné, Ministre des Finances en exercice, ai revêtu le présent document de mon sceau et de ma signature, ce dix juin mil neuf cent trente.

Dr Paul MOLDENHAUER.

Pour traduction certifiée
conforme à l'original :

Paris, le 10 juin 1930.

(Signé) Jacques Ruffin,

*Traducteur juré près le Tribunal
de première instance de la Seine.*

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

PARIS, *le 10 juin 1930.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

En tant que représentants des Puissances signataires, nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint copie d'un accord en date de ce jour relatif à l'Emprunt international allemand 5 ½ % 1930. Cet accord est notifié à la Banque des Règlements internationaux afin qu'elle puisse en prendre note, lui donner effet dans la mesure qui la concerne et en particulier confirmer aux Puissances signataires son accord sur les stipulations des articles III et IX.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre considération très distinguée.

DORN.
S. D. WALEY.
DESY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
FARNIER.
LANINO.
KIUCHI.
FERNANDES.
BOSHKOVITCH.

Monsieur le Président
de la Banque
des Règlements internationaux.

II.

PARIS, *le 10 juin 1930.*

MESSIEURS,

En tant que représentants des Puissances signataires, vous avez bien voulu me transmettre copie d'un accord en date de ce jour relatif à

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

EXCHANGE OF NOTES

I.

PARIS, *June 10, 1930.*

SIR,

As representatives of the signatory Powers, we have the honour to forward to you herewith a copy of an agreement of to-day's date relating to the German International 5 ½ % Loan 1930. This Agreement is notified to the Bank for International Settlements in order that it may take note thereof, give effect thereto so far as it is concerned, and in particular confirm to the signatory Powers its concurrence with the provisions of Articles III and IX.

We are, etc.

DORN.
S. D. WALEY.
DESY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
S. D. WALEY.
FARNIER.
LANINO.
KIUCHI.
FERNANDES.
BOSHKOVITCH.

To the President
of the Bank
for International Settlements.

II.

PARIS, *June 10, 1930.*

SIRS,

As representatives of the signatory Powers you were good enough to forward to me a copy of an agreement of to-day's date relating to the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

l'Emprunt international allemand 5 ½ % 1930. Conformément à votre demande, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Banque des Règlements internationaux a pris note de cet accord, qu'elle lui donnera effet dans la mesure qui la concerne, et en particulier qu'elle confirme aux Puissances signataires son accord sur les stipulations des articles III et IX.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération très distinguée.

*Banque
des Règlements internationaux.*
LÉON FRASER.
PIERRE QUESNAY.

Messieurs
les Représentants
des Trésoreries
des Puissances créancières
et de l'Allemagne.

III.

Les Gouvernements de Belgique, France, Grande-Bretagne et Italie déclarent respectivement par les présentes, conformément à l'article 12 c) du Contrat de Trust, qu'ils approuvent le montant des émissions sur leurs marchés nationaux, d'obligations en belga, d'obligations en francs, d'obligations en sterling et d'obligations en lire visées dans l'Obligation générale de l'Emprunt, ainsi que les conditions détaillées dudit emprunt.

Fait à Paris, le 10 juin 1930.

PÉRIER.
FARNIER.
S. D. WALEY.
LANINO.

A Monsieur,
le Président de la Banque
des Règlements internationaux.

Copie certifiée conforme :

*Le Ministre plénipotentiaire
Chef du Service du Protocole :*
P. de Fouquières.

German International 5 ½ % Loan 1930. In accordance with your request I have the honour to inform you that the Bank for International Settlements has taken note of this agreement, that it will give effect thereto so far as it is concerned and in particular that it confirms to the signatory Powers its concurrence with the provisions of Articles III and IX.

We are, etc.

LÉON FRASER.
PIERRE QUESNAY.
*Bank
for International Settlements.*

To the Representatives
of the Treasuries
of the Creditor Powers
and of Germany.

III.

The Government of Belgium, France, Great Britain and Italy hereby respectively declare, in accordance with Article 12 c) of the Trust Agreement, that they approve the amount of the issues on their national markets of Belga Bonds, Franc Bonds, Sterling Bonds and Lire Bonds as mentioned in the General Bond of the Loan, and also the detailed conditions of the said Loan.

Done at Paris, June 10, 1930.

PÉRIER.
FARNIER.
S. D. WALEY.
LANINO.

To the President
of the Bank
for International Settlements.

N° 2619.

FRANCE ET PERSE

Accord de principe au sujet de l'abolition de la convention franco-persane de 1900 relative au monopole des fouilles archéologiques. Signé à Téhéran, le 18 octobre 1927.

FRANCE AND PERSIA

Agreement of Principle with reference to the Abrogation of the Franco-Persian Convention of 1900 concerning the Archæological Research Monopoly. Signed at Teheran, October 18, 1927.

No. 2619.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

قرارداد اساسی منعقدہ بین دولت شاہنشاهی ایران و دولت جمهوری فرانسه

در باب الغاء قرارداد ۱۹۰۰ بین ایران و فرانسه راجع بانحصار حفريات اشیاء عتیقه

ماده اول

دولت ایران مدیریت کل عتیقه جات و کتاب خانه و موزه را یکنفر متخصص فرانسوی که دولت فرانسه معرفی مینماید در تحت امر وزیر ایرانی که اینکار در حدود صلاحیت اوست خواهد سپرد دولت ایران از مجلس شورای ملی تقاضا خواهد نمود که استخدام متخصص مزبور را برای مدت پنجسال تصویب نماید . ولی برای اینکه بدولت جمهوری نشان بدهد که صمیمانه مایل است یکنفر عالم فرانسوی در مدت خیلی بیشتری عهده دار مشاغل مذکوره در فوق باشد از حالا وعده میدهد که پس از انقضای پنجسال اولیه اقلاً سه دفعه دیگر استخدام یکنفر متخصص فرانسوی را برای همان شغل و بهمان شرایط به مجلس پیشنهاد نماید بقسمی که مجموع مدت اقلاً دست سال باشد .

ماده دوم

بمحض اینکه مجلس اولین قانون استخدام مدیر کل فرانسوی عتیقه جات و کتابخانه و موزه را تصویب نمود و کنترات استخدام این متخصص بامضا رسید دولت فرانسه بخودی خود بلا فاصله و بدون هیچ شرطی از این انحصاری که بر طبق قرارداد ۱۹۰۰ باو واگذار شده صرف نظر خواهد نمود بنا بر این نه دولت فرانسه و نه سفارت فرانسه بهیچوجه در مسائل مربوطه بحفریات عتیقه جات ایران حق دخالت نخواهند داشت . موارد حکمیتی که در کنترات مدیر کل پیش بینی خواهد شد و ممکن است بمداخله سفارت فرانسه منجر گردد فقط مربوط بروابط شخصی مابین مدیر و دولت ایران خواهد بود .

ماده سوم

هر گاه دولت ایران در انتهای هر دوره پنجساله مقتضی بداند که استخدام يك نفر متخصص فرانسوی دیگر را غیر از متخصصی که مدت استخدام او منقضی گردیده بمجلس پیشنهاد نماید ملزم به بیان هیچ دلیل و دادن هیچ قسم توضیحی نخواهد بود .

ماده چهارم

هیئت فرانسوی میتواند بحفریات شوش را بشرايط فعلی ادامه دهد ولی باید نظامنامه هائیرا که راجع بحفریات و تقسیم اشیائیکه پیدا میشود تنظیم خواهد گردید رعایت نماید طهران ۱۸ اکتبر ۱۹۲۷ مطابق ۲۵ مهر ماه ۱۳۰۶

از طرف دولت ایران
از طرف دولت جمهوری فرانسه
وزیر معارف سید محمد تدین کفیلوزارت امور خارجه ياك روان شارژدافر فرانسه بالرو

N° 2619. — ACCORD DE PRINCIPE CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE AU SUJET DE L'ABOLITION DE LA CONVENTION FRANCO-PERSANE DE 1900 RELATIVE AU MONOPOLE DES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES. SIGNÉ A TÉHÉRAN, LE 18 OCTOBRE 1927.

Textes officiels français et persan communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 19 février 1931.

Article premier.

LE GOUVERNEMENT PERSAN confiera à un spécialiste français, présenté par LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS, la direction générale, sous l'autorité du Ministre persan compétent, des Antiquités, de la Bibliothèque et du Musée. Le Gouvernement persan demandera au Parlement de voter l'engagement de ce spécialiste pour cinq ans, mais pour marquer au Gouvernement de la République son sincère désir de voir un savant français exercer les fonctions dont il s'agit pendant une période beaucoup plus longue, il promet dès maintenant de proposer au Parlement, au moins trois fois encore après expiration des cinq premières années, l'engagement pour le même service et dans les mêmes conditions d'un spécialiste français de façon à embrasser une période minimum de vingt ans.

Article II.

Aussitôt que la première loi d'engagement pour cinq ans du directeur général français, présenté par le Gouvernement français, des Antiquités, de la Bibliothèque et du Musée sera votée par le Parlement et que le contrat d'engagement de ce spécialiste sera signé, le Gouvernement français renoncera automatiquement sans autre délai et sans aucune réserve au monopole qui lui avait été concédé par la Convention de 1900. En conséquence ni le Gouvernement français, ni la Légation de France n'auront plus à intervenir en quoi que ce soit dans les questions des fouilles archéologiques en Perse. Les cas d'arbitrage qui seront prévus au contrat du directeur et qui entraîneraient l'intervention de la Légation de France ne pourront s'appliquer qu'aux relations personnelles entre le directeur et le Gouvernement persan.

Article III.

Le Gouvernement persan n'aura aucune raison à donner ni aucune explication à fournir dans le cas où il jugerait convenable, à la fin d'une période de cinq ans, de proposer au Parlement l'engagement d'un spécialiste Français différent de celui dont la période d'engagement aura pris fin.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2619. — AGREEMENT OF PRINCIPLE CONCLUDED BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA WITH REFERENCE TO THE ABROGATION OF THE FRANCO-PERSIAN CONVENTION OF 1900 CONCERNING THE ARCHÆOLOGICAL RESEARCH MONOPOLY. SIGNED AT TEHERAN, OCTOBER 18, 1927.

French and Persian official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place February 19, 1931.

Article I.

THE PERSIAN GOVERNMENT shall entrust to a French expert nominated by THE FRENCH GOVERNMENT, the General Directorship, under the authority of the competent Persian Minister, of Antiquities, the Library and the Museum. The Persian Government shall ask Parliament to vote the appointment of this expert for five years, but to show the Government of the Republic its sincere desire that a French scholar should hold the office in question for a much longer period, it promises forthwith to propose to Parliament on at least three further occasions after the expiry of the first five years the appointment of a French expert for the same work and under the same conditions, thus covering a period of not less than twenty years.

Article II.

As soon as Parliament shall have voted the first appointment for five years of the French Director-General of Antiquities, the Library and the Museum nominated by the French Government, and the contract of this expert shall have been signed, the French Government shall automatically renounce, immediately and without reservation, its right to the monopoly granted to it by the Convention of 1900. Therefore, neither the French Government nor the French Legation shall further intervene in any way whatsoever in questions of archaeological research in Persia. The cases of arbitration for which provision shall be made in the Director's contract and which involve the intervention of the French Legation shall only apply to the personal relations between the Director and the Persian Government.

Article III.

The Persian Government shall not be obliged to give any reason or explanation should it deem it advisable to propose to Parliament, on the expiry of a five-year period, the appointment of a French expert other than that whose term of appointment shall have come to an end.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article IV.

La mission française pourra continuer les fouilles de Suse dans les conditions actuelles, mais en se conformant aux règlements à venir concernant les fouilles et la répartition des objets trouvés.

Ont signé de la part du Gouvernement persan, le 18/10/27 :

TADAYON,
le ministre de l'Instruction publique.

F. PAKREVAN,
le gérant du Ministère des Affaires étrangères.

A signé de la part du Gouvernement français :

Le chargé d'Affaires de France en Perse,
BALLEREAU.

Article IV.

The French Mission may continue the research work at Susa under the present conditions, but must observe the future regulations concerning research and the allotment of the articles discovered.

Signed on behalf of the Persian Government, 18/10/27 :

TADAYON,
Minister of Education.

F. PAKREVAN,
Acting Head of the Ministry of Foreign Affairs.

Signed on behalf of the French Government :

BALLEREAU,
French Chargé d'Affaires in Persia.

N° 2620.

**PERSE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Traité de garantie et de neutralité
avec protocoles, signés à Moscou
le 1^{er} octobre 1927, et échange de
notes de la même date.

**PERSIA
AND UNION OF [SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Treaty of Guarantee and Neutrality,
with Protocols, signed at Moscow,
October 1, 1927, and Exchange of
Notes of the same date.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

N° 2620. — TRAITÉ¹ DE GARANTIE ET DE NEUTRALITÉ ENTRE LA PERSE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES. SIGNÉ A MOSCOU, LE 1^{er} OCTOBRE 1927.

№ 2620. — ДОГОВОР¹ О ГАРАНТИИ И НЕЙТРАЛИТЕТЕ МЕЖДУ ПЕРСИЕЙ И СОЮЗОМ СОВЕТСКИХ СОЦИАЛИСТИЧЕСКИХ РЕСПУБЛИК, ПОДПИСАННЫЙ В ГОР. МОСКВЕ, 1-го ОКТЯБРЯ 1927 Г.

Textes officiels français, persan et russe communiqués par le délégué de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 21 février 1931.

French, Persian and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place February 21, 1921.

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE et LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, reconnaissant comme conforme aux intérêts des deux Parties contractantes de définir les conditions précises contribuant à la consolidation des relations normales durables et de l'amitié sincère qui les unit, ont nommé comme leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SHAH DE PERSE :

M. Ali Goli Khan ANSARI, ministre des Affaires étrangères de Perse ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

MM. Georges TCHITCHERINE, commissaire du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ; et

Его Императорское Величество Шах Персии и Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик признавая отвечающим интересам обоих Договаривающихся Сторон определение точных условий, способствующих укреплению прочных нормальных отношений и связывающей их искренней дружбы, назначили с этой целью Полномочных Представителей :

Его Императорское Величество Шах Персии :

Господина Али Голи Хана Ансари, Министра Иностранных Дел Персии,

Центральный Исполнительный Комитет Союза Советских Социалистических Республик :

Чичерина, Георгия Васильевича, Народного Комиссара по Иностранным Делам Союза Советских Социалистических Республик и

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 31 janvier 1928.

¹ The exchange of ratifications took place at Teheran, January 31, 1928.

Léon KARAKHAN, commissaire-adjoint du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Le Traité¹ du 26 février 1921, dont tous les articles et toutes les dispositions restent en vigueur et dont les effets deviennent applicables à tout le territoire de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, reste la base des rapports réciproques entre la Perse et l'Union des Républiques soviétistes socialistes

Article 2.

Chacune des Parties contractantes s'engage à s'abstenir de toute agression et de toutes actions agressives envers l'autre Partie et à ne pas introduire ses forces militaires dans le territoire de l'autre Partie.

Dans le cas où une des Parties contractantes deviendrait l'objet d'une agression de la part d'une ou de plusieurs tierces Puissances, l'autre Partie contractante s'engage à observer la neutralité pendant toute la durée du conflit, la Partie devenue l'objet de l'agression ne devant point de sa part violer cette neutralité, nonobstant des considérations stratégiques, tactiques ou politiques ou les avantages que cela pourrait lui présenter.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes s'engage à ne prendre part ni en fait ni en droit à des alliances ou accords d'ordre politique qui seraient dirigés contre la sécurité du territoire ou des eaux de l'autre Partie contractante,

КАРАХАНА, Льва Михайловича, Заместителя Народного Комиссара по Иностранным Делах Союза Советских Социалистических Республик, каковые, после предъявления их

полномочий, найденных в доброй и должной форме, согласились о нижеследующем:

Статья 1.

Основой взаимоотношений между Персией и Союзом Советских Социалистических Республик остается Договор от 26 февраля 1921¹ года, все статьи и постановления которого остаются в силе и действие которого распространяется на всю территорию Союза Советских Социалистических Республик.

Статья 2.

Каждая из Договаривающихся Сторон обязуется воздерживаться от нападения и всяких агрессивных действий против другой стороны или введения своих сил в пределы другой Стороны.

В случае же, если одна из Договаривающихся Сторон подвергнется нападению со стороны одной или нескольких третьих держав, другая Договаривающаяся Сторона обязуется соблюдать нейтралитет в продолжении всего конфликта, при чем Сторона, подвергшаяся нападению, не должна со своей стороны нарушить этот нейтралитет, несмотря ни на какие стратегические, тактические или политические соображения или выгоды, которые могли бы ей от этого представиться.

Статья 3.

Каждая из Договаривающихся Сторон обязуется не участвовать ни фактически, ни формально в политических союзах или соглашениях, направленных против безопасности на суше или на море другой

¹ Vol. IX, page 383, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 383, of this Series.

de m
pende

que contre son intégrité, son indé-
ou sa souveraineté.

Cha
en o
blocu
Puiss
tante

des Parties contractantes renonce,
à participer à des boycottages ou
économiques organisés par des tierces
contre l'une des Parties contrac-

Договаривающейся Стороны, равно как
против ее целостности, ее независимости или
ее суверенитета.

Кроме того, обе Договаривающиеся Сто-
роны отказываются от участия в эконо-
мических бойкотах и блокадах, органи-
зуемых третьими державами против одной
из Договаривающихся Сторон.

Article 4.

Vu
et 5
Partie
s'abst
intéri
mene
Gouv
strict
actes

obligations établies par les articles 4
faité du 26 février 1921, chacune des
contractantes, ayant l'intention de
de toute immixtion dans les affaires
de l'autre Partie et de ne point
propagande ou de lutte contre le
nement de l'autre Partie, défendra
à ses fonctionnaires de pareils
le territoire de l'autre Partie.

Si l
se tre
paient
par le
Gouve
faire
usage

oyens d'une des Parties contractantes
it sur le territoire de l'autre s'occu-
propagande ou de lutte prohibées
torités de cette dernière Partie, le
ment de ce territoire aura le droit de
l'activité de ces citoyens et de faire
ers eux des sanctions établies.

Les
vertu
souten
toires
ro d'
que s
lutte
contre
l'insu
sation
du G
partie
but la
Partie
indiqu
ou un

ix Parties s'engagent de même, en
articles ci-dessus indiqués, à ne point
à ne point admettre sur leurs terri-
ectifs la formation ou l'activité :
isations ou de groupements, quelle
ur dénomination, ayant pour but la
le le Gouvernement de l'autre Partie
te par des moyens de violence, par
on et par l'attentat ; 2° d'organi-
de groupements s'arrogeant le rôle
nement de l'autre pays ou d'une
son territoire, ayant également pour
te contre le Gouvernement de l'autre
tractante par les moyens ci-dessus
l'atteinte à sa paix et à sa sécurité
entat à son intégrité territoriale.

Статья 4.

В виду обязательств, установленных
статьями 4 и 5 Договора от 26 февраля
1921 года, каждая из Договаривающихся
Сторон, имея намерение не вмешиваться
во внутренние дела другой Стороны, и не
вести пропаганду или борьбу против Пра-
вительства другой стороны, будет строго
запрещать своим служащим таковые дей-
ствия на территории другой Договари-
вающейся Стороны.

Если граждане одной Договаривающей-
ся Стороны, находящиеся на территории
другой, будут заниматься пропагандой
или борьбой, запрещенными властями этой
стороны, то Правительство этой терри-
тории будет иметь право прекращать
деятельность этих граждан и применять к
ним установленные наказания.

Равным образом, в силу вышеуказан-
ных статей обе стороны обязуются не
поддерживать и не допускать на своей
территории, по принадлежности, образо-
вание или деятельность : 1) организаций
или групп, как бы они не именовались,
ставящих себе целью борьбу против Пра-
вительства другой Договаривающейся
Стороны путем насильственных способов,
путем восстания или покушения ; 2) орга-
низаций или групп, приписывающих себе
роль Правительства другой Стороны или
части ее территории, также ставящих себе
целью борьбу вышеуказанными способами
с Правительством другой Договариваю-
щейся Стороны, нарушение ее мира и ее
безопасности или покушение на ее терри-
ториальную целостность.

Se basant sur les principes ci-dessus indiqués, les deux Parties contractantes s'engagent également à défendre l'enrôlement militaire ainsi que l'importation sur leur territoire de forces armées, d'armes, de munitions et de tout autre matériel de guerre, destinés aux organisations ci-dessus indiquées.

Article 5.

Les deux Parties contractantes s'engagent à régler par une procédure pacifique, appropriée aux circonstances, les différends de toute nature survenus entre elles et n'ayant pu être réglés par la voie diplomatique ordinaire.

Article 6.

En dehors des obligations assumées par les deux Parties contractantes en vertu du présent traité, ces deux parties conservent leur entière liberté d'action dans leurs relations internationales.

Article 7.

Le présent traité est conclu pour la durée de trois ans et doit être approuvé et ratifié dans le plus bref délai par les organes législatifs des deux Parties, après quoi il entrera en vigueur.

L'échange des actes de ratification aura lieu à Téhéran un mois après la ratification.

Après l'expiration du délai original, le traité sera considéré prolongé automatiquement chaque fois pour une année jusqu'à ce qu'une des Parties contractantes prévienne l'autre Partie de sa dénonciation. En ce cas, le présent traité restera en vigueur pendant six mois après la communication de la part d'une des Partiesconcernant la dénonciation du traité.

Article 8.

Le présent traité est dressé en langues persane, russe et française en trois exemplaires

Исходя из приведенных выше принципов, обе Договаривающиеся Стороны равным образом обязуются запретить вербовку, равно как ввоз на свою территорию вооруженных сил, оружия, боевых припасов и всякого рода военных материалов, предназначенных для указанных выше организаций.

Статья 5.

Обе Договаривающиеся Стороны обязуются регулировать всякого рода разногласия, которые могли бы возникнуть между ними и которые не могли бы быть улажены обыкновенным дипломатическим путем, мирным способом, соответствующим моменту.

Статья 6.

Вне обязательств, которые обе Договаривающиеся Стороны приняли на себя в силу настоящего Договора, обе Стороны сохраняют свою полную свободу действий в своих международных отношениях.

Статья 7.

Настоящий Договор заключается на трехлетний срок и подлежит в кратчайший срок одобрению и ратификации со стороны законодательных органов обоих Сторон, после чего он вступит в силу.

Обмен ратификационными грамотами произойдет в Тегеране в месячный срок после ратификации.

По истечении первоначального срока, Договор будет считаться автоматически продленным каждый раз на годичный срок, пока одна из Договаривающихся Сторон не предупредит об его денонсации. В этом случае настоящий Договор сохраняет силу в течение шести месяцев после сообщения одной из Договаривающихся Сторон о расторжении Договора.

Статья 8.

Настоящий Договор составляется на русском, персидском и французском язы-

authentiques pour chacune des Parties contractantes.

Pour l'interprétation, tous les trois textes seront considérés comme authentiques. En cas de divergence lors de l'interprétation, le texte français fera foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Moscou le 1^{er} octobre 1927.

(Signé) Ali Goli Khan ANSARI.

(Signé) Georges TCHITCHERINE

(Signé) L. KARAKHAN.

PROTOCOLE PREMIER.

Monsieur Ali Goli Khan ANSARI, ministre des Affaires étrangères de Perse, déclare qu'il est chargé par le Gouvernement persan de confirmer au nom de ce gouvernement au moment de la signature du Traité de garantie et de neutralité entre la Perse et l'Union des Républiques soviétistes socialistes, en date de ce jour, que le Gouvernement persan n'a pas d'engagements internationaux quelconques contraires au dit traité et qu'également pendant toute la durée de ce traité, il ne prendra pas de tels engagements.

Messieurs Georges TCHITCHERINE, commissaire du Peuple pour les affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes et Léon KARAKHAN, commissaire-adjoint du Peuple pour les Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, déclarent qu'ils sont chargés par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes de confirmer au nom de ce gouvernement, au moment de la signature du Traité de garantie et de neutralité entre l'Union des Républiques soviétistes socia-

ках в трех подлинных экземплярах для каждой Договаривающейся Стороны.

При толковании все тексты считаются аутентичными. При возникновении разногласий при толковании, французский текст будет считаться основным.

В удостоверение чего, поименованные выше уполномоченные подписали настоящий Договор и приложили к нему свои печати.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

(Подписи) : Георгий Чичерин.

Л. КАРАХАН.

(Подпись) : Али-Голи Хан Ансари.

(м. п.) (м. п.) (м. п.)

ПРОТОКОЛ № 1.

Господин Али-Голи Хан Ансари, Министр Иностранных Дел Персии заявляет, что ему поручено Персидским Правительством подтвердить от имени этого Правительства в момент подписания Договора о гарантии и нейтралитете между Персией и Союзом Советских Социалистических Республик от сего числа, что Персидское Правительство не имеет никаких международных обязательств, противоречащих названному Договору и, равным образом, что в течение всего срока действия названного Договора оно не примет на себя подобных обязательств.

Чичерин, Георгий Васильевич, Народный Комиссар по Иностранным Делам Союза Советских Социалистических Республик и Карахан, Лев Михайлович, Заместитель Народного Комиссара по Иностранным Делам Союза Советских Социалистических Республик заявляют, что им поручено Правительством Союза Советских Социалистических Республик подтвердить от имени этого Правитель-

listes et la Perse en date de ce jour, que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétiques socialistes n'a pas d'engagements internationaux quelconques contraires audit traité et qu'également pendant toute la durée de ce traité, il ne prendra pas de tels engagements.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

(Signé) Ali Goli Khan ANSARI.

(Signé) Georges TCHITCHERINE.

(Signé) L. KARAKHAN.

PROTOCOLE II.

Conformément aux dispositions du Traité du 26 février 1921 qui reste en vigueur en entier et en toutes ses parties, les engagements prévus à l'article 2 du Traité de garantie et de neutralité signé à la date de ce jour entre la Perse et l'Union des Républiques soviétiques socialistes concernant la non-introduction de forces militaires dans le territoire de l'autre Partie contractante, ne s'appliquent pas aux cas, prévus à l'article 6 du Traité du 26 février 1921, ainsi qu'aux commentaires donnés à cet article.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

(Signé) Aligolikhhan ANSARI.

(Signé) Georges TCHITCHERINE.

(Signé) L. KARAKHAN.

ства в момент подписания Договора о гарантии и нейтралитете между Союзом Советских Социалистических Республик и Персией от сего числа, что Правительство Союза не имеет никаких международных обязательств, противоречащих названному Договору и, равным образом, что в течение всего срока действия названного Договора оно не примет на себя подобных обязательств.

Учинено в г. Москве, « 1 » октября 1927 года.

Али-Голи Хан Ансари. Георгий Чичерин.
Л. КАРАХАН.

ПРОТОКОЛ № 2.

В соответствии с постановлениями Договора от 26 февраля 1921 года, сохраняющего свою силу в целом и во всех своих частях, обязательства, предусмотренные в статье 2 Договора о гарантии и нейтралитете, подписанного сего числа между Персией и Союзом Советских Социалистических Республик относительно невведения военных сил в пределы Другой Договаривающейся Стороны не относятся к случаям, предусмотренным в статье 6 Договора от 26 февраля 1921 года и к раз'яснениям, данным к этой статье.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 г.

Георгий Чичерин. Али-Голи Хан Ансари.
Л. КАРАХАН.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Au moment de la signature du Traité de garantie et de neutralité signé entre la Perse et l'Union des Républiques soviétistes socialistes en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Considérant,

Que le Gouvernement persan est toujours anxieux de faire face exactement à toutes les obligations qu'il a assumées volontairement,

Qu'il signe le présent traité pour maintenir sincèrement toutes les obligations qui en découlent,

Et en tant que le Gouvernement persan estime que les obligations ci-dessus mentionnées ne sont pas en contradiction avec les obligations du Gouvernement persan envers la Société des Nations,

Le Gouvernement persan déclare au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que le Gouvernement persan respectera et exécutera également toutes ses obligations comme membre de la Société des Nations.

Veillez agréer, Monsieur le Commissaire, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Ali Goli Khan ANSARI.

Monsieur Georges Tchitcherine,
Commissaire du Peuple
pour les Affaires étrangères.

I.

Москва, 1 октября 1927 г.

Господин Народный Комиссар,

В момент подписания Договора о гарантии и нейтралитете, подписанного сего числа между Персией и Союзом Советских Социалистических Республик, имею честь сообщить Вам нижеследующее :

Принимая во внимание,

что Персидское Правительство всегда стремится точно выполнять все добровольно взятые на себя обязательства и

что оно подписывает настоящий Договор для того, чтобы искренно уважать все вытекающие из него обязательства и

поскольку Персидское Правительство считает, что упомянутые выше обязательства не противоречат обязательствам Персидского Правительства перед Лигой Наций,

Персидское Правительство заявляет Правительству Союза Советских Республик, что Персидское Правительство также будет уважать и исполнять все свои обязательства, как члена Лиги Наций.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Али-Голи Хан Ансари.

Господину
Георгию Васильевичу Чичерину,
Народному Комиссару
по Иностранным делам.

II.

Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de la part de mon gouvernement d'accuser réception et de prendre acte de la note suivante que vous avez bien voulu m'adresser en date d'aujourd'hui :

Au moment de la signature du Traité de garantie et de neutralité signé entre la Perse et l'Union des Républiques soviétistes socialistes en date de ce jour, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

Considérant,

Que le Gouvernement persan est toujours anxieux de faire face exactement à toutes les obligations qu'il a assumées volontairement,

Qu'il signe le présent traité pour maintenir sincèrement toutes les obligations qui en découlent,

Et en tant que le Gouvernement persan estime que les obligations ci-dessus mentionnées ne sont pas en contradiction avec les obligations du Gouvernement persan envers la Société des Nations,

Le Gouvernement persan déclare au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes que le Gouvernement persan respectera et exécutera également toutes ses obligations comme membre de la Société des Nations.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Georges TCHITCHERINE.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères
de Perse.

II.

Г. Москва, 1 октября 1927 г.

Господин Министр,

Имею честь от имени моего Правительства подтвердить получение и принятие к сведению нижеследующей Вашей ноты от сего числа :

В момент подписания Договора о гарантии и нейтралитете, подписанного сего числа между Персией и Союзом Советских Социалистических Республик, имею честь сообщить Вам нижеследующее :

Принимая во внимание,

что Персидское Правительство всегда стремится точно выполнять все добровольно взятые на себя обязательства,

что оно подписывает настоящий Договор для того, чтобы искренне уважать все вытекающие из него обязательства и поскольку Персидское Правительство считает, что упомянутые выше обязательства не противоречат обязательствам Персидского Правительства перед Лигой Наций,

Персидское Правительство заявляет Правительству Союза Советских Социалистических Республик, что Персидское Правительство также будет уважать и исполнять все свои обязательства, как члена Лиги Наций.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Георгий Чичерин.

Господину
Али-Голи Хану Ансари
Министру Иностранных дел Персий.

No. 2620.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

عهدنامه تأمینیه و بیطرفی
ما بین دولت علیه ایران و اتحاد جماهیر
شوروی سوسیالیستی

اعلیحضرت همایون شاهنشاه ایران

و

کمیته مرکزی اجرائیه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی

با در نظر گرفتن اینکه منافع طرفین متعاهدین مستلزم تعیین شرایط معینه است
که موجب تشدید روابط محکم طبیعی و دوستی صمیمانه که بین طرفین موجود است باشد
برای این منظور نمایندگان مختار خود را بترتیب ذیل معین نمودند :

اعلیحضرت همایون شاهنشاه ایران :

آقای علیقلیخان انصاری

وزیر امور خارجه ایران .

کمیته مرکزی اجرائیه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی

آقای گئورگی و اسبلویچ چیچرین

کمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی

و لومیخانبلویچ کارا خان -

قائم مقام کمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی

نمایندگان مزبور پس از ارائه اعتبار نامه‌های خود که موافق قاعده و ترتیبات

لازمه بود در مرتب ذیل توافق نظر حاصل کردند :

فصل اول

اساس روابط مابین ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی عهد نامه ۲۶

فوریه ۱۹۲۱ است که تمام مواد و مقررات آن معتبر مانده و شامل تمام خاک اتحاد

جماهیر شوروی سوسیالیستی میباشد

فصل دوم

هریک از طرفین متعاهدین متعهد میشود که از حمله و تجاوزات بطرف مقابل و

یا وارد کردن قوای مسلحه خود ب خاک طرف مقابل خود داری بکند .

در صورتیکه یکی از طرفین متعاهدین مورد حمله یک یا چند دولت ثالث بشود

طرف متعاهد دیگر متعهد میشود که بیطرفی خود را در تمام مدت مخصوصه محفوظ بدارد

و ضمناً طرفیکه مورد حمله واقع شده است نباید برفرض هر قسم ملاحظات سوق الجیشی

و تاکتیکی و یا سیاسی که باشد و با هر نوع منافعی که برای او از آن متصور شود این

بیطرفی را نقض نماید .

فصل سوم

هر يك از طرفين متعاهدين متعهد ميشود كه نه عملاً و نه رسماً در اتحادها و ائتلافهای سياسي كه بر ضد مصونيت بري و بحري و يا بر ضد استقلال و يا تماميت و يا حاكيت طرف متعاهد ديگر منعقد شده باشد شركت ننمايد .

همچنين طرفين متعاهدين از مشاركت در محاصره ها و بايكت های اقتصادي كه بوسيله دول ثالث بر ضد طرف متعاهد ديگر بعمل آمده باشد خود داری خواهند نمود .

فصل چهارم

نظر بتعهدات مقرر در فصول ۴ و ۵ عهدنامه ۲۶ فوریه ۱۹۲۱ چون هريك از طرفين متعاهدين قصد دارند در امور داخلي طرف متعاهد ديگر مداخله نمايند و تبليغات و يا مبارزه بر عليه دولت طرف ديگر نكنند مستخدمين خود را در خاک متعاهد ديگر از اينگونه عمليات اكيداً ممنوع خواهند داشت .

اگر اتباع يكي از طرفين متعاهدين در خاک متعاهد ديگر اقدام بعملیات تبليغات و مبارزاتی كه مصادر امور آن مملكت آنها منع نموده باشند بنمايند دولت آن مملكت حق خواهد داشت مرتكبين را بمجازاتهای مقرر رسانده و از عمليات آنها جلوگيري بنمايد همچنين باعتبار فصول مذكوره در فوق طرفين متعهد ميشوند در خاک خود از تشكيلات و عملياتي كه ذيلاً شرح داده ميشود تقويت نكرده و جلوگيري نمايند :

اولا — از تشكيلات و دستجاتي كه قطع نظر از اسم و عنوان آنها قصدشان مبارزه بوسيله عمليات تجاوز كارانه يا بلوا يا سوء قصد بر عليه دولت طرف متعاهد ديگر باشد

ثانیاً — از تشکیلات و دستجاتیکه خود را بنام دولت تمام خاک متعاهد دیگر یا يك قسمت آن معرفي مینمایند و همچنین قصدشان مبارزه با وسایل مذکوره در فوق با دولت متعاهد دیگر بوده و آسایش و صلح متعاهد دیگر را متزلزل مینمایند و یا سوء قصد نسبت به تمامیت اراضی متعاهد دیگر دارند بنا بر مراتب مذکوره در فوق طرفین متعاهدین همچنین متعهد میشوند که تجهیزات نفرات و ورود قوای مسلحه و اسلحه و مهمات جنگی و هر نوع مواد حربی را بخاک خود برای تشکیلات و دستجات مذکوره در فوق ممنوع بدارند

فصل پنجم

طرفین متعاهدین متقبل میشوند که هر گونه اختلافاتی را که ممکن است مابین آنها حاصل شود و بطریق عادی سیاسی حل نتواند بشود بوسائل مسالمت کارانه که مطابق مقتضیات وقت باشد حل و تسویه نمایند .

فصل ششم

خارج از حدود تعهداتیکه طرفین متعاهدین مطابق این عهدنامه عهده دار شده اند طرفین آزادی مطلق خود را در روابط بین المللی خود محفوظ میدارند .

فصل هفتم

عهد نامه حاضره برای مدت سه سال منعقد میشود و در اسرع اوقات بتصدیق و تصویب مقامات مقننه طرفین خواهد رسید و پس از آن بموقع اجرا گذارده خواهد شد مبادله تصویب نامهها در شهر طهران یکماه بعد از تصویب عهدنامه بعمل خواهد آمد بعد از انقضاء مدت اصلی این عهدنامه تازمانیکه یکی از طرفین متعاهدین قصد خود را درباب فسخ آن اعلام ننماید عهدنامه حاضر همیشه بخودی خود برای مدت

یکسال تمدید شده محسوب خواهد شد . در صورت اعلام فسخ از طرف یکی از متعاهدین عهدنامه حاضر برای مدت شش ماه دارای اعتبار خواهد بود .

فصل هشتم

عهد نامه حاضر برای هر يك از طرفین متعاهدین در سه نسخه اصلی بزبان های فارسی و روسی و فرانسه نوشته میشود .

در موقع تفسیر هر سه متن سندیت خواهد داشت .
در موقع بروز اختلاف نظر در تفسیر متن ها متن فرانسه معتبر محسوب میشود .

علیهذا نمایندگان مختار مذکور در فوق این عهدنامه را امضا کرده و بمهر خود مهور داشتند .

مسکو بتاريخ - اول اکتبر ۱۹۲۷ امضاء علیقلی چیچرین کاراخان

صورت مجلس نمرة (۱)

آقای علیقلی خان انصاری وزیر امور خارجه ایران بر حسب دستور العمل و بنام دولت علیه ایران تأکیداً اعلام میدارد که در موقع امضاء عهدنامه تأمینیه و بیطرفی مابین ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی در تاریخ امروز دولت علیه ایران هیچ نوع تعهدات بین المللی که مخالف این عهد نامه باشد نداشته و همچنین در تمام مدت اعتبار این عهد نامه اینگونه تعهدات را عهده دار نخواهد شد .

آقایان گه اورگی واسیلویچ چیچرین کمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی ولو میخائیلویچ کاراخان قائم مقام کمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی بر حسب دستور العمل و بنام دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی تأکیداً اعلام میدارند که در موقع امضای عهد نامه تأمینیه و بیطرفی. ما بین اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی و ایران در تاریخ امروز دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی هیچ نوع تعهدات بین المللی که مخالف این عهد نامه باشد نداشته و همچنین در تمام مدت اعتبار این عهد نامه اینگونه تعهدات را عهده دار نخواهد شد

امضاء: علیقلی چیچرین

کاراخان

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

صورت مجلس نمرة (۲)

مطابق مقررات عهد نامه ۲۶ فوریه ۱۹۲۱ که جزء و کلاً اعتبار خود را محفوظ میدارد تعهدات فصل دوم عهد نامه تأمینیه و بیطرفی که در تاریخ امروز بین دولت علیه ایران و دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی امضا شده است در باب وارد نکردن قوای مسلحه بحدود متعاهد دیگر مربوط بمواردیکه در فصل ششم عهد نامه ۲۶ فوریه ۱۹۲۱ منظور گردیده و نیز بتوضیحاتیکه نسبت باین فصل داده شده است نیست.

چیچرین کاراخان

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷ علیقلی .

مراسله جناب مستطاب اجل آقای انصاری بکمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷.

آقای کمیسر ملی

در موقع امضاء این عهد نامه تأمینیه و بیطرفی که امروز بین دولت علیه ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی امضاء شده است افتخار دارم مراتب ذیل را بشما اعلام بدارم نظر باینکه دولت علیه ایران همواره اهتمام دارد که تعهداتی را که بطیب خاطر قبول میکند آنرا دقیقاً انجام دهد و چنانکه این عهد نامه حاضر را با نیت صادقانه امضاء میکند که تعهدات ناشیه از آنرا محترم شمارد و چون تعهدات مزبوره را با تعهداتی که در مقابل جامعه ملل دارد منافی نمیشمارد علیهذا دولت علیه ایران بدولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی اعلام میکند که تعهداتی را که از عضویت خود در جامعه ملل دارد بنوبه خود محترم و مجری خواهد داشت از احترامات فائقه من نسبت بخودتان اطمینان داشته باشید علیقلی انصاری

مراسله جوابیه

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

آقای وزیر

توقیراً و بنام دولت متبوعه خود باستحضار عالی میرسانم که مراسله مورخه امروز شما بمضمون ذیل واصل و از مدلول آن اتخاذ سند شد :

« در موقع امضاء این عهد نامه تأمینیه و بیطرفی که امروز ما بین دولت علیه ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی امضاء شده است افتخار دارم مراتب ذیل را بشما اعلام بدارم :

نظر باینکه دولت علیه ایران همواره اهتمام دارد تعهداتی را که بطیب خاطر قبول میکند آنرا دقیقاً انجام دهد و چنانکه این عهد نامه حاضر را با نیت صادقانه امضا میکند که تعهدات ناشیه از آنرا محترم شمارد و چون تعهدات مزبوره را با تعهداتی که در مقابل جامعه ملل دارد منافی نمیشمارد علیهذا دولت ایران بدولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی اعلام میکند که تعهداتی را که از عضویت خود در جامعه ملل دارد نیز محترم و مجری خواهد داشت «

موقع را مغتنم شمرده احترامات فائقه خود را تقدیم میدارم

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه ایران

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 2620. — TREATY OF GUARANTEE AND NEUTRALITY BETWEEN
PERSIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.
SIGNED AT MOSCOW, OCTOBER 1, 1927.

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA and THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, recognising the desirability, in the interests of the two Contracting Parties, of defining the precise conditions for the consolidation of normal stable relations and of the sincere friendship which unites them, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

M. Ali Goli Khan ANSARI, Persian Minister for Foreign Affairs ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

MM. George TCHITCHERINE, People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, and

Lev KARAKHAN, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The mutual relations between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics shall continue to be governed by the Treaty of February 26, 1921, of which all the articles and provisions shall remain in force, and which shall be applicable throughout the territory of the Union of Soviet Socialist Republics.

Article 2.

Each of the High Contracting Parties undertakes to refrain from any aggression and from any hostile acts directed against the other Party, and not to introduce its military forces into the territory of the other Party.

Should either of the Contracting Parties become the victim of aggression on the part of one or more third Powers, the other Contracting Party agrees to observe neutrality throughout the duration of the conflict, while the Party which is the victim of the aggression shall not violate that neutrality, notwithstanding any strategical, tactical or political considerations or any advantages it might thereby obtain.

Article 3.

Each of the Contracting Parties agrees to take no part, whether *de facto* or *de jure*, in political alliances or agreements directed against the safety of the territory or territorial waters of the other Contracting Party or against its integrity, independence or sovereignty.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Each of the Contracting Parties likewise agrees to take no part in any economic boycotts or blockades organised by third Powers against one of the Contracting Parties.

Article 4.

In view of the obligations laid down in Articles 4 and 5 of the Treaty of February 26, 1921, each of the Contracting Parties, being determined to abstain from any intervention in the internal affairs of the other Party and from any propaganda or campaign against the Government of the other Party, shall strictly forbid its officials to commit such acts in the territory of the other Party.

Should the citizens of either of the Contracting Parties in the territory of the other Party engage in any propaganda or campaign prohibited by the authorities of this latter Party, the Government of that territory shall have the right to put a stop to the activities of such citizens and to impose the statutory penalties.

The two Parties likewise undertake, in virtue of the above-mentioned Articles, not to encourage or to allow in their respective territories the formation or activities of : (1) organisations or groups of any description whatever, whose object is to overthrow the Government of the other Contracting Party by means of violence, insurrection or outrage ; (2) organisations or groups usurping the office of the Government of the other country or of part of its territory, also having as their object the subversion of the Government of the other Contracting Party by the above-mentioned means, a breach of its peace and security, or an infringement of its territorial integrity.

In accordance with the foregoing principles, the two Contracting Parties likewise undertake to prohibit military enrolment and the introduction into their territory of armed forces, arms, ammunition, and all other war material, intended for the organisations mentioned above.

Article 5.

The two Contracting Parties undertake to settle by a pacific procedure appropriate to the circumstances all disputes of any description which may arise between them and which it has not been possible to settle through the ordinary diplomatic channels.

Article 6.

Apart from the obligations undertaken by the two Contracting Parties in virtue of the present Treaty, the two Parties shall retain full freedom of action in their international relations.

Article 7.

The present Treaty is concluded for a period of three years and shall be approved and ratified within the shortest possible time by the legislative organs of the two Parties, after which it shall come into force.

The exchange of the instruments of ratification shall take place at Teheran one month after ratification.

After the expiry of the original period of validity, the Treaty shall be regarded as automatically prolonged for successive periods of one year until one of the Contracting Parties notifies the other of its desire to denounce the Treaty. In that case the present Treaty shall remain in force for six months from the date of the notification of its denunciation by one of the Parties.

Article 8.

The present Treaty is drawn up in the Persian, Russian, and French languages, in three authentic copies for each of the Contracting Parties.

For the purpose of interpretation, all three texts shall be regarded as authentic. In the case of any divergencies with regard to interpretation, the French text shall prevail.

In faith whereof the above-named Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done at Moscow, October 1, 1927.

(Signed) Ali Goli Khan ANSARI.

(Signed) George TCHITCHERINE.

(Signed) L. KARAKHAN.

PROTOCOL I.

M. Ali Goli Khan ANSARI, Persian Minister for Foreign Affairs, declares that he has been instructed by the Persian Government to confirm on behalf of that Government, at the time of the signature of the Treaty of Guarantee and Neutrality between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics dated this day, that the Persian Government has no international obligations whatsoever contrary to the said Treaty and will not undertake such obligations during the whole duration of that Treaty.

MM. George TCHITCHERINE, People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics and Leon KARAKHAN, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics, declare that they have been instructed by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics to confirm on behalf of that Government, at the time of the signature of the Treaty of Guarantee and Neutrality between the Union of Soviet Socialist Republics and Persia dated this day, that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics has no international obligations whatsoever contrary to the said Treaty and will not undertake such obligations during the whole duration of that Treaty.

Done at Moscow, October 1, 1927.]

(Signed) Ali Goli Khan ANSARI.

(Signed) George TCHITCHERINE.

(Signed) L. KARAKHAN.

PROTOCOL II.

In accordance with the provisions of the Treaty of February 26, 1921, which shall remain in force as a whole and in all its parts, the obligation assumed under Article 2 of the Treaty of Guarantee and Neutrality signed this day between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics, not to introduce military forces of one Party into the territory of the other Contracting Party, shall not apply to the cases provided for in Article 6 of the Treaty of February 26, 1921, or to the commentaries on that Article.

Done at Moscow, October 1, 1927.

(Signed) Ali Goli Khan ANSARI.

(Signed) George TCHITCHERINE.

(Signed) L. KARAKHAN.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

Moscow, October 1, 1927.

SIR,

At the time of the signature of the Treaty of Guarantee and Neutrality signed this day between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to inform you that :

Whereas

The Persian Government is at all times anxious faithfully to meet all the obligations which it has voluntarily undertaken,

Whereas it has signed the present Treaty with the sincere intention of fulfilling the obligations arising therefrom,

And whereas the Persian Government considers that the above-mentioned obligations are not incompatible with its obligations towards the League of Nations,

The Persian Government informs the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that it will also respect and carry out all its obligations as a Member of the League of Nations.

I have the honour, etc.

(Signed) Ali Goli ANSARI.

M. George Tchitcherine,
People's Commissary for Foreign Affairs.

II.

26353/26353

Moscow, October 1, 1927.

M. LE MINISTRE,

I have the honour, on behalf of my Government, to acknowledge receipt and to take note of the following communication which you were good enough to send me to-day :

At the time of the signature of the Treaty of Guarantee and Neutrality signed this day between Persia and the Union of Soviet Socialist Republics, I have the honour to inform you that :

Whereas

The Persian Government is at all times anxious faithfully to meet all the obligations which it has voluntarily undertaken,

Whereas it has signed the present Treaty with the sincere intention of fulfilling the obligations arising therefrom,

And whereas the Persian Government considers that the above-mentioned obligations are not incompatible with its obligations towards the League of Nations,

The Persian Government informs the Government of the Union of Soviet Socialist Republics that it will also respect and carry out all its obligations as a Member of the League of Nations.

I have the honour, etc.

(Signed) George TCHITCHERINE.

M. Ali Goli Khan Ansari,
Persian Minister for Foreign Affairs.

N° 2621.

**PERSE ET
UNION DES RÉPUBLIQUES
SOVIÉTISTES SOCIALISTES**

Accord relatif à l'exploitation des pêcheries sur la côte méridionale de la mer Caspienne, avec protocole. Signés à Moscou, le 1^{er} octobre 1927, et échange de notes de la même date.

**PERSIA
AND UNION OF SOVIET
SOCIALIST REPUBLICS**

Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, with Protocol. Signed at Moscow, October 1, 1927, and Exchange of Notes of the same date.

N° 2621. — ACCORD¹ ENTRE LA PERSE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES RELATIF A L'EXPLOITATION DES PÊCHERIES SUR LA CÔTE MÉRIDIONALE DE LA MER CASPIENNE. SIGNÉ A MOSCOU, LE 1^{er} OCTOBRE 1927.

Textes officiels français, persan et russe communiqués par le délégué permanent de la Perse auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 février 1931.

LE GOUVERNEMENT PERSAN, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES, d'autre part, estiment nécessaire de régler, conformément à l'article 14 du Traité² conclu entre la Perse et la République socialiste fédérative soviétique de Russie, le 26 février 1921, la question de l'exploitation des pêcheries de la côte méridionale de la Mer caspienne, ont nommé à ce but comme leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT PERSAN :

Ali Gholi Khan ANSARI, ministre des Affaires étrangères de la Perse ;

LE GOUVERNEMENT DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

KARAKHAN Lev Mikhailovitch, commissaire-adjoint du Peuple des Affaires étrangères de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Article premier.

En vertu du présent accord le Gouvernement persan transmet en concession aux conditions suivantes le droit de pêche et de préparation du poisson sur ses côtes du sud de la Caspienne, dans les limites indiquées à l'article II du présent accord à une Compagnie commerciale industrielle mixte spéciale organisée par le Gouvernement persan et le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

Dans le présent accord, la compagnie mixte susindiquée sera désignée sous le terme de « Compagnie ».

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Téhéran, le 31 janvier 1928.

² Vol. IX, page 383, de ce recueil.

TEXTE RUSSE. — RUSSIAN TEXT.

№ 2621. — СОГЛАШЕНИЕ¹ ОБ ЭКСПЛУАТАЦИИ РЫБНЫХ ПРОМЫСЛОВ
ЮЖНОГО ПОБЕРЕЖЬЯ КАСПИЙСКОГО МОРЯ.

French, Persian and Russian official texts communicated by the Permanent Delegate of Persia accredited to the League of Nations, The registration of this Agreement took place February 21, 1931.

Правительство Персии с одной стороны и Правительство Союза Советских Социалистических Республик с другой стороны, признав необходимым урегулировать согласно статье 14-й договора², заключенного между Персией и Российской Социалистической Федеративной Советской Республикой от 26 февраля 1921 года, вопрос об эксплуатации рыбных промыслов южного побережья Каспийского моря, с этой целью назначили своими уполномоченными :

Правительство Персии :

Господина Али Голи Хана Ансари, Министра Иностранных Дел Персии,

Правительство Союза Советских Социалистических Республик :

КАРАХАНА Льва Михайловича, Заместителя Народного Комиссара по
Иностранным Делам Союза Советских Социалистических Республик,

каковые по взаимном обмене своими полномочиями, найденными составленными в надлежащей форме, согласились о нижеследующих постановлениях.

Статья 1.

Персидское Правительство на основании настоящего Соглашения передает на следующих ниже условиях специальной смешанной торгово-промышленной компании, организуемой Персидским Правительством и Правительством Союза Советских Социалистических Республик, концессию на право производства лова и переработки рыбы на своих берегах южного побережья Каспийского моря в пределах, определенных в статье 2-й настоящего соглашения.

Упомянутая Смешанная Компания в настоящем Соглашении будет называться « Компания ».

¹ The exchange of ratifications took place at Teheran, January 31, 1928.

² Vol. IX, page 383, of this Series.

Article II.

Les limites des pêcheries transmises en concession à la Compagnie coïncident avec celles de la concession accordée en son temps par le Gouvernement persan aux frères Lianozov. Les cours d'eau se jetant dans la mer à l'intérieur des limites de la concession en sont exclus. La ligne où ils se jettent dans la mer sera la limite de ces cours d'eau avec les eaux de la concession.

Font exception les embouchures des rivières suivantes :

a) Séfid-Roud dont les deux bras (Séfid-Roud et Moussa-Tchai), ayant les eaux basses, ne permettent pas de se livrer à la pêche à l'embouchure. Pour cette raison la compagnie aura le droit de pêche dans ces bras jusqu'aux limites où se trouvent actuellement à l'embouchure les anciennes pêcheries des frères Lianozov.

b) Babol, dans la région de Mechedissar, en raison de ses eaux basses à l'embouchure. La compagnie y aura de même le droit de pêche dans les limites des anciennes pêcheries des frères Lianozov.

c) La rivière Gorgan avec son bras Kara-Sou jusqu'aux limites de la pêche des anciennes pêcheries des frères Lianozov.

Si les embouchures des rivières faisant partie de la concession changent avec le temps leurs cours ou s'ils forment de nouveaux bras, les droits de pêche concédés à la compagnie seront applicables aux nouveaux cours et bras.

Remarque : En ce qui concerne les lieux de pêche dans les limites indiquées par cet accord, la compagnie n'est limitée que par les clauses du présent accord.

Article III.

En vue de régler la pêche du poisson par la Compagnie, les dispositions suivantes sont adoptées :

a) Tout le poisson non paléacé (Haram) à l'intérieur des limites de la concession appartient à la compagnie, et les pêcheurs de la compagnie ou les pêcheurs privés doivent le vendre à la compagnie à un prix fixé périodiquement et préalablement par cette compagnie.

b) Tout le poisson paléacé (Halal) peut être pêché par les pêcheurs privés de même que par ceux de la compagnie, leur appartient et ils peuvent le vendre à qui ils désirent y compris à la compagnie.

c) Afin que la compagnie et les pêcheurs privés sujets persans n'entravent leur travail réciproque, des rayons de pêche seront attribués pour des durées de trois ans en trois ans aux pêcheurs privés par un accord entre le Gouvernement persan et la direction de la compagnie. La compagnie, de son côté, s'engage à déterminer et à publier pour des périodes de trois ans, les règles et les conditions d'admission des pêcheurs privés dans les eaux où la pêche est exercée directement par la compagnie.

Article IV.

La durée de la concession accordée à la compagnie sera de 25 ans à dater du jour de l'entrée en vigueur du présent accord. A l'expiration de cette période de 25 ans, les engagements du Gouvernement persan, découlant de l'article 14 du Traité du 26 février 1921, seront considérés comme ayant pris fin. Si le Gouvernement persan ne désire pas renouveler à la compagnie la concession des pêcheries susindiquées, la compagnie sera considérée comme dissoute et ses biens seront partagés en deux

Статья 2.

Границы промыслов, сдаваемых в Концессию Компании, совпадают с границами концессии, которая в свое время была предоставлена Персидским Правительством бр. Лианозовым. Реки, впадающие в море в пределах концессии, исключаются из концессии. Границею вод этих с водами концессии будет линия их впадения в море.

Исключениями являются устья рек :

а) Сефид-Руда, оба рукава которого (Сефид-Руд и Мусачай) будучи мелководными, не позволяют производить ловлю при устье. Ввиду этого Компания будет иметь право ловли в этих рукавах до пределов, где теперь при устье находятся бывшие промысла бр. Лианозовых.

б) Бабуля в округе Мешедесера, поскольку устье этой реки является мелководным. Компания также будет иметь право лова там в пределах бывших промыслов бр. Лианозовых.

в) Реки Гюрген и рукав его Кара-Су до пределов ловли бывших промыслов бр. Лианозовых.

Если входящие в пределы концессии устья рек с течением времени изменяют свои русла или образуют новые рукава, то предоставленные Компании права ловли будут применимы к новым руслам и рукавам.

Примечание : В отношении мест для рыболовства в указанных в этом Соглашении пределах Компания, помимо постановлений настоящего Соглашения, ничем не ограничена.

Статья 3.

Для урегулирования лова рыбы Компании устанавливается следующий порядок :

а) Вся нечешуйчатая рыба (харам), в пределах концессии, принадлежит Компании, и ловцы Компании или вольные ловцы должны продавать ее Компании за периодически устанавливаемую заранее Компанией цену.

б) Вся чешуйчатая рыба (халал) может ловиться как вольными ловцами, так и ловцами Компании, принадлежит им самим, и они могут продавать ее кому им будет угодно, в том числе и Компании ;

в) Для того, чтобы Компания и вольные ловцы, - персидские подданные не мешали работе друг друга, будут определяться районы лова для вольных ловцов по соглашению с Персидским Правительством и Правлением Компании на трехлетние сроки, при чем Компания со своей стороны обязуется определять и объявлять на каждое трехлетие порядок и условия допущения лова вольных ловцов в водах, где производится лов рыбы непосредственно Компанией.

Статья 4.

Сроком концессии, предоставленной Компании, признается 25 лет со дня вступления в силу настоящего Соглашения. После истечения указанного 25-летнего срока обязательства Персидского Правительства, вытекающие из ст. 14 Договора от 26 февраля 1921 года, будут считаться законченными. Если Персидское Правительство не пожелает возобновить концессию Компании на указанные промысла, то Компания

parties égales entre les deux parties, à l'exception des lots fonciers attribués à la compagnie gratuitement par le Gouvernement persan en vertu de l'article 17 du présent accord. Ces lots fonciers feront de nouveau retour au Gouvernement persan. Le Gouvernement persan s'engage, dans le cas où la concession n'aurait pas été renouvelée, à ne pas concéder ces pêcheries pendant une période ultérieure de 25 ans à des tierces Puissances et à leurs ressortissants. Il s'engage à les exploiter exclusivement au moyen des organes appropriés du Gouvernement persan sans inviter de son côté pour l'exploitation de ces pêcheries d'autres spécialistes que des sujets persans.

Article V.

Les parties persane et soviétique auront dans la compagnie des parts égales de 50 % chacune.

Article VI.

Afin d'améliorer l'organisation des pêcheries, de faire les achats d'ustensiles et accessoires indispensables de pêche et pour supporter les frais d'exploitation des pêcheries, la compagnie forme un capital général qui ne doit dépasser au maximum trois millions de tomans. Dans le cas où ce capital serait reconnu comme trop élevé, les parties formeront un capital général à la mesure des besoins réels, dont la moitié sera versée par le Gouvernement persan et l'autre moitié par le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Les deux Parties verseront leur parts à des dates fixées après entente mutuelle, nécessaires au développement de l'entreprise. L'argent dû pour la pêche des années précédentes devant être versé au Gouvernement persan d'après l'article XIII du présent accord sera décompté dans la part du Gouvernement persan dans le capital général nécessaire pour les besoins de l'exploitation. Au cas où le Gouvernement persan ne verserait pas sa part en argent comptant, il sera appliqué la procédure fixée à l'article VII du présent accord. Dans ce cas, en amortissant des sommes dues par le Gouvernement persan au Gouvernement de l'Union, seront versées à celui-ci les sommes suivantes qui auraient dû être versées au Gouvernement persan :

- a) Redevance due pour la concession accordée, conformément à l'article VIII.
- b) 50 % des bénéfices nets, conformément à l'article IX.

Toutefois, le Gouvernement persan aura le droit à tout moment, quand il le désirera, de verser et de compléter en argent comptant, ses versements non versés. Dans ce cas les sommes indiquées dans les points a) et b) du présent article seront remises au Trésor persan. Lorsque le Gouvernement persan aura versé sa part du capital général, nécessaire pour les besoins de l'exploitation, les sommes indiquées dans les points « A » et « B » du présent article seront payées directement au Gouvernement persan.

Article VII.

Si les sommes indiquées dans l'article 6 ne suffisent pas au paiement de la part du Gouvernement persan dans le capital qui conformément à l'article 6 est reconnu comme correspondant à la nécessité réelle et si le Gouvernement persan ne verse pas le reste de sa part, ce reste de la part du Gouvernement persan sera versé par la Partie soviétique, après une déclaration *ad hoc* adressée par le Gouvernement

будет считаться распушенной, а имущество ее будет разделено поровну между обоими сторонами, за исключением земельных участков, предоставленных Компании безвозмездно Персидским Правительством в силу ст. 17 настоящего Соглашения. Участки эти перейдут опять в распоряжение Персидского Правительства. Персидское Правительство берет на себя обязательство, в случае невозобновления концессии Компании не сдавать эти промысла в концессию в течение следующих 25 лет третьим государствам и их подданным. Оно обязуется эксплуатировать их исключительно через соответствующие органы Персидского Правительства и со своей стороны не приглашать для эксплуатации этих промыслов иных специалистов, кроме персидских подданных.

Статья 5.

Стороны Персидская и Советская будут иметь в Компании равные доли—по 50 %.

Статья 6.

Для упорядочения промыслов, закупки необходимых рыболовных снастей и принадлежностей и несения расходов по эксплуатации промыслов, Компания образует общий капитал, который не должен быть больше трех миллионов туманов. В случае, если этот капитал будет признан слишком большим, стороны создадут общий капитал в размере действительной надобности, при чем половину капитала внесет Персидское Правительство, а другую половину — Правительство Союза Советских Социалистических Республик. Обе стороны внесут свои доли в согласованные между ними сроки, необходимые для расширения предприятия. Плата за лов прошлых лет, которая, согласно статье 13 настоящего Соглашения, должна быть выплачена Персидскому Правительству, засчитывается в счет доли Персидского Правительства в общем необходимом для нужд эксплуатации капитале. В случае, если Персидское Правительство не выплатит своей доли наличными, будет применяться порядок, установленный статьей 7 настоящего Соглашения. В этом случае в счет погашения задолженности Персидского Правительства Правительству Союза, этому последнему поступают следующие суммы, которые должны были бы поступить Персидскому Правительству :

- а) Плата за предоставленную концессию, согласно статье 8 ;
- б) 50 % чистой прибыли, согласно статье 9.

Однако, Персидское Правительство будет иметь право во всякое время, когда пожелает, вносить и пополнять свои невнесенные взносы наличными. В таком случае суммы, упомянутые в пунктах а и б настоящей статьи, поступают в персидскую казну. После выплаты доли Персидского Правительства в общем необходимом для нужд эксплуатации капитале, указанные в пунктах а и б настоящей статьи суммы выплачиваются непосредственно Персидскому Правительству.

Статья 7.

Если суммы, упомянутые в статье 6, не будут достаточны для оплаты доли Персидского Правительства в капитале, который, согласно статье 6, признан соответствующим действительной надобности, и если Персидское Правительство не внесет остающуюся часть своей доли, то эту часть доли Персидского Правительства после соответствующего

persan au Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes. Le Gouvernement persan, après communication du Gouvernement de l'Union que le versement a été effectué payera pour la somme avancée par la Partie soviétique, à dater du jour du versement, 8 % d'intérêt annuel jusqu'à ce que l'apport du Gouvernement persan dans le susdit capital ait été intégralement effectué. En ce qui concerne la répartition des revenus de la Compagnie la Partie soviétique, de même dans les cas prévus au présent article, n'aura pas droit aux bénéfices nets de la compagnie, dans un montant plus haut que c'est prévu à l'article IX du présent accord savoir 50 %.

Il est entendu que le versement par le Gouvernement persan des 8 % susmentionnés n'est pas pris en considération lors de la distribution des revenus, conformément à l'article IX du présent accord.

Article VIII.

La redevance annuelle que la compagnie versera au Gouvernement persan en raison de la concession accordée par le présent accord est formée de la manière suivante :

1^o 80.000 tomans par an sur le revenu brut de la compagnie, comme droit de concession.

2^o 15 % du restant du bénéfice brut qui, déduction faite des dépenses d'administration et d'exploitation, sera considéré comme bénéfice net de la compagnie.

Les sommes énoncées ci-dessus ne rentrent pas dans le compte du bénéfice auquel le Gouvernement persan, en tant que sociétaire de la compagnie, a droit d'après l'article IX.

Article IX.

Tout le bénéfice net provenant des opérations de la compagnie est partagé en deux parties égales, savoir par 50 % entre les Parties persane et soviétique sociétaires de la compagnie.

Remarque : La compagnie s'engage à placer les produits des pêcheries aux prix les plus avantageux, sur les marchés persans, soviétiques et étrangers, en s'arrêtant au marché dont les prix sont les plus rémunérateurs.

Article X.

La direction de la compagnie, gérant toutes les affaires de la compagnie et ayant son siège social à Téhéran, se compose de six membres nommés pour un an. Trois membres sont désignés par la Partie persane et trois par la Partie soviétique. Les arrêtés et les décisions de la direction sont adoptés à la majorité des voix.

Les membres de la direction sont désignés par les deux Parties dans un mois au plus tard, à partir du jour de l'entrée en vigueur du présent accord. La direction sera présidée, par un des membres de la Partie persane, désigné par le Gouvernement persan.

Si dans les trente jours après l'expiration du délai d'un mois susmentionné, l'une des Parties n'a pas désigné en totalité ou en partie les membres de la direction, la direction, jusqu'à la nomination des membres manquants sera considérée comme compétente pour résoudre par les membres déjà désignés toutes les questions.

извещения последним Правительства Союза Советских Социалистических Республик выплачивает советская сторона. Персидское Правительство, после извещения его со стороны Правительства Союза о состоявшемся взносе, выплачивает за внесенную советской стороной сумму, с момента ее взноса, 8 % годовых до тех пор, пока не будет покрыта вся доля Персидского Правительства в вышеупомянутом капитале. В отношении распределения прибылей Компании советская сторона также и в случаях, предусмотренных в настоящей статье не будет иметь права на получение прибылей Компании в размере большем, чем это установлено в статье 9 настоящего Соглашения, т.е. 50 %.

Само собой разумеется, что выплата Персидским Правительством упомянутых выше 8 % — не учитывается при распределении прибылей, согласно статье 9 настоящего Соглашения.

Статья 8.

Годичная плата, выплачиваемая Компанией Персидскому Правительству за предоставленную по настоящему Соглашению концессию, составляется следующим образом :

- 1) 80 тысяч туманов в год из валового дохода Компании за право концессии ;
- 2) 15 % из остатка прибылей, который после вычета административных и эксплуатационных расходов, считается чистой прибылью Компании.

Указанные выше суммы не входят в счет той части прибыли, которая, согласно статье 9 настоящего Соглашения, поступает Персидскому Правительству, как участнику Компании.

Статья 9.

Вся чистая прибыль, получающаяся от операций Компании, делится поровну, т.е. по 50 %, между персидской и советской сторонами — участниками Компании.

Примечание : Компания обязуется сбывать продукцию промыслов по наивыгоднейшей цене на советском, персидском или иностранном рынках, в зависимости от того — на каком рынке цены будут предпочтительнее.

Статья 10.

Правление Компании, ведающее всеми делами Компании и имеющее свой центр в г. Тегеране, состоит из шести членов, назначаемых на годичный срок. Три члена назначаются персидской стороной, а три — советской. Постановления и решения Правления принимаются большинством голосов.

Члены Правления назначаются обоими Сторонами не позже, чем в месячный срок со дня вступления в силу настоящего Соглашения. Председательствовать в Правлении будет один из членов Правления с персидской стороны по назначению Персидского Правительства.

Если по истечении тридцатидневного срока с момента истечения вышеозначенного месячного срока какой-либо стороной не будут назначены члены Правления полностью или в какой-либо части, то Правление, впредь до укомплектования недостающими членами, считается правомочным для разрешения всех вопросов в составе наличных членов.

Article XI.

Les deux Parties sont d'accord que, dans les pêcheries en dehors des spécialistes soviétiques, il soit fait une large place aux spécialistes persans, sujets persans, et dans ce but la compagnie s'engage d'organiser la préparation respective des sujets persans pour son travail. Au fur et à mesure qu'il y aura des spécialistes sujets persans, ils seront engagés par la compagnie et remplaceront les spécialistes soviétiques. Quant aux autres employés, les hommes de peine et les ouvriers des pêcheries qui n'ont besoin d'aucune connaissance spéciale, ils doivent être sujets persans.

Tous les employés de la compagnie doivent se conduire et agir d'après les instructions approuvées par la direction de la compagnie. En même temps les Parties sont d'accord que la compagnie n'a pas le droit d'avoir à son service d'autres personnes que les citoyens soviétiques et les sujets persans.

Article XII.

La compagnie est soumise à tous lois, décrets et règlements approuvés par le Conseil des ministres de Perse pour les compagnies persanes qui sont en vigueur à tout moment donné. Dans les limites de ces lois, décrets et règlements, le Gouvernement persan a droit de contrôle sur les opérations de la compagnie.

Article XIII.

Pour l'exploitation des pêcheries depuis l'année 1923, c'est-à-dire après l'année 1922 pour laquelle les paiements ont été déjà réglés par le versement d'une somme de 50.000 toman, jusqu'à l'entrée en vigueur du présent accord, le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes payera pour chaque année au Gouvernement persan une somme de 50.000 toman.

En revanche le Gouvernement persan affranchit des droits de douane et autres taxes non payés les produits de pêche exportés ainsi que les fournitures de pêche importées pendant ces années dans les pêcheries.

Article XIV.

L'année de travail de la compagnie commence le 1^{er} octobre qui correspond au mois persan de mehr. Quant au règlement des comptes pour chaque année écoulée il est effectué par la compagnie avec les Gouvernements persan et soviétique au plus tard au commencement d'avril, qui correspond au mois persan de farvardine.

Article XV.

Pour éviter toute perte de temps, la compagnie peut procéder à l'exploitation des pêcheries aussitôt après le versement du capital nécessaire pour l'ouverture des travaux et après que la compagnie ait notifié cette ouverture des travaux au Gouvernement persan. Les Parties versent chacune les parts qui sont dues par elles dans les délais fixés par la direction de la compagnie. i

Статья 11.

Обе стороны соглашаются, чтобы на промыслах, кроме советских специалистов, были широко использованы персидские специалисты—персидские подданные, для чего Компания обязуется организовать соответствующую подготовку персидских подданных для своей работы. По мере наличия специалистов персидских подданных, они будут приниматься на службу Компанией и будут заменять советских специалистов. Остальные служащие, чернорабочие и рабочие промыслов, не нуждающиеся в специальности, должны быть персидскими подданными.

Все служащие Компании должны поступать и действовать по инструкциям, одобренным Правлением Компании. Одновременно стороны улаиваются, что Компания не имеет права иметь на службе иных лиц, кроме персидских подданных и советских граждан.

Статья 12.

Компания подчиняется всем действующим в каждый данный момент в Персии законам, постановлениям и правилам, утвержденным Советом Министров Персии для персидских Компаний.

В пределах этих законов, постановлений и правил Персидское Правительство имеет право контроля над деятельностью Компании.

Статья 13.

За пользование промыслами за время, начиная с 1923 года, т.-е. после 1922 года, за который уже был произведен расчет в размере 50.000 туманов, до вступления в силу настоящего соглашения Правительство Союза Советских Социалистических Республик уплачивает Персидскому Правительству за каждый год сумму в 50.000 туманов.

Взамен же этого Персидское Правительство освобождает от неоплаченных таможенных пошлин и иных сборов вывезенную продукцию и ввезенные за эти годы на промыслы рыболовные припасы.

Статья 14.

Операционный годъ Компании начинается 1 октября, что соответствует персидскому месяцу мехр. Расчет же за каждый истекший год производится Компанией с Правительствами Персидским и Советским не позднее начала апреля, который соответствует персидскому месяцу фервердину.

Статья 15.

Во избежание потери времени Компания может приступить к эксплуатации промыслов сейчас же после вноса капитала, необходимого для начала работ, и после сообщения Персидскому Правительству Компанией о начале работ. Стороны вносят причитающиеся с них доли капитала в сроки, определяемые Правлением Компании.

la Partie persane n'effectue par le versement de sa part dans le délai établi par la direction de la compagnie, la Partie soviétique doit verser cette part dans l'ordre établi par l'article VII du présent accord.

Article XVI.

Les Gouvernements de la Perse et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes accordent la franchise complète des droits de douane et autres taxes perçus à l'importation et à l'exportation, ainsi que le droit de libre transit et de cabotage pour les accessoires, appareils et produits et autres fournitures nécessaires à la compagnie pour l'exploitation des pêcheries et pour tous les produits de la pêche provenant des pêcheries. Toutefois dans tous les cas les susdits articles ne sont pas affranchis du contrôle de la Douane. Les Administrations douanières des deux Parties, tout en appliquant les lois, règlements et prescriptions relatifs au contrôle prêteront toute assistance à la compagnie pour faciliter l'importation et l'exportation susindiquées.

Article XVII.

Le Gouvernement persan consent à mettre gratuitement à la disposition de la compagnie, dans le rayon de la concession, des lots fonciers nécessaires pour les constructions des pêcheries et les dépendances les desservant. La Compagnie s'engage à donner satisfaction à ceux des propriétaires privés dont les terrains seront nécessaires pour les constructions et installations susindiquées.

Article XVIII.

Les Gouvernements de la Perse et de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, chacun autant que cela dépend de lui, accorderont le concours nécessaires à l'activité de la compagnie.

En particulier le Gouvernement persan prêtera son assistance à la compagnie, soit pour protéger les eaux louées par cette dernière contre toute pêche frauduleuse, soit pour que le produit de la pêche des poissons Haram soit réellement livré à la compagnie.

Article XIX.

Le maintien de l'ordre général dans l'étendue de la concession incombant au Gouvernement persan, celui-ci consent à prêter à la compagnie le concours nécessaire pour la réalisation par celle-ci des stipulations du présent accord, ainsi que pour la garde des dépôts et autres constructions relatifs aux pêcheries.

Article XX.

Le présent accord sera ratifié par les deux Parties, en conformité avec les stipulations des législations des Parties. Cette ratification devra avoir lieu dans les deux pays le plus tôt possible.

L'accord entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu à Téhéran.

В том случае если персидская сторона не внесет свою долю в срок, установленный Правлением Компании, советская сторона должна внести эту долю в порядке статьи 7 настоящего Соглашения.

Статья 16.

Правительства Персии и Союза Советских Социалистических Республик предоставляет полное освобождение от таможенных пошлин и иных сборов, взимаемых при ввозе и вывозе, а также право свободного транзита и каботажа, для принадлежностей, снастей, продукции и других припасов, которые понадобятся Компании для пользования промыслами и для всякого рода рыбной продукции, добываемой на промыслах. Однако, во всех случаях указанные предметы не освобождаются от таможенного контроля. Таможенные управления обеих сторон, исполняя законы, регламенты и предписания, существующие для контроля, окажут всякое содействие Компании для облегчения упомянутого выше ввоза и вывоза.

Статья 17.

Персидское Правительство соглашается предоставить бесплатно в распоряжение Компании в районе концессии земельные участки, необходимые для промысловых построек и обслуживающих их сооружений, при чем Компания обязана удовлетворить тех частных собственников, участки земли которых будут нужны для указанных выше построек и сооружений.

Статья 18.

Правительства Персии и Союза Советских Социалистических Республик, каждое поскольку это от него зависит, оказывают нужное содействие деятельности Компании.

В частности, Персидское Правительство окажет Компании свое содействие, как при оберегании последней арендуемых ею вод от облова, так и в том, чтобы уловленный харам действительно сдавался Компании.

Статья 19.

Так как охрана общего порядка на территории концессии лежит на Персидском Правительстве, то последнее соглашается оказать Компании содействие при проведении ею в жизнь условий настоящего соглашения, а равно в отношении охраны складов и других построек на промыслах.

Статья 20.

Настоящее соглашение подлежит ратификации обоими сторонами в соответствии с постановлениями законодательств сторон. Означенная ратификация должна иметь место в обеих странах в возможно кратчайший срок.

Соглашение вступит в силу в день обмена ратификационными грамотами, который состоится в Тегеране.

Article XXI.

Le présent accord est rédigé et signé en langues persane, russe et française et chacune des Parties signataires en reçoit un exemplaire dans chacune des trois langues citées plus haut ; les trois exemplaires sont regardés comme authentiques pour l'interprétation du texte de l'accord. En cas de divergence lors de l'interprétation, le texte français fait foi.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOLE N° 1.

Les Parties sont d'accord que dans tous les articles du présent accord où les sujets persans sont mentionnés, il ne faut pas comprendre sous cette mention des ci-devant citoyens des autres pays ayant acquis la nationalité persane.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOLE N° 2.

Le Gouvernement persan consent à ce que les biens, achetés par le Gouvernement de l'Union au sieur Martin Lianozov à titre de propriété conformément au paragraphe 2 du contrat du 10 août 1923 (dont l'extrait est annexé) entre Martin Lianozov et la direction des entreprises des pêcheries d'Etat, vendus à la susdite direction par Martin Lianozov, qui était le propriétaire de ces biens en vertu de l'acte de partage des biens meubles et immeubles de la ci-devant maison de commerce « Lianozov frères » du 6 novembre 1922, soient portés au compte des versements de la Partie soviétique au capital général de la compagnie. En ce qui concerne les lots fonciers acquis avec d'autres biens chez Martin Lianozov, ils sont également inclus par le Gouvernement de l'Union dans la part de la Partie soviétique, s'ils sont compris dans l'acte de partage des biens de la ci-devant maison de commerce « Lianozov frères » du 6 novembre 1922.

De son côté, le Gouvernement de l'Union consent à ce que les biens des autres participants de la ci-devant maison de commerce « Lianozov frères » échus au Gouvernement persan soient apportés par la Partie persane comme versement qu'elle doit faire en compte de sa part dans le capital général de la compagnie.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

Статья 21.

Настоящее соглашение составляется и подписывается на языках персидском, русском и французском, и каждая из подписавших соглашение сторон получает один экземпляр на каждом из указанных выше языков, при чем все три экземпляра при толковании соглашения считаются аутентичными. В случае разногласий в толковании текста соглашения основным считается французский текст.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

(М. П.) Л. КАРАХАН.

(М. П.) Али-Голи Хан Ансари.

ПРОТОКОЛ № 1.

Стороны соглашаются в том, что во всех статьях настоящего Соглашения, в которых упоминаются персидские подданные, под таковыми не должны быть понимаемы бывшие граждане других государств, принявшие персидское подданство.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

ПРОТОКОЛ № 2.

Персидское Правительство дает свое согласие на то, чтобы имущество, купленное Правительством Союза у гр. Мартына Лианозова в собственность, согласно пункта 2 договора от 10 августа 1923 года (выписка из коего при сем прилагается) между Мартыном Лианозовым и Управлением Государственных Рыбопромышленных Предприятий, и проданное вышеозначенному Управлению Мартыном Лианозовым, который являлся владельцем этого имущества на основании акта раздела движимого и недвижимого имущества бывшего т/д. бр. Лианозовых от 6 ноября 1922 года, было зачислено в счет вноса советской стороны в общий капитал Компании. Что касается земельных участков, приобретенных с другим имуществом у Мартына Лианозова, то они зачитываются Правительством Союза также в долю советской стороны, если они входят в отдельный акт имущества бывш. т/д. бр. Лианозовых от 6 ноября 1922 года.

С своей стороны, Правительство Союза из'являет согласие на то, чтобы имущество других участников бывшего т/д. бр. Лианозовых перешедшее к Персидскому Правительству, было внесено персидской стороной в качестве вноса в счет ее доли в общий капитал Компании.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

PROTOCOLE N° 3.

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare que tous les droits et prétentions de Martin Lianozov à l'égard du Gouvernement persan et toutes les prétentions en découlant à l'égard des fonctionnaires du Gouvernement persan ont passé au Gouvernement de l'Union. Par conséquent le Gouvernement de l'Union au nom de cette personne et en son propre nom renonce à toutes prétentions et droits quels qu'ils soient existant à ce jour et résultant de l'ensemble des relations existant à ce moment entre le Gouvernement persan et Martin Lianozov, y compris les prétentions basées sur les sentences arbitrales, étant donné que cet arbitrage est dénué de valeur légale.

Le Gouvernement persan de son côté déclare qu'il renonce à toutes prétentions du Gouvernement quelles qu'elles soient, relatives personnellement à Martin Lianozov, de même que à toutes prétentions en général, quelles qu'elles soient à l'égard des ci-devant biens de Martin Lianozov, devenus la propriété du Gouvernement soviétique en vertu de son accord avec celui-ci dans les limites des clauses du protocole N° 2 du présent accord réglant la question des biens des pêcheries.

En ce qui concerne toutes prétentions des citoyens persans à l'égard de Martin Lianozov, quelles que soient les personnes à qui elles seront transmises, elles ne peuvent être dirigées contre Martin Lianozov que par voie judiciaire, et le règlement ne peut en aucun cas affecter les biens des pêcheries et les ressources de la compagnie.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOLE N° 4.

Par exception aux stipulations du paragraphe *b*) de l'article 3 de l'Accord sur l'exploitation des pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne, les Parties conviennent, quant aux poissons le sandre, la carpe et la vobla que leur pêche peut être effectuée tant par les pêcheurs de la compagnie que par les pêcheurs libres, étant stipulé que les uns et les autres sont tenus de vendre 60 % de leur pêche des trois espèces de poisson sus indiquées à la compagnie au prix fixé d'avance et périodiquement par la compagnie ; ils ont le droit de disposer à leur gré des 40 % restant et peuvent les vendre à n'importe quel acheteur, y compris la compagnie, aux prix fixés par les parties par accord mutuel.

Le contrôle de la prestation des 60 % susdits de la pêche des trois espèces de poisson susindiquées sera exercé par la compagnie, et il est entendu que le Gouvernement persan prêtera à la compagnie son concours nécessaire pour effectuer ce contrôle.

Si les 40 % susdits de la pêche du sandre, de la carpe et de la vobla ne suffisent pas pour satisfaire aux besoins du marché intérieur persan, la compagnie prendra des mesures pour assurer audit marché persan le poisson susdit.

En outre, le Gouvernement persan s'engage de ne pas permettre la formation d'aucune seconde entreprise dont le but serait d'exporter à l'étranger des poissons ou des produits de poisson pris sur la partie persane de la Caspienne et des rivières et ruisseaux s'y jetant.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

ПРОТОКОЛ № 3.

Правительство Союза Советских Социалистических Республик заявляет, что все права и претензии Мартына Лианозова к Персидскому Правительству и вытекающие из этих претензий претензии к должностным лицам Персидского Правительства перешли к Правительству Союза. Вследствие этого Правительство Союза за него и за себя отказывается от всех и всяких прав и претензий, существующих по настоящий день и вытекающих из всей суммы отношений между Персидским Правительством и Мартыном Лианозовым вплоть до настоящего момента, включая сюда и арбитражные претензии, так как этот арбитраж не имеет законной силы.

Персидское Правительство со своей стороны заявляет, что отказывается от всех и всяких правительственных претензий лично к Мартыну Лианозову, а также от всех и всяких вообще претензий к бывшему имуществу Мартына Лианозова перешедшему в собственность Советского Правительства по его договору с последним в пределах постановлений протокола № 2 сего соглашения, регулирующего вопрос имущества промыслов.

Всякие же претензии персидских граждан к Мартыну Лианозову безотносительно к тому, кому они будут переданы, могут быть пред'являемы к Мартыну Лианозову только судебным порядком и взыскание по ним ни в коем случае не может быть обращено на промысловое имущество и средства Компании.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

ПРОТОКОЛ № 4.

В из'ятие из постановлений п. «б» ст. 3 Соглашения об эксплуатации промыслов южного побережья Каспийского моря стороны соглашаются в отношении рыбы: судак, сазан и вобла, что ее лов может производиться, как ловцами Компании, так и вольными ловцами, при чем те и другие 60 % своего улова вышеперечисленных трех сортов рыбы должны продавать Компании за периодически устанавливаемую заранее Компанией цену, а остающимися 40 % могут располагать, как им угодно, и вольны продавать ее кому им будет угодно, в том числе и Компании по ценам, устанавливаемым по обоюдному соглашению сторон.

Контроль над сдачей упомянутых 60 % улова вышеперечисленных трех сортов рыбы осуществляется Компанией, при чем Персидское Правительство будет оказывать Компании при осуществлении этого контроля необходимое содействие.

Если упомянутых 40 % улова судака, сазана и воблы окажется недостаточным для покрытия потребностей внутреннего персидского рынка, Компания примет меры к обеспечению упомянутого персидского рынка этой рыбой.

Независимо от этого Персидское Правительство обязуется не допускать образования какого-либо второго предприятия, имеющего целью вывоз за-границу рыбы и рыбных продуктов, добываемых в персидской части Каспийского моря и во впадающих в него реках и речках.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

PROTOCOLE N° 5.

Dans les cas où la compagnie engagerait à son service, conformément à la stipulation de l'article II du présent accord, des citoyens soviétiques, les deux Parties, tenant compte de l'importance des spécialistes pour la compagnie, prêteront à celle-ci leur concours pour simplifier à l'égard de ces personnes les formalités de passeports et de visas.

Fait à Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

ÉCHANGE DES NOTES

NOTE N° 1.

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE ADJOINT,

La pêche de poisson au moyen de produits chimiques, explosifs et par des moyens similaires est strictement défendue. A cette exception près, la compagnie conserve liberté d'action quant aux méthodes de pêche. Mais la compagnie est tenue sur la demande du Gouvernement persan de faire l'élevage artificiel des espèces de poisson dont les réserves naturelles peuvent s'épuiser.

En outre, aux fins d'une meilleure protection de réserves de poisson et pour réserver au poisson la possibilité d'un libre frai de caviar, la pêche de poisson est interdite : 1^o à Sefid-Roud, en amont du point déterminé par l'alinéa *a*) de l'article II, pendant toute l'année et 2^o, dans les autres rivières pendant un mois, savoir du 10 avril jusqu'au 10 mai.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire adjoint, l'assurance de ma très haute considération.

Ali Gholi Khan ANSARI.

Monsieur Léon Karakhan,
Commissaire-adjoint
du Peuple des Affaires étrangères.

NOTE N° 1.

(Réponse.)

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note dont la teneur suit :

« La pêche de poisson au moyen de produits chimiques, explosifs et par des moyens similaires est strictement défendue. A cette exception près, la compagnie conserve liberté d'action quant aux méthodes de pêche. Mais la compagnie est tenue sur la demande du Gouvernement persan de faire l'élevage artificiel des espèces de poisson, dont les réserves naturelles peuvent s'épuiser.

ПРОТОКОЛ № 5.

В тех случаях, когда Компания будет приглашать, согласно постановления одиннадцатой статьи настоящего соглашения, на службу советских граждан, обе стороны, учитывая заинтересованность Компании в специалистах, окажут Компании нужное содействие в смысле упрощения паспортных и визовых формальностей для этих лиц.

Учинено в г. Москве, 1 октября 1927 года.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

Нота № 1.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Заместитель Народного Комиссара,

Ловля рыбы, при помощи употребления химических или взрывчатых веществ и тому подобных средств, строжайше запрещается. В остальном Компания сохраняет свободу действий в способах рыболовства. При этом Компания обязана, если об этом ее попросит Персидское Правительство, разводить искусственно те породы рыб, природные запасы которых могут истощаться.

Кроме того, для лучшей охраны рыбных запасов и предоставления рыбе возможности свободного икрометания, ловля рыбы будет воспрещена: 1) в Сейфид-Руде выше пункта, определенного абзацем А. ст. 2, в течение всего года и 2) в остальных реках в течение одного месяца, с 10 апреля по 10 мая.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Али-Голи Хан Ансари.

Господину

Льву Михайловичу Карахану,
Заместителю Народного Комиссара
по Иностранным Дела.

Нота № 1.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Министр,

Имею честь подтвердить получение Вашей ноты следующего содержания:

Ловля рыбы при помощи употребления химических или взрывчатых веществ, и тому подобных средств строжайше запрещается. В остальном Компания сохраняет свободу действий в способах рыболовства. При этом Компания обязана, если об этом ее попросит Персидское Правительство, разводить искусственно те породы рыб, природные запасы которых могут истощаться.

En outre, aux fins d'une meilleure protection de réserves de poisson et pour réserver au poisson la possibilité d'un libre frai de caviar, la pêche de poisson est interdite : 1. à Sefid-Roud, en amont du point déterminé par l'alinéa a) de l'article II, pendant toute l'année et 2. dans les autres rivières pendant un mois, savoir du 10 avril jusqu'au 10 mai. »

J'ai l'honneur de vous informer que mon gouvernement a pris acte de la note susmentionnée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L. KARAKHAN.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères de Perse.

NOTE N° 2.

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE ADJOINT,

Le Gouvernement persan exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'appuiera, ni actuellement, ni à l'avenir, les réclamations des participants et successeurs de la ci-devant raison sociale Frères Lianozov envers le Gouvernement persan et ses fonctionnaires, visant toutes les questions se rapportant aux pêcheries, de même qu'il ne présentera aucune réclamation découlant de l'arbitrage effectué entre le Gouvernement persan et lesdits participants et successeurs.

Le Gouvernement persan exprime de même l'espoir que le Gouvernement de l'Union n'a pas l'intention d'acquérir auxdits participants ou successeurs par voie d'achat ou autre, les biens qu'ils considèrent comme leur appartenant dans les pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne, excepté les biens de Martin Lianozov, déjà acquis par le Gouvernement de l'Union.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire adjoint, l'assurance de ma très haute considération.

Ali Gholi Khan ANSARI.

Monsieur Léon Karakhan,
Commissaire adjoint
du Peuple des Affaires étrangères.

NOTE N° 2.

(Réponse.)

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur au nom de mon gouvernement d'accuser réception de votre note suivante :

« Le Gouvernement persan exprime l'espoir que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes n'appuiera, ni actuellement, ni à l'avenir, les réclamations des participants et successeurs de la ci-devant raison sociale Frères Lianozov, envers le

Кроме того, для лучшей охраны рыбных запасов и предоставления рыбы возможности свободного икрометания, ловля рыбы будет воспрещена : 1) в Сейфид-Руде выше пункта, определенного абзацем А, ст. 2 в течение всего года и 2) в остальных реках в течение одного месяца, с 10 апреля по 10 мая.

Имею честь сообщить Вам о согласии моего Правительства с изложенными в вышеупомянутой ноте положениями.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Л. КАРАХАН.

Господину
Али-Голи Хану Ансари,
Министру Иностранных Дел Персии.

Нота № 2.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Заместитель Народного Комиссара,

Персидское Правительство выражает надежду, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик не будет ни теперь ни в будущем поддерживать претензии участников и наследников бывшего Торгового Дома бр. Лианозовых к Персидскому Правительству и к его должностным лицам по всем вопросам, относящимся к промыслам, а также не пред'явит каких-либо претензий по арбитражу, состоявшемуся между Персидским Правительством и упомянутыми участниками и наследниками.

Персидское Правительство также надеется, что Правительство Союза не имеет намерения приобрести у упомянутых участников и наследников путем покупки или иным путем имущества, которое они считают принадлежащим им на помыслах южного побережья Каспийского моря, за исключением приобретенного уже Правительством Союза имущества Мартына Лианозова.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Господину
Льву Михайловичу Карахану,
Заместителю Народного Комиссара
По Иностранным Дела.

Али-Голи Хан Ансари.

Нота № 2.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Министр,

Имею честь подтвердить от имени своего Правительства получение Вашей ноты следующего содержания :

Персидское Правительство выражает надежду, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик не будет ни теперь ни в будущем поддерживать претензии участников и наследников бывшего Торгового Дома

Gouvernement persan et ses fonctionnaires, visant toutes les questions se rapportant aux pêcheries, de même qu'il ne présentera aucune réclamation découlant de l'arbitrage effectué entre le Gouvernement persan et lesdits participants et successeurs.

« Le Gouvernement persan exprime de même l'espoir que le Gouvernement de l'Union n'a pas l'intention d'acquérir aux dits participants ou successeurs par voie d'achat ou autre, les biens qu'ils considèrent comme leur appartenant dans les pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne, excepté les biens de Martin Lianozov, déjà acquis par le Gouvernement de l'Union. »

J'ai l'honneur de communiquer que mon gouvernement accepte la communication du Gouvernement persan, mentionnée dans votre note.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L. KARAKHAN.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères de Perse.

NOTE N° 3.

Moscou, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE ADJOINT,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, que toute propagande et agitation politiques parmi la population locale et les ouvriers, ainsi que toute immixtion dans les affaires intérieures, politiques, religieuses et sociales de la Perse de la part des citoyens soviétiques, engagés par la compagnie, conformément aux stipulations de l'accord sur l'exploitation des pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne sont sévèrement interdites. En cas de violation de cette prescription, les personnes l'ayant violée si elles sont reconnues coupables seront passibles de peines déterminées par le tribunal persan, jusqu'à leur congédiement.

N'est pas admise également l'organisation dans les pêcheries d'unions professionnelles pour les ouvriers persans, ainsi que l'entrée de ceux-ci dans des unions pareilles.

En tout cas, si les employés de la compagnie, sujets persans encourent des condamnations pour leurs infractions aux lois de la Perse et aux ordonnances du Gouvernement persan, le Gouvernement persan rejette toute responsabilité relativement aux conséquences.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire adjoint, l'assurance de ma très haute considération.

Ali Gholi Khan ANSARI.

Monsieur Léon Karakhan.,
Commissaire adjoint
du Peuple des Affaires étrangères.

бр. Лианозовых к Персидскому Правительству и к его должностным лицам по всем вопросам, относящимся к промыслам, а также не пред'явит каких-либо претензий по арбитражу, состоявшемуся между Персидским Правительством и упомянутыми участниками и наследниками.

Персидское Правительство также надеется, что Правительство Союза не имеет намерения приобрести у упомянутых участников и наследников путем покупки или иным путем имущества, которое они считают принадлежащим им на промыслах южного побережья Каспийского моря, за исключением приобретенного уже Правительством Союза имущества Мартына Лианозова.

Имею честь сообщить, что мое Правительство принимает изложенные в Вашей ноте предложения Персидского Правительства.

Примите уверения в моем к Вам уважении.

Л. КАРАХАН.

Господину
Али-Голи Хану Ансари,
Министру Иностранных Дел Персии.

Нота № 3.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Заместитель Народного Комиссара,

По поручению моего Правительства, имею честь довести до Вашего сведения, что всякая политическая пропаганда и агитация среди местного населения и рабочих и вмешательство в политические, религиозные и социальные внутренние дела Персии со стороны советских граждан, принимаемых Компанией на службу, на основах постановлений Соглашения об эксплуатации рыбных промыслов на южном побережье Каспийского моря, строго воспрещается. В случае неисполнения этого предписания, нарушившие это постановление лица, по установлении их виновности, подвергаются наказаниям, определенным персидским судом, вплоть до отрешения их от должности.

Равным образом не допускается организация на промыслах профессиональных союзов для персидских рабочих, а равно их вступление в подобные союзы.

Во всяком случае, если служащие Компании, персидские подданные, будут подвергнуты наказанию за их действие против законов Персии и постановлений Персидского Правительства, то Персидское Правительство никоим образом не будет отвечать за последствия этого.

Али-Голи Хан Ансари.

Господину
Льву Михайловичу Карахану,
Заместителю Народного Комиссара
по Иностранным Дела.

NOTE N° 3.

(Réponse.)

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note en date d'aujourd'hui, j'ai l'honneur de vous communiquer que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, partant du principe de la non-immixtion dans les affaires intérieures de Perse, exprime son consentement à la réalisation, le cas échéant, des demandes concernant l'agitation et la propagande politiques, exposées dans votre note susindiquée.

Quant à l'organisation d'unions professionnelles pour les ouvriers persans, ainsi que leur admission dans les unions pareilles, j'ai l'honneur de déclarer que le Gouvernement de l'Union prend acte de votre communication, vu que cette question est objet de la compétence du Gouvernement persan et affaire de la législation intérieure de Perse.

Agréez, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

L. KARAKHAN.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères de Perse.

NOTE N° 4.

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE ADJOINT,

Le Gouvernement persan espère que le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes consent à envisager favorablement les communications du Gouvernement persan sur les réclamations fondées des citoyens persans envers Martin Lianozov, en ce qui concerne les sommes reçues par celui-ci de la part de ces citoyens en caution pour les biens des pêcheries et à prendre des mesures propres à leur règlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Commissaire adjoint, l'assurance de ma très haute considération.

Ali Gholi Khan ANSARI.

Monsieur Léon Karakhan,
Commissaire adjoint
du Peuple des Affaires étrangères.

NOTE N° 4.

(Réponse.)

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement de l'Union des Républiques soviétistes socialistes consent à envisager favorablement les communications du Gouvernement persan sur les réclamations fondées des

Нота № 3.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Министр,

В ответ на Вашу ноту от сего числа, имею честь сообщить Вам, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик, исходя из принципа невмешательства во внутренние дела Персии, выражает согласие на проведение в жизнь в соответствующих случаях требований, касающихся политической пропаганды и агитации, изложенных в вашей вышеозначенной ноте.

Что касается организации профессиональных союзов для персидских рабочих, а равно их допущения в подобные союзы, имею честь заявить, что Правительство Союза принимает Ваше обращение к сведению, имея в виду, что этот вопрос является предметом компетенции Персидского Правительства и делом внутреннего законодательства Персии.

Примите уверения в высоком к Вам уважении.

Л. КАРАХАН.

Господину

Али-Голи Хану Ансари,

Министру Иностранных Дел Персии.

Нота № 4.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Заместитель Народного Комиссара,

Персидское Правительство надеется, что Правительство Союза Советских Социалистических Республик согласится рассмотреть благожелательным образом сообщаемые ему Персидским Правительством обоснованные претензии персидских граждан к М. Лианозову по суммам, полученным им от этих граждан под обеспечение промысловых имуществ, и принять меры к их урегулированию.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Али-Голи Хан Ансари.

Господину

Льву Михайловичу Карахану,

Заместителю Народного Комиссара
по Иностранным Дела́м.

Нота № 4.

Г. Москва, 1 октября 1927 года.

Господин Министр,

Правительство Союза Советских Социалистических Республик соглашается рассмотреть благожелательным образом сообщаемые ему Персидским Правительством

citoyens persans envers Martin Lianozov, en ce qui concerne les sommes reçues par celui-ci de la part de ces citoyens en caution pour les biens des pêcheries et à prendre des mesures propres à leur règlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères de Perse.

L. KARAKHAN.

NOTE N° 5.

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE COMMISSAIRE DU PEUPLE,

Par ordre de mon gouvernement et comme suite à l'article 10 de la Convention pour l'exploitation des pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne, j'ai l'honneur de confirmer que le fait que la présidence de la direction est occupée par un membre de la partie persane n'entraîne aucun privilège pour cette partie lors de la solution des affaires par la direction. Aucune des propositions, formulées par l'une quelconque des parties, ne peut être mise à exécution, si elle n'a été adoptée à la majorité des voix.

Agréez, Monsieur le Commissaire du Peuple, l'assurance de ma haute considération.

Ali Gholi Khan ANSARI.

NOTE N° 5.

(Réponse.)

MOSCOU, le 1^{er} octobre 1927.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur au nom de mon gouvernement d'accuser réception de votre note suivante :

« Par ordre de mon gouvernement et comme suite à l'article 10 de la convention pour l'exploitation des pêcheries de la côte méridionale de la mer Caspienne, j'ai l'honneur de confirmer que le fait que la présidence de la direction est occupée par un membre de la partie persane n'entraîne aucun privilège pour cette partie lors de la solution des affaires par la direction. Aucune des propositions, formulées par l'une quelconque des parties ne peut être mise à exécution, si elle n'a été adoptée à la majorité des voix. »

J'ai l'honneur de communiquer que mon gouvernement a pris note de la communication du Gouvernement persan.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Monsieur Ali Goli Khan Ansari,
Ministre des Affaires étrangères de Perse.

L. KARAKHAN.

обоснованные претензии персидских граждан к М. Лианозову по суммам, полученным им от этих граждан под обеспечение промысловых имуществ, и принять меры к их урегулированию.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Господину

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хану Ансари,

Министру Иностранных Дел Персии.

Ноте № 5.

Г. Москва, 1 октября 1927 г.

Господин Заместитель Народного Комиссара,

По поручению моего Правительства, имею честь в развитие ст. 10 Соглашения об эксплуатации рыбных промыслов на южном побережье Каспийского моря подтвердить, что из этого факта, что председательствовать в Правлении будет член Правления с персидской стороны, для этой стороны никаких преимуществ при решении дел в Правлении не проистекает. Никакое предложение ни одной из сторон, не принятое большинством голосов в Правлении, не приводится в исполнение.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Господину

(Подп.) Али-Голи Хан Ансари.

Льву Михайловичу Карахану,

Заместителю Народного Комиссара
по Иностранным Дела.

Нота № 5.

Г. Москва, 1 октября 1927 г.

Господин Министр,

Имею честь подтвердить получение Вашей ноты следующего содержания :

« По поручению моего Правительства, имею честь в развитие ст. 10 Соглашения об эксплуатации рыбных промыслов на южном побережье Каспийского моря подтвердить, что из этого факта, что председательствовать в Правлении будет член Правления с персидской стороны, для этой стороны никаких преимуществ при решении дел в Правлении не проистекает. Никакое предложение ни одной из сторон, не принятое большинством голосов в Правлении, не приводится в исполнение ».

Имею честь сообщить Вам о согласии моего Правительства с изложенными в вышеупомянутой ноте положениями.

Примите уверения в моем высоком к Вам уважении.

Господину

(Подп.) Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хану Ансари,

Министру Иностранных Де Персии.

EXTRAIT DU CONTRAT AVEC MARTIN LIANOZOV

EN DATE DU 10 AOUT 1923.

« A présent Martin Georgievitch Lianozov a concédé à la direction des entreprises des pêcheries d'Etat du Commissariat de ravitaillement de la République socialiste fédérative soviétique de Russie tous ses droits sur les biens meubles et immeubles susmentionnés, se rapportant aux pêcheries situées à Enzéli, dans le Golfe d'Enzéli, à l'Astara persan, sur la côte à partir d'Astara jusqu'au port d'Enzéli et sur l'espace de 10 (dix) verstes à l'est le long de la côte maritime consistant en installations, lots fonciers à Enzéli ; 1^o de dimension en longueur 50 (cinquante) sagènes et en largeur 41 (quarante et un) sagènes et 2 (deux) archines ; 2^o de superficie 1792 (mil sept cent quatre-vingt-douze) d'archines carrés de Khan et de 2 (deux) verchocks, 3^o sous la pêcherie d'Enzéli avec les îles « Koulan Gouda » *a*) le grand-en longueur de 460 (quatre cent soixante) sagènes et en largeur de 326 (trois cent vingt-six) sagènes, *b*) le petit-en longueur 197 (cent quatre vingt dix-sept) et en largeur 112 (cent douze) sagènes à Mordabe, avec chalutiers « Makhigir », « Léwa » et « Orel » matériaux, provisions, instruments de pêche, moyens de transport, usines de rafraîchissement, de tonnellerie etc., ameublement des comptoirs entrepôts et en tout autre bien qui pourrait exister en nature. »

ВЫПИСКА ИЗ ДОГОВОРА С МАРТЫНОМ ЛИАНОЗОВЫМ

от 10 АВГУСТА 1923 ГОДА.

Ныне Мартын Георгиевич Лианозов уступил Управлению Государственных Рыбопромышленных Предприятий Народного Комиссариата Продовольствия Российской Социалистической Федеративной Советской Республики все свои права на означенное выше движимое и недвижимое имущество, относящееся до рыбных промыслов, находящееся в Энзели, Энзелийском заливе, Персидской Астаре, на побережьи от Астары до Энзелийского порта и на 10 (десять) верст к востоку по морскому побережью и заключающееся в сооружениях— участках земли в Энзели : 1) мерою в длину 50 (пятьдесят) сажень, шириною в 41 (сорок одну) сажень 2 (два) аршина ; 2) площадью в 1792 (тысяча семьсот девяносто два) ханских квадратных аршина 2 (два) вершка ; 3) под Энзелийским промыслом с островами « Кулан Гуда » а) большим — длиною 460 (четыреста шестьдесят) сажень, шириною 326 (триста двадцать шесть) сажень, б) малым—длинною 197 (сто девяносто семь) сажень, шириною 112 (сто двенадцать) сажень в Мурдабе, с баркасами « Махигир », « Лева » и « Орел » ; в материалах, припасах, орудиях лова, транспортных средствах, холодильных, бондарных и иных заводах, в обстановке контор, складов и прочем, что в натуре окажется.

Л. КАРАХАН.

Али-Голи Хан Ансари.

TEXTE PERSAN. — PERSIAN TEXT.

N° 2621.

قرار داد بین دولت علیه ایران و دوات اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی راجع به شیلات

چون دولت علیه ایران از یکطرف و دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی از طرف دیگر لازم دانستند مسئله بهره برداری از شیلات سواحل جنوبی بحر خزر را بر طبق فصل چهاردهم عهد نامه مورخه ۲۶ فوریه ۱۹۲۱ منعقدہ مابین دولت علیه ایران و دولت جمهوری سوسیالیستی فدراتیف شوروی روسیه تسویه نمایند لهذا برای نیل باین مقصود نمایندگان مختار خود را بترتیب ذیل معین نمودند

دولت علیه ایران :

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه ایران .

دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی :

آقای لومیکایلویچ کارا خان

قائم مقام کمیسر ملی امور خارجه اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی .

نمایندگان مختار مزبور پس از ارائه اعتبار نامهای خود که مطابق قاعده و ترتیبات لازمه بود در مواد ذیل موافقت حاصل کردند .

ماده ۱

دولت علیه ایران بر طبق این قرار داد موافق شرایط ذیل امتیاز صید و تهیه محصول صید ماهی را در سواحل خود در جنوب بحر خزر در حدود معینه در ماده ۲ شرکت مختلط تجارتي و صنعتی که دولت اتحاد جماهیر شوروي سوسیالیستی و دولت علیه ایران تشکیل مینمایند واگذار میکند

شرکت مختلط مذکور در این قرار داد «کمپانی» نامیده میشود

ماده ۲

حدود شیلات که امتیاز آن بکمپانی واگذار میشود همان حدود شیلاتی است که سابقاً امتیاز آن از طرف دولت علیه ایران به برادران لیانازفها واگذار شده بود رودخانهایی که در حدود امتیاز بدریا میریزند از امتیاز حالبه موضوع میشود - حد فاصل رودخانه های مزبور با آبهای داخل در امتیاز خط دخول رودخانه های مزبور بدریا خواهد بود دهانه های رودخانه های ذیل از این قاعده مستثنی میباشند

- ۱ - سفید رود که بواسطه کمی عمق دو شعبه آن - سفید رود و موسی چای - نمیشود در دهانه صید نمود باینجهت کمپانی حق خواهد داشت در دو شعبه مزبور این رودخانه تا محلی که ابنیه صید که سابقاً متعلق به برادران لیانازفها بوده موجود است صید نمایند
- ب - رودخانه بابل در ولایت مشهدسر که همچنین بواسطه کمی عمق دهانه آن کمپانی تا حدود صید سابق برادران لیانازفها حق صید خواهد داشت .

ج — زود خانه گرکان و شعبه آن قره سو تا حدودیکه سابقاً برادران لیانازها صید میکردند اگر امروز ایام در ظرف مدت امتیاز دهانه های رود خانهای مذکوره بواسطه تغییر مجرای رودخانه عوض شوند یا شعب تازه ایجاد نمایند حقوق صیدی که بکمیانی داده میشود شامل دهانه ها و شعب تازه خواهد بود .

تبصره — کمیانی در حوزه صید و حدودیکه مطابق این قرار داد معین میشود در باب محل صید بغیر از مقررات این قرار داد محدود بقید دیگری نخواهد بود .

ماده ۳

برای تنظیم صید کمیانی ترتیب ذیل مقرر است .

ا — تمام ماهی های بی فلس (حرام) در حوزه امتیاز متعلق بکمیانی است و صیادان آزاد و صیادان کمیانی آنها را باید بکمیانی بقیمت هائی که قبلاً برای دوره های معینی از طرف کمیانی برقرار میشود بکمیانی بفروشند

ب — تمام ماهی های با فلس (حلال) که ممکن است بتوسط صیادان آزاد و صیادان کمیانی صید شود متعلق بخود آنها است و آنها میتوانند بهر کس که میل داشته باشند بفروشند و منجمله هم بکمیانی .

ج — برای اینکه کمیانی و صیادان آزاد اتباع ایران در حوزه امتیاز نخل کار یکدیگر نشوند مناطق صید صیادان آزاد سه سال سه سال بین دولت علیه ایران وهیئت مدیره کمیانی معین خواهد شد و کمیانی متعهد میشود که شرائط و ترتیب اجازه صید صیادان آزاد را در آبهائیکه کمیانی مستقیماً در آنجا صید مینماید سه سال سه سال تهیه و قبلاً اعلان نماید .

ماده ۴

مدت این امتیاز که بکمپانی واگذار میشود ۲۵ سال از تاریخ روز اجرای آن خواهد بود و بعد از انقضای مدت ۲۵ سال مزبور تقلبات دولت علیه ایران که ناشی از فصل ۱۴ عهد نامه ۲۶ فوریه ۱۹۲۱ است خاتمه یافته محسوب خواهد شد. اگر دولت علیه ایران درخواست دوباره امتیاز شیلات مذکور را با کمپانی تجدید نماید کمپانی منحل شده محسوب میشود و دارائی آن بغیر از اراضی که دولت علیه ایران بر طبق ماده ۱۷ این قرار داد مجاناً بکمپانی واگذار نموده است بطور مساوی مابین طرفین تقسیم خواهد شد و اراضی مذکوره مجدداً در تحت اختیار دولت علیه ایران در خواهد آمد دولت علیه ایران متعهد میشود که امتیاز شیلات مزبور را در صورت عدم تجدید امتیاز کمپانی در ظرف ۲۵ سال بعد بمالك ثالث و اتباع آنها ندهد.

دولت علیه ایران متقبل میشود که فقط بوسیله ادارات مربوطه خود از شیلات بهره برداری نماید و از طرف خود متخصصین دیگری را جز اتباع ایران برای اداره کردن شیلات دعوت ننماید

ماده ۵

طرفین ایران و شوروی هر کدام در کمپانی سهم مساوی یعنی پنجاه در صد خواهند داشت

ماده ۶

برای تنظیم شیلات و خرید آلات و ادوات لازمه صیادی و برای مخارج بهره برداری از شیلات کمپانی تشکیل سرمایه عمومی میدهد که نباید از سه ملیون تومان تجاوز کند

در صورتیکه این مبلغ زیاد باشد طرفین سرمایه عمومی را که برای احتیاجات حقیقی لازم باشد تأدیه خواهند نمود و نصف این مبلغ را دولت علیه ایران و نصف دیگر را دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی خواهد پرداخت

طرفین سهم خود را در اوقاتیکه مابین خود معین کرده باشند و برای توسعه کار لازم باشد تأدیه خواهند نمود و حق صید سنوات گذشته که مطابق ماده ۱۳ این قرار داد باید بدولت علیه ایران برسد از بابت سهم دولت علیه ایران در سرمایه عمومی که برای بهره برداری لازم است محسوب خواهد شد و در صورتیکه دولت علیه ایران سهم خود را نقداً تأدیه ننماید ترتیب مندرجه در ماده ۷ این قرار داد اجرا خواهد شد و در اینصورت مبالغ ذیل که میبایست بدولت علیه ایران عاید بشود از بابت استهلاك بدهی دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی محسوب خواهد شد .

ا — حق الامتیاز مطابق ماده ۸

ب — صدی پنجاه عایدات خالص مطابق ماده ۹

لکن دولت علیه ایران حق خواهد داشت در هر موقعیکه بخواهد مبلغ تأدیه نشده اقساط خود را نقداً بپردازد و در این صورت مبالغ مذکوره در فقرات (۱) و (ب) این ماده بخرانه ایران تأدیه خواهد شد .

پس از تأدیه شدن سهم دولت علیه ایران در سرمایه عمومی که برای بهره برداری لازم است مبالغ مذکوره در فقرات (۱) و (ب) این ماده مستقیماً بدولت علیه ایران تأدیه خواهد شد

ماده ۷

اگر مبالغ مذکوره در ماده ۶ برای تأدیه سهم دولت علیه ایران در سرمایه که بموجب ماده ۶ حقیقتاً لازم محسوب شده است کافی نباشد و اگر دولت علیه ایران مابقی سهم خود را تأدیه ننماید بقیه سهم دولت ایران را پس از اخطار مربوط باین کار از طرف دولت مشار الیها بدولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی طرف شوروی تأدیه خواهد نمود دولت علیه ایران پس از اطلاع دادن دولت شوروی که مبلغ مزبور تأدیه شده است از تاریخ تأدیه سالی صدی هشت فرع برای مبلغ تأدیه شده خواهد پرداخت تا اینکه تمام سهم ایران در سرمایه مذکور در فوق تأدیه شود ولی راجع به تقسیم منافع کمیانی طرف شوروی در مواردی هم که در این ماده پیش بینی شده است حق نخواهد داشت که از عایدات کمیانی پیش از آنچه در ماده ۹ این قرار داد ذکر شده است یعنی پنجاه در صد دریافت دارد

بدیهی است که تنزیل صدی هشت مذکور در فوق که دولت علیه ایران میپردازد در موقع تقسیم منافع بر طبق ماده ۹ این قرار داد در جزء تقسیم منافع محسوب نخواهد شد

ماده ۸

حق الامتیاز سالبانه امتیازیکه مطابق این قرار داد واگذار میشود و از طرف کمیانی بدولت علیه ایران تأدیه خواهد شد عبارت است از :

۱ — هشتاد هزار تومان در سال از عایدات مطلق کمیانی از بابت حق امتیاز

۲ — صدی پانزده از بقیه عایدات کمیانی که بعد از وضع مخارج اداری و بهره

برداری عایدات خالص کمیانی محسوب میشود مبالغ مذکوره در فوق مربوط به عوایدی که

مطابق ماده ۹ این قرار داد از بابت حق شرکت در کمپانی دولت علیه ایران بایدعاید شود نخواهد بود .

ماده ۹

تمام منفعت خالص که از عملیات کمپانی حاصل میشود بالمناصفه - صدی پنجاه - بین شرکاء یعنی دولت علیه ایران و دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی تقسیم خواهدشد تبصره - کمپانی مکلف است محصولات شیلات را به بهترین قیمت در بازارهای ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی و در بازار های خارجه با در نظر گرفتن اینکه قیمت کدام يك از بازار های مذکوره مرجح خواهد بود بفروش برساند

ماده ۱۰

هیئت مدیره کمپانی که تمام کار های کمپانی را اداره میکند و اقامتگاه آن در طهران خواهد بود مرکب است از شش نفر که برای مدت یکسال معین میشوند سه نفر آنها از طرف دولت علیه ایران و سه نفر دیگر آنها از طرف دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی معین میشود

تصمیمات و مقررات هیئت مدیره باکثريت آراء اتخاذ میشود

اعضاء هیئت مدیره را طرفین در مدتیکه بیش از یکماه از روزیکه این قرار داد بموقع اجراء گذارده میشود نباشد معین خواهند نمود در هیئت مدیره یکنفر از اعضائی که از طرف ایران هستند بموجب انتخاب دولت علیه ایران سمت ریاست خواهد داشت . اگر پس از سی روز از تاریخ انقضاء مدت یکماه مذکور در فوق اعضای هیئت مدیره کلاً یا جزاً از هر يك از طرفین معین نشده باشند اعضائیکه تا آنوقت معین شده اند

هیئت مدیره را تشکیل داده تا تکمیل هیئت مدیره حق اتخاذ تصمیمات را راجع بتمام مطالب
کمپانی خواهند داشت

ماده ۱۱

طرفین توافق نظر حاصل نمودند که در شیلات بغیر از متخصصین شوروی استفاده
کامل از متخصصین تبعه ایران بعمل آید و برای این مقصود کمپانی مکلف است که برای
تهیه متخصصین تبعه ایران اقدامات لازمه را بنماید و به نسبت پیدا شدن متخصصین ایرانی
در عوض متخصصین شوروی بخدمت کمپانی پذیرفته خواهند شد. بقیه مستخدمین و عملجات
و کارگران کمپانی که محتاج به تخصص نیستند باید تبعه ایران باشند

تمام مستخدمین کمپانی باید مطابق دستور العمل مصوب از طرف هیئت مدیره کمپانی
رفتار نمایند و نیز طرفین توافق نظر حاصل نمودند که کمپانی حق ندارد اتباع دول دیگری
را غیر از اتباع ایران و شوروی استخدام نماید

ماده ۱۲

کمپانی مطیع تمام قوانین جاریه و تصویب نامها و نظامات مصوبه از طرف هیئت وزراء
ایران راجع بکمپانی های ایرانی خواهد بود
در حدود قوانین و تصویب نامها و نظامات جاریه مذکوره دولت علیه ایران حق
تفتیش در عملیات کمپانی را خواهد داشت

ماده ۱۳

برای مدت استفاده از شیلات از سال ۱۹۲۲ یعنی پس از سال ۱۹۲۲ که حساب
آن سال بمبلغ پنجاه هزار تومان مفروغ شده است تا روزیکه این قرار داد بموقع اجرا

گذارده میشود دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی هر ساله مبلغ پنجاه هزار تومان بدولت علیه ایران تأدیه خواهد نمود

در عوض دولت علیه ایران محصولات صادره از شیلات و ادوات صیادی وارده بشیلات را در این مدت از حقوق تأدیه نشده گمرکی و سایر عوارضات معاف خواهد نمود

ماده ۱۴

سال عملی کمپانی از اول ماه اکتبر که مطابق مهر ماه ایرانی است شروع میشود تفریغ محاسبات سال گذشته کمپانی با دولتین علیتین ایران و شوروی نباید دیر تر از اوایل ماه آوریل که مطابق فروردین ماه ایرانی است بعمل آید .

ماده ۱۵

برای جلوگیری از تضییع وقت کمپانی میتواند بلا تأخیر پس از تأدیه سرمایه که برای ابتدای کار لازم است و اعلان بدولت علیه ایران درباب شروع بکار مشغول بهره برداری از شیلات بشود .

طرفین سهم خود را در مواعیدیکه از طرف هیئت مدیره کمپانی معین میشود خواهند پرداخت در صورتیکه طرف ایرانی سهم خود را در موعد مقرر از طرف هیئت مدیره کمپانی تأدیه ننموده طرف شوروی مطابق مقررات ماده ۷ مکلف است آنرا تأدیه کند .

ماده ۱۶

دولتین علیه ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی اسباب و ادوات و مواد و لوازم دیگر را که کمپانی برای بهره برداری از شیلات لازم خواهد داشت و همچنین هر نوع محصولات شیلات را از کلیه حقوق گمرکی و عوارضی که در ضمن ورود و خروج اخذ میشود معاف داشته و حق ترانزیت آزاد و حق کابوتاژ برای آنها

قائل میشوند ولی در هر صورت اشیاء مذکوره از تفتیش گمرکی معاف نمیشند ولی ادارات گمرکی طرفین با اجراء قوانین و نظامنامه ها و مقررات موجوده برای تفتیش در فراهم نمودن تسهیلات و مساعدتهای لازمه برای واردات و صادرات کمپانی مضایقه نخواهند نمود

ماده ۱۷

دولت علیه ایران قبول میکند که اراضی را که در حوزه امتیاز برای ابنیه شیلات و مؤسسات آن لازم است مجاناً بکمپانی واگذار نماید ولی کمپانی موظف است رضایت خاطر آن مالکین خصوصی را که قطعات اراضی آنها برای ابنیه و مؤسسات مذکوره در فوق لازم است فراهم نماید .

ماده ۱۸

دولتین علیه ایران و اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی هر کدام باندازه که مربوط به او است در حدود خود مساعدت لازمه را در کارهای کمپانی خواهد نمود . مخصوصاً دولت علیه ایران بکمپانی مساعدت خواهد کرد که کمپانی موفق به جلوگیری از صید بطور قاچاق در آبهاییکه دراجاره او است بشودوماهی حرام، حتماً بکمپانی تحویل داده شود

ماده ۱۹

چون حفظ نظم عمومی در منطقه امتیاز بر عهده دولت علیه ایران است دولت علیه ایران قبول میکند که بکمپانی برای مجرا داشتن شرایط مقرره در این قرار داد و همچنین نسبت به محافظت انبار ها و سایر ابنیه در شیلات مساعدتهای لازمه را بنماید

ماده ۲۰

این قرارداد باید برطبق قوانین هر يك از مملكتين به تصدیق و تصویب برسد . تصویب مزبور باید در هر يك از دو مملكت در اسرع اوقات ممكنه بعمل آید

از روزیکه تصویبنامه های فوق در شهر طهران مبادله میشوند این قرار داد بموقع اجرا گذارده خواهد شد

ماده ۲۱

قرار داد حاضر بزبان فارسی و روسی و فرانسه نوشته شده و امضا میشود و بهر يك از طرفین امضا کنندگان این قرار داد يك نسخه بهر يك از سه زبان مذکوره که در موقع تفسیر هر سه معتبر شمرده میشوند داده خواهد شد .

در صورت بروز اختلافات در تفسیر متن فرانسه اصلی محسوب میشود
علیهذا نمایندگان مختار مذکور در فوق این قرار داد را امضا کرده و بمهر خود
مهور داشتند .

علیقلی

کاراخان

مسکو بتاریخ اول اکتبر ۱۹۲۷

صورت مجلس فمره ۱

طرفین توافق نظر حاصل مینمایند در اینکه در تمام مواد قرار داد حاضر که اتباع ایران ذکر میشود این عنوان شامل اتباع سابق سایر دول که تابعیت ایرانرا قبول کرده باشند نمی باشد .

علیقلی

کاراخان

مسکو بتاریخ اول اکتبر ۱۹۲۷

صورت مجلس نمبر ۲

دولت علیه ایران رضایت می‌دهد که دارائی شلات که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی از مارتین لیانازف مطابق ماده دوم قرار داد دهم اوت ۱۹۲۳ منعقدہ ما بین مارتین لیانازف و اداره دولتی مؤسسات صیادی که سواد آن منضم است اتباع کرده و مارتین لیانازف آنرا نظر بمالکیت خود بر طبق تقسیم نامہ مایملک منقول و غیرمنقول تجارتخانہ سابق برادران لیانازف ها ما بین ورثہ که در ۱۶ نوامبر ۱۹۲۲ واقع شدہ است بدارہ مذکورہ فروختہ است از بابت سهم دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی در سرمایہ عمومی کمیانی محسوب شود ولی اراضی که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی با سایر مایملک مارتین لیانازف که از او خریداری نموده است در صورتی در جزو سهم دولت شوروی محسوب خواهند شد کہ در تقسیم نامہ وراثت تجارتخانہ سابق برادران لیانازفها کہ در ششم نوامبر ۱۹۲۲ واقع شدہ است داخل شدہ باشد

دولت اتحاد شوروی از طرف خود رضایت می‌دهد کہ دارائی سایر شرکاء تجارتخانہ سابق برادران لیانازفها کہ بدولت علیه ایران رسیدہ است از بابت سهم دولت علیه ایران دو سرمایہ عمومی کمیانی محسوب شود .
علیقلی
کارخان
مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

صورت مجلسی نمره ۳

دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی اعلام میدارد که تمام حقوق و دعاوی مارتین لیانازف نسبت بدولت علیه ایران و دعاوی که از دعاوی مذکوره نسبت بمأمورین دولت علیه ایران ایجاد میشود بدولت اتحاد شوروی انتقال یافته است باینجهت دولت شوروی بنام خود و بنام مارتین لیانازف از همه و هر گونه حقوق و دعاوی که تا امروز موجود است و از مجموع ارتباطات مارتین لیانازف بدولت علیه ایران و دعاوی راجعه بحکمت که خالی از اعتبار و قوت قانونی شمرده میشود حاصل شده است صرف نظر مینماید .

دولت علیه ایران از طرف خود اعلام میدارد که از تمام دعاوی دولتی نسبت بشخص مارتین لیانازف و از هر نوع دعاوی نسبت بدارائی سابق شبلات مشار الیه که مطابق قرار داد مشار الیه بدولت شوروی در حدود صورت مجلس نمره ۲ این قرار داد که مسئله دارائی شبلات را تنظیم مینماید انتقال یافته است صرف نظر مینماید

هر گونه دعاوی اتباع ایران نسبت بمارتین لیانازف اعم از اینکه آن دعاوی از طرف خود صاحب حق و یا بر حسب انتقال باشد از طریق محاکم قضائی ممکن بوده و در صورت محکومیت مشار الیه آن محکومیت در هیچ موقع متوجه اثاثیه شبلات و دارائی کمپانی نخواهد شد .

علیقلی

کاراخان

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷ .

صورت مجلس نمره ۴

از مقررات جمله (ب) ماده سیم قرار داد راجع به بهره برداری از شیلات سواحل جنوبی بحر خزر ماهیهای صوف و کپور و کلمه استثناء میشود و طرفین موافقت حاصل نمودند که صید این ماهیها از طرف صیادان کیانی و هم از طرف صیادان آزاد ممکن است بعمل آید ولی چه صیادان آزاد و چه صیادان کیانی شصت در صد صید سه نوع ماهی مذکور را باید بقیمتی که قبلاً برای دوره های معین از طرف کیانی تعیین میشود بکیانی بفروشند و چهل درصد بقیه صید را صیادان مختارند بمیل خود بهرکس بخواهند و همچنین بکیانی بقیمت مرضی الطرفین بفروش برسانند .

تفتیش تسلیم شصت در صد صید ماهی های مزبور بتوسط کیانی بعمل خواهد آمد و دولت علیه ایران برای اجراء تفتیش مذکور مساعدت لازمه را بکیانی خواهد نمود . اگر چهل درصد صید صوف و کپور و کلمه که در فوق ذکر شده است برای رفع احتیاجات داخلی ایران کافی نباشد کیانی اقدامات لازمه را برای رفع احتیاجات بازار داخلی ایران از حیث این ماهی ها بعمل خواهد آورد ضمناً طرف ایران تشکیل هیچ نوع مؤسسه ثانوی دیگری را که قصد آن صدور ماهی و محصول ماهی بدست آمده در قسمت ایرانی بحر خزر و در رودخانه ها و نهروائیکه داخل بحر خزر میشوند بخارجه باشد اجازه نخواهد داد علیقلی

کاراخان

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

صورت مجلس نمره ۵

در مواقعی که کمیانی بموجب مقررات ماده یازدهم این قرار داد اتباع دولت شوروی را برای خدمت دعوت خواهد نمود طرفین منافع کمیانی را در داشتن متخصصین منظور داشته بکمیانی مساعدتهای لازمه را در تسهیلات رسومات تذکره و ویزای آن برای اشخاص فوق الذکر خواهند نمود .

علیقلی

کاراخان

مسکو بتاریخ اول اکتبر ۱۹۲۷

مراسله نمره ۱

آقای کمیسر ملی

صید ماهی بوسیله استعمال مواد شیمیائی یا منفجره و امثال آن اکیداً ممنوع می باشد
بغیر از وسایل مذکوره کمیانی در اتخاذ وسایل صید آزاد است .
ضمناً اگر دولتهای ایران از کمیانی تقاضا کند کمیانی موظف است در تکثیر مصنوعی انواع ماهی ها که ممکن است نوع آنها بر طرف شود اقدام بعمل بیاورد
علاوه بر این برای اینکه ذخائر ماهی بهتر حفظ شود و برای تسهیلات تخم ریزی در موارد ذیل صید ماهی ممنوع است :
(۱) در سفید رود بالاتر از نقطه که در جمله (۱) ماده (۲) ذکر شده است برای تمام سال .

(۲) در سایر رودخانهها یکماه در سال یعنی از دهم آوریل تا دهم مه .
از احترامات فائده من نسبت بخودتان اطمینان داشته باشید .

علیقلی انصاری

جواب مراسله نمره ۱

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

آقای وزیر

توفیراً وصول مراسله محترم عالی مورخه امروز را که بمضمون ذیل است اطلاع میدهم .
 « صید ماهی بوسیله استعمال مواد شیمیائی یا منفجره و امثال آن اکیداً ممنوع میباشد
 بغیر از وسائل مذکوره کمپانی در اتخاذ وسایل صید آزاد است . ضمناً اگر دولت علیه
 ایران از کمپانی تقاضا کند کمپانی موظف است در تکثیر مصنوعی انواع ماهی ها که ممکن است
 نوع آنها برطرف شود اقدام بعمل بیاورد علاوه بر این برای اینکه ذخائر ماهی بهتر حفظ
 شود و برای تسهیلات تخم ریزی در موارد ذیل صید ماهی ممنوع است .
 (۱) در سفید رود بالاتر از نقطه که در جمله (۱) ماده ۲ ذکر شده است برای
 تمام سال .

(۲) در سایر رود خانها یکماه در سال یعنی از دهم آوریل تا دهم مه .
 و با کمال احترام خاطر عالی را مستحضر مبدارد که دولت متبوعه دوستدار مندرجات
 مراسله مذکوره را قبول کرده است
 موقع را مفتنم شمرده احترامات فائقه خود را تجدید مینماید .

کارا خان

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه ایران

مراسله نمرة ۲

آقای کمیسر ملی

دولت علیه ایران امیدوار است که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی چه حالا و چه در آتی با دعاوی شرکاء و وراثت تجارتخانه سابق برادران لیانازفها نسبت بدولت علیه ایران و مأمورین آن راجع تمام مسائل مربوطه بشیلات مساعدت نخواهد نمود و همچنین هیچ ادعائی دایر بحکیمیتی که بین دولت علیه ایران و شرکاء و وراثت تجارتخانه مزبور واقع شده است ابراز نخواهد کرد و همچنین دولت علیه ایران امیدوار است که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی در نظر ندارد مایملکی که شرکاء و وراثت مذکور در فوق در شیلات سواحل جنوبی بحر خزر متعلق بخود میدانند خواه بواسطه خرید و خواه بوسائل دیگر بخود تعلق دهد باستثناء اموال متعلقه بمارتین لیانازف که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی قبلاً خریداری نموده است.

موقع را مغتنم شمرده احترامات فائقه خود را تقدیم میدارم.

علیقلی انصاری

جواب مراسله لمره ۲

میسکو بتاریخ اول اکتبر ۱۹۲۷

آقای وزیر

بنام دولت متبوعه خود توقیراً وصول مراسله ذیل را اطلاع میدهم :

دولت علیه ایران امیدوار است که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی چه حالا و چه در آتی با دعای شرکاء و وراث تجارتخانه سابق برادران لبانازفها نسبت بدولت علیه ایران و مامورین آن راجع بتمام مسائل مربوطه بشیلات مساعدت نخواهد نمود و همچنین هیچ ادعائی دائر بحکمیتی که ما بین دولت علیه ایران و شرکاء و وراث تجارتخانه مزبور واقع شده است ابراز نخواهد کرد و همچنین دولت علیه ایران امیدوار است که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی در نظر ندارد مایملکی که شرکاء و وراث مذکور در فوق در شیلات سواحل جنوبی بحر خزر متعلق بخود میدانند خواه بواسطه خرید و خواه بوسایل دیگر بخود تعلق دهد باستثناء اموال متعلقه بمارتین لبانازف که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی قبلاً خریداری نموده است .

احتراماً باستحضار خاطر عالی میرسانم که دولت متبوعه دوستدار مندرجات مراسله

شمارا قبول نموده است متنی است احترامات فائمه دوستدارا بپذیرید

امضاء : کاراخان

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه ایران

مراسله نمره ۳

آقای کمیسر ملی

بر حسب دستور العمل دولت متبوعه خود افتخار دارم باطلاع شما برسانم که هر نوع تبلیغات سیاسی و تحریکات در میان سکنه محل و کارگران و مداخله در امور سیاسی و مذهبی و اجتماعی داخلی ایران از طرف اتباع دولت شوروی که بموجب مقررات قرار داد راجع به بهره برداری از شیلات سواحل جنوبی بحر خزر بخدمت کمپانی پذیرفته میشوند اکیداً ممنوع است و در صورت تخلف از این ممنوعیت تخلف کنندگان پس از ثبوت تقصیر بمجازاتهاییکه از طرف محاکم ایران معین شود حتی انفصال از شغل خود محکوم خواهند شد .

همچنین تشکیل اتحادیه های کارگران برای کارگران اتباع ایران و اجازه ورود آنها ماتحادیه های مزبوره ممنوع است .

در هر صورت اگر مستخدمین اتباع ایران کمپانی در مقابل عملیات بر خلاف قوانین ایران و مقررات دولتی محکوم بمجازاتهایی بشوند هیچ نوع مسئولیتی از این حیث متوجه دولت علیه ایران نخواهد شد .

علیقلی انصاری

جواب مراسله نمره ۳

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

آقای وزیر

در جواب مراسله مورخه امروز شما توفیراً خاطر عالی را مستحضر میدارم که دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی نظر باصل عدم مداخله در امور داخلی ایران رضایت میدهد که در مواقع لازمه نقاضا های دولت علیه ایرانرا راجع بتبلیغات سیاسی و تحریکات که در مراسله فوق الذکر شما مذکور است بموقع اجرا بگذارد.

در خصوص تشکیل اتحادیه های کارگران برای کارگران اتباع ایران و پذیرفتن آنها باین قبیل اتحادیه ها نظر باینکه این مسئله مربوط بصلاحت دولت علیه ایران و قوانین داخلی مملکت ایران میباشد توفیراً اشعار میدارم که دولت اتحاد شوروی مندرجات مراسله شما را در نظر میگیرد.

کارا خان

موقع را مغتنم شمرده احترامات فائقه خود را تقدیم میدارم

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه نایرا

مراسله، نمره ۴

مسکو بتاريخ اول اکتبر ۱۹۲۷

آقای وزیر

دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی رضایت میدهد که دعاوی ثابتہ اتباع ایرانرا نسبت به مارتین لیانازف راجع به مبالغی که اتباع ایران بضمانت دارائی شیلات مشارالیه باو قرض داده اند ودولت طلبه ایران بدولت شوروی اعلام نماید با نظر مساعد تلقی نموده اقدامات لازمه را برای تسویه آنها بنماید.
موقع رامقنم شمرده احترامات فائقه را تجدید مینماید.

کارا خان

آقای علیقلی خان انصاری

وزیر امور خارجه ایران

جواب مراسله نمره ۴

آقای کمیسر ملی

افتخار دارم وصول مراسله مورخه امروز شما را بمضمون ذیل اعلام نمایم :
« دولت اتحاد جماهیر شوروی سوسیالیستی رضایت میدهد که دعاوی ثابته اتباع ایران را نسبت بهارتین لیانازف راجع بمبالغی که اتباع ایران ضمانت دارائی شبلات مشارالیه باو قرض داده اند و دولتعلیه ایران به دولت شوروی اعلام نماید با نظر مساعد تلقی نموده اقدامات لازمه را برای تسویه آنها بنماید . »

افتخار دارم رضایت دولت متبوعه خود را بمندرجات مراسله شما اعلام بدارم
علیقلی انصاری

مراسله نمره ۵

آقای کمیسر ملی

بر حسب دستور العمل دولت متبوعه خود برای تکمیل ماده دهم قرار داد راجع به بهره برداری از شبلات سواحل جنوبی بحر خزر احتراماً اظهار میدارم که از اینکه در هیئت مدیره یکنفر از عضاء طرف ایرانی سمت ریاست خواهد داشت برای طرف ایرانی هیچ مزیتی در حل امور منظور نمیکردد و هر پیشنهادی از هر طرفی که باشد تا در هیئت مدیره باکثرت آراء اتخاذ نشده است بموقع اجرا گذارده نخواهد شد
موقع را مغتنم شمرده احترامات فائقه خود را تقدیم میدارم .
علیقلی انصاری

جواب مراسله نمره ۵

آقای وزیر

افتخار دارم وصول مراسله شمارا بمضمون ذیل اعلام نمایم :

« برای تکمیل ماده دهم قرار داد راجع بپهره برداری از شبلات سواحل جنوبی بحر خزر احتراماً اظهار میدارم که از اینکه در هیئت مدیره بکنفرار اعضای طرف ایرانی سمت ریاست خواهد داشت برای طرف ایرانی هیچ مزیتی در حل امور منظور نمیکردد و هر پیشنهادی از هر طرفی که باشد تا در هیئت مدیره با کثرت آراء اتخاذ نشده است بموقع اجرا گذاشته نخواهد شد »

افتخار دارم رضایت دولت متبوعه خود را بمندرجات مراسله شما اعلام دارم
کارا خان

آقای علیقلی خان انصاری
وزیر امور خارجه ایران

استخراج از قرار داد مارتین لیانازف مورخه دهم اوت ۱۹۲۳

مارتین کیور کوچ لیانازف تمام حقوق خود را نسبت باموال منقول و غیر منقول مذکور در فوق بداره مؤسسات صیادی دولتی کبیساریای ملی ارزاق جمهوری سوسیالیستی فدراتیو شوروی روسیه واگذار مینماید
این واگذاری عبارت است از :

شلات واقع در انزلی و در خلیج انزلی و در آستارای ایران و در ساحل از آستارا تا بندرانزلی و در مساحت ده ورست در ساحل دریا بطرف شرقی که عبارت است از ابنیه و قطعات زمین در انزلی بشرح ذیل .

- (۱) قطعه زمین بطول پنجاه ساژن و بعرض چهل و یک ساژن و دوآرشین
- (۲) » » مساحت ۱۷۹۲ آرشین مربع خانی و دو ورشک
- (۳) اراضی ابنیه شلات انزلی با جزایر « کولان کودا » واقع در مرداب ۱ - کولان کودای بزرگ بطول ۴۶۰ ساژن و بعرض ۳۱۶ ساژن ب - کولان کودای کوچک بطول ۱۹۷ ساژن و بعرض ۱۱۲ ساژن با بارکاس های موسوم به « ماهی گیر » و « لوا » و « اریل » و مصالح و ذخائر و آلات صید و وسایل نقلیه و کارخانجات سرد نگاه داشتن و دستگاههای بشکه سازی و دستکاه های دیگر و اثاثیه دفتر و انبار ها و غیره که عیناً موجود باشد . ع

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

No. 2621. — AGREEMENT BETWEEN PERSIA AND THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS REGARDING THE EXPLOITATION OF THE FISHERIES ON THE SOUTHERN SHORE OF THE CASPIAN SEA. SIGNED AT MOSCOW, OCTOBER 1ST, 1927.

THE PERSIAN GOVERNMENT, OF THE ONE PART, and THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS, of the other part, deeming it necessary, in accordance with Article 14 of the Treaty of February 26, 1921, between Persia and the Russian Socialist Federal Soviet Republic, to settle the question of the exploitation of the fisheries on the southern shore of the Caspian Sea, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE PERSIAN GOVERNMENT :

Ali Gholi Khan ANSARI, Persian Minister for Foreign Affairs

THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

Lev Mikhailovitch KARAKHAN, Deputy People's Commissary for Foreign Affairs of the Union of Soviet Socialist Republics ;

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

By the present Agreement the Persian Government grants on the following conditions, to a special mixed commercial and industrial Company organised by the Persian Government and the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, a concession to catch and prepare fish along the Persian South-Caspian coast within the boundaries defined in Article II of the present Agreement.

In the present Agreement, the above-mentioned mixed Company shall be termed " the Company ".

Article II.

The boundaries of the fisheries for which the Company is granted a concession shall coincide with the boundaries of the concession formerly granted by the Persian Government to Lianozov Brothers. The rivers running into the sea within the boundaries of the concession shall be excluded therefrom. The line where they flow into the sea shall be the boundary between these rivers and the waters of the concession.

The mouths of the following rivers shall form an exception :

(a) Safid-Rud, the two arms of which (Safid-Rud and Mussa-Chay), being shallow, prevent fishing at the mouth. For this reason the Company shall be entitled to fish in these arms as far as the limits where the former fisheries of Lianozov Brothers are at present situated at the mouth.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(b) Babol, in the district of Meshed-i-Sar, in view of the shallow water at the mouth. The Company shall also be entitled to fish at this place within the limits of the former fisheries of Lianozov Brothers.

(c) The river Gorgan with its arm Kara-Su, up to the boundary of the former fisheries of Lianozov Brothers.

If the mouths of rivers within the limits of the concession change their course with the lapse of time, or the rivers form new arms, the fishing rights granted to the Company shall be applicable to the new courses and arms.

Note : With regard to the fishing-places within the limits mentioned in this Agreement, the Company is not restricted except by the provisions of the present Agreement.

Article III.

In order to regulate the fishing-work of the Company, the following provisions are adopted :

(a) All scaleless fish (Haram) within the limits of the concession belong to the Company, and the Company's fishermen or private fishermen must sell them to the Company at prices which the Company shall from time to time fix in advance.

(b) All scaled fish (Halal) may be caught by private fishermen as well as by the Company's fishermen ; they belong to the fishermen, who may sell them to anyone they choose, including the Company.

(c) In order that the Company and private fishermen of Persian nationality may not hinder each other's work, fishing areas shall be allotted to private fishermen for three-year periods by agreement between the Persian Government and the Management of the Company. The Company, for its part, undertakes to lay down and publish every three years the rules and conditions governing the admission of private fishermen to the waters where fishing is carried on directly by the Company.

Article IV.

The duration of the concession granted to the Company shall be 25 years from the date when the present Agreement comes into force. On the expiry of this period of 25 years, the obligations of the Persian Government arising out of Article 14 of the Treaty of February 26, 1921, shall be considered terminated. If the Persian Government does not wish to renew the Company's concession to the above-mentioned fisheries, the Company shall be considered dissolved, and its property shall be divided equally between the two parties, with the exception of the plots of land assigned free of charge to the Company by the Persian Government under Article 17 of the present Agreement. These plots shall revert to the Persian Government. The Persian Government undertakes, if the Company's concession is not renewed, not to grant a concession in respect of these fisheries to any third Power and its nationals for a period of 25 years thereafter. It undertakes to exploit them exclusively through the appropriate agencies of the Persian Government, and not to engage any specialists other than Persian subjects for the exploitation of these fisheries.

Article V.

The Persian and Soviet Governments shall have equal shares of 50 % in the Company.

Article VI.

In order to improve the organisation of the fisheries, to purchase the necessary fishing gear and appliances, and to defray the costs of exploiting the fisheries, the Company shall form a tota

capital which must not exceed three million tomans. Should this capital be found to be too high, the Parties shall create a total capital commensurate with actual requirements, one half being paid in by the Persian Government and the other half by the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. Both Parties shall pay in their shares at dates agreed upon between them, as required for the development of the undertaking. The payment due for the catch of previous years, which, according to Article XIII of the present Agreement, must be made to the Persian Government, shall be placed to the account of the Persian Government's share in the total capital required for exploitation. If the Persian Government does not pay its share in cash, the procedure established by Article VII of the present Agreement shall be followed. In that case, the following sums, which should have been paid to the Persian Government, shall be paid to the Soviet Government to be offset against the amounts due to that Government by the Persian Government :

- (a) Payment for the grant of the concession, in accordance with Article VIII.
- (b) 50 % of the net profits, in accordance with Article IX.

The Persian Government shall, however, be entitled, at any time it thinks fit, to effect and complete, in cash, the payment of its outstanding contributions. In that case, the sums mentioned in points (a) and (b) of this Article shall be paid to the Persian Treasury. After the Persian Government has paid its share of the total capital required for exploitation, the sums mentioned in points a) and b) of this Article shall be paid direct to the Persian Government.

Article VII.

If the sums mentioned in Article VI are insufficient to cover the Persian Government's share of the capital which is found to be actually necessary in accordance with Article VI; and if the Persian Government does not pay the remainder of its share, this part of the Persian Government's share shall be paid by the Soviet Government after a notification *ad hoc* has been made by the Persian Government to the Government of the Union of Soviet Socialist Republics. After the Persian Government has been informed by the Soviet Government that the payment has been made, it shall pay 8 % interest per annum on the amount advanced by the Soviet Government from the date of payment until the Persian Government's contributions to the above-mentioned capital has been made in full. With regard to the apportionment of the Company's profits, the Soviet Government shall not be entitled, even in cases provided for in the present Article, to receive a higher proportion of the Company's net profits than that specified in Article IX of the present agreement, *i.e.*, 50 %.

It is understood that the payment by the Persian Government of the above-mentioned 8 % shall not be taken into account in the apportionment of the profits in accordance with Article IX of the present Agreement.

Article VIII.

The annual payment made by the Company to the Persian Government for the grant of the concession in accordance with the present Agreement shall be effected as follows :

- (1) 80,000 tomans per annum from the gross receipts of the Company as a payment for the concession rights ;
- (2) 15 % of the remaining gross profit, which, after deduction of administrative and working expenses, shall be regarded as the Company's net profit.

The above-mentioned sums are not reckoned in the profit to which the Persian Government, as a shareholder in the Company, is entitled in accordance with Article IX of the present Agreement.

Article IX.

The whole of the net profit obtained from the Company's operations shall be divided equally — *i.e.*, 50 % to each Party — between the Persian and Soviet Governments, share-holders in the Company.

Note: The Company undertakes to dispose of the products of the fisheries at the most favourable price on the Soviet, Persian or foreign markets, selecting the market where the prices are most remunerative.

Article X.

The Board of Management of the Company, directing all its business and having its head office in Teheran, shall consist of six members appointed for one year. Three members shall be appointed by the Persian Government and three by the Soviet Government. The rulings and decisions of the Board of Management shall be given by a majority of votes.

The members of the Board of Management shall be appointed by both Parties not later than one month after the date when the present Agreement comes into force. The Chairman of the Board shall be one of its Persian members and shall be appointed by the Persian Government.

If, within thirty days after the expiry of the above-mentioned period of one month, either Party has not appointed any or all of the members of the Board, the Board shall, until those members are appointed, be regarded as competent to decide all questions with the members already appointed.

Article XI.

Both Parties agree that, in addition to Soviet specialists, Persian specialists who are Persian nationals shall be widely used at the fisheries, for which purpose the Company undertakes to organise suitable training for Persian specialists in its work. As specialists of Persian nationality become available, they shall be engaged by the Company and shall take the place of Soviet specialists. The remaining employees, labourers and fishery workmen, not requiring special knowledge, must be Persian nationals.

All employees of the Company must act and work in accordance with the instructions approved by the Board of the Company. At the same time, the Parties agree that the Company shall not have the right to engage other persons than Persian nationals and Soviet citizens.

Article XII.

The Company shall be subject to all laws, decrees and regulations by the Persian Council of Ministers for Persian companies, that are, or may hereafter be, in force in Persia. The Persian Government has the right, within the limits of these laws, decrees and regulations, to supervise the operations of the Company.

Article XIII.

From the year 1923, *i.e.*, after the year 1922, for which accounts have already been settled by a payment of 50,000 tomans, until the present Agreement comes into force, the Government of the Union of Soviet Socialist Republics shall pay to the Persian Government 50,000 tomans per annum for the exploitation of the fisheries.

In return for this the Persian Government shall waive payments of the outstanding Customs duties and other taxes on the fishery products exported and the fishing gear imported during those years.

Article XIV.

The Company's working year shall begin on October 1st, that month corresponding to the Persian month of Mehr. The Company shall settle its accounts with the Persian and Soviet Governments for each year not later than the beginning of the following month of April, which corresponds to the Persian month of Farvardine.

Article XV.

In order to avoid loss of time, the Company may start exploiting the fisheries immediately the capital necessary for beginning its work is paid up and the Company has notified the Persian Government that it is starting its work. The Parties shall pay the shares of the capital due from them at dates decided by the Board of the Company. If the Persian Government does not pay its share at the date fixed by the Board of Management of the Company, the Soviet Government shall pay this share in the manner specified in Article VII of the present Agreement.

Article XVI.

The Governments of Persia and of the Union of Soviet Socialist Republics shall grant complete exemption from Customs duties and other taxes levied on imports and exports, and also the right of free transit and coasting trade, for appliances, gear, products and other supplies required by the Company for operating the fisheries, and for all kinds of fish products obtained from the fisheries. In all cases, however, the above-mentioned articles shall not be exempt from Customs inspection. The Customs Administrations of both Parties, whilst carrying out the laws, regulations and provisions relating to Customs inspection, shall render every assistance to the Company in order to facilitate the above-mentioned importation and exportation.

Article XVII.

The Persian Government agrees to place at the disposal of the Company, free of cost, in the Concession area, such plots of land as are required for the fishery buildings and auxiliary plant. The Company undertakes to effect a settlement to the private owners of plots of land required for the above-mentioned buildings and plant.

Article XVIII.

The Governments of Persia and of the Union of Soviet Socialist Republics shall, each within its own spheres, render such assistance as may be necessary, for the work of the Company.

In particular, the Persian Government shall assist the Company both in preventing any illicit fishing in the waters leased by the latter and in ensuring that the Haram fish are really delivered to the Company.

Article XIX.

As the maintenance of order in the concession area is in the hands of the Persian Government, it agrees to render the Company such assistance as may be needed to carry into effect the provisions of the present Agreement, and to guard the warehouses and other fishery buildings.

Article XX.

The present Agreement shall be ratified by both Parties in accordance with the provisions of their laws. Ratification must take place in both countries as early as possible.

The Agreement shall come into force on the date of the exchange of ratifications, which shall take place at Teheran.

Article XXI.

The present Agreement has been drawn up and signed in the Persian, Russian and French languages, and each of the signatory Parties receives one copy in each language ; all three copies shall be regarded as authentic for the interpretation of the Agreement. In case of a dispute as to the interpretation of the Agreement, the French text shall be followed.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOL No. 1.

The Parties agree that in all the articles of the present Agreement in which Persian nationals are mentioned, this term shall not include former citizens of other States who have acquired Persian nationality.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOL No. 2.

The Persian Government agrees that the property purchased by the Soviet Government from Mr. Martin Lianozov in accordance with Paragraph 2 of the Agreement of August 10, 1923, (an extract from which is attached) between Martin Lianozov and the Directorate of State Fisheries, and sold to the above-mentioned Directorate by Martin Lianozov, who was the owner of this property under the Deed of Division of the movable and immovable property of the former firm of Lianozov Brothers, dated November 6, 1922, should be placed to the account of the contributions of the Soviet Government to the total capital of the Company. Plots of land acquired together with other property from Martin Lianozov are also included by the Soviet Government in its share if they form part of the Deed of Division of the property of the former firm of Lianozov Brothers dated November 6, 1922.

The Soviet Government agrees that the property which belonged to the other members of the former firm of Lianozov Brothers, and which was transferred to the Persian Government, shall be placed to the account of the Persian Government's contribution towards the total capital of the Company.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOL No. 3.

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics declares that all rights and claims of Martin Lianozov against the Persian Government and all claims arising therefrom against officials of the Persian Government have been transferred to the Soviet Government. The Soviet Government, acting both for itself and on behalf of the aforesaid person, consequently abandons all rights and claims outstanding at the present time and arising out of all the relations existing at this momente between the Persian Government and Martin Lianozov including claims based on arbitral awards, seeing that such arbitration is devoid of legal value.

The Persian Government for its part declares that it abandons all Government claims whatsoever against Martin Lianozov personally, and, generally, all claims whatsoever against the former property of Martin Lianozov which has been transferred to the Soviet Government under the agreement with the latter within the limits of the provisions of Protocol No. 2 of the present Agreement settling the question of the property of the fisheries.

All claims of Persian citizens against Martin Lianozov, no matter to whom transferred, may only be brought against Martin Lianozov through the Courts, and in no case may these settlements affect the property of the fisheries and the resources of the Company.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOL No. 4.

As an exception to the provisions of Article 3, paragraph *b*), of the Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, the Parties agree that "zander" (sudak), carp, and "vobla", may be caught both by the Company's fishermen and by private fishermen, provided that both must sell 60% of their catch of the above-mentioned three kinds of fish to the Company at prices which the Company shall, from time to time, fix in advance; they may dispose of the remaining 40% as they think fit and sell it to any purchasers, including the Company, at prices fixed by mutual agreement between the parties.

Delivery of the above-mentioned 60% of the catch of the three kinds of fish mentioned shall be verified by the Company, and the Persian Government shall render the Company the necessary assistance for carrying out this supervision.

If the above-mentioned 40% of the catch of "zander", carp, and "vobla", proves to be insufficient to meet the demand of the Persian home market, the Company shall take steps to supply the Persian market with this fish.

In addition, the Persian Government undertakes not to allow any other undertaking to be set up for the purpose of exporting abroad fish and fish products obtained in the Persian part of the Caspian Sea and in the rivers and streams flowing into it.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

PROTOCOL No. 5.

In cases where the Company may engage Soviet citizens in accordance with the provisions of Article II of the present Agreement, both Parties, in view of the importance of specialists for the Company, shall assist the Company by simplifying the passport and visa formalities for such persons.

Done at Moscow, October 1, 1927.

L. KARAKHAN.

Ali Gholi Khan ANSARI.

EXCHANGE OF NOTES.

NOTE NO. 1.

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

Fishing by means of chemicals or explosives and similar methods is strictly forbidden. With this exception, the Company is free as regards methods of fishing. But the Company is obliged, at the request of the Persian Government, to breed artificially any kinds of fish the natural reserves of which may become exhausted.

Further for the better protection of the fish reserves and to enable the fish to spawn freely, fishing is prohibited (1) in the Safid-Rud above the point defined in Article II, paragraph (a) throughout the year ; and (2) in the other rivers for one month, viz, from April 10 to May 10.

I have the honour, etc.

Ali Gholi Khan ANSARI.

To M. Lev Karakhan,
Deputy People's Commissary for
Foreign Affairs.

NOTE NO. 1.

(Reply).

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note couched in the following terms :

“ Fishing by means of chemicals or explosives and similar methods is strictly forbidden. With this exceptions the Company is free as regards methods of fishing. But the Company is obliged, at the request of the Persian Government, to breed artificially any kinds of fish, the natural reserves of which may become exhausted.

Further, for the better protection of the fish reserves and to enable the fish to spawn freely, fishing is prohibited (1) in the Safid-Rud above the point defined in Article II, paragraph (a) throughout the year ; and (2) in the other rivers for one month, viz, from April 10 to May 10. ”

I have the honour to inform you that my Government has taken note of the above-mentioned communication.

I have the honour, etc.

L. KARAKHAN.

M. Ali Gholi Khan Ansari,
Persian Minister for Foreign Affairs.

NOTE NO. 2.

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

The Persian Governemnt expresses the hope that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will not, either now or in future, support the claims of members and successors of the former firm of Lianozov Brothers against the Persian Government and its officials in respect

of all questions relating to the fisheries, and that it will not make any claim arising out of the arbitration that has taken place between the Persian Government and the above-mentioned members and successors.

The Persian Government also hopes that the Soviet Government does not intend to acquire, by purchase or otherwise, from the above-mentioned members and successors, the property which they regard as belonging to them in the fisheries on the southern shore of the Caspian Sea, except the property of Martin Lianozov, which has already been acquired by the Soviet Government.

I have the honour, etc.

Ali Gholi Khan ANSARI.

To M. Lev. Karakhan,
Deputy People's Commissary for Foreign Affairs.

NOTE No. 2.

(Reply.)

MOSCOW, *October 1, 1927.*

SIR,

I have the honour on behalf of my Government to acknowledge the receipt of your Note as follows :

“ The Persian Government expresses the hope that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will not, either now or in future, support the claims of members and successors of the former firm of Lianozov Brothers against the Persian Government and its officials in respect of all questions relating to the fisheries, and that it will not make any claim arising out of the arbitration that has taken place between the Persian Government and the above-mentioned members and successors.

The Persian Government also hopes that the Soviet Government does not intend to acquire, by purchase or otherwise, from the above-mentioned members and successors, the property which they regard as belonging to them in fisheries on the southern shore of the Caspian Sea, except the property of Martin Lianozov, which has already been acquired by the Soviet Government.”

I have the honour to state that my Government accepts the communication of the Persian Government contained in your Note.

I have the honour, etc.

L. KARAKHAN.

To M. Ali Gholi Khan Ansari,
Persian Minister for Foreign Affairs.

NOTE No. 3.

MOSCOW, *October 1, 1927.*

SIR,

I have the honour to inform you, on behalf of my Government, that all political propaganda and agitation among the local population and workmen, and all interference in the internal political, religious and social affairs of Persia by Soviet citizens employed by the Company under the provisions of the Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, are strictly forbidden. If this stipulation is infringed, the persons implicated will, if found guilty, be liable to penalties fixed by the Persian Court up to and including dismissal.

Similarly, no trade unions may be organised at the fisheries for Persian workmen, nor may the latter join any such unions.

In any case, if the company's employees who are Persian nationals are punished for offences against the laws of Persia and the ordinances of the Persian Government, the latter declines any responsibility for the consequences.

I have the honour, etc.,

Ali Gholi Khan ANSARI.

M. Lev Karakhan,
Deputy People's Commissary for Foreign Affairs.

NOTE No. 3.

(Reply.)

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

In reply to your note of to-day's date, I have the honour to inform you that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics, acting on the principle of non-interference in the internal affairs of Persia, agrees that the requirements regarding political propaganda and agitation laid down in your above-mentioned Note aforesaid be met if occasion arises.

With regard to the organisation of trade unions for Persian workmen and their admission to such unions, I have the honour to state that the Soviet Government takes note of your communication, since this question is within the competence of the Persian Government and a matter of Persian internal legislation.

I have the honour, etc.,

L. KARAKHAN.

M. Ali Gholi Khan Ansari,
Persian Minister for Foreign Affairs.

NOTE No. 4.

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

The Persian Government hopes that the Government of the Union of Soviet Socialist Republics will agree to consider favourably communications from the Persian Government concerning substantiated claims of Persian citizens against Martin Lianozov in respect of amounts received by him from those citizens on the security of the fisheries, and will take steps to settle them.

I have the honour, etc.,

Ali Gholi Khan ANSARI.

M. Lev Karakhan,
Deputy People's Commissary for Foreign Affairs.

NOTE No. 4.

(Reply.)

Moscow, *October 1, 1927.*

SIR,

The Government of the Union of Soviet Socialist Republics agrees to consider favourably communications from the Persian Government concerning substantiated claims of Persian citizens against Martin Lianozov in respect of amounts received by him from those citizens on the security of the fisheries, and will take steps to settle them.

I have the honour, etc.,

L. KARAKHAN.

M. Ali Gholi Khan Ansari,
Persian Minister for Foreign Affairs.

NOTE No. 5.

Moscow, October 1, 1927.

SIR,

On behalf of my Government, and in pursuance of Article 10 of the Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, I have the honour to confirm that the fact that the Chairman of the Board will be a Persian member does not involve any privilege for Persia in the settlement of business by the Board. No proposal made by either party can be carried into effect unless it is adopted by a majority vote.

I have the honour, etc.,

Ali Gholi Khan ANSARI.

M. Lev Karakhan,
Deputy People's Commissary for Foreign Affairs.

NOTE No. 5.

(Reply.)

Moscow, October 1, 1927.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note reading as follows :

" On behalf of my Government, and in pursuance of Article 10 of the Agreement regarding the Exploitation of the Fisheries on the Southern Shore of the Caspian Sea, I have the honour to confirm that the fact that the Chairman of the Board will be a Persian member does not involve any privilege for Persia in the settlement of business by the Board. No proposal made by either party can be carried into effect unless it is adopted by a majority vote. "

I have the honour to inform you that my Government has taken note of the Persian Government's communication.

I have the honour, etc.,

L. KARAKHAN.

M. Ali Gholi Khan Ansari.
Persian Minister for Foreign Affairs.

EXTRACT FROM THE CONTRACT WITH MARTIN LIANOZOV

DATED AUGUST 10, 1923.

" Martin Georgievitch Lianozov has now transferred to the Directorate of State Fisheries of the Commissariat of Supplies of the Russian Socialist Federal Soviet Republic all his rights to the above-mentioned movable and immovable property relating to the fisheries situated at Enzeli, in the Gulf of Enzeli, at Persian Astara, on the coast from Astara to the port of Enzeli, and for a distance of 10 (ten) versts to the east along the sea coast, consisting of installations and plots of land at Enzeli : (1) of a length of 50 (fifty) sazhen and a width of 41 (forty-one) sazhen and 2 (two) arshins ; (2) of an area of 1,792 (one thousand seven hundred and ninety-two) square khan arshins and 2 (two) vershoks ; (3) at the Enzeli fisheries together with the islands of " Kulan Guda " : *a*) the large one, having a length of 460 (four hundred and sixty) sazhen and a width of 326 (three hundred and twenty-six) sazhen, *b*) the small one having a length of 197 (one hundred and ninety-seven) sazhen and a width of 112 (one hundred and twelve) sazhen at Mordabe, together with the fishing-smacks " Makhigir ", " Léwa " and " Orel " ; materials, provisions, fishing gear, means of transport, refrigerating, cooerage, etc., works, office furniture, warehouses, and any other property which may exist in kind. "

BELGIQUE, GRANDE-BRETAGNE ET
IRLANDE DE NORD, CANADA, AUSTRALIE,
NOUVELLE-ZÉLANDE,
UNION SUD-AFRICAINE, INDE, FRANCE,
GRÈCE, ITALIE, JAPON,
POLOGNE, PORTUGAL, ROUMANIE,
TCHÉCOSLOVAQUIE,
YOUGOSLAVIE ET BULGARIE

Accord concernant le règlement des réparations bulgares,
avec clause finale et déclarations y annexées. Signés
à La Haye, le 20 janvier 1930.

BELGIUM, GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND, CANADA,
AUSTRALIA, NEW ZEALAND,
UNION OF SOUTH AFRICA, INDIA,
FRANCE, GREECE, ITALY,
JAPAN, POLAND, PORTUGAL, ROUMANIA,
CZECHOSLOVAKIA,
YUGOSLAVIA AND BULGARIA

Agreement regarding the Settlement of Bulgarian Repa-
rations, with Final Clause and Declarations annexed
thereto. Signed at The Hague, January 20, 1930.

N^o 2622. — ACCORD¹ CONCERNANT LE RÈGLEMENT DES RÉPARATIONS BULGARES. SIGNÉ A LA HAYE, LE 20 JANVIER 1930.

Textes officiels français et anglais communiqués par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne, le ministre des Affaires étrangères de Belgique et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 21 février 1931.

Les représentants dûment autorisés du GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI, DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD, DU GOUVERNEMENT DU CANADA, DU GOUVERNEMENT DU COMMONWEALTH D'Australie, DU GOUVERNEMENT DE NOUVELLE-ZÉLANDE, DU GOUVERNEMENT DE L'UNION DE L'AFRIQUE DU SUD, DU GOUVERNEMENT DE L'INDE, DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE LA BULGARIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE GRECQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PORTUGAL, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE, DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DE YOUGOSLAVIE,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Les Puissances créancières renoncent à la tranche *B* de la dette de réparation bulgare, telle qu'elle est définie par le Protocole du 21 mars 1923. La Grande-Bretagne, la France et l'Italie renoncent d'autre part, au solde non payé de leurs créances au titre des armées d'occupation.

2. Les Puissances créancières acceptent, en satisfaction totale du montant de la tranche *A* de la dette de réparations bulgare qui reste impayé à ce jour, les annuités en francs-or fixées, à l'Etat de payement ci-après, le franc-or demeurant défini par l'article 146 du Traité de Neuilly :

1^{er} avril 1930 : 5 millions de francs-or ;

1^{er} avril 1930 au 31 mars 1940 : dix annuités de 10,000,000 de francs-or ;

1^{er} avril 1940 au 31 mars 1950 : dix annuités de 11,500,000 francs-or ;

1^{er} avril 1950 au 31 mars 1966 : seize annuités de 12,515,238 francs-or.

¹DÉPÔT DES RATIFICATIONS :

BULGARIE	}	Paris, le 27 septembre 1930.
BELGIQUE		
GRANDE-BRETAGNE et IRLANDE DU NORD		
FRANCE		
ITALIE		
GRÈCE		
ROUMANIE	}	Paris, le 29 décembre 1930.
YOUGOSLAVIE		
CANADA	}	Paris, le 28 janvier 1931.
COMMONWEALTH D'Australie		
NOUVELLE-ZÉLANDE		
UNION SUD-AFRICAINE		
INDE		

No. 2622. — AGREEMENT¹ REGARDING THE SETTLEMENT OF
BULGARIAN REPARATIONS. SIGNED AT THE HAGUE,
JANUARY 20, 1930.

French and English official texts communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne, the Belgian Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place February 21, 1931.

THE DULY AUTHORISED REPRESENTATIVES OF THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, THE GOVERNMENT OF CANADA, THE GOVERNMENT OF THE COMMONWEALTH OF AUSTRALIA, THE GOVERNMENT OF NEW ZEALAND, THE GOVERNMENT OF THE UNION OF SOUTH AFRICA, THE GOVERNMENT OF INDIA, THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF BULGARIA, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF THE GREEK REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF POLAND, THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PORTUGAL, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA, THE GOVERNMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF JUGOSLAVIA

Have reached the following agreement :

1. The Creditor Powers waive their right to Tranche *B* of the Bulgarian reparation debt as defined by the Protocol of 21st March, 1923. Furthermore, Great Britain, France and Italy waive their claim to payment of the outstanding balance in respect of armies of occupation ;

2. The Creditor Powers accept in full and complete satisfaction of the total amount of Tranche *A* of the Bulgarian reparation debt which remains unpaid at this date the annuities expressed in gold francs fixed in the following Schedule of Payments, the gold franc as defined by article 146 of the Treaty of Neuilly.

1st April, 1930 : 5 millions in gold franc.

1st April, 1930, to 31st March, 1940 : 10 annuities of 10,000,000 in gold francs.

1st April, 1940, to 31st March, 1950 : 10 annuities of 11,500,000 in gold francs.

1st April, 1950, to 31st March, 1966 : 16 annuities of 12,515,238 in gold francs.

¹ DEPOSIT OF RATIFICATIONS :

BULGARIA	}	Paris, September 27, 1930.
BELGIUM		
GREAT BRITAIN and NORTHERN IRELAND		
FRANCE		
ITALY		
GREECE		
ROUMANIA	}	Paris, December 29, 1930.
YUGOSLAVIA		
CANADA	}	Paris, January 28, 1931.
COMMONWEALTH OF AUSTRALIA		
NEW ZEALAND		
UNION OF SOUTH AFRICA		
INDIA		

Le premier paiement prévu pour le 1^{er} avril 1930 sera effectué en un seul versement à ladite date. Les annuités suivantes seront payables en deux semestrialités égales à semestre échu, le 30 septembre et 31 mars de chaque année, le premier le 30 septembre 1930 et le dernier le 31 mars 1966.

3. Les annuités fixées à l'article 2 constitueront une charge inconditionnelle, les Parties signataires renonçant dorénavant à l'application de l'article 122 du Traité de Neuilly. Toutefois, la Bulgarie pourra, le cas échéant, demander l'application de la procédure de suspension de transfert instituée par la décision de la Commission des Réparations du 23 juillet 1926 comme suite au Plan financier approuvé par le Conseil de la Société des Nations le 10 juin 1926.

Ces annuités bénéficieront des mêmes gages spéciaux que les annuités de l'Etat des Payements du 21 mars 1923, tels que ces gages se comportent en vertu des Protocoles des 21 mars 1923 et 24 septembre 1928. Elles seront représentées par un certificat de dette muni de coupons, qui sera remis par le Gouvernement bulgare à la Banque des Règlements internationaux agissant en tant que mandataire des Puissance créancières.

Le privilège de premier rang établi par l'article 132 du Traité de Neuilly sur tous les biens et ressources de la Bulgarie pour le règlement des réparations et autres charges visées par cet article cessera d'avoir effet. Mais, pour le cas où le produit des gages spéciaux tomberait au-dessous de 150 p. c. des sommes nécessaires au service de l'annuité, le Gouvernement bulgare s'engage à affecter aux réparations sur la demande et avec l'acceptation de la Banque des Règlements internationaux des gages supplémentaires rétablissant au moins ce pourcentage et à promulguer toutes lois nécessaires à cet effet.

4. La Banque Nationale de Bulgarie sera maintenue dans ses attributions et obligations relatives au paiement des réparations, telles qu'elles résultent du règlement du 7 juillet 1923, relatif à l'application du Protocole du 21 mars 1923, et elle se conformera à ce règlement pour tout ce qui concerne la perception du produit des gages, la constitution en monnaie nationale du fonds des annuités et la conversion en devises étrangères.

5. Les droits et pouvoirs conférés à la Commission des Réparations et à la Commission interalliée de Bulgarie seront transférés, dans la mesure nécessaire, à la Banque des Règlements internationaux. En conséquence, les relations entre la Commission des Réparations et la Commission interalliée de Bulgarie, d'une part, et le Gouvernement bulgare, d'autre part, prendront fin dès que cela sera possible. Les modalités et la date de ce transfert seront arrêtés par un Comité constitué par deux représentants du Gouvernement bulgare, par quatre représentants de la Commission des Réparations ou de la Commission interalliée de Bulgarie dont le délégué commun à la Commission des Réparations ou un représentant désigné par lui et le cas échéant par deux représentants de la Banque des Règlements internationaux.

6. En outre, et en sus des paiements fixés par l'article 2, le Gouvernement bulgare demeurera tenu de toutes ses obligations à l'égard des ressortissants des Puissances créancières, ressortissants dont les droits tels qu'ils existent actuellement ne sont en rien touchés par le présent accord.

Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas encore adhéré au Contrat du 14 avril 1923, relatif à un moratoire accordé au Gouvernement bulgare par les créanciers français et belges, à l'avenant du 10 octobre 1923 audit contrat et à l'Accord du 14 avril 1923 relatif à l'émission d'obligations 6 ½ p. c. 1923 de l'Etat bulgare pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930, et le Gouvernement bulgare s'engage à accepter ces adhésions et à leur donner plein effet.

7. Les Gouvernements créanciers renoncent, à dater de la mise en vigueur du présent accord, à exercer leur droit de retenir et de liquider les biens, droits et intérêts des ressortissants bulgares, pour autant que ces biens ne sont pas encore liquides ou liquidés ou qu'il n'en a pas été disposé de façon définitive.

Toutefois, les biens bulgares sujets à liquidation en Roumanie ont fait l'objet d'un accord sur la base d'un versement de 110 millions de lei à faire à la Roumanie en deux tranches égales dont la première payable trois mois après la ratification, la seconde dans un délai d'un an. Cet accord fait partie intégrante du présent accord.

The first payment provided for 1st April, 1930, shall be made in full at that date. Subsequent annuities shall be payable in two equal half-yearly instalments on 30th September and 31st March of each year, the first instalment falling due on 30th September, 1930 and the last on 31st March, 1966.

3. The annuities fixed in Article 2 shall constitute an unconditional obligation and the parties signatory to the present agreement waive their right to demand the application of Article 122 of the Treaty of Neuilly. Bulgaria may, however, if the need arises request the application of the system of postponement of transfer instituted by the Reparation Commission's decision of 23rd July, 1926, pursuant to the Financial Scheme approved on 10th June, 1926, by the Council of the League of Nations.

These annuities shall enjoy the benefit of the same special securities as are assigned to the annuities of the Schedule of Payments of 21st March, 1923, by virtue of the Protocols of 21st March, 1923 and 24th September, 1928. They shall be represented by a debt certificate, with coupons attached, with shall be handed over by the Bulgarian Government to the Bank for International Settlements acting as trustee for the Creditor Powers.

The first charge established by Article 132 of the Treaty of Neuilly upon all the assets and revenues of Bulgaria for the cost of reparation and other costs referred to in that Article shall cease to have effect. But if the product of the special securities falls below 150 % of the sums necessary for the service of the annuity, the Bulgarian Government undertakes at the request of the Bank for International Settlements, to assign to reparations additional securities which shall be considered acceptable by the said Bank and shall at least restore the said percentage, and to promulgate any laws necessary for this purpose.

4. The National Bank of Bulgaria shall retain its present functions and obligations in regard to the payment of reparations arising out of the Regulations of 7th July, 1923, regarding the application of the Protocol of 21st March, 1923, and shall comply with those Regulations in regard to the collection of the proceeds from the securities, the constitution in national currency of the annuity funds and their conversion into foreign currencies.

5. The rights and powers conferred on the Reparation Commission and on the Interallied Commission in Bulgaria shall, in so far as is necessary, be transferred to the Bank for International Settlements.

Consequently, the relations between the Reparation Commission and the Interallied Commission in Bulgaria, of the one part, and the Bulgarian Government, of the other part, shall terminate as soon as possible. The conditions and the date of the date of this transfer shall be determined by a Committee consisting of two representatives of the Bulgarian Government, of four representatives of the Reparation Commission, or of the Interallied Commission in Bulgaria (one of whom shall be the common delegate on the Reparation Commission or a representative appointed by him), and, if possible, of two representatives of the Bank for International Settlements.

6. Further, and in addition to the payments fixed by Article 2, the Bulgarian Government shall remain responsible for all its obligations to the nationals of the Creditor Powers whose rights as now existing are in no way affected by the present Agreement.

The Creditor Government who have not yet adhered to the contract of 14th April, 1923, relating to a moratorium granted to the Bulgarian Government by the French and Belgian Creditors, to the rider of 10th October, 1923, to the said contract and to the Agreement of 14th April, 1923, relating to the issue of Bulgarian 6 ½ % State Bonds, 1923, may adhere thereto up to June, 1930, and the Bulgarian Government undertakes to accept such adhesions and to give full effect thereto.

7. As from the date of the coming into force of the present agreement, the Creditor Governments waive their right to retain and liquidate the property, rights and interests of Bulgarian nationals, in so far as such property is not yet liquid or liquidated or has not been disposed of finally. Nevertheless, Bulgarian property subject to liquidation in Roumania has formed the subject of an agreement on the basis of a payment of 110 million lei to be made to Roumania in two equal instalments, the first of which shall be payable three months after ratification, and the second within a year. This agreement forms an integral part of the present Agreement.

8. La Bulgarie s'engage à conclure dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du présent accord, tous arrangements nécessaires pour assurer le service régulier de la quote-part de la dette ottomane qui lui incombe et à s'acquitter sans délai des obligations qui découleront pour elle desdits accords.

9. A l'exception de celles qui ont fait l'objet d'un accord spécial antérieur ou d'une convention conclue en vertu du Traité de Neuilly, ainsi que de celles qui résultent de l'article 141 du dit Traité, toutes réclamations du Gouvernement bulgare à l'encontre des Puissances créancières ou de leurs ressortissants, ainsi que toute réclamation des ressortissants bulgares à l'encontre des Puissances créancières, fondées sur une disposition du Traité de Neuilly sont annulées de plein droit du fait du présent accord.

10. Les réclamations d'ordre privé des ressortissants des Puissances créancières dont le Traité de Neuilly prévoit le règlement, soit par l'intermédiaire des Offices de Compensation, soit par les Tribunaux arbitraux mixtes et qui n'auront pas été régulièrement introduites devant ces organismes avant la mise en vigueur du présent accord n'y seront plus recevables.

11. Les créances de la Bulgarie contre l'Allemagne, visées à l'article 145 du Traité de Neuilly et toutes créances de l'Allemagne contre la Bulgarie visées à l'article 261 du Traité de Versailles ont été annulées par l'Accord de La Haye de janvier 1930 conclu avec l'Allemagne. La Bulgarie en prend acte et accepte ladite annulation.

De même, toutes créances de la Bulgarie contre l'Autriche et la Hongrie visée audit article du Traité de Neuilly et toute créance de l'Autriche et de la Hongrie contre la Bulgarie respectivement visée aux articles 213 du Traité de Saint-Germain et 196 du Traité de Trianon sont annulées. Tous instruments et documents relatifs à ces créances seront détruits.

12. Rien, dans le présent arrangement, ne modifie les droits résultant, pour la Société des porteurs de créances civiles en Bulgarie, du contrat intervenu le 30 mai 1923 entre eux et la Banque Nationale de Bulgarie. Les Gouvernements créanciers qui n'ont pas adhéré à ce contrat pourront y adhérer jusqu'au 30 juin 1930.

13. Au cas où la Banque des Règlements Internationaux n'accepterait pas dans son intégralité, le mandat qui lui est confié par le présent accord, la nomination d'un mandataire (Trustee) se substituant, dans la mesure nécessaire, à la Banque, serait du ressort du comité constitué en vertu de l'article 5.

14. Tout différend entre les Parties contractantes concernant l'interprétation ou l'application du présent accord sera soumis, pour décision définitive, au Tribunal prévu par l'Accord de La Haye, de janvier 1930, conclu avec l'Allemagne, conformément à la procédure qui y est instituée. A l'occasion de ces différends, le membre nommé par le Gouvernement allemand sera remplacé par un membre nommé par le Gouvernement bulgare.

CLAUSE FINALE

Le présent accord, dont les textes français et anglais feront foi, sera ratifié.

Le dépôt des ratifications sera effectué à Paris le plus tôt possible.

Les Puissances dont le gouvernement a son siège hors d'Europe auront la faculté de se borner à faire connaître au Gouvernement de la République française, par leur représentant diplomatique à Paris, que leur ratification a été donnée et, dans ce cas, elles devront en transmettre l'instrument aussitôt que faire se pourra.

Un premier procès-verbal de dépôt des ratifications sera dressé dès que l'accord aura été ratifié par la Bulgarie, d'une part, et d'autre part, par quatre d'entre les Gouvernements de Belgique, de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et du Japon et par trois d'entre les Gouvernements de Grèce, de Pologne, du Portugal, de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie.

Le présent accord entrera en vigueur entre les Parties contractantes qui l'auront ainsi ratifié dès la date de ce premier procès-verbal.

8. Bulgaria undertakes to conclude within six months of the coming into force of the present Agreement the arrangements necessary to ensure the regular service of the quota of the Ottoman Debt for which she is liable and to meet without delay the obligations devolving upon her as a result of the said arrangements.

9. With the exception of claims which have been the subject of a previous special agreement or of a convention concluded in pursuance of the Treaty of Neuilly and also of claims arising under Article 141 of that Treaty, all claims of the Bulgarian Government against the Creditor Powers or their nationals and also all claims of Bulgarian nationals against the Creditor Powers based on the provisions of the Treaty of Neuilly are completely cancelled by the present Agreement.

10. No private claims of nationals of the Creditor Powers, which under the Treaty of Neuilly should be settled either by the intervention of the Clearing Office or by the Mixed Arbitral Tribunals and which have not been regularly laid before those bodies before the coming into force of the present agreement, shall be received by them.

11. The claims of Bulgaria against Germany referred to in Article 145 of the Treaty of Neuilly and any claims of Germany against Bulgaria referred to in Article 261 of the Treaty of Versailles¹ have been cancelled by the Agreement with Germany of even date concluded at The Hague Conference. Bulgaria takes note of and accepts this cancellation.

Equally any claim of Bulgaria against Austria or Hungary referred to in the said Article 145 of the Treaty of Neuilly and any claim of Austria or Hungary against Bulgaria respectively referred to in Article 213 of the Treaty of St. Germain² and Article 196 of the Treaty of Trianon³ are cancelled; any securities or documents relating to these claims shall be destroyed.

12. Nothing in the present Agreement shall modify the rights which the Société des Porteurs de Créances Civiles en Bulgarie derives from the contract entered into with the National Bank of Bulgaria on 30th May, 1923. The Creditor Governments which have not yet adhered to the said contract may adhere thereto up to 30th June, 1930.

13. Should the Bank for International Settlements not accept the whole of the functions attributed to it by the present Agreement, the appointment of some other trustee to be substituted so far as necessary for the Bank, will form part of the task of the Committee constituted under Article 5.

14. Any dispute between the Contracting Parties as to the interpretation or application of the present Agreement shall be submitted for final decision to the Tribunal referred to in The Hague⁴ Agreement with Germany of January, 1930 in accordance with the procedure established in that Agreement. Provided always that on the occasion of any such dispute the place of the Member of the Tribunal appointed by the German Government will be taken by a Member appointed by the Bulgarian Government.

FINAL CLAUSE.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be ratified.

The deposit of ratifications shall be made at Paris as soon as possible.

The Powers of which the seat of government is outside Europe will be entitled to inform the Government of the French Republic through their diplomatic representative at Paris that their ratification has been given; in that case they must transmit the instrument of ratification as soon as possible.

A first *procès-verbal* of the deposit of ratifications will be drawn up as soon as the Agreement has been ratified by Bulgaria on the one hand and on the other hand four of the following Governments, that is to say, Belgium, Great Britain, France, Italy and Japan, and three of the following Governments, that is to say, Greece, Poland, Portugal, Roumania, Czechoslovakia and Jugoslavia.

The present Agreement will come into force, between the Contracting Parties who have thus ratified, from and after the date of the first *procès-verbal*.

Sous réserve des dispositions qui précèdent, l'accord entrera en vigueur, pour chaque gouvernement signataire, à la date de sa notification du dépôt de sa ratification.

Le Gouvernement français remettra à tous les Gouvernements signataires une copie certifiée conforme des procès-verbaux de dépôt des ratifications.

Fait à La Haye, le 20 janvier 1930.

Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCOUL.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
Granville RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
A.-D. BOUROFF.
V.-L. MOLOFF.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J.-G. POLITIS.
A. MOSCONI.

A. PIRELLI.
Suvich.
ADAFI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G.-G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
AL. ZEUCEANO.
Dr Edard BENES.
Stefan OSUSKY.
Dr V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

DÉCLARATIONS

DES GOUVERNEMENTS CRÉANCIERS JOINTE A L'ACCORD AVEC LA BULGARIE.

Les Gouvernements créanciers ont pris note de la demande du Gouvernement bulgare tendant à bénéficier d'une remise d'une partie de sa dette au cas où les Gouvernements créanciers obtiendraient eux-mêmes des remises de dettes interalliées. Ils se déclarent prêts, le cas échéant, à examiner collectivement avec bienveillance la possibilité de faire bénéficier la Bulgarie d'avantages proportionnels à ceux que le Mémoire spécial des Experts des principales Puissances créancières et de l'Allemagne, concernant les paiements extérieurs, joint au Rapport¹ des Experts du 7 juin 1929, accorde à l'Allemagne, sans que, toutefois, aucune Puissance ne puisse, du chef de ce réexamen éventuel, voir réduire de plus de 50 p. c. sa part dans les annuités bulgares.

CONFÉRENCE DE LA HAYE 1930.

Le Gouvernement bulgare s'engage à payer la somme de £8.000 pour couvrir les frais de liquidation de la Commission interalliée de Bulgarie. Cette somme est en sus des mensualités prévues pour l'entretien de la commission.

20 janvier 1930.

A.-D. BOUROFF.

V.-L. MOLLOFF.

Save as above provided the Agreement will come into force for each Signatory Government at the date of notification or of the deposit of its ratification.

The French Government will transmit to all the Signatory Governments a certified copy of the procès-verbaux of the deposit of ratifications.

Done at The Hague in a single copy the 20th January, 1930.

Henri JASPAR.
Paul HYMANS.
E. FRANCOU.
Philip SNOWDEN.
Peter LARKIN.
Granville RYRIE.
E. TOMS.
Philip SNOWDEN.
Philip SNOWDEN.
A. D. BOUROFF.
VL. MOLLOFF.
Henri CHÉRON.
LOUCHEUR.
N. POLITIS.
J. G. POLITIS.
A. MOSCONI.

A. PIRELLI.
SUVICH.
ADATCI.
K. HIROTA.
J. MROZOWSKI.
R. ULRICH.
Tomaz FERNANDES.
G. G. MIRONESCO.
N. TITULESCO.
J. LUGOSIANO.
Al. ZEUCEANO.
Dr Edouard BENES
Stefan OSUSKY.
Dr. V. MARINKOVITCH.
Const. FOTITCH.

DECLARATIONS

BY THE CREDITOR GOVERNMENTS ATTACHED TO THE AGREEMENT WITH BULGARIA.

The Creditor Governments have taken note of the Bulgarian Government's request to benefit by a remission of a portion of its debt in the event of the Creditor Governments themselves obtaining remission of the interallied debts. They state their readiness collectively, if necessary, to consider favourably the possibility of allowing Bulgaria to have the benefit of advantages proportional to those which the Special Memorandum of the Experts of the Principal Creditor Powers and Germany concerning out-payments, appended to the Experts' Report of June 7th, 1929, grants to Germany, without, however, any Power having its share in Bulgarian annuities reduced by more than 50 per cent. as a result of this possible reconsideration.

CONFERENCE OF THE HAGUE, 1930.

The Bulgarian Government hereby undertake to pay a sum of £8,000 towards the expenses of the liquidation of the Interallied Commission, in addition to all monthly payments for which it is liable apart from this undertaking.

20th January 1930.

A. D. BOUROFF.

VL. MOLLOFF.

N° 2623.

ALBANIE, ALLEMAGNE
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
AUTRICHE, BELGIQUE, etc.

Convention internationale pour la
répression du faux monnayage et
protocole. Signés à Genève, le
20 avril 1929.

ALBANIE, GERMANY,
UNITED STATES OF AMERICA,
AUSTRIA, BELGIUM, etc.

International Convention for the
Suppression of Counterfeiting
Currency and Protocol. Signed
at Geneva, April 20, 1929.

N° 2623. — CONVENTION ¹ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION ¹ FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

Textes officiels français et anglais. Cette convention et le protocole y relatif ont été enregistrés par le Secrétariat, conformément à l'article 28 de la convention, le 22 février 1931, jour de leur entrée en vigueur.

Official texts in English and French. This Convention and the Protocol relating thereto were registered with the Secretariat in accordance with Article 28 of the Convention, February 22, 1931, the date of their entry into force.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE ; LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND ; LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ; LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ; SA

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA ; THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH ; THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA ; THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN

¹ DÉPÔT DES RATIFICATIONS :

ESPAGNE (28 avril 1930).
BULGARIE (22 mai 1930).
PORTUGAL (18 septembre 1930).
YUGOSLAVIE (24 novembre 1930).
DANEMARK (19 février 1931).

Procédant au dépôt de l'instrument de ratification par Sa Majesté le Roi de Danemark et d'Islande sur la Convention internationale pour la répression du faux monnayage, avec Protocole, signée à Genève, le 20 avril 1929, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de déclarer que la ratification de mon Gouvernement est subordonnée à la réserve que la Convention et le Protocole susmentionnés ne prendront effet, en ce qui concerne le Danemark, qu'à l'entrée en vigueur du Code pénal danois du 15 avril 1930.

A ce propos, j'ai l'honneur de faire remarquer que, selon une loi spéciale de la même date, le Code pénal en question doit être mis en vigueur par un arrêté du Ministre de la Justice, le 1^{er} janvier 1933 au plus tard.

NORVÈGE (16 mars 1931).
GRÈCE (19 mai 1931).
AUTRICHE (25 juin 1931).
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES (13 juillet 1931).
TCHÉCOSLOVAQUIE (12 septembre 1931).
MONACO (21 octobre 1931).

ADHÉSION :

ESTONIE (30 août 1930).

¹ DEPOSIT OF RATIFICATIONS :

SPAIN (April 28, 1930).
BULGARIA (May 22, 1930).
PORTUGAL (September 18, 1930).
YUGOSLAVIA (November 24, 1930).
DENMARK (February 19, 1931).

Upon depositing the instrument of ratification by His Majesty the King of Denmark and Iceland of the International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, with Protocol, signed at Geneva on April 20, 1929, I have the honour, by order of my Government, to state that my Government's ratification is subject to the reservation that the above-mentioned Convention and Protocol will take effect in respect of Denmark only upon the coming into force of the Danish Penal Code of April 15, 1930.

In this connexion, I have the honour to point out that under a special law of the same date the Penal Code in question is to be brought into force by an Ordinance of the Minister of Justice not later than January 1st, 1933.

NORWAY (March 16, 1931).
GREECE (May 19, 1931).
AUSTRIA (June 25, 1931).
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS (July 13, 1931).
CZECHOSLOVAKIA (September 12, 1931).
MONACO (October 21, 1931).

ACCESSION :

ESTONIA (August 30, 1930).

MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ; SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELÀ DES MERS, EMPEREUR DES INDES ; SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES ; LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA ; SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE ; SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE ; SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ; SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON ; SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG ; SON ALTESSE SÉRÉNISSE LE PRINCE DE MONACO ; SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA ; SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE ; SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE ; SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES ; LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES ; LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE ; LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

Désireux de rendre de plus en plus efficaces la prévention et la répression du faux monnayage ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ALBANIE :

Le Dr STAVRO STAVRI, Chargé d'affaires à Paris ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

Le Dr ERICH KRASKE, « Vortragender Legationsrat » au Ministère des Affaires étrangères ;

Le Dr WOLFGANG METTGENBERG, « Ministerialrat » au Ministère de la Justice du Reich ;

Le Dr VOCKE « Geheimer Finanzrat », membre du « Reichsbankdirektorium » ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. HUGH R. WILSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le Conseil fédéral suisse ;

REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS ; HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN, IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS ; THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF CHINA ; THE PRESIDENT OF THE COLOMBIAN REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA ; HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC, FOR THE FREE CITY OF DANZIG ; HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN ; THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC ; HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY ; HIS MAJESTY THE KING OF ITALY ; HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN ; HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG ; HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO ; HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY ; THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA ; HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS ; THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC ; THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC ; HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA ; HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES ; THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS ; THE SWISS FEDERAL COUNCIL ; THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Being desirous of making more and more effective the prevention and punishment of counterfeiting currency, have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF ALBANIA :

Dr. STAVRO STAVRI, Chargé d'Affaires in Paris ;

THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. ERICH KRASKE, « Vortragender Legationsrat » at the Ministry for Foreign Affairs ;

Dr. WOLFGANG METTGENBERG, « Ministerialrat » at the Ministry of Justice of the Reich ;

Dr. VOCKE, « Geheimer Finanzrat », Member of the Reichsbankdirektorium ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. HUGH R. WILSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Swiss Federal Council ;

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE
D'AUTRICHE :

Le Dr Bruno SCHULTZ, directeur de police,
chef de la Section de police criminelle
à la Préfecture de police de Vienne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. SERVAIS, ministre d'Etat, Procureur
général honoraire à la Cour d'Appel de
Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE,
D'IRLANDE, ET DES TERRITOIRES BRITAN-
NIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES
INDES :

POUR LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE
DU NORD, AINSI QUE TOUTES PARTIES DE
L'EMPIRE BRITANNIQUE NON MEMBRES SÉ-
PARÉS DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS :

Sir John FISCHER WILLIAMS, conseiller
juridique britannique à la Commission
des Réparations ;

Leslie S. BRASS, Esq., « Assistant Principal
at the Home Office » ;

POUR L'INDE :

Vernon DAWSON, Esq. C.I.E., « Principal
at the India Office » ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

M. D. MIKOFF, chargé d'affaires à Berne ;

LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL
DE LA RÉPUBLIQUE CHINOISE :

M. Lone LIANG, conseiller de la Légation
de Chine près le président du Reich
allemand ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CO-
LOMBIE :

Le Dr Antonio José RESTREPO, envoyé
extraordinaire et ministre plénipoten-
tiaire, délégué permanent auprès de
la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, envoyé
extraordinaire et ministre plénipoten-
tiaire, délégué permanent auprès de la
Société des Nations ;

M. Manuel R. ALVAREZ, attaché commer-
cial à la Délégation permanente auprès
de la Société des Nations ;

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN
REPUBLIC :

Dr. Bruno SCHULTZ, Police Director, Chief
of Section of Criminal Police at the
Prefecture of Police of Vienna ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. SERVAIS, Minister of State, Honorary
Public Prosecutor at the Brussels Court
of Appeal ;

HIS MAJESTY THE KING OF GREAT BRITAIN,
IRELAND AND THE BRITISH DOMINIONS
BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA :

FOR GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND
AND ALL PARTS OF THE BRITISH EMPIRE
WHICH ARE NOT SEPARATE MEMBERS OF
THE LEAGUE OF NATIONS :

Sir John FISCHER WILLIAMS, British Legal
Representative at the Reparations Com-
mission ;

Leslie S. BRASS, Esq., Assistant Principal
at the Home Office ;

FOR INDIA :

Vernon DAWSON, Esq., C.I.E., Principal
at the India Office ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

M. D. MIKOFF, Chargé d'Affaires in Berne ;

THE PRESIDENT OF THE NATIONAL GOVERN-
MENT OF THE REPUBLIC OF CHINA :

M. Lone LIANG, Counsellor of the Legation
of China to the President of the German
Reich ;

THE PRESIDENT OF THE COLOMBIAN REPUBLIC :

Dr. Antonio José RESTREPO, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary,
Permanent Delegate accredited to the
League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CUBA :

M. G. DE BLANCK Y MENOCAL, Envoy
Extraordinary and Minister Plenipo-
tentiary, Permanent Delegate accredited
to the League of Nations ;

M. Manuel R. ALVAREZ, Commercial Atta-
ché to the Permanent Delegation accre-
dited to the League of Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK :

M. William BORBERG, délégué permanent
auprès de la Société des Nations ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
POUR LA VILLE LIBRE DE DANTZIG :

M. François SOKAL, ministre plénipoten-
tiaire, délégué de la République de
Pologne à la Société des Nations ;

M. John MUHL, premier procureur et chef
de la Police criminelle de la Ville libre ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE :

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, MARQUIS
DE LA TORREHERMOSA, envoyé extra-
ordinaire et ministre plénipotentiaire
près le Conseil fédéral suisse ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Le comte DE CHALENDAR, attaché financier
à l'Ambassade près Sa Majesté britan-
nique ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE HELLÉNIQUE :

M. Mégalos CALOYANNI, conseiller hono-
raire à la Haute Cour d'Appel du Caire ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU
ROYAUME DE HONGRIE :

M. P. DE HEVESY DE HEVES, ministre
résident, délégué permanent auprès de la
Société des Nations ;

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Commendatore docteur Ugo ALOISI, con-
seiller à la Cour de Cassation, attaché au
Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

M. Raizaburo HAYASHI, procureur général
de la Cour de Cassation ;
M. Shigeru NAGAI, directeur de l'Hôtel des
Monnaies ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE
DE LUXEMBOURG :

M. Charles G. VERMAIRE, consul à Genève ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE PRINCE DE
MONACO :

M. Rodolphe ELLÈS, vice-consul à Genève ;

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK :

M. William BORBERG, Permanent Delegate
accredited to the League of Nations ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC,
FOR THE FREE CITY OF DANZIG :

M. François SOKAL, Minister Plenipoten-
tiary, Delegate of the Polish Republic
accredited to the League of Nations ;

M. John MUHL, First Prosecutor and Head
of the Criminal Police of the Free City ;

HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN :

M. Mauricio LOPEZ ROBERTS, MARQUIS
DE LA TORREHERMOSA, Envoy Extra-
ordinary and Minister Plenipotentiary to
the Swiss Federal Council ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC

Count DE CHALENDAR, Financial Attaché
to the Embassy accredited to His
Britannic Majesty ;

THE PRESIDENT OF THE HELLENIC REPUBLIC :

M. Mégalos CALOYANNI, " Conseiller hono-
raire " to the High Court of Appeal at
Cairo ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE
KINGDOM OF HUNGARY :

M. P. DE HEVESY DE HEVES, Resident
Minister, Permanent Delegate accredited
to the League of Nations ;

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Commendatore Dr. Ugo ALOISI, Counsellor
at the " Cour de Cassation ", Attaché
to the Ministry of Justice ;

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

M. Raizaburo HAYASHI, Public Prosecutor
of the Supreme Court ;
M. Shigeru NAGAI, Director of the Imperial
Mint ;

HER ROYAL HIGHNESS THE GRAND DUCHESS
OF LUXEMBURG :

M. Charles G. VERMAIRE, Consul at Geneva ;

HIS SERENE HIGHNESS THE PRINCE OF MONACO :

M. Rodolphe ELLÈS, Vice-Consul at Geneva ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Chr. L. LANGE, secrétaire général de l'Union interparlementaire ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Le Dr AROSEMENA, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Le baron A. A. VAN DER FELTZ, ancien chef de la Centrale néerlandaise pour la répression des falsifications, ancien procureur général près la Cour d'Appel d'Amsterdam ;

M. P. J. GERKE, trésorier général au Département des Finances des Indes néerlandaises ;

M. K. H. BROEKHOFF, commissaire de police de l'Etat, inspecteur en chef de police ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

M. François SOKAL, ministre plénipotentiaire, délégué à la Société des Nations ;

Le Dr Vlodzimierz SOKALSKI, juge à la Cour Suprême ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Le Dr José CAEIRO DA MATTA, directeur de la Banque de Portugal, professeur à la Faculté de droit de l'Université de Lisbonne ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE ROUMANIE :

M. Constantin ANTONIADE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de la Société des Nations ;

M. Vespasien V. PELLA, professeur de droit pénal à l'Université de Jassy ;

M. Pascal TONCESCO, avocat à la Cour d'Appel ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

Le Dr Thomas GIVANOVITCH, professeur de droit criminel à l'Université de Belgrade ;

LE COMITÉ CENTRAL EXÉCUTIF DE L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES :

M. Georges LACHKEVITCH, conseiller juridique de l'Ambassade de l'Union près le Président de la République française ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

M. Chr. L. LANGE, Secretary-General of the Interparliamentary Union ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF PANAMA :

Dr. AROSEMENA, Secretary of State for Foreign Affairs ;

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Baron A. A. VAN DER FELTZ, Former Head of the Dutch Central Office for the Suppression of Falsifications, Former General Prosecutor to the Court of Appeal of Amsterdam ;

M. P. J. GERKE, Treasurer-General to the Department of Finance of the Dutch Indies ;

M. K. H. BROEKHOFF, State Commissioner of Police, Chief Inspector of Police ;

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. François SOKAL, Minister Plenipotentiary, Delegate accredited to the League of Nations ;

Dr. Vlodzimierz SOKALSKI, Judge at the Supreme Court ;

THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Dr. José CAEIRO DA MATTA, Director of the Bank of Portugal, Professor of Law at the University of Lisbon ;

HIS MAJESTY THE KING OF ROUMANIA :

M. Constantin ANTONIADE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to the League of Nations ;

M. Vespasien V. PELLA, Professor of Criminal Law at the University of Jassy ;

M. Pascal TONCESCO, Counsellor at the Court of Appeal ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. Thomas GIVANOVITCH, Professor of Criminal Law at the University of Belgrade ;

THE CENTRAL EXECUTIVE COMMITTEE OF THE UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS :

M. Georges LACHKEVITCH, Legal Adviser to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic ;

M. Nicolas LIUBIMOV, attaché à l'Ambassade de l'Union près le président de la République française ;

M. Nicolas LIUBIMOV, Attaché to the Embassy of the Union, accredited to the President of the French Republic ;

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. E. DELAQUIS, chef de la Division de police du Département fédéral de Justice et Police, professeur de droit à l'Université de Berne ;

M. E. DELAQUIS, Head of the Police Division of the Federal Department of Justice and Police, Professor of Law at the University of Berne ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Le Dr Jaroslav KALLAB, professeur de droit pénal et international à l'Université de Brno ;

Dr. Jaroslav KALLAB, Professor of Penal and International Law at the University of Brno ;

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

PREMIÈRE PARTIE

PART I.

Article premier.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes reconnaissent les règles exposées dans la première partie de la présente convention comme le moyen le plus efficace, dans les circonstances actuelles, de prévenir et de réprimer les infractions de fausse monnaie.

The High Contracting Parties recognise the rules laid down in Part I of this Conventions as the most effective means in present circumstances for ensuring the prevention and punishment of the offence of counterfeiting currency.

Article 2.

Article 2.

Dans la présente convention, le mot « monnaie » s'entend de la monnaie-papier, y compris les billets de banque, et de la monnaie métallique, ayant cours en vertu d'une loi.

In the present Convention, the word " currency " is understood to mean paper money (including banknotes) and metallic money, the circulation of which is legally authorised.

Article 3.

Article 3.

Doivent être punis comme infractions de droit commun :

The following should be punishable as ordinary crimes :

1^o Tous les faits frauduleux de fabrication ou d'altération de monnaie, quel que soit le moyen employé pour produire le résultat ;

(1) Any fraudulent making or altering of currency, whatever means are employed ;

2^o La mise en circulation frauduleuse de fausse monnaie ;

(2) The fraudulent uttering of counterfeit currency ;

3^o Les faits, dans le but de la mettre en circulation, d'introduire dans le pays ou

(3) The introduction into a country of or the receiving or obtaining counterfeit

de recevoir ou de se procurer de la fausse monnaie, sachant qu'elle est fausse ;

4° Les tentatives de ces infractions et les faits de participation intentionnelle ;

5° Les faits frauduleux de fabriquer, de recevoir ou de se procurer des instruments ou d'autres objets destinés par leur nature à la fabrication de fausse monnaie ou à l'altération des monnaies.

Article 4.

Chacun des faits prévus à l'article 3, s'ils sont commis dans des pays différents, doit être considéré comme une infraction distincte.

Article 5.

Il ne doit pas être établi, au point de vue des sanctions, de distinction entre les faits prévus à l'article 3, suivant qu'il s'agit d'une monnaie nationale ou d'une monnaie étrangère ; cette disposition ne peut être soumise à aucune condition de réciprocité légale ou conventionnelle.

Article 6.

Les pays qui admettent le principe de la récidive internationale, reconnaissent, dans les conditions établies par leurs législations respectives, comme génératrices d'une telle récidive, les condamnations étrangères prononcées du chef de l'un des faits prévus à l'article 3.

Article 7.

Dans la mesure où la constitution de parties civiles est admise par la législation interne, les parties civiles étrangères, y compris éventuellement la Haute Partie contractante dont la monnaie a été falsifiée, doivent jouir de l'exercice de tous les droits reconnus aux régnicoles par les lois du pays où se juge l'affaire.

Article 8.

Dans les pays qui n'admettent pas le principe de l'extradition des nationaux, leurs ressortis-

currency with a view to uttering the same and with knowledge that it is counterfeit ;

(4) Attempts to commit, and any intentional participation in, the foregoing acts ;

(5) The fraudulent making, receiving or obtaining of instruments or other articles peculiarly adapted for the counterfeiting or altering of currency.

Article 4.

Each of the acts mentioned in Article 3, if they are committed in different countries, should be considered as a distinct offence.

Article 5.

No distinction should be made in the scale of punishments for offences referred to in Article 3 between acts relating to domestic currency on the one hand and to foreign currency on the other ; this provision may not be made subject to any condition of reciprocal treatment by law or by treaty.

Article 6.

In countries where the principle of the international recognition of previous convictions is recognised, foreign convictions for the offences referred to in Article 3 should, within the conditions prescribed by domestic law, be recognised for the purpose of establishing habitual criminality.

Article 7.

In so far as " civil parties " are admitted under the domestic law, foreign " civil parties ", including, if necessary, the High Contracting Party whose money has been counterfeited, should be entitled to all rights allowed to inhabitants by the laws of the country in which the case is tried.

Article 8.

In countries where the principle of the extradition of nationals is not recognised,

sants qui sont rentrés sur le territoire de leur pays, après s'être rendus coupables à l'étranger de faits prévus par l'article 3, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur leur territoire, et cela même dans le cas où le coupable aurait acquis sa nationalité postérieurement à l'accomplissement de l'infraction.

Cette disposition n'est pas applicable si, dans un cas semblable, l'extradition d'un étranger ne pouvait pas être accordée.

Article 9.

Les étrangers qui ont commis à l'étranger des faits prévus à l'article 3 et qui se trouvent sur le territoire d'un pays dont la législation interne admet, comme règle générale, le principe de la poursuite d'infractions commises à l'étranger, doivent être punis de la même manière que si le fait avait été commis sur le territoire de ce pays.

L'obligation de la poursuite est subordonnée à la condition que l'extradition ait été demandée et que le pays requis ne puisse livrer l'inculpé pour une raison sans rapport avec le fait.

Article 10.

Les faits prévus à l'article 3 sont de plein droit compris comme cas d'extradition dans tout traité d'extradition conclu ou à conclure entre les diverses Hautes Parties contractantes.

Les Hautes Parties contractantes qui ne subordonnent pas l'extradition à l'existence d'un traité ou à une condition de réciprocité, reconnaissent, dès à présent, les faits prévus à l'article 3 comme cas d'extradition entre elles.

L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

Article 11.

Les fausses monnaies, ainsi que les instruments et les autres objets désignés à l'article 3, N° 5, doivent être saisis et confisqués. Ces monnaies, ces instruments et ces objets doivent, après confiscation, être remis, sur sa demande, soit au gouvernement, soit à la banque d'émis-

nationals who have returned to the territory of their own country after the commission abroad of an offence referred to in Article 3 should be punishable in the same manner as if the offence had been committed in their own territory, even in a case where the offender has acquired his nationality after the commission of the offence.

This provision does not apply if, in a similar case, the extradition of a foreigner could not be granted.

Article 9.

Foreigners who have committed abroad any offence referred to in Article 3, and who are in the territory of a country whose internal legislation recognises as a general rule the principle of the prosecution of offences committed abroad, should be punishable in the same way as if the offence had been committed in the territory of that country.

The obligation to take proceedings is subject to the condition that extradition has been requested and that the country to which application is made cannot hand over the person accused for some reason which has no connection with the offence.

Article 10.

The offences referred to in Article 3 shall be deemed to be included as extradition crimes in any extradition treaty which has been or may hereafter be concluded between any of the High Contracting Parties.

The High Contracting Parties who do not make extradition conditional on the existence of a treaty or reciprocity, henceforward recognise the offences referred to in Article 3 as cases of extradition as between themselves.

Extradition shall be granted in conformity with the law of the country to which application is made.

Article 11.

Counterfeit currency, as well as instruments or other articles referred to in Article 3 (5), should be seized and confiscated. Such currency, instruments or other articles should, after confiscation, be handed over on request either to the Government or bank of issue

sion dont les monnaies sont en cause, à l'exception des pièces à conviction dont la conservation dans les archives criminelles est imposée par la loi du pays où la poursuite a eu lieu, et des spécimens dont la transmission à l'office central dont il est question à l'article 12, paraîtrait utile. En tout cas, tous ces objets doivent être mis hors d'usage.

Article 12.

Dans chaque pays, les recherches en matière de faux monnayage doivent, dans le cadre de la législation nationale, être organisées par un office central.

Cet office central doit être en contact étroit :

- a) Avec les organismes d'émission ;
- b) Avec les autorités de police à l'intérieur du pays ;
- c) Avec les offices centraux des autres pays.

Il doit centraliser, dans chaque pays, tous les renseignements pouvant faciliter les recherches, la prévention et la répression du faux monnayage.

Article 13.

Les offices centraux des différents pays doivent correspondre directement entre eux.

Article 14.

Chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra faire remettre aux offices centraux des autres pays une collection des spécimens authentiques annulés des monnaies de son pays.

Il devra notifier, dans les mêmes limites, régulièrement, aux offices centraux étrangers, en leur donnant toutes informations nécessaires :

- a) Les nouvelles émissions de monnaies effectuées dans son pays ;
- b) Le retrait et la prescription de monnaies.

Sauf pour les cas d'intérêt purement local, chaque office central, dans les limites où il le jugera utile, devra notifier aux offices centraux étrangers :

- 1° Les découvertes de fausses monnaies. La notification de falsification des billets

whose currency is in question, with the exception of exhibits whose preservation as a matter of record is required by the law of the country where the prosecution took place, and any specimens whose transmission to the Central Office mentioned in Article 12 may be deemed advisable. In any event, all such articles should be rendered incapable of use.

Article 12.

In every country, within the framework of its domestic law, investigations on the subject of counterfeiting should be organised by a central office.

This central office should be in close contact :

- (a) With the institutions issuing currency ;
- (b) With the police authorities within the country ;
- (c) With the central offices of other countries.

It should centralise, in each country, all information of a nature to facilitate the investigation, prevention and punishment of counterfeiting currency.

Article 13.

The central offices of the different countries should correspond directly with each other.

Article 14.

Each central office should, so far as it considers expedient, forward to the central offices of the other countries a set of cancelled specimens of the actual currency of its own country.

It should, subject to the same limitation, regularly notify to the central offices in foreign countries, giving all necessary particulars :

- (a) New currency issues made in its country ;
- (b) The withdrawal of currency from circulation, whether as out of date or otherwise.

Except in cases of purely local interest, each central office should, so far as it thinks expedient, notify to the central offices in foreign countries :

- (1) Any discovery of counterfeit currency. Notification of the forgery of bank

de banque ou d'Etat sera accompagnée d'une description technique des faux fournie exclusivement par l'organisme d'émission dont les billets auront été falsifiés ; une reproduction photographique ou, si possible, un exemplaire du faux billet sera communiqué. En cas d'urgence, un avis et une description sommaire émanant des autorités de police pourront être discrètement transmis aux offices centraux intéressés, sans préjudice de l'avis et de la description technique dont il est question ci-dessus ;

2° Les recherches, poursuites, arrestations, condamnations, expulsions de faux monnayeurs, ainsi qu'éventuellement leurs déplacements et tous renseignements utiles, notamment les signalements, empreintes digitales et photographies de faux monnayeurs ;

3° Les découvertes détaillées de fabrication, en indiquant si ces découvertes ont permis de saisir l'intégralité des faux mis en circulation.

or currency notes shall be accompanied by a technical description of the forgeries, to be provided solely by the institution whose notes have been forged. A photographic reproduction or, if possible, a specimen forged note should be transmitted. In urgent cases, a notification and a brief description made by the police authorities may be discreetly communicated to the central offices interested, without prejudice to the notification and technical description mentioned above ;

(2) Investigation and prosecutions in cases of counterfeiting, and arrests, convictions and expulsions of counterfeiters, and also, where possible, their movements, together with any details which may be of use, and in particular their descriptions, finger-prints and photographs ;

(3) Details of discoveries of forgeries, stating whether it has been possible to seize all the counterfeit currency put into circulation.

Article 15.

Pour assurer, perfectionner et développer la collaboration directe internationale en matière de prévention et de répression du faux monnayage, les représentants des offices centraux des Hautes Parties contractantes doivent tenir, de temps en temps, des conférences, avec participation des représentants des banques d'émission et des autorités centrales intéressées. L'organisation et le contrôle d'un office central international de renseignements pourront faire l'objet d'une de ces conférences.

Article 15.

In order to ensure, improve and develop direct international co-operation in the prevention and punishment of counterfeiting currency, the representatives of the central offices of the High Contracting Parties should from time to time hold conferences with the participation of representatives of the banks of issue and of the central authorities concerned. The organisation and supervision of a central international information office may form the subject of one of these conferences.

Article 16.

La transmission des commissions rogatoires relatives aux infractions visées par l'article 3 doit être opérée :

a) De préférence par voie de communication directe entre les autorités judiciaires, le cas échéant, par l'intermédiaire des offices centraux ;

Article 16.

The transmission of letters of request¹ relating to offences referred to in Article 3 should be effected :

(a) Preferably by direct communication between the judicial authorities, through the central offices where possible ;

¹ This expression has the same meaning as "letters rogatory".

b) Par correspondance directe des ministres de la Justice des deux pays ou par l'envoi direct par l'autorité du pays requérant au ministre de la Justice du pays requis ;

c) Par l'intermédiaire de l'agent diplomatique ou consulaire du pays requérant dans le pays requis ; cet agent enverra directement la commission rogatoire à l'autorité judiciaire compétente ou à celle indiquée par le gouvernement du pays requis, et recevra directement de cette autorité les pièces constituant l'exécution de la commission rogatoire.

Dans les cas *a)* et *c)*, copie de la commission rogatoire sera toujours adressée en même temps à l'autorité supérieure du pays requis.

A défaut d'entente contraire, la commission rogatoire doit être rédigée dans la langue de l'autorité requérante, sauf au pays requis à en demander une traduction faite dans sa langue et certifiée conforme par l'autorité requérante.

Chaque Haute Partie contractante fera connaître par une communication adressée à chacune des autres Hautes Parties contractantes, celui ou ceux des modes de transmission susvisés qu'elle admet pour les commissions rogatoires de cette Haute Partie contractante.

Jusqu'au moment où une Haute Partie contractante fera une telle communication, sa procédure actuelle en fait de commissions rogatoires sera maintenue.

L'exécution des commissions rogatoires ne pourra donner lieu au remboursement de taxes ou frais autres que les frais d'expertises.

Rien dans le présent article ne pourra être interprété comme constituant de la part des Hautes Parties contractantes un engagement d'admettre, en ce qui concerne le système des preuves en matière répressive, une dérogation à leur loi.

Article 17.

La participation d'une Haute Partie contractante à la présente convention ne doit pas être interprétée comme portant atteinte à son attitude sur la question générale de la compétence de la juridiction pénale comme question de droit international.

(b) By direct correspondence between the Ministers of Justice of the two countries, or by direct communication from the authority of the country making the request to the Minister of Justice of the country to which the request is made ;

(c) Through the diplomatic or consular representative of the country making the request in the country to which the request is made ; this representative shall send the letters of request direct to the competent judicial authority or to the authority appointed by the Government of the country to which the request is made, and shall receive direct from such authority the papers showing the execution of the letters of request.

In cases *(a)* and *(c)*, a copy of the letters of request shall always be sent simultaneously to the superior authority of the country to which application is made.

Unless otherwise agreed, the letters of request shall be drawn up in the language of the authority making the request, provided always that the country to which the request is made may require a translation in its own language, certified correct by the authority making the request.

Each High Contracting Party shall notify to each of the other High Contracting Parties the method or methods of transmission mentioned above which it will recognise for the letters of request of the latter High Contracting Party.

Until such notification is made by a High Contracting Party, its existing procedure in regard to letters of request shall remain in force.

Execution of letters of request shall not be subject to payment of taxes or expenses of any nature whatever other than expenses of experts.

Nothing in the present article shall be construed as an undertaking on the part of the High Contracting Parties to adopt in criminal matters any form or methods of proof contrary to their laws.

Article 17.

The participation of a High Contracting Party in the present Convention shall not be interpreted as affecting that Party's attitude on the general question of criminal jurisdiction as a question of international law.

Article 18.

La présente convention laisse intact le principe que les faits prévus à l'article 3 doivent dans chaque pays, sans que jamais l'impunité leur soit assurée, être qualifiés, poursuivis et jugés conformément aux règles générales de sa législation interne.

PARTIE II

Article 19.

Les Hautes Parties contractantes conviennent que tous les différends qui pourraient s'élever entre elles au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention seront, s'ils ne peuvent pas être réglés par des négociations directes, envoyés pour décision à la Cour permanente de Justice internationale. Si les Hautes Parties contractantes entre lesquelles surgit un différend, ou l'une d'entre elles, n'étaient pas Parties au Protocole¹ portant la date du 16 décembre 1920 relatif à la Cour permanente de Justice internationale, ce différend serait soumis, à leur gré et conformément aux règles constitutionnelles de chacune d'elles, soit à la Cour permanente de Justice internationale, soit à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention² du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux, soit à tout autre tribunal d'arbitrage.

Article 20.

La présente convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour; elle pourra, jusqu'au 31 décembre 1929, être signée au nom de tout Membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre qui a été représenté à la Conférence qui a élaboré la présente convention ou à qui le Conseil de la Société des Nations aura communiqué un exemplaire de ladite convention.

¹ Vol. VI, page 379; vol. XI, page 404; vol. XV, page 304; vol. XXIV, page 152; vol. XXVII, page 416; vol. XXXIX, page 165; vol. XLV, page 96; vol. L, page 159; vol. LIV, page 387; vol. LXIX, page 70; vol. LXXII, page 452; vol. LXXVIII, page 435; vol. LXXXVIII, page 272; vol. XCII, page 362; vol. XCVI, page 180; vol. C, page 153; vol. CIV, page 492; vol. CVII, page 461; et vol. CXI, page 402 de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 18.

The present Convention does not affect the principle that the offences referred to in Article 3 should in each country, without ever being allowed impunity, be defined, prosecuted and punished in conformity with the general rules of its domestic law.

PART II.

Article 19.

The High Contracting Parties agree that any disputes which might arise between them relating to the interpretation or application of this Convention shall, if they cannot be settled by direct negotiation, be referred for decision to the Permanent Court of International Justice. In case any or all of the High Contracting Parties parties to such a dispute should not be Parties to the Protocol¹ bearing the date of December 16th, 1920, relating to the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be referred, at the choice of the parties and in accordance with the constitutional procedure of each party, either to the Permanent Court of International Justice or to a court of arbitration constituted in accordance with the Convention² of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, or to some other court of arbitration.

Article 20.

The present Convention, of which the French and English texts are both authentic, shall bear to-day's date. Until the 31st day of December 1929, it shall be open for signature on behalf of any Member of the League of Nations and on behalf of any non-member State which was represented at the Conference which elaborated the present Convention or to which a copy is communicated by the Council of the League of Nations.

¹ Vol. VI, page 379; Vol. XI, page 404; Vol. XV, page 304; Vol. XXIV, page 152; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; Vol. LIV, page 387; Vol. LXIX, page 70; Vol. LXXII, page 452; Vol. LXXVIII, page 435; Vol. LXXXVIII, page 272; Vol. XCII, page 362; Vol. XCVI, page 180; Vol. C, page 153; Vol. CIV, page 492; Vol. CVII, page 461, and Vol. CXI, page 402, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

La présente convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société ainsi qu'aux Etats non membres visés à l'alinéa précédent.

Article 21.

A partir du 1^{er} janvier 1930, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre visé à l'article 20 par qui cet accord n'aurait pas été signé.

Les instruments d'adhésion seront transmis au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en notifiera la réception à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés audit article.

Article 22.

Les pays qui sont disposés à ratifier la convention conformément au second alinéa de l'article 20 ou à y adhérer en vertu de l'article 21, mais qui désirent être autorisés à apporter des réserves à l'application de la convention, pourront informer de leur intention le Secrétaire général de la Société des Nations. Celui-ci communiquera immédiatement ces réserves à toutes les Hautes Parties contractantes au nom desquelles un instrument de ratification ou d'adhésion aura été déposé, en leur demandant si elles ont des objections à présenter. Si, dans un délai de six mois, à dater de ladite communication, aucune Haute Partie contractante n'a soulevé d'objection, la participation à la convention du pays faisant la réserve en question sera considérée comme acceptée par les autres Hautes Parties contractantes sous ladite réserve.

Article 23.

La ratification par une Haute Partie contractante ou son adhésion à la présente Convention implique que sa législation et son organisation administrative sont conformes aux règles posées dans la convention.

Article 24.

Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la

It shall be ratified, and the instruments of ratification shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States aforesaid.

Article 21.

After the 1st day of January 1930, the present Convention shall be open to accession on behalf of any Member of the League of Nations and any of the non-member States referred to in Article 20 on whose behalf it has not been signed.

The instruments of accession shall be transmitted to the Secretary-General of the League of Nations, who will notify their receipt to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

Article 22.

The countries which are ready to ratify the Convention under the second paragraph of Article 20 or to accede to the Convention under Article 21 but desire to be allowed to make any reservations with regard to the application of the Convention may inform the Secretary-General of the League of Nations to this effect, who shall forthwith communicate such reservations to the High Contracting Parties on whose behalf ratifications or accessions have been deposited and enquire whether they have any objection thereto. If within six months of the date of the communication of the Secretary-General no objections have been received, the participation in the Convention of the country making the reservation shall be deemed to have been accepted by the other High Contracting Parties subject to the said reservation.

Article 23.

Ratification of or accession to the present Convention by any High Contracting Party implies that its legislation and its administrative organisation are in conformity with the rules contained in the Convention.

Article 24.

In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the

ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente convention ne s'appliquent pas aux colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou mandat.

Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit d'adhérer à la convention, suivant les conditions des articles 21 et 23, pour leurs colonies, territoires d'outre-mer, protectorats ou territoires sous suzeraineté ou mandat. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 27.

Article 25.

La présente convention n'entrera en vigueur que lorsqu'elle aura été ratifiée ou qu'il y aura été adhéré au nom de cinq Membres de la Société des Nations ou Etats non membres. La date de l'entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la réception par le Secrétaire général de la Société des Nations de la cinquième ratification ou adhésion.

Article 26.

Chaque ratification ou adhésion qui interviendra après l'entrée en vigueur de la convention, conformément à l'article 25, sortira ses effets dès le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date de sa réception par le Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 27.

La présente convention pourra être dénoncée, au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre, par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations, qui en informera tous les Membres de la Société et les Etats non membres visés à l'article 20. La dénonciation sortira ses effets un an après la date à laquelle elle aura été reçue par le Secrétaire général de la Société des Nations ; elle ne sera opérante qu'au regard de la Haute Partie pour laquelle elle aura été effectuée.

Article 28.

La présente convention sera enregistrée par le Secrétaire général de la Société des Nations à la date de son entrée en vigueur.

time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate.

Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to accede to the Convention, in accordance with the provisions of Articles 21 and 23, for their colonies, overseas territories, protectorates or territories under suzerainty or mandate. They also reserve the right to denounce it separately in accordance with the provisions of Article 27.

Article 25.

The present Convention shall not come into force until five ratifications or accessions on behalf of Members of the League of Nations or non-member States have been deposited. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the fifth ratification or accession.

Article 26.

After the coming into force of the Convention in accordance with Article 25, each subsequent ratification or accession shall take effect on the ninetieth day from the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations.

Article 27.

The present Convention may be denounced on behalf of any Member of the League of Nations or non-member State by a notification in writing addressed to the Secretary-General of the League of Nations, who will inform all the Members of the League and the non-member States referred to in Article 20. Such denunciation shall take effect one year after the date of its receipt by the Secretary-General of the League of Nations, and shall operate only in respect of the High Contracting Party on whose behalf it was notified.

Article 28.

The present Convention shall be registered by the Secretariat of the League of Nations on the date of its coming into force.

En foi de quoi les plénipotentiaires sus-nommés ont signé la présente Convention.

Fait à Genève, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont les copies certifiées conformes seront délivrées à tous les Membres de la Société et aux Etats non membres visés à l'article 20.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done at Geneva, the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which will remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which certified copies will be transmitted to all the Members of the League and to the non-member States referred to in Article 20.

ALBANIE

Dr Stavro STAVRI

ALBANIA

ALLEMAGNE

Dr Erich KRASKE
Dr Wolfgang METTGENBERG
VOCKE

GERMANY

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Hugh R. WILSON

UNITED STATES OF AMERICA

AUTRICHE

Dr Bruno SCHULTZ

AUSTRIA

BELGIQUE

SERVAIS

BELGIUM

GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD

ainsi que toutes parties de l'Empire
britannique, non membres séparés de
la Société des Nations.

GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

and all parts of the British Empire
which are not separate Members of
the League of Nations.

John FISCHER WILLIAMS

Leslie S. BRASS

INDE

As is provided in Article 24 of the Convention, my signature does not
include the territories of any Prince or Chief under the Suzerainty of His Majesty.¹

INDIA

Vernon DAWSON

BULGARIE

D. MIKOFF

BULGARIA

CHINE

Lone LIANG

CHINA

COLOMBIE

A. J. RESTREPO

COLOMBIA

(Traduction.)

¹ Ainsi qu'il est prévu à l'article 24 de la Convention, ma signature ne couvre pas les territoires de tout Prince ou Chef sous la suzeraineté de Sa Majesté.

CUBA	G. DE BLANCK M. R. ALVAREZ	CUBA
DANEMARK	William BORBERG	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	F. SOKAL John MUHL	FREE CITY OF DANZIG
ESPAGNE	Mauricio LOPEZ ROBERTS, MARQUIS DE LA TORREHERMOSA	SPAIN
FRANCE	CHALENDAR	FRANCE
GRÈCE	Mégalos CALOYANNI	GREECE
HONGRIE	Paul DE HEVESY	HUNGARY
ITALIE	Ugo ALOISI	ITALY
JAPON	Raizaburo HAYASHI Shigeru NAGAI	JAPAN
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
MONACO	R. ELLÈS	MONACO
NORVÈGE		NORWAY

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, le soussigné déclare, au nom de son Gouvernement, que :

Vu les dispositions de l'article 176, alinéa 2, du Code pénal ordinaire norvégien et l'article 2 de la loi norvégienne sur l'extradition des malfaiteurs, l'extradition prévue à l'article 10 de la présente Convention ne pourra être accordée pour l'infraction visée à l'article 3, N^o 2, au cas où la personne qui met en circulation une fausse monnaie l'a reçue elle-même de bonne foi ¹.

Chr. L. LANGE

(Translation.)

¹ At the time of signing the present Convention, the undersigned declares on behalf of his Government that :

In view of the provisions of Article 176, paragraph 2, of the Norwegian Ordinary Criminal Code and Article 2 of the Norwegian Law on the Extradition of Criminals, the extradition provided for in Article 10 of the present Convention may not be granted for the offence referred to in Article 3, No. 2, where the person uttering the counterfeit currency himself accepted it *bona fide* as genuine.

PANAMA	J. D. AROSEMENA	PANAMA
PAYS-BAS	A. A. VAN DER FELTZ P. J. GERKE K. H. BROEKHOFF	THE NETHERLANDS
POLOGNE	F. SOKAL Vlodzimierz SOKALSKI	POLAND
PORTUGAL	José CAEIRO DA MATTA	PORTUGAL
ROUMANIE	ANTONIADE Vespasien V. PELLA Pascal TONCESCO	ROUMANIA
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	D ^r Thomas GIVANOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES	G. LACHKEVITCH Nicolas LIUBIMOV	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
SUISSE	DELAQUIS	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Jaroslav KALLAB	CZECHOSLOVAKIA

PROTOCOLE ¹

I. INTERPRÉTATIONS.

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés déclarent accepter, en ce qui concerne les diverses dispositions de la convention, les interprétations spécifiées ci-dessous.

Il est entendu :

1^o Que la falsification de l'estampillage apposé sur un billet de banque et dont l'effet est de le rendre valable dans un pays déterminé, constitue une falsification de billet.

2^o Que la Convention ne porte pas atteinte au droit des Hautes Parties contractantes de régler, dans leur législation interne, comme elles l'entendent, le régime des excuses, ainsi que les droits de grâce et d'amnistie.

3^o Que la règle faisant l'objet de l'article 4 de la convention n'entraîne aucune modification aux règles internes qui établissent les peines en cas de concours d'infractions. Elle ne fait pas obstacle à ce que le même individu, étant à la fois le faussaire et l'émetteur, ne soit poursuivi que comme faussaire.

4^o Que les Hautes Parties contractantes ne sont tenues d'exécuter les commissions rogatoires que dans la mesure prévue par leur législation nationale.

¹ RATIFICATIONS :

ESPAGNE (28 avril 1930).
BULGARIE (22 mai 1930).
PORTUGAL (18 septembre 1930).
YUGOSLAVIE (24 novembre 1930).
DANEMARK (19 février 1931).
(même réserve que pour la Convention).
NORVÈGE (16 mars 1931).
GRÈCE (19 mai 1931).
AUTRICHE (25 juin 1931).
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES (13 juillet 1931).
TCHÉCOSLOVAQUIE (12 septembre 1931).
MONACO (21 octobre 1931).

ADHÉSION :

ESTONIE (30 août 1930).

PROTOCOL ¹.

I. INTERPRETATIONS.

At the moment of signing the Convention of this day's date, the undersigned Plenipotentiaries declare that they accept the interpretations of the various provisions of the Convention set out hereunder.

It is understood :

(1) That the falsification of a stamp on a note, when the effect of such a stamp is to make that note valid in a given country, shall be regarded as a falsification of the note.

(2) That the Convention does not affect the right of the High Contracting Parties freely to regulate, according to their domestic law, the principles on which a lighter sentence or no sentence may be imposed, the prerogative of pardon or mercy and the right to amnesty.

(3) That the rule contained in Article 4 of the Convention in no way modifies internal regulations establishing penalties in the event of concurrent offences. It does not prevent the same individual, who is both forger and utterer, from being prosecuted as forger only.

(4) That High Contracting Parties are required to execute letters of request only within the limits provided for by their domestic law.

¹ RATIFICATIONS :

SPAIN (April 28, 1930).
BULGARIA (May 22, 1930).
PORTUGAL (September 18, 1930).
YUGOSLAVIA (November 24, 1930).
DENMARK (February 19, 1931).
(Same reservation as for the Convention).
NORWAY (March 16, 1931).
GREECE (May 19, 1931).
AUSTRIA (June 25, 1931).
UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS (13 July 1931).
CZECHOSLOVAKIA (September 12, 1931).
MONACO (October 21, 1931).

ACCESSION :

ESTONIA (August 30, 1930).

II. RÉSERVES.

Les Hautes Parties contractantes qui font les réserves exprimées ci-dessous y subordonnent leur acceptation de la convention ; leur participation, sous ces réserves, est acceptée par les autres Hautes Parties contractantes.

1^o Le Gouvernement de l'Inde fait la réserve que l'article 9 ne s'applique pas à l'Inde où il n'entre pas dans les attributions du pouvoir législatif de consacrer la règle édictée par cet article.

2^o En attendant l'issue des négociations concernant l'abolition de la juridiction consulaire dont jouissent encore les ressortissants de certaines Puissances, il n'est pas possible au Gouvernement chinois d'accepter l'article 10, qui contient l'engagement général pour un gouvernement d'accorder l'extradition d'un étranger accusé de faux monnayage par un Etat tiers.

3^o Au sujet des dispositions de l'article 20, la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes réserve pour son Gouvernement la faculté d'adresser, s'il le désire, l'instrument de sa ratification à un autre Etat signataire, afin que celui-ci en communique copie au Secrétaire général de la Société des Nations pour notification à tous les Etats signataires ou adhérents.

III. DÉCLARATIONS.

SUISSE.

Au moment de signer la Convention, le représentant de la Suisse a fait la déclaration suivante :

« Le Conseil fédéral suisse, ne pouvant assumer un engagement concernant les dispositions pénales de la convention avant que soit résolue affirmativement la question de l'introduction en Suisse d'un Code pénal unifié, fait observer que la ratification de la Convention ne pourra intervenir dans un temps déterminé.

» Toutefois, le Conseil fédéral suisse est disposé à exécuter, dans la mesure de son autorité, les dispositions administratives

II. RESERVATIONS.

The High Contracting Parties who make the reservations set forth hereunder make their acceptance of the Convention conditional on the said reservations ; their participation, subject to the said reservations, is accepted by the other High Contracting Parties.

(1) The Government of India make a reservation to the effect that Article 9 does not apply to India, where the power to legislate is not sufficiently extensive to admit of the legislation contemplated by this article.

(2) Pending the negotiation for the abolition of consular jurisdiction which is still enjoyed by nationals of some Powers, the Chinese Government is unable to accept Article 10, which involves the general undertaking of a Government to grant extradition of a foreigner who is accused of counterfeiting currency by a third State.

(3) As regards the provisions of Article 20, the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics reserves for its Government the right to address, if it so desires, the instrument of its ratification to another signatory State in order that the latter may transmit a copy thereof to the Secretary-General of the League of Nations for notification to all the signatory or acceding States.

III. DECLARATIONS.

SWITZERLAND.

At the moment of signing the Convention, the representative of Switzerland made the following declaration :

“ The Swiss Federal Council, being unable to assume any obligation as to the penal clauses of the Convention before the question of the introduction of a unified penal code in Switzerland is settled in the affirmative, draws attention to the fact that the ratification of the Convention cannot be accomplished in a fixed time.

“ Nevertheless, the Federal Council is disposed to put into execution, to the extent of its authority, the administrative

de la Convention dès que celle-ci entrera en vigueur, conformément à l'article 25. »

provisions of the Convention whenever these will come into force in accordance with Article 25. ”

UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES
SOCIALISTES.

UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS.

Au moment de signer la Convention, le représentant de l'Union des Républiques soviétistes socialistes a fait la déclaration suivante :

At the moment of signing the Convention, the representative of the Union of Soviet Socialist Republics made the following declaration :

« La délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes, tout en acceptant les dispositions de l'article 19, déclare que le Gouvernement de l'Union ne se propose pas de recourir, en ce qui le concerne, à la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale.

“ The delegation of the Union of Soviet Socialist Republics, while accepting the provisions of Article 19, declares that the Government of the Union does not propose to have recourse, in so far as it is concerned, to the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice.

» Quant à la disposition du même article, d'après lesquelles les différends, qui ne pourraient pas être réglés par des négociations directes, seraient soumis à toute autre procédure arbitrale que celle de la Cour permanente de Justice internationale, la délégation de l'Union des Républiques soviétistes socialistes déclare expressément que l'acceptation de cette disposition ne devra pas être interprétée comme modifiant le point de vue du Gouvernement de l'Union sur la question générale de l'arbitrage en tant que moyen de solution de différends entre Etats. »

“ As regards the provision in the same Article by which disputes which it has not been possible to settle by direct negotiations would be submitted to any other arbitral procedure than that of the Permanent Court of International Justice, the delegation of the Union of Soviet Socialist Republics expressly declares that acceptance of this provision must not be interpreted as modifying the point of view of the Government of the Union on the general question of arbitration as a means of settling disputes between States. ”

Le présent protocole, en tant qu'il crée des engagements entre les Hautes Parties contractantes, aura les mêmes forces, valeur et durée que la Convention conclue à la date de ce jour et dont il doit être considéré comme faisant partie intégrante.

The present Protocol in so far as it creates obligations between the High Contracting Parties will have the same force, effect and duration as the Convention of to-day's date, of which it is to be considered as an integral part.

En foi de quoi les soussignés ont apposé leur signature au bas du présent Protocole.

In faith whereof the undersigned have affixed their signatures to the present Protocol.

Fait à Genève, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations ; copie conforme en sera transmise à tous les Membres de la Société des Nations et à tous les Etats non membres représentés à la Conférence.

Done at Geneva, this twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations and of which authenticated copies shall be delivered to all Members of the League of Nations and non-member States represented at the Conference.

ALBANIE

Dr Stavro STAVRI

ALBANIA

ALLEMAGNE	Dr Erich KRASKE Dr Wolfgang METTGENBERG VOCKE	GERMANY
ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE	Hugh R. WILSON	UNITED STATES OF AMERICA
AUTRICHE	Dr Bruno SCHULTZ	AUSTRIA
BELGIQUE	SERVAIS	BELGIUM
GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE DU NORD ainsi que toutes parties de l'Empire britannique, non membres séparés de la Société des Nations.	John FISCHER WILLIAMS Leslie S. BRASS	GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and all parts of the British Empire which are not separate Members of the League of Nations.
INDE	Vernon DAWSON	INDIA
BULGARIE	D. MIKOFF	BULGARIA
CHINE	Lone LIANG	CHINA
COLOMBIE	A. J. RESTREPO	COLOMBIA
CUBA	G. DE BLANCK M. R. ALVAREZ	CUBA
DANEMARK	William BORBERG	DENMARK
VILLE LIBRE DE DANTZIG	F. SOKAL John MUHL	FREE CITY OF DANZIG
ESPAGNE	Mauricio LOPEZ ROBERTS, MARQUIS DE LA TORREHERMOSA	SPAIN
FRANCE	CHALENDAR	FRANCE
GRÈCE	Mégalos CALOYANNI	GREECE
HONGRIE	Paul DE HEVESY	HUNGARY

ITALIE	Ugo ALOISI	ITALY
JAPON	Raizaburo HAYASHI Shigeru NAGAI	JAPAN
LUXEMBOURG	Ch. G. VERMAIRE	LUXEMBURG
MONACO	R. ELLÈS	MONACO
NORVÈGE	Chr. L. LANGE	NORWAY
PANAMA	J. D. AROSEMENA	PANAMA
PAYS-BAS	A. A. VAN DER FELTZ P. J. GERKE K. H. BROEKHOFF	THE NETHERLANDS
POLOGNE	F. SOKAL Włodzimierz SOKALSKI	POLAND
PORTUGAL	José CAEIRO DA MATTA	PORTUGAL
ROUMANIE ANTONIADE	Vespasien V. PELLA	ROUMANIA Pascal TONCESCO
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES	D ^r Thomas GIVANOVITCH	KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
UNION DES RÉPUBLIQUES SOVIÉTISTES SOCIALISTES	G. LACHKEVITCH Nicolas LIUBIMOV	UNION OF SOVIET SOCIALIST REPUBLICS
SUISSE	DELAQUIS	SWITZERLAND
TCHÉCOSLOVAQUIE	Jaroslav KALLAB	CZECHOSLOVAKIA

N° 2624.

AUTRICHE, BULGARIE,
COLOMBIE,
CUBA, ESPAGNE, etc.

Protocole facultatif concernant la
répression du faux monnayage.
Signé à Genève, le 20 avril 1929.

AUSTRIA, BULGARIA,
COLOMBIA, CUBA, SPAIN, etc.

Original Protocol regarding the
Suppression of Counterfeiting
Currency. Signed at Geneva,
April 20, 1929.

N° 2624. — PROTOCOLE FACULTATIF¹ CONCERNANT LA RÉPRESSION DU FAUX-MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929².

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL¹ REGARDING THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929².

Textes officiels français et anglais. Ce protocole a été enregistré par le Secrétariat le 22 février 1931.

French and English official texts. This Protocol was registered with the Secretariat, February 22, 1931.

En reconnaissant les progrès importants en matière de répression du faux monnayage, réalisés par la Convention pour la répression du faux monnayage, qui porte la date de ce jour, les Hautes Parties signataires de ce protocole, sous réserve de ratification, s'engagent, dans leurs rapports réciproques, à considérer, au point de vue de l'extradition, les faits prévus à l'article 3 de ladite convention comme des infractions de droit commun.

L'extradition sera accordée conformément au droit du pays requis.

Les dispositions de la seconde partie de ladite convention s'appliquent aussi en ce qui concerne le présent protocole, sauf les dispositions ci-dessous :

1° Le présent protocole pourra être signé conformément à l'article 20 de la Convention au nom de tout Etat membre de la Société des Nations et de tout Etat non membre qui a été représenté à la Conférence et qui a signé ou signera la Convention, ou à qui

Recognising the important progress regarding the suppression of counterfeiting currency which has been realised by the Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency bearing this day's date, the High Contracting Parties signatory to this Protocol, subject to ratification, undertake, in their mutual relations, to consider, as regards extradition, the acts referred to in Article 3 of the said Convention as ordinary offences.

Extradition shall be granted according to the law of the country to which application is made.

The provisions of Part II of the said Convention apply equally to the present Protocol, with the exception of the following provisions :

(1) The present Protocol may be signed in accordance with Article 20 of the Convention in the name of any State Member of the League of Nations and of any non-member State which has been represented at the Conference and which has signed or

¹ Entré en vigueur le 30 août 1930.

² DÉPÔT DES RATIFICATIONS :

ESPAGNE (28 avril 1930).

BULGARIE (22 mai 1930).

PORTUGAL (18 septembre 1930).

ROUMANIE (10 novembre 1930).

YOUgoslavIE (24 novembre 1930).

GRÈCE (19 mai 1931).

AUTRICHE (25 juin 1931).

TCHÉCOSLOVAQUIE (12 septembre 1931).

ADHÉSION :

ESTONIE (30 août 1930).

¹ Came into force August 30, 1930.

² DEPOSIT OF RATIFICATIONS :

SPAIN (April 28, 1930).

BULGARIA (May 22, 1930).

PORTUGAL (September 18, 1930).

ROUMANIA (November 10, 1930).

YUGOSLAVIA (November 24, 1930).

GREECE (May 19, 1931).

AUSTRIA (June 25, 1931).

CZECHOSLOVAKIA (September 12, 1931).

ACCESSION :

ESTONIA (August 30, 1930).

le Conseil de la Société des Nations aura communiqué un exemplaire de ladite Convention.

2^o Le présent protocole n'entrera en vigueur que lorsqu'il aura été ratifié ou qu'il y aura été adhéré au nom de trois Membres de la Société des Nations ou Etats non membres.

3^o La ratification du présent protocole et l'adhésion sont indépendantes de la ratification ou de l'adhésion à la convention.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés ci-dessous ont signé le présent protocole.

Fait à Genève en un seul exemplaire formant une annexe à la convention pour la répression du faux monnayage, le vingt avril mil neuf cent vingt-neuf.

will sign the Convention, or to which the Council of the League of Nations shall have sent a copy of the said Convention.

(2) The present Protocol shall come into force only after it has been ratified or adhered to in the name of three Members of the League of Nations or States which are not members.

(3) Ratification of and accession to the present Protocol are independent of ratification of or accession to the Convention.

In faith whereof the Plenipotentiaries named below have signed the present Protocol.

Done at Geneva, in a single copy, forming an Annex to the Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency, on the twentieth day of April, one thousand nine hundred and twenty-nine.

AUTRICHE			AUSTRIA
	Dr Bruno SCHULTZ		
COLOMBIE			COLOMBIA
	A. J. RESTREPO		
CUBA			CUBA
	G. DE BLANCK		
	M. R. ALVAREZ		
GRÈCE			GREECE
	Mégalos CALOYANNI		
PORTUGAL			PORTUGAL
	José CAEIRO DA MATTA		
ROUMANIE			ROUMANIA
	ANTONIADE	Vespasien V. PELLA	Pascal TONCESCO
ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES			KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES
	Dr Thomas GIOVANOVITCH		
TCHÉCOSLOVAQUIE			CZECHOSLOVAKIA
	Jaroslav KALLAB		
PANAMA			PANAMA
	J. D. AROSEMENA		
BULGARIE			BULGARIA
	D. MIKOFF		
ESPAGNE			SPAIN
	Mauricio LOPEZ ROBERTS, MARQUIS DE LA TORREHERMOSA		
POLOGNE			POLAND
	F. SOKAL.		

N° 2625.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE

Traité relatif à l'exemption du service
militaire de certaines personnes
ayant la nationalité des deux pays.
Signé à Oslo, le 1^{er} novembre 1930.

UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY

Treaty concerning the Exemption
from Military Service of certain
Persons who are Nationals of
both Countries. Signed at Oslo,
November 1st, 1930.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

N^o 2625. — TRAKTAT¹ MELLEM NORGE OG AMERIKAS FORENTE STATER ÅNGAENDE FRI- TAGELSE FOR MILITAERTJE- NESTE FOR VISSER PERSONER SOM ER BORGERE AV BEGGE LAND. UNDERTEGNET I OSLO DEN 1 NOVEMBER 1930.

No. 2625. — TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND NORWAY CONCERNING THE EXEMPTION FROM MILITARY SERVICE OF CERTAIN PERSONS WHO ARE NATIONALS OF BOTH COUNTRIES. SIGNED AT OSLO, NOVEMBER 1, 1930.

Textes officiels norvégien et anglais communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 février 1931.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Département of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 2 avril 1931.

Norwegian and English official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 23, 1931.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, April 2, 1931.

HANS MAJESTET NORGES KONGE og AMERIKAS FORENTE STATERES PRESIDENT, som ønsker å ordne forholdet med hensyn til verneplikt og andre troskaphandlinger for personer som er statsborgere i begge land, har besluttet sig til å avslutte en traktat i det øiemed, og har opnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET NORGES KONGE :

Johan Ludwig MOWINCKEL, Hans Stats- og Utenriksminister ;

AMERIKAS FORENTE STATERES PRESIDENT :

Laurits S. SWENSON, De Forente Staters overordentlige sendemann og befullmektigede minister i Norge ;

hvilke, efter å ha meddelt hinannen sine fullmakter, som fantes å være i god og behørig form, er kommet overens om følgende :

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 11 février 1931.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of regulating the liability for military service and other acts of allegiance for persons who are nationals of both countries have decided to conclude a Treaty for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Johan Ludwig MOWINCKEL, His Prime Minister and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Laurits S. SWENSON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States to Norway ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed as follows :

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, February 11, 1931.

Artikkel I.

En person født på den ene av partenes territorium av foreldre som er borgere av den annen part og som innehar statsborgerrett i begge land i henhold til deres lover, skal, hvis han har sin vanlige bopel, det vil si sitt almindelige opholdssted, på den stats territorium hvor han er født, ikke være pliktig til militærtjeneste eller nogensomhelst annen troskapshandling under et midlertidig opphold på den annen parts territorium.

I tilfelle av at sådant opphold utstrekkes ut over et tidsrum av to år, forutsettes det å være permanent i mangel av tilstrekkelig opplysning om at tilbakevenden til den annen parts territorium vil skje innen kort tid.

Artikkel II.

Nærværende traktat skal behørig ratifiseres av Hans Majestet Norges Konge, og av Presidenten for Amerikas Forente Stater med råd og samtykke av Statenes Senat, og skal tre i kraft etter ratifikasjonenes utveksling i Washington.

Den skal derefter være gyldig for et tidsrum av ti år. Hvis ingen av partene seks måneder i forveien har gitt den annen beskjed om sin hensikt om da å bringe den til avslutning, skal den forbli i kraft inntil utløpet av tolv måneder etter at nogen av de kontraherende parter har gitt den annen melding om sådan hensikt.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet nærværende traktat i to eksemplarer i det norske og det engelske språk og har derunder anbragt sine segl.

Utfærdiget i Oslo den første dag i november, i året et tusen ni hundrede og tredive, A. D.

(Signed) Joh. Ludw. MOWINCKEL.

(Segl.)

Pour copie conforme :

Ministère des Affaires étrangères,

Oslo, le 17 février 1931.

Pour le Ministre :

Le Chef du Protocole,

W. Foss.

Article I.

A person born in the territory of one party of parents who are nationals of the other party, and having the nationality of both parties under their laws, shall not, if he has his habitual residence, that is, the place of his general abode, in the territory of the state of his birth, be held liable for military service or any other act of allegiance during a temporary stay in the territory of the other party.

Provided, that, if such stay is protracted beyond the period of two years, it shall be presumed to be permanent, in the absence of sufficient evidence showing that return to the territory of the other party will take place within a short time.

Article II.

The present Treaty shall be duly ratified by His Majesty the King of Norway and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof, and shall enter into effect after the exchange of ratifications at Washington.

It shall thereafter remain in force for a period of ten years. If neither party shall have given the other 6 months previous notice of its intention then to terminate the same it shall further remain in force until the end of 12 months after either of the contracting parties shall have given notice to the other of such intention.

In witness whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty in duplicate in the Norwegian and English languages and have thereunto affixed their seals.

Done at Oslo this first day of November in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty.

(Signed) Laurits S. SWENSON.

(Seal.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2625. — TRAITÉ ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA NORVÈGE RELATIF A L'EXEMPTION DU SERVICE MILITAIRE DE CERTAINES PERSONNES AYANT LA NATIONALITÉ DES DEUX PAYS. SIGNÉ A OSLO, LE 1^{er} NOVEMBRE 1930.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désirant réglementer les obligations des ressortissants des deux pays en matière de service militaire et autres actes d'allégeance, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. Johan Ludwig MOWINCKEL, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Laurits S. SWENSON, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis en Norvège ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Toute personne née dans le territoire de l'une des Parties de parents ressortissants de l'autre Partie, qui possédera la nationalité des deux parties en vertu de leurs lois respectives, ne sera pas astreinte, si elle a sa résidence habituelle, c'est-à-dire le lieu où elle demeure généralement, dans le territoire de l'Etat où elle est née, au service militaire ou à tout autre acte d'allégeance au cours d'un séjour temporaire dans le territoire de l'autre Partie.

Au cas où ce séjour se prolongerait au delà de deux années, il sera considéré comme permanent, en l'absence de preuves suffisantes établissant que le retour dans le territoire de l'autre Partie doit avoir lieu à bref délai.

Article II.

Le présent traité sera dûment ratifié par Sa Majesté le Roi de Norvège et par le président des Etats-Unis d'Amérique, sur l'avis et avec le consentement du Sénat des Etats-Unis ; il prendra effet lorsque les ratifications auront été échangées à Washington.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Le traité restera ensuite en vigueur pendant une période de dix années. Si aucune des Parties n'a notifié à l'autre, six mois à l'avance, son intention d'y mettre fin, le traité restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois commençant à courir du moment où l'une des Parties contractantes aura avisé l'autre de la susdite intention.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en deux exemplaires rédigés en norvégien et en anglais et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Oslo, le premier novembre mil neuf cent trente.

(L. S.) (*Signé*) Joh Ludw. MOWINCKEL.

(L. S.) (*Signé*) Laurits S. SWENSON.

N° 2626.

LETTONIE ET LITHUANIE

Traité de conciliation et d'arbitrage.
Signé à Kaunas, le 24 novembre
1930.

LATVIA AND LITHUANIA

Treaty of Conciliation and Arbitra-
tion. Signed at Kaunas, Novem-
ber 24, 1930.

N^o 2626. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION ET D'ARBITRAGE ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 24 NOVEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 février 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, d'autre part, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent la Lettonie et la Lithuanie, et désireux de convenir des dispositions permettant d'assurer, dorénavant, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et la Lithuanie, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence M. Hugo CELMINŠ, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence M. le Docteur DOVAS ZAUNIUS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent réciproquement à régler, dans tous les cas, par voie pacifique et d'après les méthodes prévues par le présent traité, tous les litiges ou conflits de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre la Lettonie et la Lithuanie et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires.

Article 2.

Toutes contestations entre les Parties contractantes, de quelque nature qu'elles soient, et qui n'auraient pu être réglées à l'amiable par les procédés diplomatiques ordinaires, seront soumises pour jugement, soit à un tribunal arbitral, soit à la Cour permanente de Justice internationale, ainsi qu'il est prévu ci-après.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 5 janvier 1931.
Entré en vigueur le 20 janvier 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2626. — TREATY² OF CONCILIATION AND ARBITRATION
BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS,
NOVEMBER 24, 1930.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place February 23, 1931.

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC, of the other part,

Animated by the friendly relations which fortunately exist between Latvia and Lithuania, and desirous of agreeing upon provisions which shall henceforth ensure the peaceful settlement, in accordance with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, of all disputes and conflicts of any kind which may arise between Latvia and Lithuania, have resolved to conclude a treaty for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

His Excellency M. Hugo CELMIŅŠ, President of the Council and Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE LITHUANIAN REPUBLIC :

His Excellency Dr. Dovas ZAUNIUS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon, the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties reciprocally undertake to settle in all cases by peaceful means and in accordance with the methods laid down in the present Treaty, all disputes or conflicts of every kind which shall arise between Latvia and Lithuania and which it may not have been possible to settle by the normal methods of diplomacy.

Article 2.

All disputes of every kind between the Contracting Parties which it may not have been possible to settle amicably by the normal methods of diplomacy, shall be submitted for decision either to an arbitral tribunal or to the Permanent Court of International Justice, as hereinafter laid down.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, January 5, 1931.
Came into force January 20, 1931.

Les contestations pour la solution desquelles une procédure spéciale est prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes seront réglées conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 3.

Avant toute procédure arbitrale ou avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale, la contestation sera soumise à fin de conciliation à une Commission internationale permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité, dite « Commission permanente de conciliation ».

Article 4.

S'il s'agit d'une contestation dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée et rendu dans des délais raisonnables, par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation, prévue à l'article 3, sera composée de cinq membres qui seront désignés comme il suit : les Parties contractantes nommeront chacune deux membres, dont l'un peut être choisi parmi ses propres nationaux. Le cinquième membre, désigné d'un commun accord, remplit les fonctions de président et doit appartenir à une autre nationalité qu'à celle des autres membres de la commission. Ce dernier ne devra pas avoir son domicile sur le territoire des Parties contractantes, ni se trouver à leur service.

Les commissaires sont nommés pour trois ans ; leur mandat est renouvelable. Ils resteront en fonctions jusqu'à leur remplacement et, dans tous les cas, jusqu'à l'achèvement de leurs travaux en cours au moment de l'expiration de leur mandat.

Il sera pourvu dans le plus bref délai aux vacances qui viendraient à se produire, par suite de décès, de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 6.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur de la présente convention.

Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervenait pas dans le délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance du siège, le président de la Cour permanente de Justice internationale ou, si celui-ci est ressortissant d'un des Etats contractants, le vice-président de la Cour, sera, à défaut d'autre entente, prié de procéder aux désignations nécessaires.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in the other Conventions in force between the Contracting Parties, shall be settled in conformity with the provisions of those Conventions.

Article 3.

Before any resort is made to arbitral procedure or to procedure before the Permanent Court of International Justice, the dispute shall be submitted with a view to amicable settlement to a permanent international conciliation commission constituted in accordance with the present Treaty, styled the "Permanent Conciliation Commission".

Article 4.

In the case of a dispute the occasion of which, according to the municipal law of one of the Parties, falls within the competence of the national courts of such Party, the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent national judicial authority.

Article 5.

The Permanent Conciliation Commission mentioned in Article 3 shall be composed of five members who shall be appointed as follows: the Contracting Parties shall each appoint two members, of whom one may be chosen from among their respective nationals. The fifth member, appointed by common agreement, shall act as President and must be of a nationality other than that of the other members of the Commission. The fifth member of the Commission may not be domiciled in the territory of the Contracting Parties nor be in their service.

The members of the Commission are appointed for three years; their mandate is renewable. Their appointment shall continue until their replacement and in any case until the termination of the work in hand at the moment of the expiry of their mandate.

Vacancies which may occur as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner laid down for the nominations.

Article 6.

The Permanent Conciliation Commission shall be constituted within three months from the entry into force of the present Convention.

If the nomination of the Commissioner to be appointed by common agreement shall not have taken place within the said period or, in the case of the filling of a vacancy, within three months from the time when the seat falls vacant, the President of the Permanent Court of International Justice, or if the latter is a national of one of the Contracting States, the Vice-President of the Court, shall, in the absence of any other agreement, be requested to make the necessary appointment.

Article 7.

The Permanent Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request, after giving a summary account of the subject of the dispute, shall contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from only one of the Parties, notification thereof shall be made by that Party without delay to the other.

Article 8.

Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties contractantes aura porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer l'un des membres désignés par elle par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière, sous réserve, toutefois, de la règle stipulée à l'article 5, premier alinéa, concernant la nationalité des membres de la Commission. La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ces travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées, et s'il y a lieu les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 10.

A moins de stipulation spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement, à l'unanimité, se conformera aux dispositions du Titre III (Commission internationale d'enquête) de la Convention¹ de La Haye du 18 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 12.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission, avec l'assentiment des Parties.

Article 13.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 8.

Within fifteen days from the date on which one of the Contracting Parties shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may, for the examination of the particular dispute, replace one of the members whom it has appointed by a person possessing special competence in the matter, subject always to the rule set forth in Article 5, paragraph 1, as to the nationality of the members of the Commission. The Party making use of this right shall immediately notify the other Party; the latter shall in that case be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 9.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute to collect with that object all necessary information by means of enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it, and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement and, if need be, the terms of the agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission shall, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the day on which the Commission was first notified of the dispute.

Article 10.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which in any case must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it unanimously decides otherwise, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 12.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission shall not be public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 13.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents, whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

autre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraît utile.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes autres personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur Gouvernement.

Article 14.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

Article 15.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder, sur leur territoire, et selon leur législation, à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 16.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun de ses membres recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Parties contractantes qui en supporteront chacune une part égale. Les frais auxquels donnerait lieu le fonctionnement de la Commission seront également partagés par moitiés.

Article 17.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, la contestation sera soumise d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale, dans les conditions et suivant la procédure prévues par son statut, soit à un Tribunal arbitral, dans les conditions et suivant la procédure prévues par le compromis.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 18.

Dans tous les cas et notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission permanente de conciliation ou si celle-ci ne s'en trouvait plus saisie, le Tribunal arbitral ou la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, indiqueront s'il y a lieu et dans le plus bref délai possible, quelles mesures provisoires doivent être prises. Chacune des Parties contractantes s'engage à s'y conformer, à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose, and they may request that all persons whose evidence appears to them useful should be heard.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all other persons it may think useful to summon with the consent of their respective Governments.

Article 14.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority vote.

Article 15.

The Contracting Parties undertake to facilitate the work of the Permanent Conciliation Commission, and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to enable it to proceed, in their territory and in accordance with their laws, to summon and hear witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 16.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each of its members shall receive emoluments the amount of which shall be fixed by mutual agreement between the Contracting Parties, each of whom shall contribute an equal share. The expenses occasioned by the working of the Commission shall also be equally divided.

Article 17.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, the dispute shall, by common consent, be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice, under the conditions and according to the procedure laid down in its Statute, or to an arbitral tribunal under the conditions and according to the procedure laid down in the special agreement.

If the Parties cannot agree on the terms of the special agreement, either of them may, after one month's notice, bring the dispute direct before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

GENERAL PROVISION.

Article 18.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Permanent Conciliation Commission or, if the matter is no longer before this Commission, the arbitral tribunal or the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, shall, if necessary, indicate within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. Each of the Contracting Parties undertakes to comply therewith and to abstain from all measures likely to have consequences prejudicial to the execution of the decision or to the arrangements proposed by the Conciliation Commission, and in general to abstain from any act whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 19.

Le présent traité reste applicable entre les Parties contractantes encore que d'autres Puissances aient également un intérêt dans le différend.

Article 20.

Le présent traité sera communiqué pour enregistrement à la Société des Nations, conformément à l'article 18 du Pacte.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié. Les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra. Il entrera en vigueur le 15^{me} jour après l'échange des ratifications et aura une durée de dix ans à compter de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant un Tribunal d'arbitrage ou devant la Cour permanente de Justice internationale, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kaunas, en double exemplaire, le vingt-quatre novembre mil neuf cent trente.

(L. S.) (Signé) H. CELMINŠ.

(L. S.) (Signé) ZAUNIUS.

Article 19.

The present Treaty shall remain applicable as between the Contracting Parties even though other Powers also have an interest in the dispute.

Article 20.

The present treaty shall be communicated for registration to the League of Nations in accordance with Article 18 of the Covenant.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified. The ratifications shall be exchanged as soon as possible. It shall enter into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications and shall be valid for ten years from the date of its entry into force. If it is not denounced six months before the expiration of this term it shall be deemed to be renewed for a period of five years, and similarly thereafter for successive periods of five years.

If on the expiry of the present Treaty any proceedings whatsoever in virtue of the said Treaty shall be pending before the Permanent Conciliation Commission, before an arbitral tribunal or before the Permanent Court of International Justice, these proceedings shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at Kaunas, the twenty-fourth day of November one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) (Signed) H. CELMINŠ.

(L. S.) (Signed) ZAUNIUS.

N° 2627.

LETTONIE ET LITHUANIE

Accord commercial, avec protocole.

Signé à Kaunas, le 24 novembre
1930.

LATVIA AND LITHUANIA

Commercial Agreement, with Pro-
tocol. Signed at Kaunas, Novem-
ber 24 1930.

N° 2627. — ACCORD¹ COMMERCIAL ENTRE LA LETTONIE ET LA LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 24 NOVEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 23 février 1931.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations économiques entre les deux pays, ont décidé de conclure un accord et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Son Excellence M. Hugo CELMIŅŠ, président du Conseil des Ministres et ministre des Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE :

Son Excellence M. le D^r Dovas ZAUNIS, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, admis sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, y jouiront en se conformant à ses lois et règlements de la même liberté de circulation, de séjour, d'établissement, de choix de résidence et de déplacement que les nationaux, sans être soumis à des conditions ou prescriptions autres que celles auxquelles, pour chacune desdites libertés, sont soumis les nationaux, sans préjudice, toutefois, des prescriptions de police concernant les étrangers et les dispositions relatives au marché national du travail.

Ces ressortissants seront, à condition de se conformer aux lois et règlements du pays, assimilés aux nationaux en ce qui concerne l'exercice de toute activité commerciale et industrielle.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, de la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs biens, de leurs droits et leurs intérêts à l'égal des nationaux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront traités à l'égal des nationaux en ce qui concerne le droit de posséder les biens immobiliers, ainsi que d'en disposer aux mêmes conditions que les nationaux. En ce qui concerne le droit d'acquérir les biens immobiliers, les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Riga, le 31 décembre 1930.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 2627. — COMMERCIAL AGREEMENT² BETWEEN LATVIA AND LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, NOVEMBER 24, 1930.

French official text communicated by the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place February 23, 1931.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, of the other part, being equally desirous of promoting and extending the economic relations between the two countries, have decided to conclude an agreement, and for this purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA :

His Excellency Monsieur Hugo CELMIŅŠ, Prime Minister, Minister for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA :

His Excellency Dr. Dovas ZAUNIUS, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions.

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties, admitted into the territory of the other High Contracting Party, shall enjoy therein, provided they comply with the laws and regulations of that Party, the same rights to travel, sojourn, settle, choose their place of residence, and move from place to place, as nationals, without being subject to any conditions or regulations other than those to which nationals are subject with regard to each of the said rights, but without prejudice to the police regulations concerning foreigners and the measures relating to the home labour market.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be on an equal footing with the nationals of the other High Contracting Party as regards the conduct of all commercial and industrial activities, provided they comply with the laws and regulations of the country.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as the nationals of this latter Party as regards the legal and judicial protection of their persons, property, rights and interests.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive the same treatment as nationals as regards the right to own immovable property, and shall be entitled to dispose of such property on the same conditions as nationals of the country. With regard to the right to acquire immovable property, the High Contracting Parties reciprocally guarantee most-favoured-nation treatment.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Riga, December 31, 1930.

Article 2.

En matière d'impôts et de taxes de toutes sortes, ainsi que de toutes autres charges de caractère fiscal, sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sous tous les rapports, sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, du même traitement et de la même protection auprès des autorités et juridictions fiscales que les nationaux, tant pour leurs personnes que pour leur biens, droits et intérêts, y compris leur commerce et leur industrie.

Article 3.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, sur la base d'égalité avec les nationaux, des lois et règlements relatifs à la protection du travail et aux assurances sociales. Ont droit aux prestations, réparation des accidents du travail ainsi que d'assurance contre l'incapacité du travail et en cas de vieillesse et de décès, les ressortissants des Hautes Parties contractantes et éventuellement leurs familles, sans égard au pays où l'accidenté (l'assuré) a émigré après avoir acquis le droit aux prestations et sans égard où réside sa famille.

Article 4.

Les sociétés par actions et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, régulièrement constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes et y ayant leur siège, seront reconnues par l'autre Haute Partie contractante comme régulièrement constituées.

La reconnaissance des sociétés susvisées de l'une des Hautes Parties contractantes n'implique pas leur admission à l'établissement et au fonctionnement sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, et, en général, à l'exercice des actes visés par leurs statuts.

Les sociétés ci-dessus mentionnées jouiront, après leur admission, des mêmes droits qui sont ou seront accordés aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

En tout ce qui concerne la protection légale, ainsi que les impôts et autres droits de quelque nature qu'ils soient, le traitement national sera réciproquement appliqué auxdites sociétés.

Article 5.

Les produits énumérés à la liste A ci-annexée, originaires et en provenance de Lettonie, bénéficieront à leur importation en Lithuanie des pourcentages de réduction indiqués à ladite liste.

Les produits énumérés à la liste B ci-annexée, originaires et en provenance de Lithuanie, bénéficieront à leur importation en Lettonie des pourcentages de réduction indiqués à ladite liste.

Article 6.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5, les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits ainsi que pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires de chacune des Hautes Parties contractantes, ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou

Article 2.

In the matter of taxes and duties of every kind, and any other charges of a fiscal nature, no matter on whose behalf they are levied, the nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy in every respect, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment and the same protection by the fiscal authorities and courts dealing with fiscal matters as nationals of the country, both for their persons and their property, rights, and interests, including their trade and industry.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy, in the territory of the other High Contracting Party, the same treatment as nationals as regards the laws and regulations relating to the protection of labour and social insurance. The nationals of the High Contracting Parties, and their families when affected, shall be entitled to benefits, compensation for industrial accidents, and insurance in respect of disablement, old age and death, irrespective of the country to which the victim of the accident the insured (person) emigrated after having acquired the right to such benefit, and of the place of residence of his family.

Article 4.

Joint-stock companies and other commercial, industrial or financial companies properly constituted in conformity with the legislation of one of the High Contracting Parties and having their head offices in the territory of that Party shall be recognised by the other High Contracting Party as being properly constituted.

The recognition of such companies by one of the High Contracting Parties shall not imply the right for such companies to establish themselves and operate in the territory of the other High Contracting Party and in general to carry out the transactions provided for in their memorandum and articles.

After admission, such companies shall enjoy the same rights as are or may in future be accorded to similar companies of the most-favoured-nation.

With regard to legal protection and taxes and other duties of whatever nature, national treatment shall be applied reciprocally to such companies.

Article 5.

The products originating in and coming from Latvia enumerated in List A annexed hereto shall, on their importation into Lithuania, enjoy the benefit of the percentage reductions indicated in the said list.

The products originating in and coming from Lithuania enumerated in List B annexed hereto shall, on their importation into Latvia, enjoy the benefit of the percentage reductions indicated in the said list.

Article 6.

Without prejudice to the provisions of Article 5, the High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of all matters relating to Customs duties and all accessory duties, and the method of collecting the duties, and also in respect of the rules, formalities and charges to which Customs clearing operations may be subjected.

Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either High Contracting Party shall in no case be subject, in the above-mentioned respects, to other or higher

charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un pays tiers quelconque.

De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Hautes Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Haute Partie contractante, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Hautes Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de l'autre Haute Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés au présent article :

- 1^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à d'autres Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière ;
- 2^o Les faveurs résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Hautes Parties contractantes ;
- 3^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lettonie à l'Estonie, à la Finlande et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;
- 4^o Les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées par la Lithuanie à l'Estonie.

Article 7.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, frappent ou frapperont à l'avenir les marchandises — sans égard pour le compte de qui elles sont perçues — ne pourront sous aucun prétexte comporter pour les produits de l'autre Haute Partie contractante des charges fiscales plus onéreuses que celles auxquelles sont soumis les produits nationaux similaires.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée en tout ce qui concerne le régime des commis-voyageurs et des échantillons.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver leur commerce réciproque par aucune prohibition ou restriction à l'importation ou à l'exportation.

Sont exceptées de cette règle les prohibitions ou restrictions ci-dessous énumérées, en tant qu'elles sont applicables à tous les pays ou aux pays se trouvant dans des conditions identiques :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;

duties, dues, or charges, or to other or more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to products of the same kind originating in any third country whatsoever.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either High Contracting Party to the territory of the other High Contracting Party shall in no case be subject, in the same respects, to other or higher duties, dues, or charges, or to more burdensome rules and formalities, than those which are or may in future be applied to the same products consigned to the territory of any other country whatsoever.

Any advantages, favours, privileges, and immunities, which either Contracting Party has granted or may in future grant in the aforesaid respects to natural or manufactured products originating in any other country or consigned to the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same kind originating in the territory of the other High Contracting Party or consigned to the territory of that Party.

The following shall, however, be excepted from the engagements laid down in the present Article :

- (1) Privileges which are or may hereafter be granted to other contiguous States with the object of facilitating frontier traffic ;
- (2) Privileges in virtue of a Customs union already existing or concluded hereafter by one of the High Contracting Parties ;
- (3) Privileges which are or may hereafter be granted by Latvia to Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics ;
- (4) Privileges which are or may hereafter be granted by Lithuania to Estonia.

Article 7.

Internal taxes which are levied or which may in future be levied on goods — no matter on whose behalf they are collected — in the territory of one of the High Contracting Parties may not on any grounds be so levied on the products of the other High Contracting Party as to involve fiscal charges more burdensome than those imposed on national products of the same nature.

Article 8.

The High Contracting Parties agree to grant each other unconditional and unrestricted most-favoured-nation treatment in respect of commercial travellers and samples.

Article 9.

The High Contracting Parties undertake not to hinder trade between the two countries by means of import or export prohibitions or restrictions.

The following prohibitions or restrictions shall be excepted from this rule, so far as they are applicable to all countries or to countries in an identical situation :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions regarding traffic in arms, ammunition, and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other military supplies ;
- (3) Prohibitions or restrictions imposed for the protection of public health or for the protection of animals or plants against disease, insects, and harmful parasites ;

4° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

5° Prohibitions et restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article 10.

Il est réservé aux navires battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes ainsi qu'à leurs cargaisons dans les eaux territoriales et sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante sous tous les rapports le même traitement qu'aux navires nationaux et à leurs cargaisons, quelles que soient leur provenance ou leur destination.

Toutefois, il est fait exception aux stipulations du présent article en ce qui concerne l'exercice de la pêche, du cabotage, du pilotage et du service intérieur des ports, la navigation sur les voies navigables intérieures, ainsi que les facilités, détaxes ou ristournes que les Hautes Parties contractantes pourraient consentir à leurs ressortissants comme prime à la construction navale nationale.

Article 11.

Le présent accord sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Riga aussitôt que faire se pourra.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

Le présent accord est conclu pour la durée de deux ans, ce délai commençant à courir à partir de la date de sa mise en vigueur. Il sera prorogé par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée, s'il n'est dénoncé par une des Hautes Parties contractantes six mois au moins avant l'expiration de cette période. En cas de prorogation par voie de tacite reconduction, chacune des Hautes Parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer le présent accord à tout moment pour prendre fin six mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord.

Fait à Kaunas, en double expédition, le 24 novembre 1930.

(L. S.) (Signé) H. CELMIŅŠ.

(L. S.) (Signé) ZAUNIUS.

(4) Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the régime established within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of, national products of the same kind ;

(5) Prohibitions and restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may in future be subject within the country to State monopolies or to monopolies exercised under State control.

Article 10.

Ships flying the flag of one of the High Contracting Parties and their cargoes shall in all respects enjoy the same treatment as national vessels and their cargoes in the territorial waters and in the territory of the other High Contracting Party, whatever their origin or destination.

Fishing, the coasting trade, pilotage and the internal services of ports, navigation on inland waterways, and facilities, rebates, or reductions, which the High Contracting Parties may grant to their nationals by way of a bounty for national shipbuilding, shall, however, be excepted from the provisions of the present Article.

Article 11.

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged at Riga as soon as possible.

It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications.

The present Agreement is concluded for two years from the date on which it is put into force. It shall be prolonged by tacit consent for an indefinite period, unless it is denounced by one of the High Contracting Parties at least six months before the expiry of this period. In the event of the Agreement's being prolonged by tacit consent, each of the High Contracting Parties reserves the right to denounce the present Agreement at any time, such denunciation to take effect six months from that date.

In faith whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

Done at Kaunas, in duplicate, November 24, 1930.

(L. S.) (Signed) H. CELMIŅŠ.

(L. S.) (Signed) ZAUNIUS.

LISTE « A »

PRODUITS LETTONS.

Position du tarif douanier lithuanien	Désignation des marchandises	Détaxes
ex § 37, p. 4	Hareng baltique, salé et fumé	50 %
ex § 57, p. 8	Hareng baltique, salé et fumé pour les fabriques.	75 %
ex § 76, p. 1 b)	Chaussures d'étoffe avec semelles en caoutchouc .	65 %
ex § 85, p. 2	Isolateurs	50 %
ex § 88, p. 1 b)	Huiles de paraffine, huiles de vaseline	50 %
ex § 88, p. 1 c)	Talons en caoutchouc	50 %
§ 88, p. 3	Pneumatiques et tuyaux en caoutchouc pour bicy- clettes	50 %
	Chaussures en caoutchouc et gutta-percha avec ou sans partie en tissus, en cuir, boucles, etc. . . .	50 %
	<i>Remarque</i> : Il est entendu que les snowboots de toute sorte rentrent dans cette position du tarif douanier lithuanien.	
§ 117, p. 4 a)	Huiles et graisses de coco, de palmiers, et autres non indiquées séparément, pures graisses de plantes, non raffinées, ayant au moins 2 % d'acide libre	kg. Lit. 0.175 (droit consolidé)
§ 117, p. 4 b)	Huiles de même espèce, raffinées, en tonneaux . . .	kg. Lit. 0.60 (droit consolidé)
	<i>Remarque</i> : Pour les fabriques de graisses alimen- taires, la réduction supplémentaire de 50 % est prévue.	
ex § 117, p. 4 c)	Huiles de même espèce, raffinées, dans d'autres emballages	kg. Lit. 1.00 (droit consolidé)
	<i>Remarque</i> (1) : Il est entendu que les droits du tarif général pour cette dernière position seront établis au moins au niveau suivant :	
	§ 117, p. 4-a) kg. Lit. 0.35	
	§ 117, p. 4-b) kg. Lit. 1.00	
	§ 117, p. 4-c) kg. Lit. 1.50	
	<i>Remarque</i> (2) : Les droits du tarif au § 51, p. 2 pour les graisses de poisson, seront établis d'au moins : Lt. 0.25 pour les graisses solides et Lit. 0.15 pour les graisses liquides.	
ex § 130, p. 1	Bleu d'outremer, en emballages de 5 kg. et au-dessu de 5 kg.	50 %
ex § 131	Blanc de plomb (blanc de céruse)	50 %
ex § 132	Oxyde rouge de plomb (minium)	50 %
ex § 149, p. 1	Vaisselle de cuisine en aluminium, avec ou sans parties en bois, fer etc., excepté les cuillers et fourchettes	50 %
§ 152, p. 3	Chaudières à vapeur	50 %
ex § 169, p. 2 a), b), c)	Appareils de téléphone, de télégraphe et de télé- graphe sans fil, commutateurs, centrales de téléphone	50 %
ex § 169, p. 5 a)	Lampes à incandescence	50 %
§ 183, p. 1 a), b) et p. 2 a), b)	Fils de coton	50 %
ex § 186, p. 2 a), b)	Fils de laine peignée	50 %
ex § 186, p. 3 a), b)	Fils de laine peignée	50 %
ex § 187, p. 1, 2	Rubans de coton non élastiques, mèches à lampe, tissées	50 %
ex § 188, p. 1, 2	Rubans de coton non élastiques, mèches à lampe, tissées	50 %

LIST "A".

LATVIAN PRODUCTS.

Lithuanian Customs tariff items	Description of Goods	Rebates
ex § 37, item 4	Baltic herrings, salted and smoked	50 %
ex § 57, item 8	Baltic herrings, salted and smoked for manufacture	75 %
ex § 76, item 1 (b)	Footwear of cloth with rubber soles	65 %
ex § 85, item 2	Insulators	50 %
ex § 88, item 1 (b)	Paraffin oils, vaseline oils	50 %
ex § 88, item 1 (c)	Rubber heels	50 %
	Rubber tyres and tubes for bicycles	50 %
§ 88, item 3	Footwear of rubber and gutta-percha, with or without parts made of cloth or leather, buckles, etc. <i>Note</i> : It is understood that snow-boots of all kinds come under this item of the Lithuanian Customs tariff.	50 %
§ 117, item 4 (a)	Cocoonut-, palm-, and other oils and fats not specially mentioned, pure vegetable fats, not refined, containing at least 2 % free acid . . .	kg. Lit. 0.175 (consolidated duty)
§ 117, item 4 (b)	Oils of the same kind, refined, in casks <i>Note</i> : An additional reduction of 50% is allowed to manufacturers of alimentary fats.	kg. Lit. 0.60 (consolidated duty)
ex § 117, item 4 (c)	Oils of the same kind, refined, in other containers <i>Note 1</i> : It is understood that the general tariff rates for this last item shall not be less than the following : § 117, item 4 (a) kg. Lit. 0.35 § 117, item 4 (b) kg. Lit. 1.00 § 117, item 4 (c) kg. Lit. 1.50 <i>Note 2</i> : The tariff rates for § 51, item 2., fish fats, shall be at least Lit. 0.25 for solid fats and Lit. 0.15 for liquid fats.	kg. Lit. 1.00 (consolidated duty)
ex § 130, item 1	Ultramarine blue, in packets of 5 kg. and over . .	50 %
ex § 131	White lead (ceruse)	50 %
ex § 132	Red oxide of lead (red lead)	50 %
ex § 149, item 1	Aluminium kitchen utensils, with or without parts made of wood, iron, etc., except spoons and forks	50 %
§ 152, item 3	Steam boilers	50 %
ex § 169, item 2 (a), (b), (c)	Telephonic, telegraphic and wireless apparatus, switches, telephone exchanges	50 %
ex § 169, item 5 (a)	Incandescent lamps	50 %
§ 183, item 1 (a), (b) and item 2 (a), (b)	Cotton threads	50 %
ex § 186, item 2 (a), (b)	Worsted threads	50 %
ex § 186, item 3 (a), (b)	Worsted threads	50 %
ex § 187, items 1, 2	Cotton ribbons, non-elastic, lamp wicks, woven .	50 %
ex § 188, items 1, 2	Cotton ribbons, non-elastic, lamp wicks, woven.	50 %

LISTE « B »
PRODUITS LITHUANIENS.

Position du tarif douanier letton	Désignation des marchandises	Détaxes
§ 1, p. 2	Froment (pour un contingent annuel de 5000 tonnes)	75 %
§ 1, p. 3	Seigle	exempt de droits de douane
ex § 5, p. 1	Oignons	75 %
ex § 6, p. 1	Prunes, cerises	50 %
ex § 6, p. 6	Baies fraîches, à l'exception des fraises de jardin . .	50 %
ex § 6, p. 6	Fraises de jardin	33 $\frac{1}{3}$ %
§ 36, p. 5	Oeufs	35 %
§ 40, p. 1	Chevaux	Tête Ls 30.— (droit consolidé)
	<i>Remarque :</i> Il est entendu que le droit du tarif général pour cette dernière position sera établi d'au moins Ls 60.— la tête.	
§ 40, p. 2	Gros bétail	30 %
ex § 40, p. 8	Oies	exempts de droits de douane
ex § 151, p. 2	Rivets	75 %
§ 153, p. 3	Vins, boulons, écrous	75 %
ex § 154, p. 1	Seaux	75 %
ex § 156, p. 1 y)	Rivets	75 %
ex § 161, p. 1	Fers à repasser	75 %
ex § 161, p. 2	Fers à repasser	75 %

PROTOCOLE

I.

Il est entendu que le présent accord ne touche en rien aux obligations conventionnelles existantes entre les deux Etats qui garantissent éventuellement des traitements plus favorables que ceux prévus dans les articles de cet accord.

II.

Les dispositions du présent accord, qui prévoient expressément l'octroi du traitement national, impliquent l'octroi inconditionnel du traitement de la nation la plus favorisée.

III.

La question du transit ainsi que celle des tarifs de transit sera réglée par un accord spécial entre les deux Hautes Parties contractantes.

IV.

Ad article 5.

Il est convenu que chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit, après l'expiration du délai de deux ans prévu à l'article 11 et en cas de prolongation de l'accord par voie de tacite

LIST " B ".
LITHUANIAN PRODUCTS.

Latvian Customs tariff items	Description of Goods	Rebates
§ 1, item 2	Wheat (for an annual quota of 5,000 tons)	75 %
§ 1, item 3	Rye	exempt from Customs duty
ex § 5, item 1	Onions	75 %
ex § 6, item 1	Plumbs, cherries.	50 %
ex § 6, item 6	Fresh berries, with the exception of garden straw- berries	50 %
ex § 6, item 6	Garden strawberries	33 ¹ / ₈ %
§ 36, item 5	Eggs	35 %
§ 40, item 1	Horses	Ls. 30 per head (consolidated duty)
	<i>Note</i> : It is understood that the general tariff rate for this last item shall be at least Ls. 60 per head.	
§ 40, item 2	Cattle	30 %
ex § 40, item 8	Geese	exempt from Customs duty
ex § 151, item 2	Rivets	75 %
§ 153, item 3	Screws, bolts, nuts	75 %
ex § 154, item 1	Buckets	75 %
ex § 156, item 1 (γ)	Rivets	75 %
ex § 161, item 1	Smoothing-iron	75 %
ex § 161, item 2	Smoothing-irons	75 %

PROTOCOL.

I.

It is understood that the present Agreement in no way affects the conventional obligations existing between the two States which may guarantee treatment more favourable than that provided in the Articles of this Agreement.

II.

The provisions of the present Agreement which expressly provide for the granting of national treatment imply the unconditional granting of most-favoured-nation treatment.

III.

The question of transit as well as that of transit rates shall be settled by a special agreement between the two High Contracting Parties.

IV.

Ad Article 5.

It is agreed that each High Contracting Party shall have the right, after the expiry of the two years mentioned in Article 11, and in the event of the prolongation of the Agreement by tacit consent,

reconduction, d'adresser à l'autre Partie des propositions concernant les modifications et les additions à apporter aux listes des marchandises « A » et « B », annexées à cet accord.

Cette dernière Partie s'engage à considérer ces propositions avec la plus grande bienveillance.

V.

Ad articles 5 et 6.

Pour réserver aux produits originaires de leurs pays respectifs les bénéfices des dispositions des articles 5 et 6, les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine.

VI.

La Lettonie déclare que pendant la durée du présent Accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier énumérées à la liste « C » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie, la Finlande et l'Union des Républiques socialistes soviétiques) des réductions sur les taux du tarif, qui ne seraient pas étendues à la Lithuanie.

LISTE « C »

PARAGRAPHERS DU TARIF LETTON.

§	I	§	36, 5
§	3	§	37, I
§	4	§	40
§	5, I, 4	§	43
§	6, I, 5, 6	§	62, 3
§	13	§	153, 2, 3, 4
§	14, I, 2	§	161
§	32	§	177, I.
§	34		

La Lithuanie déclare que pendant la durée du présent accord elle n'a pas en vue d'accorder, relativement aux positions de son tarif douanier énumérées à la liste « D » ci-dessous, à un Etat tiers (y compris l'Estonie) des réductions sur les taux du tarif, qui ne seraient pas étendues à la Lettonie.

LISTE « D »

PARAGRAPHERS DU TARIF LITHUANIEN.

§	55, 3, 4, 5, 6	§	183
§	57, I, 2	§	186
§	61, 2	§	187
§	65, 3	§	188
§	169, 2	§	199.
§	177, 2		

(Signé) H. CELMIŅŠ.

(Signé) ZAUNIUS.

to submit to the other Party proposals concerning alterations and additions to be made to the lists of goods "A" and "B" annexed to this Agreement.

The latter Party undertakes to give the most friendly consideration to such proposals.

V.

Ad Articles 5 and 6.

In order to reserve to the products originating in their respective countries the benefits of the provisions of Articles 5 and 6, the High Contracting Parties may require the products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin.

VI.

Latvia declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia, Finland and the Union of Soviet Socialist Republics), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in list "C" below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Lithuania.

LIST "C".

SECTIONS OF THE LATVIAN TARIFF.

§ 1	§ 36, 5
§ 3	§ 37, 1
§ 4	§ 40
§ 5, 1, 4	§ 43
§ 6, 1, 5, 6	§ 62, 3
§ 13	§ 153, 2, 3, 4
§ 14, 1, 2	§ 161
§ 32	§ 177, 1.
§ 34	

Lithuania declares that for the duration of the present Agreement she has no intention of granting to any third State (including Estonia), in respect of the items of her Customs tariff enumerated in list "D" below, reductions on the tariff rates which would not be extended to Latvia.

LIST "D".

SECTIONS OF THE LITHUANIAN TARIFF.

§ 55, 3, 4, 5, 6	§ 183
§ 57, 1, 2	§ 186
§ 61, 2	§ 187
§ 65, 3	§ 188
§ 169, 2	§ 199.
§ 177, 2	

(Signed) H. CĒLMĪŅŠ.

(Signed) ZAUNIUS.

N° 2628.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET PAYS-BAS**

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'exemption de l'impôt sur le revenu en ce qui concerne les bénéfices dérivés d'entreprises de navigation. Washington, les 13 septembre, 19 octobre et 27 novembre 1926.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND THE NETHERLANDS**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the Relief from Double Income Tax on Shipping Profits. Washington, September 13, October 19 and November 27, 1926.

No. 2628. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT CONSTITUTING AN ARRANGEMENT CONCERNING THE RELIEF FROM DOUBLE INCOME TAX ON SHIPPING PROFITS. WASHINGTON, SEPTEMBER 13, OCTOBER 19 AND NOVEMBER 27, 1926.

*Texte officiel anglais communiqué par le ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 25 février 1931.
Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 23 janvier 1931.*

I.

FOR THE LEGATION.

September 13, 1926.

SIR,

The Department informs you of the receipt of a communication from the Treasury Department regarding the draft of a Royal Decree, with English translation, to be issued by Her Majesty the Queen of the Netherlands, relative to the prevention of double taxation on income derived exclusively from the operation of ships, which was left at the Treasury Department on July 29, 1926. The English translation of the proposed decree reads as follows :

We Wilhelmina, by the Grace of God, Queen of The Netherlands, Princess of Orange-Nassau, etc. etc.

Whereas it is provided in the Unique Section of the Law of June 26, 1926 (Statute book No. 209), that we reserve Ourselves under No. 2 to make provisions, on a basis of reciprocity, preventing double taxation on earnings derived from the operation of ships, corresponding with equivalent provisions existing in the laws of foreign nations ; and

Whereas under Section 213, litt. b. no. 8 of the Revenue Act of the United States no tax is imposed on the income of an alien individual non-resident in the United States or of a foreign corporation which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of a foreign country which grants an equivalent exemption to citizens of the United States and to corporations organised in the United States do hereby proclaim and make known :

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 2628. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'EXEMPTION DE L'IMPOT SUR LE REVENU EN CE QUI CONCERNE LES BÉNÉFICES DÉRIVÉS D'ENTREPRISES DE NAVIGATION. WASHINGTON, LES 13 SEPTEMBRE, 19 OCTOBRE ET 27 NOVEMBRE 1926.

English official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place February 25, 1931.

This Exchange of Notes was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, January 23, 1931.

I.

Pour la Légation

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 13 septembre 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Le Département vous informe qu'il a reçu une communication du Département du Trésor concernant le projet (avec traduction anglaise) du Décret royal que doit promulguer Sa Majesté la Reine des Pays-Bas, pour éviter la double imposition des bénéfices provenant exclusivement de l'exercice de la navigation, projet déposé au Département du Trésor le 29 juillet 1926. Le projet de décret est ainsi conçu :

Nous, Wilhelmine, par la grâce de Dieu Reine des Pays-Bas, Princesse d'Orange-Nassau, etc., etc.,

Vu l'article unique de la loi du 26 juin 1926 (Recueil des Lois N^o 209) aux termes duquel Nous nous réservons, sous le N^o 2, de prendre, sur la base de la réciprocité, des dispositions correspondant à des dispositions équivalentes des législations étrangères, et tendant à éviter la double imposition des bénéfices provenant de l'exercice de la navigation ;

Vu qu'aux termes de l'article 213 (b) (8) du Revenue Act des Etats-Unis les revenus des personnes physiques étrangères ne résidant pas aux Etats-Unis et des sociétés étrangères sont exempts d'impôts pour autant qu'ils proviennent exclusivement de l'exploitation de navires dont les papiers de bord ont été établis, en vertu de la législation d'un pays étranger qui accorde une exonération équivalente aux citoyens américains et aux personnes morales constituées aux Etats-Unis, décrétons et promulguons :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Unique section.

Citizens of the United States non-resident in the Netherlands and corporations organised in the United States which effectuate in the Netherlands the sea transport with ships documented under the law of the United States are (with retroactive power till January 1, 1921) not subject to taxation, as far as income derived exclusively from such industry is concerned.

The Treasury Department states that it interprets the proposed decree as exempting from tax the income from sources within the Netherlands received by citizens of the United States non-resident in the Netherlands and by corporations organized in the United States, which consists exclusively of earnings derived from the operation of ships documented under the laws of the United States such exemption applying to income received on or after January 1, 1921. It notes that the exemption is granted to corporations organized in the United States without limiting such exemption in any way.

The Treasury Department states that the decree as submitted to it meets the equivalent exemption requirements of Section 213 b) (8) of the United States Revenue Acts of 1921, 1924 and 1926.

I shall be pleased to have you inform me when the decree is issued.

Accept, Sir, the renewed assurances of my high consideration.

For the Secretary of State :

Joseph C. GREW.

Jonkheer Dr. H. van Asch van Wyck,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the Netherlands.

II.

No. 3219.

WASHINGTON, D. C. *October 19, 1926.*

SIR,

I had the honor to receive your note of September 13, 1926 by which you informed me of the receipt of a communication from the Treasury Department regarding the draft of a Royal Decree, with English translation, to be issued by Her Majesty the Queen of the Netherlands, relative to the prevention of double taxation on income derived exclusively from the operation of ships, which was left at the Treasury Department on July 29, 1926.

In this note you stated that the English translation of the proposed decree reads as follows :

We, Wilhelmina, by the Grace of God, Queen of the Netherlands, Princess of Orange-Nassau etc. etc.

Whereas it is provided in the Unique Section of the Law of June 26, 1926 (Statute book No. 209), that we reserve Ourselves under No. 2 to make provisions, on a basis of reciprocity, preventing double taxation on earnings derived from the operation of ships, corresponding with equivalent provisions existing in the laws of foreign nations ; and

Whereas under Section 213, litt. b, No. 8 of the Revenue Act of the United States no tax is imposed on the income of an alien individual non-resident in the United States or of a foreign corporation which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of a foreign country which grants an equivalent exemption to citizens of the United States and to corporations organised in the United States, do hereby proclaim and make known :

Unique section.

Citizens of the United States non-resident in the Netherlands and corporations organized in the United States which effectuate in the Netherlands the sea transport

Article unique.

Les ressortissants des Etats-Unis ne résidant pas aux Pays-Bas et les personnes morales constituées aux Etats-Unis qui se livrent au transport maritime aux Pays-Bas avec des navires dont les papiers de bord ont été établis en vertu de la législation des Etats-Unis sont exonérés d'impôts en ce qui concerne les revenus provenant de cette exploitation. Le présent décret aura effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 1921.

Le Département du Trésor déclare interpréter ce projet de décret comme exemptant d'impôts les revenus que les citoyens américains ne résidant pas aux Pays-Bas et les personnes morales constituées aux Etats-Unis retirent aux Pays-Bas de l'exploitation de navires dont les papiers de bord ont été établis en vertu de la législation des Etats-Unis, ladite exonération s'étendant aux revenus perçus à compter du 1^{er} janvier 1921 inclusivement. Le Département du Trésor note que l'exonération est accordée sans aucune restriction aux personnes morales constituées aux Etats-Unis.

Le Département du Trésor déclare que le décret, tel qu'il lui est soumis, satisfait aux conditions d'exonération équivalentes prévues à l'article 213 b) 8^o des Revenue Acts américains de 1921, 1924 et 1926.

Je vous serais obligé de bien vouloir m'aviser de la promulgation du décret.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat,
Joseph C. GREW.

Monsieur le Jonkheer Dr H. van Asch van Wyck,
Chargé d'affaires p. i. des Pays-Bas.

II.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 3219.

WASHINGTON D. C., le 19 octobre 1926.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ETAT,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note du 13 septembre 1926 par laquelle vous avez bien voulu m'informer que vous aviez reçu une communication du Département du Trésor concernant le projet (avec traduction anglaise) du Décret royal que doit promulguer Sa Majesté la Reine des Pays-Bas pour éviter la double imposition des bénéfices provenant exclusivement de l'exercice de la navigation, projet qui avait été déposé au Département du Trésor le 29 juillet 1926.

Dans ladite note vous déclarez que le projet de décret est ainsi conçu :

Nous, Wilhelmine, par la grâce de Dieu Reine des Pays-Bas, Princesse d'Orange-Nassau, etc., etc.,

Vu l'article unique de la loi du 26 juin 1926 (Recueil des Lois N^o 209) aux termes duquel Nous nous réservons, sous le N^o 2, de prendre, sur la base de la réciprocité, des dispositions correspondant à des dispositions équivalentes des législations étrangères et tendant à éviter la double imposition des bénéfices provenant de l'exercice de la navigation ;

Vu qu'aux termes de l'article 213 (b) (8) du Revenue Act des Etats-Unis les revenus des personnes physiques étrangères ne résidant pas aux Etats-Unis et des sociétés étrangères sont exempts d'impôts pour autant qu'ils proviennent exclusivement de l'exploitation de navires dont les papiers de bord ont été établis, en vertu de la législation d'un pays étranger qui accorde une exonération équivalente aux citoyens américains et aux personnes morales constituées aux Etats-Unis, décrétons et promulguons :

Article unique.

Les ressortissants des Etats-Unis ne résidant pas aux Pays-Bas et les personnes morales constituées aux Etats-Unis qui se livrent au transport maritime aux Pays-Bas avec des

with ships documented under the law of the United States are (with retroactive power till January 1, 1921) not subject to taxation as far as income derived exclusively from such industry is concerned.

You further informed me that the Treasury Department states that it interprets the proposed decree as exempting from tax the income from sources within the Netherlands received by citizens of the United States non-resident in the Netherlands and by corporations organized in the United States, which consists exclusively of earnings derived from the operation of ships documented under the laws of the United States, such exemption applying to income received on or after January 1, 1921, and that it notes that the exemption is granted to corporations organized in the United States without limiting such exemption in any way.

You also advised me that the Treasury Department states that the decree as submitted to it meets the equivalent exemption requirements of Section 213 (b) (8) of the United States Revenue Acts of 1921, 1924, and 1926, and you finally stated that you should be pleased to have me inform you when the decree is issued.

In reply thereto I have in compliance with instructions from my Government the honor to inform you that the Treasury Department's above-mentioned interpretation of the Royal Decree in question is correct and that the Decree in the form in which it was submitted was published on October 8, 1926, having been promulgated on October 1, 1926.

Please accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) H. VAN ASCH VAN WYCK.

The Honorable
the Secretary of State,
Washington, D. C.

III.

FOR THE MISSION.

November 27, 1926.

SIR,

Referring to your note of October 19, 1926, and to other correspondence in regard to the double taxation of income derived exclusively from the operation of ships, it affords me pleasure to inform you that I have received from the Acting Secretary of the Treasury a letter dated November 8, 1926, from which the following is quoted :

Inasmuch as the Netherlands Government has promulgated the Royal Decree in the form in which it was submitted to this Department, and has informed this Government that the Treasury Department's interpretation of the Royal Decree is correct, it is held that the Netherlands satisfies the equivalent exemption requirements of Section 213 (b) (8) of the Revenue Acts of 1921, 1924 and 1926. Consequently, the income of a non-resident alien or a foreign corporation which consists exclusively of earnings derived from the operation of a ship or ships documented under the laws of the Netherlands is exempt from income tax imposed by the Revenue Acts of 1921, 1924, and 1926.

Accept etc.

For the Secretary of State :
(Signed) Leland HARRISON.

Ihr. Dr. van Asch van Wyck,
Chargé d'Affaires *ad interim*
of the Netherlands.

navires dont les papiers de bord ont été établis en vertu de la législation des Etats-Unis sont exonérés d'impôts en ce qui concerne les revenus provenant de cette exploitation. Le présent décret aura effet rétroactif à compter du 1^{er} janvier 1921.

Vous avez bien voulu m'informer, en outre, que le Département du Trésor déclare interpréter ce projet de Décret comme exemptant d'impôts les revenus que les citoyens américains ne résidant pas aux Pays-Bas et les personnes morales constituées aux Etats-Unis retirent aux Pays-Bas de l'exploitation de navires dont les papiers de bord ont été établis en vertu de la législation des Etats-Unis, ladite exonération s'étendant aux revenus reçus à compter du 1^{er} janvier 1921, et qu'il note, en outre, que l'exonération est accordée sans aucune restriction aux personnes morales constituées aux Etats-Unis.

Vous m'avez également avisé que le Département du Trésor déclare que le décret qui lui est soumis satisfait aux conditions d'exonération équivalentes prévues à l'article 213 b) 8^o, des Revenue Acts américains de 1921, 1924 et 1926. Vous déclarez enfin que vous seriez heureux que je voulusse bien vous informer de la promulgation du décret.

En réponse à cette communication, j'ai l'honneur de vous faire connaître, conformément aux instructions de mon Gouvernement, que l'interprétation du décret royal en question, telle qu'elle est donnée par le Département du Trésor, est bien exacte et que ce décret a été promulgué en la forme soumise le 1^{er} octobre 1926 et publié le 8 octobre 1926.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) H. VAN ASCH VAN WYCK.

A Monsieur le Secrétaire d'Etat,
Washington, D. C.

III.

Pour la Mission,
DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, le 27 novembre 1926.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Me référant à votre note du 19 octobre 1926, ainsi qu'aux autres communications relatives à la double imposition des revenus provenant exclusivement de l'exercice de la navigation, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai reçu du Secrétaire du Trésor une lettre en date du 8 novembre 1926, dont j'extraits les dispositions ci-après :

Le Gouvernement néerlandais ayant promulgué le Décret royal en la forme soumise à notre Département et ayant avisé le Gouvernement américain de l'exactitude de l'interprétation donnée audit Décret par le Département du Trésor, les Pays-Bas sont considérés comme satisfaisant aux conditions d'exonération équivalente prévues à l'article 213 b) 8^o des Revenue Acts de 1921, 1924 et 1926. En conséquence, les revenus d'une personne physique étrangère ne résidant pas aux Etats-Unis, ou d'une société étrangère, sont exempts de l'impôt sur le revenu institué par les Revenue Acts de 1921, 1924 et 1926, pour autant que ces revenus proviennent exclusivement de l'exploitation de navires dont les papiers de bord ont été établis en vertu de la législation des Pays-Bas.

Veuillez agréer, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat :
(Signé) Leland HARRISON.

Monsieur le Jonkheer D^r van Asch van Wyck,
Chargé d'affaires p. i. des Pays-Bas.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)